



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 152 N° 059
Le lundi 24 novembre 2025

Présidence de l'honorable Francis Scarpaleggia

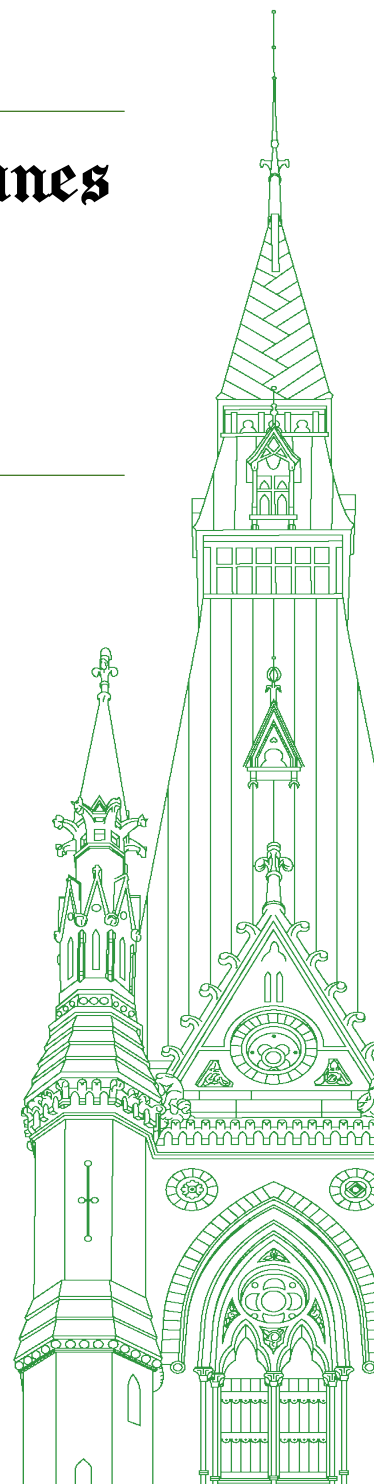


TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 24 novembre 2025

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

● (1100)

[Traduction]

L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DU CANADA

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 22 octobre, de la motion, ainsi que de l'amendement.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je suis ravi de prendre la parole au sujet de la motion présentée par mon collègue et ami le député d'York-Sud—Weston—Etobicoke, une motion importante que nous devrions tous appuyer. L'expérience de cet ancien ministre, qui a personnellement géré le dossier en question et qui a constaté les retombées de l'aide du Canada à l'étranger, parle d'elle-même.

J'ai quelques réflexions à partager. Commençons par le rôle essentiel du Canada en tant que pays du G7. À l'instar des autres membres du G7, nous avons le devoir de jouer un rôle structurant pour rendre le monde meilleur. Le Canada a l'obligation morale d'apporter une aide financière à d'autres régions du globe; j'irais même jusqu'à dire qu'il en a l'obligation légale.

Nous nous sommes montrés très généreux au fil des ans et nous avons optimisé l'usage des fonds. La reddition de comptes revêt une grande importance. Il faut trouver des approches judicieuses, stratégiques et innovantes pour favoriser le développement international et aider les pays à s'améliorer. La motion dont nous sommes saisis fait ressortir trois moyens d'y parvenir.

Nous pouvons parler de l'importance pour nous de prévoir des occasions de créer des retombées économiques réciproques en fournissant une aide aux petites et moyennes entreprises et aux organismes à but non lucratif afin qu'ils puissent bénéficier de l'aide étrangère accordée. Je vais donner quelques exemples concernant les Philippines.

Il n'y a pas si longtemps, je me suis rendu aux Philippines avec l'ancien ministre de l'Agriculture. Les gens seront peut-être surpris d'apprendre que, à bien des égards, le Canada est un chef de file mondial dans la production de pommes de terre de qualité. Notre expertise et notre technologie étaient utilisées aux Philippines, où nous avons vu des pommes de terre cultivées à partir de semences

de l'Île-du-Prince-Édouard. Ces semences de pommes de terre ont eu pour effet d'augmenter la production de pommes de terre aux Philippines. En fin de compte, je dirais que nous pouvons contribuer de bien des façons et que nos contributions sont non seulement avantageuses pour ceux qui bénéficient de notre aide, mais aussi pour notre pays.

Le secrétaire d'État au Développement international revient tout juste des Philippines. On s'est engagé à investir plusieurs millions de dollars pour soutenir 12 types de projets différents dans ce pays. Le Canada finance la Croix-Rouge pour aider les Philippines à faire face aux catastrophes climatiques et investit dans des projets de développement économique visant à renforcer la stabilité des collectivités. Je pense notamment à un projet qui date de quelques années et pour lequel nous avons fourni, si je ne me trompe pas, 1 million de dollars. Il s'agissait d'un programme éducatif visant à promouvoir la paix et la tolérance, les droits de la personne et la lutte contre le racisme dans la région de Mindanao afin d'assurer une plus grande tolérance, si je peux m'exprimer ainsi. Nous avons constaté une baisse substantielle des comportements racistes ou une plus grande tolérance chez les enfants. Grâce à un investissement de 1 million de dollars, des milliers d'élèves et des centaines d'enseignants ont pu participer à ce programme.

● (1105)

Lorsqu'on examine les chiffres dans leur ensemble, on constate que le Canada peut avoir une incidence très positive sur un pays en investissant une somme relativement modeste dans celui-ci. Quand je dis qu'un petit investissement peut avoir une grande incidence, je parle de quelques millions de dollars qui peuvent littéralement avoir une incidence sur plusieurs millions d'enfants, par exemple. C'est ce qui m'intéresse quand je pense aux investissements étrangers qui soutiennent l'aide internationale. C'est ainsi que nous aidons les enfants et les femmes en particulier dans la société. Je suis très fier de la façon dont le Canada est, à bien des égards, un chef de file mondial dans ce domaine en tant que pays du G7.

Pour en revenir aux Philippines, j'utiliserais un exemple concret tiré de la motion pour rappeler que le Canada soutient depuis longtemps ce pays grâce à des initiatives destinées à venir en aide aux Philippines. Il y a cinq ou six semaines, le premier ministre s'est rendu en Malaisie, où il a rencontré le président Marcos. Ils ont eu une excellente discussion, qui a abouti à un engagement à conclure un accord de libre-échange entre le Canada et les Philippines en 2026.

Affaires émanant des députés

Lors de discussions avec des membres du Congrès des Philippines dans le passé, ou simplement avec des gens du milieu des affaires, entre autres, on m'a souvent parlé de la relation spéciale entre les deux pays. Le Canada se soucie de la situation aux Philippines, et grâce à notre appui, les Philippines ont pu renforcer leur classe moyenne, qui a connu une croissance rapide au cours des dernières années. Leur PIB continue d'augmenter, tandis que leur position au sein de l'Asie se renforce. Grâce à la relation du Canada avec les Philippines au cours des dernières années, nous avons pu aider de nombreuses personnes dans ce pays, et nous constatons aujourd'hui les retombées positives de cette aide ici même, au Canada.

Je pense à l'ancien ministre et aux efforts qu'il a consacrés au continent africain ainsi qu'aux nombreux pays auxquels nous avons fourni de l'aide au développement international au fil des ans, dans un vaste éventail de secteurs, en mettant l'accent sur les enfants, la lutte contre la faim, l'éducation, les femmes, les droits de la personne et les changements climatiques. Voilà le genre de valeurs que nous rattachons souvent à notre aide étrangère. Je crois que cette façon de faire permet d'établir une relation plus saine et plus solide.

Si on examine la motion présentée par mon collègue de York-Sud—Weston—Etobicoke, on voit les trois points qui sont amplifiés: intégrer des occasions de créer des retombées économiques réciproques pour les petites entreprises et les organismes sans but lucratif, entre autres, afin que les Canadiens en tirent avantage; créer un guichet pour les partenariats économiques, en particulier pour les grands projets, ce qui, je pense, fera réellement bouger les choses; et, en fin de compte, présenter un rapport annuel au Parlement sur les résultats, afin d'offrir une plus grande reddition de comptes.

C'est grâce à des mesures de cette nature que nous pourrions convaincre les Canadiens qu'il est important de continuer de soutenir le développement international et l'aide à l'étranger, car il y a parfois de la résistance à cet égard. Si nous insistons sur la reddition de comptes et que nous expliquons aux Canadiens pourquoi il est si important que le Canada joue ce rôle, je pense que, de manière générale, ces mesures seront mieux reçues.

Je crois que nous avons l'obligation morale de maintenir le cap sur la voie que nous avons empruntée il y a de nombreuses années. Je remercie mon collègue d'avoir présenté cette motion.

• (1110)

L'hon. Mike Lake (Leduc—Wetaskiwin, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole au sujet de cette importante motion du député d'York-Sud—Weston—Etobicoke.

Je commencerai par féliciter le député. Nous n'avons qu'une seule chance de présenter une motion ou un projet de loi d'initiative parlementaire, si nous sommes assez chanceux pour être tirés au sort assez tôt pour qu'on en débâte à la Chambre. Ce peut être tentant de présenter quelque chose de partisan et de faire en sorte que ce sera difficile pour les autres partis de l'appuyer, mais après avoir lu cette motion, je pense que le député a profité de l'occasion pour proposer quelque chose qui peut rassembler la Chambre. Je l'en remercie.

Il y a un certain nombre de choses que j'aimerais souligner. Comme je l'ai mentionné, le libellé tente de parvenir à un consensus à la Chambre. En ce qui concerne le libellé sur la reddition de comptes et l'efficacité, cela me rappelle ce qui m'a d'abord amené à m'intéresser au développement international, c'est-à-dire l'Initiative

de Muskoka en 2010, lorsque le gouvernement Harper de l'époque a accueilli le sommet du G8 et a eu l'occasion de mettre en place une initiative de premier plan. Des intervenants comme Save the Children, UNICEF, CARE et Vision mondiale se sont réunis et ont eu l'idée de s'attaquer à deux objectifs pour lesquels nous avions du retard: sauver la vie des enfants de moins de cinq ans et sauver la vie des mères au moment de l'accouchement et dans la période qui suit. Bien sûr, ce sont des mesures que tous les Canadiens pouvaient appuyer lorsqu'ils comprenaient vraiment ce qui se passait.

Les mesures relatives à la responsabilité et à la transparence étaient bien ancrées dans l'Initiative de Muskoka. En ce qui concerne la responsabilité, les pays du G8 qui faisaient une promesse au Canada relativement à l'Initiative de Muskoka étaient censés respecter cette promesse. En ce qui concerne la transparence, il fallait travailler avec la communauté internationale. D'ailleurs, le premier ministre Harper a coprésidé un groupe chargé de surveiller où allait l'argent, de veiller à la transparence des dépenses et de faire en sorte que celles-ci visent à atteindre les objectifs fixés. Je me souviens d'avoir parlé au président-directeur général de l'une des organisations de développement international au Canada qui a dit que l'Initiative de Muskoka était sans doute l'une de deux initiatives percutantes du G7 ou du G8 ayant eu des effets concrets, avec la campagne Abolissons la pauvreté.

Lorsqu'il est question de reddition de comptes et de transparence, il est important de se concentrer sur les résultats des initiatives de ce genre. On peut notamment examiner les résultats de deux objectifs du Millénaire pour le développement qui ont été établis en 2000 et dont l'échéance était fixée à 2015, les objectifs 4 et 5, visant à sauver la vie d'enfants et de mères. En 2000, 9 millions d'enfants mouraient chaque année de maladies tout à fait évitables dont personne en Amérique du Nord ne mourrait, comme la diarrhée. L'accomplissement des objectifs connaissait un fort retard, mais, en 2015, en grande partie grâce aux efforts menés par les Canadiens, le nombre d'enfants de moins de 5 ans qui meurent chaque année de causes tout à fait évitables est passé de 9 millions à 6 millions. Les efforts dans ce domaine ont vraiment pris de l'ampleur après l'Initiative de Muskoka.

En ce qui concerne les mères qui meurent en couches ou près du moment de l'accouchement, en 2000, 500 000 mères mouraient chaque année en couches dans le monde entier, encore une fois de causes tout à fait évitables. En 2015, en grande partie grâce aux efforts de tous les pays qui se sont organisés dans le cadre de l'Initiative de Muskoka, dirigée par le Canada, le nombre de mères qui meurent chaque année est passé de 500 000 à moins de 300 000. C'est donc dire que chaque année, 200 000 mères de plus continuent de vivre, en partie parce que le Canada a mobilisé la communauté internationale en faveur de l'Initiative de Muskoka.

• (1115)

En ce qui concerne ce type de résultats, signalons les troussees d'accouchement distribuées sur le terrain et utilisées par des organismes comme Vision mondiale, Plan international, Save the Children, CARE et UNICEF, qui ont joué un rôle important à cet égard. Ces troussees d'accouchement peuvent contenir par exemple une bâche en plastique à poser sur le sol en terre battue afin d'éviter à la mère d'accoucher directement sur le sol, ou un couteau X-acto, un couteau polyvalent, pour couper le cordon ombilical. Encore une fois, leur fabrication ne coûte probablement que quelques cents, et personne n'aura à mâcher le cordon ombilical pour le couper à la naissance du bébé.

Je n'ai pas le droit d'utiliser d'accessoires, mais si je le pouvais, je brandirais un petit flacon semblable à un flacon de collyre pour les personnes portant des lentilles cornéennes, contenant une solution saline propre qui pourrait être appliquée à l'extrémité du cordon ombilical pour maintenir un bébé en vie. En l'absence de cela, dans certaines régions du monde, les gens appliquent souvent de la boue à l'extrémité du cordon ombilical afin de le sceller, avec des conséquences que les députés peuvent imaginer. Pour quelques cents, les trousses d'accouchement sauvaient des vies, celles de femmes et d'enfants, et avaient un impact considérable partout dans le monde.

Ce n'est pas souvent que je prends la parole pour appuyer une motion ou un projet de loi présenté par un député libéral, mais, si je le fais aujourd'hui, c'est notamment parce que cette motion vise à nous rassembler et à trouver un terrain d'entente. Si l'Initiative de Muskoka a été un succès, c'est en grande partie parce que les organisations qui s'étaient concertées à l'avance pour travailler avec le gouvernement et le Cabinet du premier ministre s'étaient réellement efforcées de trouver des points que 95 % des Canadiens étaient susceptibles d'appuyer à l'époque. On a mis de côté certains éléments qui auraient pu être plus controversés pour vraiment se concentrer sur quelque chose qui rassemblait les gens. Cette démarche a eu des effets considérables.

Cependant, les circonstances ont changé depuis cette époque. Compte tenu de la situation budgétaire difficile dans laquelle nous nous trouvons actuellement, il est difficile de parler aux Canadiens de développement international. Je pense que la principale raison est mentionnée dans la motion; je pense que les gens ont l'impression qu'il n'y a pas de reddition de comptes sur l'argent dépensé, que l'argent n'est pas dépensé efficacement, que l'argent va dans les poches de gens qui ne le dépensent pas comme il devrait l'être, et qu'il y a un manque de transparence à cet égard. Je pense que la motion vise à régler certains de ces problèmes.

Je pense aussi qu'on parle parfois de cette question en employant le genre de langage qu'on entend dans des cercles d'initiés ou des chambres d'écho et que les Canadiens ont du mal à comprendre. Je ne vais pas m'étendre plus longuement sur ce genre de langage. J'ai eu de nombreuses conversations à ce sujet avec des gens qui travaillent dans ce secteur, mais lorsque je parle de cette question avec des gens de ma formidable circonscription, Leduc—Wetaskiwin, en reprenant les mêmes termes qui sont employés dans le domaine du développement international, ils ne savent pas vraiment de quoi je parle.

Cependant, j'ai remarqué que la première partie de la motion parle de retombées économiques réciproques, de la participation des petites entreprises et des innovateurs canadiens et des atouts économiques du Canada, comme les énergies propres, l'agriculture, les technologies numériques et l'éducation. Si je parle à mes concitoyens de mettre à profit l'expertise de l'Alberta en matière d'agriculture pour aider à remédier à la crise alimentaire mondiale, il est facile de les rallier. Si je parle de l'expertise des Albertains — qui sont probablement les plus déterminés à produire l'énergie la plus propre possible — en matière de forage et d'énergie et si je parle de mettre à profit cette expertise pour travailler avec des pays qui ont des ressources énergétiques qui ne sont pas exploitées à leur avantage économique, je pense que je peux convaincre mes concitoyens à cet égard.

Edmonton est un carrefour d'intelligence artificielle par l'entremise d'Amii, l'Alberta Machine Intelligence Institute. Quand il s'agit de tirer parti de cette expertise et de la mettre à profit, de tra-

Affaires émanant des députés

vailler en partenariat avec des gens du monde entier qui ont l'expertise nécessaire, mais qui n'ont peut-être pas tout à fait les mêmes ressources, c'est facile d'intéresser mes concitoyens en utilisant un langage clair qu'ils sont en mesure de comprendre.

Je terminerai en remerciant encore une fois le député d'avoir présenté la motion. J'ai hâte d'entendre la suite du débat.

• (1120)

[Français]

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Madame la Présidente, je m'en voudrais de commencer mon discours aujourd'hui sans avoir préalablement souhaité un très bon anniversaire à ma très chère collègue de Laurentides—Labelle, qui commence sa cinquième année avec tout l'aplomb qu'on lui connaît.

Je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui au sujet de cette motion, qui propose un nouveau cadre pour l'aide internationale au Canada. Le Bloc québécois appuie l'esprit de cette motion, mais, comme c'est souvent le cas à la Chambre, il croit également que la motion peut et doit être améliorée. C'est pourquoi nous avons présenté un amendement, qui est essentiel pour rendre cette motion équitable, équilibrée et représentative des réalités du Québec, et aussi des petites communautés du Canada.

Je tiens tout d'abord à remercier mon collègue bloquiste de Lac-Saint-Jean d'avoir présenté son amendement. Son travail reflète l'engagement de longue date de notre parti en faveur de l'équité régionale et du leadership dont font preuve les organisations québécoises dans le domaine de la coopération internationale depuis des décennies. Cet amendement n'est pas symbolique, il répond à un problème très concret et très persistant.

Trop souvent, les programmes fédéraux concentrent leur financement dans les grands centres urbains, ignorant l'expertise qui se trouve dans les régions éloignées, dont l'Abitibi—Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec, le Saguenay—Lac-Saint-Jean, le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie, les Îles-de-la-Madeleine et d'autres communautés comme Mont-Laurier. Les petits centres de coopération internationale, dont beaucoup sont implantés dans leur communauté depuis les années 1970 et 1980, sont des acteurs essentiels. Ils assurent un développement durable et communautaire à l'étranger et entretiennent des partenariats solides et durables. Pourtant, ils sont souvent mis de côté lors de la distribution des fonds fédéraux, non pas parce qu'ils manquent d'expertise, mais parce qu'ils ne sont pas proches d'Ottawa ou des grands réseaux centralisés.

Notre amendement vise à corriger ce déséquilibre en garantissant que les organismes à but non lucratif et les petits centres de coopération situés en dehors des grandes régions métropolitaines ont accès aux mêmes possibilités de financement fédéral que les grands organismes. C'est une question d'équité, mais aussi une question de résultats. Ces organismes régionaux mènent à bien des projets à fort impact et à haute transparence à l'étranger. Ils méritent une place dans le système.

Affaires émanant des députés

Je veux souligner le travail du Centre de solidarité internationale Corcovado, qui se trouve dans ma circonscription, à Rouyn-Noranda. Il s'agit d'un parfait exemple. Il soutient des projets de coopération internationale depuis plus de 40 ans. Sa mission est simple, mais essentielle: aider à développer des projets à l'étranger, sensibiliser à la solidarité mondiale et promouvoir une consommation responsable ici, chez nous. Depuis 1984, Corcovado est profondément enraciné en Abitibi—Témiscamingue, où il œuvre à l'amélioration des conditions de vie et à la construction d'un avenir meilleur pour les communautés d'Amérique latine, d'Afrique, des Caraïbes et d'Asie. Il s'agit de partenariats de longue date fondés sur la confiance et un véritable engagement communautaire.

Pourtant, malgré cette histoire et malgré la qualité de leur travail, des organisations comme Corcovado ont encore du mal à accéder aux financements fédéraux, parce qu'elles travaillent en dehors des grands centres urbains. C'est leur librairie, où elles vendent à prix abordable des livres recueillis, qui leur permet de réaliser leur mission. L'aide internationale peut aussi soutenir le développement à l'étranger tout en soutenant l'économie de différents pays. Lorsque c'est fait de façon responsable, les deux parties en bénéficient.

Je me permets de donner un autre exemple concret. Supposons que le Canada fournit une aide à un pays partenaire de l'Amérique du Sud pour la construction d'un barrage hydroélectrique. Au lieu de verser la totalité des fonds à des entreprises à l'étranger, on pourrait utiliser une partie de cette aide pour faire appel à l'expertise d'Hydro-Québec ou de toute entreprise québécoise dans ce secteur. Le pays partenaire bénéficierait d'une infrastructure durable et le Canada investirait dans un projet respectueux du climat. Des entreprises québécoises mettraient à profit leur expertise de classe mondiale en matière d'hydroélectricité à l'étranger. Cette forme de coopération créerait une valeur réelle pour les deux parties.

Nous avons déjà vu comment l'expertise de notre région, l'Abitibi—Témiscamingue, peut changer les choses à l'étranger. Je veux souligner que, en 2022, lorsque deux mineurs ont été piégés sous terre en République dominicaine, c'est Machines Rogers International, une entreprise de Val-d'Or, qui a fourni l'équipement de forage nécessaire au sauvetage. Ces machines ont été acheminées par avion par les Forces canadiennes et utilisées sur place pour atteindre les travailleurs. Les gens de chez nous ont suivi cette histoire de près et il y avait un réel sentiment de fierté. Cela démontre qu'une entreprise de notre région, qui n'est pas une très grande multinationale, peut intervenir et aider à sauver des vies.

Les petites et moyennes entreprises possèdent déjà l'expertise nécessaire pour contribuer à international et on les contacte sur place. Ce dont elles ont besoin, c'est un système fédéral qui ne leur met pas des bâtons des roues.

• (1125)

Même dans ses propres appels d'offres nationaux, Ottawa conçoit des processus qui excluent de facto les petites et les moyennes entreprises en raison de charges administratives et d'exigences d'admissibilité adaptées aux grandes institutions et aux grands centres. Si le gouvernement souhaite réellement impliquer des petits acteurs dans l'aide internationale, il doit d'abord simplifier ses propres mécanismes. C'est une autre raison pour laquelle l'amendement du Bloc québécois est si important. Il garantit que les intentions de la motion se traduisent par un accès réel pour les organisations régionales.

Nous constatons également cet engagement international dans nos établissements d'enseignement: l'Université du Québec en Abitibi—Témiscamingue, ou UQAT, offre une maîtrise et un diplôme d'études supérieures en santé mondiale, et le cégep de l'Abitibi—Témiscamingue offre depuis longtemps des stages internationaux, donnant ainsi aux étudiants la possibilité de travailler dans des programmes de santé, de développement mondial et communautaire à l'étranger. C'est sans compter les nombreuses écoles secondaires de la région qui participent également à des initiatives d'échange et de solidarité.

Je tiens à souligner le travail remarquable de personnes de chez nous qui ont marqué l'histoire dans ce domaine. Je pense à l'ancien professeur Mario Brulé et à l'actuelle professeure Johanne Toupin, tous deux de l'UQAT, qui ont cofondé Infirmières et Infirmiers sans frontières. Au fil des ans, ils ont ouvert la porte aux étudiantes et aux étudiants en soins infirmiers de notre région pour qu'ils puissent participer à des stages en Afrique et en Amérique du Sud, des expériences qui ont façonné leur carrière et relié l'Abitibi—Témiscamingue au monde de manière très concrète. Grâce à leur leadership, de nombreux jeunes de l'Abitibi—Témiscamingue ont eu la chance de participer à des projets qui leur ont permis d'élargir leurs compétences et d'approfondir leur compréhension des dossiers mondiaux en matière de santé. Je les remercie sincèrement de leur engagement.

Le deuxième volet de la motion prévoit la création d'un nouveau guichet dédié aux partenariats économiques, qui réduisent la pauvreté et favorisent la sécurité économique du Canada. Encore une fois, ce n'est pas une idée à laquelle nous nous opposons. Un outil ou un portail dédié pourrait contribuer à rationaliser l'élaboration de projets.

Toutefois, nous ne pouvons pas ignorer les antécédents d'Ottawa. Chaque fois que le gouvernement fédéral annonce un nouveau système administratif, il finit par en confier la conception à une société-conseil externe, souvent à un coût énorme. L'application Alerte COVID, l'application ArriveCAN, le système de paie Phénix et le système de gestion des cotisations et des recettes de l'Agence des services frontaliers du Canada n'en sont que quelques exemples. Tout était censé simplifier les opérations fédérales, mais tout s'est transformé en échecs coûteux.

Nous voulons être très clairs là-dessus. La fonction publique fédérale dispose déjà de personnel et d'expertise nécessaires pour concevoir ses programmes et gérer ses outils. Nos fonctionnaires connaissent leur dossier. Ils comprennent le fonctionnement de l'aide internationale. Ils n'ont pas besoin de confier ce travail à de grands cabinets de consultants. Nous restons vigilants. Si un nouveau portail est créé, il doit être simple, transparent et abordable. Il ne doit pas se transformer en un autre contrat de plusieurs millions de dollars confié à des consultants internationaux au lieu d'être correctement élaboré au sein du gouvernement.

Le troisième élément de la motion est celui que le Bloc québécois appuie le plus fortement, exigeant que le ministre responsable du développement international rende des comptes chaque année au Parlement de l'efficacité de l'aide internationale et des avantages qu'en tire le Canada. En 2023, la vérificatrice générale a relevé un échec retentissant au sein d'Affaires mondiales Canada. Le ministre n'a pas été en mesure de démontrer comment les 3,5 milliards de dollars de financement annuel au développement avaient amélioré la qualité de vie des femmes et des filles dans le cadre de politiques d'aide internationale féministe.

Affaires émanant des députés

Plus inquiétant encore, seule la moitié des projets financés ont été effectivement signalés au Parlement. Les Canadiennes et les Canadiens ne peuvent pas évaluer efficacement l'aide internationale si le gouvernement lui-même manque d'information. La publication de rapports annuels renforcerait la transparence et rétablirait la confiance et permettrait au Parlement d'évaluer correctement l'impact des projets canadiens à l'étranger.

Le Bloc québécois continue de soutenir l'objectif international consistant à investir 0,7 % du revenu national brut dans l'aide publique au développement. Cet objectif a été fixé par les Nations unies en 1970. Plus d'un demi-siècle plus tard, le Canada n'a toujours pas de plan pour l'atteindre. C'est une vision à court terme.

Les changements climatiques, les conflits et les déplacements forcés finissent tous par atteindre nos frontières. Investir dans la prévention à l'étranger signifie donc moins de crises humanitaires. Les politiques d'aide au développement ne sont pas que de la charité, elles sont aussi de la prévoyance. L'aide internationale contribue également à réduire les pressions qui poussent les populations à quitter leur domicile. Lorsque nous soutenons les économies locales, nous aidons de petites entreprises à démarrer et renforçons les systèmes éducatifs.

• (1130)

[Traduction]

Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Madame la Présidente, c'est toujours avec plaisir que je prends la parole à la Chambre au nom des incroyables citoyens de Calgary Midnapore, que je suis incroyablement fière de représenter.

La motion M-14 porte, bien entendu, sur l'aide au développement international qu'offre le Canada. Étant donné que je suis une ancienne diplomate pour le Canada, le sujet revêt pour moi un intérêt particulier. J'ai eu l'occasion de servir le pays à l'étranger et de contribuer modestement à la mise en œuvre du programme canadien d'aide au développement international. Vu mes antécédents diplomatiques, j'ai eu le temps d'acquiescer de l'expérience en la matière et de former mon opinion quant à ce qui motive l'aide au développement international.

Selon moi, il y a deux grandes raisons. Premièrement, il y a l'espoir que l'ensemble de l'humanité puisse jouir de l'incroyable qualité de vie que les Canadiens ont eue historiquement, et qui est une chose tout à fait merveilleuse. Deuxièmement, il y a la conviction qu'en tant que pays, nous pouvons investir pour prévenir d'éventuels problèmes pour le Canada. J'estime qu'il s'agit de deux excellentes raisons d'envisager d'offrir une aide aux pays étrangers. Je m'explique.

Comme je l'ai dit, la première raison est l'espoir que l'ensemble de l'humanité puisse jouir de l'incroyable qualité de vie historique que les Canadiens ont eue historiquement. Je dirais même qu'en tant que pays développé démocratique, nous avons le devoir d'aider les pays en route vers la démocratie. Nul sentiment n'est meilleur que celui que l'on ressent en aidant autrui. Je suis convaincue que mes collègues à la Chambre sont du même avis, car c'est une chose que nous avons l'occasion de faire à titre de députés.

Lorsque j'étais consule et chargée d'affaires du Canada au Salvador, j'ai pris beaucoup de plaisir à mettre en œuvre le Fonds canadien. C'était à une période très particulière de l'histoire du Salvador, certainement pas le Salvador que nous connaissons aujourd'hui sous Bukele, mais une période où le pays vivait encore beaucoup d'insécurité et d'instabilité. Notre financement provenant du Fonds

canadien était destiné aux sports organisés pour les enfants. Cela m'a procuré beaucoup de joie, car je savais qu'en investissant dans ce domaine, le Canada investissait dans la sécurité et la sûreté des Salvadoriens et de la nation salvadorienne.

Grandir dans Calgary Midnapore, c'est bénéficier du meilleur niveau de vie au monde. Calgary est régulièrement classée parmi les villes du monde dont les habitants ont la meilleure qualité de vie, et la communauté de Midnapore a récemment été classée au troisième rang parmi les communautés de Calgary offrant le meilleur milieu de vie. Ce que j'apprécie le plus, c'est que les gens de Calgary Midnapore ont toujours su que le secteur de l'énergie est la raison pour laquelle nous avons ce niveau de vie exceptionnel. C'est grâce à cela que j'ai pu nager dans le lac Bonavista chaque été avec mes camarades de classe, puis y patiner l'hiver. Comme je l'ai dit, c'était le cas jusqu'à récemment. Les choses ont changé au Canada, et la population ne peut plus avoir le même niveau de vie qu'autrefois.

Voici quelques exemples. Le Canada est passé de la 9^e place, qu'il occupait il y a 10 ans, à la 27^e place pour ce qui est de l'indice mondial de la qualité de vie. C'est le recul le plus marqué parmi les 30 premiers pays du classement mondial. En mars 2025, les banques alimentaires ont enregistré 2,2 millions de visites, le nombre le plus élevé de l'histoire du Canada, et 700 000 de ces visiteurs étaient des enfants. La fréquentation des banques alimentaires a doublé depuis mars 2019. Le PIB par habitant a diminué de 2 % entre 2020 et 2024, ce qui représente la pire baisse sur cinq ans depuis la Grande Dépression. Les choses ne sont plus ce qu'elles étaient au Canada, et je voudrais que, partout dans le monde, les gens puissent atteindre le niveau de vie dont nous jouissions autrefois au Canada.

Ma deuxième réflexion majeure sur l'objectif de l'aide étrangère et du développement international est que l'aide est un moyen de se prémunir contre les problèmes futurs qui pourraient affecter le Canada. Je vais expliciter ma pensée sur ce point. Je suis toujours surprise par le manque de vision à long terme de ceux qui ne le comprennent pas. Les pays forts peuvent commercer avec le Canada. Lorsque j'étais consule et chargée d'affaires du Canada au Salvador, j'ai travaillé également sur l'accord CA-4. Je crois bien que cet accord a fini par être conclu entre le Canada et le Honduras. Quoi qu'il en soit, j'ai eu l'occasion de travailler sur cet accord et de le présenter au gouvernement salvadorien à l'époque.

De plus, il y a le travail incroyable de l'ancien premier ministre Harper dans la région de l'Asie-Pacifique. De ce côté-ci de la Chambre, nous avons toujours été conscients qu'un accroissement des échanges commerciaux signifie plus de prospérité pour le Canada.

• (1135)

Lorsque les pays sont forts, leurs habitants ne sont pas contraints de se déplacer; ils peuvent vivre, s'épanouir et réussir dans leur pays d'origine. L'aide internationale leur donne cette chance, sans qu'ils aient besoin d'aller ailleurs dans d'autres pays développés. Il y a aussi moins de guerres et cela signifie que nous n'avons pas à envoyer nos fils et nos filles au front. L'idée que mon propre fils puisse aller combattre m'empêche de dormir la nuit. Je prie pour tous les parents qui voient leur fils ou leur fille partir dans des zones de conflit.

Affaires émanant des députés

L'aide internationale constitue un facteur de stabilité. Cependant, si nous nous engageons dans le domaine de l'aide au développement international, nous devons le faire correctement. Pour moi, cela signifie trois choses. Premièrement, il faut respecter nos valeurs communes. L'ancien premier ministre Stephen Harper y est parvenu, contrairement au parti d'en face, dont les contradictions sont apparues ce week-end lorsque le premier ministre a déclaré vouloir défendre les valeurs canadiennes, tout en abandonnant le discours sur la politique étrangère féministe, alors que la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres continue de veiller à ce qu'Ottawa lutte contre la violence fondée sur le genre. Qu'en est-il exactement?

L'ancien premier ministre Stephen Harper avait une vision on ne peut plus claire de la politique étrangère. Je vais en donner trois exemples. Le premier est l'Initiative de Muskoka, qui a permis de réduire considérablement le taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans. J'ai eu l'occasion de voir les résultats de cette initiative lors d'un voyage incroyable au Kenya avec Résultats Canada. Je tiens à les en remercier encore une fois. J'ai eu l'occasion de voir de mes propres yeux des mères et des enfants s'épanouir. J'ai eu l'occasion de voir les installations incroyables qui existent grâce à la vision de l'ancien premier ministre Stephen Harper.

Je vous en donne un autre exemple: la Stratégie pour les Amériques. À l'époque où je travaillais comme conseillère politique pour l'ancien ministre Kent, ces principes étaient fermement fondés sur la démocratie, la justice et la prospérité. Les députés savent-ils quel autre élément de la Stratégie pour les Amériques m'a vraiment plu? Aucun fonds n'a été versé à des dictateurs. Aucun fonds n'a été versé à des dictateurs ou à des organisations terroristes, ce qui représente un grave problème au gouvernement. Aucun fonds n'était versé à Cuba ou au Venezuela. Il n'y avait que des fonds pour promouvoir la démocratie à l'étranger.

Enfin, mon troisième exemple est la surveillance des élections en Ukraine...

Une voix: M. Scheer est à moitié américain.

Stephanie Kusie: Madame la Présidente, j'entends les députés d'en face dire que le député de Regina—Qu'Appelle est américain. Le premier ministre est lui-même titulaire de passeports de trois pays: le Royaume-Uni, l'Irlande et Canada. Il est très intéressant qu'ils soulèvent cette question. Si nous devons en parler, le premier ministre possède trois passeports. Comme je l'ai dit, sa loyauté n'est pas envers le Canada, mais le gouvernement semble incapable de se faire à cette idée.

Les 8,4 milliards de dollars consacrés à l'aide internationale doivent faire l'objet d'une surveillance rigoureuse. Le secrétaire d'État au Développement international doit venir faire rapport à la Chambre, car nous avons un déficit de 70 milliards de dollars, 50 milliards de dollars d'intérêts sur la dette et 414 milliards de dollars de dépenses cette année seulement. Les dépenses de ce gouvernement doivent être surveillées de près. Si nous voulons nous engager dans cette aide internationale, dans cette aide au développement, comme je l'ai mentionné, elle doit absolument faire l'objet d'une surveillance rigoureuse.

Enfin, en ce qui concerne le partenariat économique, si le Canada peut tirer profit de ces dépenses, pourquoi s'en priver? Nous devrions en fait prendre des mesures qui aident aussi l'économie canadienne. Le secteur à but non lucratif du Canada est remarquable.

J'ai cité Résultats Canada en exemple. Si nous pouvons contribuer à la prospérité du Canada, nous devrions également le faire.

En conclusion, nous devrions appuyer la motion. Je rappelle au gouvernement le plus beau cadeau que nous ayons pu lui faire, c'est-à-dire le projet de loi C-5. Le projet de loi C-5 lui donne carte blanche pour créer une grande prospérité pour les Canadiens, ce dont nous avons besoin en ce moment, compte tenu de ce que je viens de dire sur le montant incroyablement élevé de la dette, du déficit et des dépenses.

Je tiens à souligner que, depuis leur arrivée au pouvoir en 2015, les libéraux n'ont jamais enregistré un seul excédent. Le directeur parlementaire du budget a déclaré que leur nouveau cadre qui vise à distinguer les dépenses de fonctionnement des investissements en capital ne permettra pas d'afficher un excédent de fonctionnement en 2028-2029, comme le gouvernement le prévoit dans le budget de 2025. Au contraire, il entraînera un déficit de 18 milliards de dollars. Si nous parvenons à atteindre la prospérité, cette prospérité...

● (1140)

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Nous reprenons le débat. Le député de Prince Albert a la parole.

Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Madame la Présidente, c'est un honneur de prendre la parole ce matin au sujet de la présente motion. Je peux l'appuyer parce qu'elle contient beaucoup de mesures sensées.

Qui ne voudrait pas « renforcer la responsabilité, l'efficacité et les avantages mutuels de l'aide au développement international du Canada »? Selon moi, ça tombe sous le sens. Je pense que tout le monde appuierait une telle mesure. Nous voulons toujours mieux faire les choses. Nous voulons offrir les programmes plus efficacement. Si nous pouvons le faire plus efficacement tout en améliorant la reddition de comptes, c'est une bonne chose. À mon avis, c'est tout à fait correct.

La motion indique qu'elle atteindrait son objectif « en mettant en œuvre de nouvelles politiques visant à s'assurer que les programmes d'aide internationale du Canada prévoient des occasions de créer des retombées économiques réciproques, notamment grâce à la participation de petites et moyennes entreprises, d'innovateurs et de travailleurs canadiens ». Pourquoi ne voudrions-nous pas inclure les PME dans le processus? Elles ont tant à offrir. Elles ont beaucoup à apporter à l'aide étrangère.

L'aide étrangère nous confère effectivement un pouvoir d'influence. Elle crée un environnement canadien dans différents pays dans le monde, et cet environnement est positif. Nos entreprises qui exportent dans ces régions le font avec intégrité et honneur. Pourquoi ne les incluons-nous pas dans l'aide étrangère? Je pense que c'est une bonne façon pour elles de participer. Si elles en tirent un petit avantage économique, il n'y a rien de mal à cela. Je pense que c'est une chose positive.

La motion permettrait d'atteindre cet objectif « en créant un guichet consacré aux partenariats économiques afin de soutenir des projets qui concilient la réduction de la pauvreté à l'étranger et la sécurité économique au pays, et qui tirent parti des atouts économiques du Canada, comme les énergies propres, l'agriculture, les technologies numériques et l'éducation ». Encore une fois, les mesures de ce genre sont tout à fait pertinentes. Nous disposons d'une expertise considérable dans tous ces domaines.

Affaires émanant des députés

Quand je pense à l'agriculture dans ma province, la Saskatchewan, je me dis qu'une partie de notre aide étrangère pourrait servir à enseigner aux agriculteurs ailleurs dans le monde comment utiliser des moyens pour préserver les sols et économiser les engrais. En Saskatchewan, pour la potasse, je constate que nous disposons de moyens qui peuvent contribuer à accroître les rendements, à permettre aux gens d'être autosuffisants et à assurer la sécurité alimentaire.

En ce qui concerne les technologies numériques et l'éducation, le Canada est en train de devenir un chef de file dans ce domaine, et il le restera. Pourquoi ne pas aider d'autres pays à développer ces technologies? Pourquoi ne viendraient-ils pas au Canada? Le Canada est un endroit idéal pour travailler dans le domaine de l'intelligence artificielle. C'est un endroit idéal pour stocker des données. Beaucoup de gens ne veulent pas que leurs données soient stockées en Chine ou aux États-Unis.

Pourquoi ne pas les stocker au Canada? Nous avons un avantage naturel. Bien sûr, ces installations de stockage nécessitent beaucoup d'énergie pour être refroidies. Il se trouve que, là où je vis, en Saskatchewan, il fait froid six mois par an, nous n'avons donc pas besoin d'autant d'énergie pour refroidir ces données et les conserver sur place. Encore une fois, c'est une approche sensée qui permettrait au Canada d'aider les populations du monde entier.

La motion permettrait d'atteindre cet objectif « en obligeant le ministre du Développement international à présenter un rapport annuel au Parlement sur l'ampleur de la participation canadienne aux projets d'aide internationale, les avantages mesurables pour les pays partenaires et les débouchés économiques créés pour les Canadiens ». Encore une fois, cela fait partie de la responsabilité.

Je ne veux pas que l'on se retrouve dans une situation où il y a des formalités administratives et une réglementation excessive et où le processus devient fastidieux. Revenir devant un comité pour montrer ce qui a été fait pendant l'année en cours, montrer les points de référence pour l'année suivante, donner un objectif sur cinq ans et montrer que l'objectif sur 10 ans peut être flexible et changer serait une gestion très appropriée et proactive de l'aide étrangère du Canada et de sa distribution.

Le Canada devrait adopter une approche commune et cohérente dans le monde entier. Nous devons nous entendre pour défendre les valeurs auxquelles nous croyons fermement et les afficher partout dans le monde au moyen de notre aide étrangère et de notre conduite en affaires. Je pense que c'est un défi que le Canada pourrait relever magistralement et je pense que des pays du monde entier lui en seraient reconnaissants.

Le drapeau canadien a encore une signification. Je le porte fièrement chaque fois que je vais à l'étranger, et des gens me tapent souvent sur l'épaule pour me demander d'où je viens au Canada, parce que beaucoup ont des amis et des parents qui vivent ici. Il y a des choses dans le passé dont le Canada peut s'enorgueillir et qui ont fait de lui un pays respecté dans le monde entier. Si nous gérons l'aide étrangère de façon adéquate, nous pouvons maintenir ce respect, être plus efficaces et plus efficaces, renforcer notre pouvoir de convaincre et exercer une influence pour bâtir un monde meilleur.

Cette motion contient de bonnes idées, et j'ai des raisons de penser que le Parti conservateur l'appuiera fermement.

• (1145)

L'hon. Ahmed Hussen (York-Sud—Weston—Etobicoke, Lib.): Madame la Présidente, la motion M-14 part d'une idée simple, mais puissante: la générosité du Canada à l'étranger devrait aussi aider à créer des possibilités ici. Tel est le sujet de la motion. Pendant des décennies, les Canadiens ont fait preuve d'une compassion exemplaire en construisant des écoles, en renforçant des écosystèmes et des systèmes alimentaires, en autonomisant les femmes et en sauvant des vies partout dans le monde. Nous l'avons fait non pas pour recevoir des éloges, mais parce que cela fait tout simplement partie de notre identité. Cependant, notre approche du développement doit évoluer avec le monde. Nous pouvons continuer à être généreux, mais nous devons aussi agir de façon stratégique, responsable et mutuellement avantageuse. C'est là le thème fondamental de la motion M-14. Elle vise à faire plus pour rendre le programme d'aide internationale plus responsable, plus efficace et plus axé sur les résultats. La motion est en phase avec les efforts en cours pour renforcer la transparence et pour faire en sorte que les investissements dans le développement produisent des effets mesurables pour ceux et celles qui en ont besoin.

La motion souligne le lien existant entre l'aide au développement et la prospérité du Canada. Les partenaires stables, autosuffisants et dotés de solides institutions et de régimes fondés sur la primauté du droit contribuent à accroître la sécurité et la prévisibilité du monde, procurent des avantages aux Canadiens et favorisent une sécurité économique durable pour nous tous. En proposant une participation accrue des petites et moyennes entreprises, des innovateurs et des travailleurs canadiens au développement international, la motion M-14 met en lumière la façon dont le Canada peut maximiser les retombées autour du monde tout en créant des emplois, en stimulant l'innovation et en renforçant l'expertise ici même. La motion encourage des projets novateurs qui mobilisent nos atouts particuliers, tels que l'énergie propre, les technologies numériques, l'éducation et les soins de santé, sans passer sous silence la réduction de la pauvreté et une croissance économique inclusive. En stimulant la collaboration entre les partenaires du développement, les acteurs locaux et le secteur privé, la mise en œuvre de la motion favoriserait des résultats durables qui s'harmoniseraient avec les engagements internationaux du Canada et avec ses priorités économiques et sociales chez lui.

Notre gouvernement a présenté un budget axé sur des investissements sans précédent pour autonomiser les Canadiens, renforcer notre économie et procurer au pays un avenir plus solide et une résilience accrue. Nous traversons une période de changements d'envergure mondiale. Cela signifie que nous devons agir de façon décisive pour jeter les bases d'une prospérité vigoureuse et durable pour notre population. Pour l'ensemble du gouvernement, cela se traduit par la prise de décisions réfléchies et parfois difficiles pour que ses dépenses demeurent ciblées et pour veiller à ce que chaque dollar dépensé produise des résultats et de bons effets pour la population. Nous réorientons notre présence sur la scène internationale, mais nous demeurons fermement résolus à contribuer à l'aide internationale et à fournir notre soutien là où il est nécessaire; par conséquent, la motion est effectivement en harmonie avec les objectifs du budget.

Ordres émanant du gouvernement

J'ai vu de mes propres yeux comment les partenariats du Canada en matière de développement international changent des vies, en procurant l'accès à l'éducation et à de l'eau propre à des populations et en permettant aux gens de créer des entreprises et d'affronter la vie avec espoir. La motion M-14 fait fond sur cette fière tradition et la projette dans l'avenir. Elle garantirait que l'aide demeure généreuse, efficace et fournie d'une façon responsable, mais aussi intelligente, stratégique et viable.

Quand nous aidons d'autres personnes à grandir, nous grandissons aussi avec elles. Adoptons la motion M-14 et faisons de la politique du Canada sur le développement international un modèle fondé sur des progrès partagés pour un monde en mutation.

• (1150)

[Français]

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Le vote porte sur l'amendement.

Si un député participant en personne désire que l'amendement soit adopté ou adopté avec dissidence ou si un député d'un parti reconnu participant en personne désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, je propose de l'adopter avec dissidence.

(La motion est adoptée.)

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Le vote suivant porte sur la motion principale modifiée.

Si un député participant en personne désire que la motion modifiée soit adoptée ou adoptée avec dissidence ou si un député d'un parti reconnu participant en personne désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

L'hon. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, nous demandons que la motion modifiée soit également adoptée avec dissidence.

(La motion est adoptée.)

SUSPENSION DE LA SÉANCE

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): La séance sera suspendue pendant sept minutes.

(La séance est suspendue à 11 h 53.)

REPRISE DE LA SÉANCE

(La séance reprend à midi.)

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

• (1200)

[Traduction]

LOI N° 1 D'EXÉCUTION DU BUDGET DE 2025

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 21 novembre, de la motion portant que le projet de loi C-15, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 4 no-

vembre 2025, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité, ainsi que de l'amendement.

Corey Hogan (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Madame la Présidente, le projet de loi d'exécution du budget nous permettrait de mettre en œuvre le budget de 2025, qui est un budget conçu pour notre époque.

On a beaucoup parlé de cette époque, mais il convient d'en rappeler les grandes lignes. Notre principal partenaire commercial, qui est la plus grande économie du monde, a tourné le dos au libre-échange; le nombre de conflits dans le monde est en hausse et, bien sûr, le monde est maintenant confronté aux effets dangereux des changements climatiques, qui ne feront que s'aggraver au fil du temps et qui menacent la prospérité, les êtres vivants et le bien-être de la planète. C'est dans ce contexte que s'inscrit le budget de 2025.

Comme je l'ai dit ailleurs, il s'agit d'un budget d'économiste dans le meilleur sens du terme. Il s'attaque méthodiquement aux défis qui se posent à nous. Il donne les réponses à trois questions: qu'essayons-nous de faire? Qu'avons-nous à notre disposition? Quelle est la voie à suivre pour y arriver?

Tout d'abord, qu'essayons-nous de faire? Accroître la productivité. C'est ainsi que nous garantirons la croissance économique et l'augmentation des salaires. Nous cherchons à rendre la vie plus abordable, notamment le logement, et nous nous dotons des outils nécessaires pour établir notre propre cap dans un monde de plus en plus dangereux. Nous devons y parvenir en restant fidèles aux valeurs canadiennes, en protégeant notre environnement, en progressant dans la réconciliation et en veillant à ce que chacun puisse avoir accès à des possibilités.

Qu'avons-nous à notre disposition? Nous avons des ressources, autant naturelles qu'humaines. Nous avons également la solidité financière nécessaire pour investir dans notre réussite. L'opposition aime parler des finances publiques en utilisant le langage des cartes de crédit pour donner à croire que tout investissement est imprudent, que tout emprunt est irresponsable et que toute ambition est démesurée, mais les Canadiens savent que ce n'est pas le cas. Toutes les familles qui ont déjà acheté une maison le savent bien. Tout entrepreneur qui a déjà développé une entreprise le sait bien. Il serait insensé d'acheter une maison avec une carte de crédit, mais pas de contracter un prêt hypothécaire pour en acquérir une. Les ménages prospèrent grâce à des emprunts judicieux, les entreprises se développent grâce à un endettement judicieux, et les possibilités disparaissent lorsque nous insistons pour attendre d'avoir en main les fonds nécessaires.

Le budget de 2025 réoriente les emprunts du gouvernement vers les investissements en capital et en productivité plutôt que les dépenses de fonctionnement, et cette distinction est importante. La réalité est la suivante: le Canada compte parmi les pays les plus riches du monde. Notre ratio de la dette au PIB est le plus faible du G7, et nous avons un des plus faibles ratios du déficit au PIB. En fait, nous sommes reconnus internationalement pour la solidité de notre cadre budgétaire et notre capacité à investir de manière ambitieuse tout en protégeant notre viabilité à long terme.

La directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, a déclaré récemment que le Canada se démarque au sein du G7: « Au Canada, les autorités n'ont pas hésité à prendre des mesures déterminantes » en séparant les dépenses de fonctionnement des investissements et en se concentrant stratégiquement sur les investissements favorables à la croissance dans des domaines tels que le logement, les infrastructures et l'énergie.

Cela nous amène au cap établi par le budget de 2025. Nous réalisons des investissements historiques dans la productivité, le logement, la défense et les infrastructures. Le budget prévoit 280 milliards de dollars sur 5 ans. Selon la comptabilité de caisse, cela représente 450 milliards de dollars, soit près d'un demi-billion de dollars d'investissements dans les assises du pays. La loi d'exécution du budget s'attaque de front à la productivité avec la superdéduction à la productivité, les encouragements fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental, des investissements dans la recherche de pointe et les chercheurs, la modernisation du secteur financier et des incitatifs ciblés pour les grands projets d'intérêt national qui accroîtront notre capacité économique. Le budget de 2025 prévoit également une série élargie de crédits d'impôt à l'investissement. Il s'agit d'instruments conçus pour attirer les capitaux privés.

Le budget prévoit des investissements historiques dans le logement à hauteur de 25 milliards de dollars sur 5 ans, ce qui comprend la mise en place de Maisons Canada, l'élimination de la TPS pour les acheteurs d'une première maison valant jusqu'à 1 million de dollars et l'adoption généralisée de méthodes de construction avancées qui pourraient réduire les délais de construction jusqu'à 50 %.

Le budget prévoit des investissements historiques dans la défense à hauteur de 30 milliards de dollars sur 5 ans pour regarnir les rangs des Forces armées canadiennes et renouveler leurs stocks d'armement, atteindre la cible de 2 % de l'OTAN au cours du présent exercice, sachant que, sous le premier ministre Harper, en 2014, notre engagement était à son plus bas à moins de 1 %, et lancer une nouvelle stratégie pour l'industrie de la défense, ce qui comprend l'Agence de l'investissement pour la défense.

Le budget prévoit des investissements de portée historique dans les infrastructures à hauteur de 115 milliards de dollars sur 5 ans pour nos infrastructures publiques essentielles, nos corridors de commerce et de transport ainsi que les infrastructures autochtones et municipales, de même que pour l'accélération de la réalisation de corridors économiques ainsi que de projets portuaires et de production d'énergie propre à l'échelle du pays.

Le budget contient des mesures d'aide directe pour les familles, au moyen de baisses d'impôt et de programmes qui rendent la vie plus abordable et les emplois plus disponibles, tout en maintenant les services sur lesquels la population compte. Il maintient également les mesures essentielles en matière de lutte contre les changements climatiques. Comme le premier ministre l'a répété à la Chambre la semaine dernière, le Canada reste déterminé à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et la carboneutralité d'ici 2050. Pour y arriver, ce budget mise sur une méthode simplifiée mettant à profit les outils qui sont le plus efficaces pour réduire les émissions, qui ont le plus faible impact possible sur la vie quotidienne et qui présentent le plus grand potentiel pour soutenir et développer les industries du secteur des technologies propres qui reçoivent déjà deux dollars sur trois investis dans l'énergie à l'échelle mondiale.

Ordres émanant du gouvernement

● (1205)

Le nouveau cadre concurrentiel en matière de carbone du gouvernement, qui est décrit dans le budget et qui serait concrétisé par la loi d'exécution du budget, comporte de nombreux outils efficaces pour réduire les émissions et pour accroître les débouchés économiques. J'aimerais me concentrer sur trois d'entre eux.

Le premier est la tarification du carbone pour les industries, une mesure adoptée en Alberta par le gouvernement du premier ministre progressiste-conservateur Ed Stelmach, en 2008. Cette solution tout albertaine entraîne d'importantes réductions des émissions grâce à des incitatifs économiques et au principe du pollueur-payeur.

Le deuxième concerne la réduction des émissions de méthane, soit le moyen le plus facile de réduire les émissions. Comme le méthane est un puissant gaz à effet de serre, c'est l'une des solutions parmi les moins coûteuses pour réduire les émissions de façon importante.

Le troisième est le captage et la séquestration du carbone. En mettant en place des crédits d'impôt à l'investissement et d'autres leviers politiques, on encouragerait la création à grande échelle d'une industrie qui réduira considérablement les émissions du secteur pétrolier et gazier et qui éliminera le carbone de la production. Ainsi, on réduirait non seulement les émissions du Canada, mais on disposerait d'une technologie essentielle et exportable qui accroîtrait la prospérité du pays tout en réduisant, voire en éliminant, les émissions dans le monde entier.

Dans l'ensemble, le budget de 2025 jette les bases d'une croissance à long terme. Il délaierait les dépenses à court terme au profit d'investissements intelligents, il investirait des fonds publics pour attirer des investissements privés encore plus importants et il rendrait le Canada prospère, résilient et prêt pour l'avenir.

Je veux parler de ce que le budget de 2025 signifierait pour Calgary, car la ville que je représente fièrement en tirerait de grands avantages. Calgary compte des ingénieurs, des bâtisseurs, des travailleurs du secteur de l'énergie, des innovateurs dans le domaine de la technologie, des étudiants et des chercheurs, pour ne nommer que ceux-là. Son marché du travail est diversifié. Le budget de 2025 met l'accent sur la productivité et les investissements, ce qui correspond parfaitement aux forces économiques de Calgary. Les crédits d'impôt à l'investissement seraient un véritable catalyseur pour Calgary, car ils contribueraient à débloquer des milliards de dollars d'investissements privés en Alberta.

Le budget de 2025 favoriserait précisément les types de projets que Calgary est la mieux placée pour réaliser. Il renforcerait la position du Canada en tant que superpuissance dans le domaine des énergies conventionnelles et renouvelables, et il soutiendrait les infrastructures nécessaires à l'exportation de toutes les formes d'énergie. Il éclaircirait la réglementation sur les gaz à effet de serre à long terme, ce qui est essentiel pour soutenir le secteur énergétique de l'Alberta à mesure qu'il investit dans la décarbonation et qu'il rivalise avec ses concurrents dans le monde entier.

Le budget de 2025 prévoit le financement d'infrastructures communautaires qui profiteront également directement à Calgary. J'ai déjà eu le privilège d'annoncer de nouveaux investissements dans le logement et les espaces culturels, et d'autres suivront grâce aux investissements sans précédent prévus dans ce budget. Calgary est une ville ambitieuse, et ce budget est ambitieux.

Ordres émanant du gouvernement

Le budget de 2025 prévoit des investissements dans la productivité, pour favoriser la croissance économique, dans les infrastructures, pour renforcer l'économie, et dans les ressources humaines, pour permettre à tous les Canadiens de participer à l'économie. Ces investissements s'inscrivent dans un cadre financier fondé sur la responsabilité et la durabilité, qui privilégie le financement de la croissance plutôt que les dépenses de fonctionnement. La loi d'exécution du budget mettra ces mesures...

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Désolée de vous interrompre. Le téléphone d'un député bourdonne, et c'est très déroutant pour les interprètes.

Le secrétaire parlementaire a la parole.

Corey Hogan: Madame la Présidente, la loi d'exécution du budget permettrait de mettre en œuvre ces mesures. Elle permettrait de réaliser les investissements, les modifications fiscales, les mesures en matière de logement et la stratégie de compétitivité prévus dans le budget de 2025.

Il est souvent question à la Chambre de l'avenir, du genre de pays que nous voulons bâtir, du genre de possibilités que nous voulons offrir à nos enfants et de ce que nous pouvons faire pour que le Canada demeure fort, prospère et sûr dans un monde imprévisible. Le budget à l'étude apporte des réponses. Il s'agit d'un plan visant à renforcer le Canada sur les plans économique, social et environnemental, ainsi que sur le plan de la souveraineté.

Adoptons la loi d'exécution du budget, mettons ce budget en œuvre et mettons-nous au travail pour bâtir l'avenir que méritent les Canadiens.

Dan Muys (Flamborough—Glanbrook—Brant-Nord, PCC): Madame la Présidente, je crois comme le député d'en face que Calgary est une ville ambitieuse. J'y ai moi-même vécu pendant 10 ans, et mon épouse vient de cette ville.

Le secrétaire parlementaire peut-il dire, au nom de son gouvernement, quand nous aurons un pipeline de ressources énergétiques qui rejoint les côtes, que ce soit un oléoduc allant jusqu'à la côte de la Colombie-Britannique ou quelque chose comme l'ancien projet Énergie Est vers le Canada atlantique? Si nous voulons augmenter considérablement le PIB, le moyen le plus rapide, le plus efficace et le plus productif de la faire serait que le secteur privé investisse dans un pipeline.

• (1210)

Corey Hogan: Madame la Présidente, les pipelines sont effectivement le moyen le plus sûr et le plus écoresponsable de transporter des produits pétroliers, en plus d'être le moyen le moins coûteux. Les pipelines offrent beaucoup d'avantages.

Bien entendu, si nous continuons à construire des infrastructures pétrolières, nous devons le faire d'une manière qui nous permet d'atteindre la carboneutralité en 2050. C'est exactement ce qu'a dit le premier ministre. Il a indiqué que si nous arrivons à faire avancer certaines initiatives, comme le projet de captage du carbone de l'Alliance nouvelles voies, de nombreuses solutions permettront d'accroître la capacité de transport. Dans le secteur pétrolier, ça veut dire construire de nouveaux pipelines, ce qui augmenterait les possibilités d'exportation.

[Français]

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de Calgary Confederation de son message. Évidemment, sa préoccupation pour l'industrie du pé-

trole et du gaz, on l'a entendue en long et en large et on la voit extrêmement bien démontrée dans le budget.

Le problème n'est pas ça. Il y avait quand même des ressources financières à peu près illimitées dans l'industrie pétrolière. Or les gens qui ont besoin d'aide sont dans l'industrie forestière. En Abitibi—Témiscamingue, depuis l'automne dernier, 600 emplois ont été touchés par la crise forestière dans laquelle Ottawa n'investit pas.

La semaine dernière, c'est Produits forestiers Arbec, du côté d'Amos, qui a annoncé que 100 personnes allaient être mises à pied juste avant les Fêtes. C'est 100 familles qui sont impactées. Je pense aussi à tout l'écosystème, aux petits travailleurs qui ont investi dans de la machinerie à la hauteur de dizaines de milliers de dollars, voire des centaines de milliers de dollars, pour s'équiper, en pensant qu'il y aurait une industrie qui roule, mais Ottawa n'est pas au rendez-vous.

Qu'est-ce que le secrétaire parlementaire va faire concrètement pour aider les gens qui en ont le plus besoin dans l'industrie forestière?

[Traduction]

Corey Hogan: Madame la Présidente, la situation dans le secteur forestier est évidemment intenable et injustifiée. Elle découle de différends commerciaux de longue date avec les États-Unis.

Le budget de 2025 prévoit un certain nombre de mesures de soutien pour le secteur forestier, notamment un nouveau crédit d'impôt à l'investissement pour la biomasse qui serait désormais rétroactif à 2023. Les investissements dans des usines utilisant des déchets de biomasse seraient donc admissibles, ce qui rendrait les scieries plus rentables. Le budget indique également très clairement que nous achèterons des produits canadiens et que ceux-ci seront privilégiés pour la construction de logements au Canada. Le bois d'œuvre canadien fait explicitement partie de cette approche.

Il ne s'agit pas de solutions miracles. Elles s'inscrivent dans un plan global visant à améliorer l'accès aux marchés, à augmenter les crédits d'impôt pour le secteur forestier et à accroître la taille du marché intérieur, des mesures qui sont toutes bénéfiques pour la foresterie.

L'hon. Darren Fisher (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Madame la Présidente, ce que j'ai retenu du discours de mon collègue, c'est l'accent mis sur les investissements dans notre pays par opposition aux dépenses. Le député a donné l'exemple des prêts hypothécaires et il a expliqué comment ceux-ci peuvent être considérés comme une dépense. Il ne fait aucun doute qu'ils constituent l'un des investissements les plus importants dans la vie d'un Canadien.

Nous entendons régulièrement les députés d'en face affirmer que les programmes comme le Régime de pensions du Canada sont une forme d'impôt ou une facture. Comment lutter contre cette désinformation et cette désinformation que l'on propage lorsque l'on dit aux jeunes du pays que les programmes comme le Régime de pensions du Canada sont un impôt plutôt qu'un investissement dans leur propre avenir?

Corey Hogan: Madame la Présidente, mon collègue pose une excellente question. Les questions financières sont riches en subtilités. Parler de l'ampleur d'une dépense ne sert absolument à rien si on ne tient pas compte de la nature de la dépense.

Prenons l'exemple qui m'a été donné: le Régime de pensions du Canada. Il ne s'agit même pas d'un investissement au bénéfice de l'État, mais bien d'un investissement dans l'avenir de tous les Canadiens qui est réalisé au nom de tous les Canadiens. En effet, le Régime de pensions du Canada constitue l'une des plus importantes réserves de capitaux du monde occidental et un grand facteur de stabilité pour notre pays.

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Madame la Présidente, quand les Canadiens ont pris connaissance du budget qui a été présenté au Canada, ils ont reçu tout un choc en raison du déficit prévu de 78 milliards de dollars. C'est 16 milliards de dollars de plus que ce que le premier ministre avait promis pendant la campagne. C'est le double des dépenses de l'ancien premier ministre, Justin Trudeau, qui a pourtant dépensé plus que tous les premiers ministres réunis. C'est aussi le montant le plus élevé que le pays ait jamais dépensé, si l'on exclut les années de pandémie.

Passons en revue d'autres chiffres. Il y a plus de 90 milliards de dollars de nouvelles dépenses. Les libéraux disent qu'il s'agit d'investissements de portée historique, mais il s'agit en fait d'une dette de portée historique. Je vais parler un peu de ce que ce budget signifie pour ceux qui devront payer plus tard. Ce que je veux dire par dette de portée historique, c'est qu'au cours des cinq prochaines années et du prochain cycle budgétaire, le gouvernement libéral ajouterait plus de 320 milliards de dollars à la dette fédérale. Encore une fois, c'est plus que ce que Justin Trudeau allait ajouter, car il était à environ 154 milliards de dollars.

Le budget alourdirait la dette de 10 millions de dollars par heure. C'est important, car comme toute autre dette contractée par les Canadiens, ils doivent payer des intérêts sur celle-ci. Chaque année, nous paierions 55 milliards de dollars seulement pour assurer le service de la dette. Cette somme n'irait pas aux médecins, aux hôpitaux ou au personnel infirmier. En fait, la somme est supérieure à ce que le gouvernement transfère aux provinces au titre de la santé. C'est aussi le même montant que ce que le gouvernement perçoit au titre de la TPS. Cela signifie que chaque dollar perçu en taxe de vente par le gouvernement fédéral ne serait pas versé aux médecins, aux hôpitaux ou au personnel infirmier, mais aux banquiers pour le service de la dette.

Le faible rendement économique prévu dans ce budget devrait alarmer les Canadiens. En plus du choc de la hausse des prix, selon les prévisions, la croissance du PIB réel sera de 1,1 % en 2025, ce qui place le Canada à l'avant-dernier rang parmi les pays du G7, et le taux de chômage moyen sera de 6,4 % au cours des prochaines années. La taxe sur le carbone pour les industries devrait rester en vigueur et augmenter.

Tout cela devrait nous préoccuper, mais le point le plus inquiétant de ce budget, c'est qu'il raconte l'histoire de la création de deux Canada différents. Il y aurait, d'une part, les salariés, qui ne trouveront aucun allègement dans ce budget, et, d'autre part, les gens qui investissent pour gagner un revenu. Ces deux groupes ont été ciblés de façon très différente. Le problème, c'est que le premier groupe, celui des gens qui vont travailler tous les jours et qui reçoivent un chèque de paie, ne trouvera rien pour lui dans ce budget, ce qui est préoccupant.

Le Canada offre un énorme potentiel, mais ce potentiel semble avoir été constamment gaspillé au cours des 10 dernières années. Le Canada a tout ce que le monde veut. Il devrait être le pays le plus riche du monde, mais nous avons un gouvernement qui hypo-

Ordres émanant du gouvernement

thèque notre avenir avec des dépenses financées à crédit qui donnent très peu de résultats.

Au cours des dix dernières années, 99 000 employés se sont ajoutés à la bureaucratie fédérale, et, maintenant, nous avons un gouvernement qui ne peut pas dire d'où les réductions d'effectifs proviendront. Soit dit en passant, aucun de nos services ne s'est amélioré. En fait, les Canadiens attendent plus longtemps qu'avant pour obtenir des services. Les gens attendent au téléphone pour parler à un agent de l'Agence du revenu du Canada et, s'ils arrivent à parler à quelqu'un, les réponses qu'ils obtiennent sont incorrectes dans 80 % des cas. Il faut attendre plus de temps pour obtenir un passeport et pour parler à une personne au téléphone. Pourtant, l'effectif de la fonction publique a augmenté et la qualité des services a empiré. Voilà ce pour quoi nous finirions par payer si nous nous en tenons à ce budget.

Parlons davantage de l'histoire des deux Canada. Si une personne tire ses revenus d'un portefeuille d'investissements, ce budget a peut-être quelque chose à lui offrir. Il comprend quelques-unes des bonnes idées que nous avons mises de l'avant lors de la dernière campagne électorale, mais il ne va pas assez loin à cet égard.

• (1215)

Nous parlons de l'exploitation des ressources. Le gouvernement s'est bombé le torse au sujet de l'annonce d'un pipeline qui sera proposé à un moment donné, que ce soit dans six jours, ou six semaines, ou peut-être jamais. Au cas où le projet serait lancé, parce que la première ministre de l'Alberta et les médias en parlent comme si tout avait déjà été approuvé, nous avons un gouvernement qui a investi pour alourdir la bureaucratie au lieu d'aller de l'avant et de se débarrasser de ses propres entraves. Afin de construire un pipeline dans ce pays, nous devons éliminer des éléments tels qu'un moratoire sur les pétroliers au large de la côte Ouest.

Nous féliciterions le gouvernement s'il prenait la parole pour dire ce qu'il va faire. Nous devrions supprimer le plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier pour que quelque chose puisse remplir ce pipeline et pour en transporter le contenu quelque part, par exemple jusqu'aux côtes, tôt ou tard, où il existe toujours un moratoire sur les pétroliers. Nous devrions réduire la taxe sur le carbone pour les industries, ou à tout le moins nous assurer qu'elle n'entrave pas ce projet particulier, comme ce fut le cas de LNG Canada.

Toutes ces choses doivent se produire pour qu'un pipeline soit construit. Toutes ces choses finiront probablement par se produire pendant que les députés du parti d'en face traînent les pieds, à leur corps défendant. Cependant, c'est le premier ministre qui a tout saboté pendant son mandat de conseiller du gouvernement libéral. Lorsque l'ancien premier ministre a annulé le pipeline de 2016, ou lorsqu'il s'est opposé à sa construction, franchement, et qu'il a imposé le moratoire sur les pétroliers, c'est le premier ministre actuel qui l'a applaudi dans les coulisses. Les gens peuvent en apprendre plus à ce sujet dans son propre livre. Voilà ce que je veux dire lorsque je parle du budget et du fait que le gouvernement a gaspillé son potentiel.

Ordres émanant du gouvernement

Le pays compte les personnes les plus intelligentes au monde. Il a suffisamment de nourriture pour nourrir sa population et le reste du monde, mais il y a 2 millions de personnes qui font la queue devant les banques alimentaires. Quatre millions de personnes vont avoir recours à une banque alimentaire au Canada, et le gouvernement veut qu'on le remercie d'avoir mis en place un programme d'alimentation. La réponse du gouvernement consiste toujours à alourdir la bureaucratie. Lorsqu'il ne parvient pas à mener à bien un projet, il annonce la création d'un bureau de gestion de projet qui va brasser de la paperasse et finir par approuver quelque chose qui a déjà été approuvé, comme dans le cas d'un seul pipeline. S'il provoque une flambée des prix des aliments avec ses taxes cachées — comme une taxe sur le carbone pour les industries qui augmente les taxes payées par les producteurs, ou une taxe sur les emballages qui augmente les taxes payées par les acheteurs de denrées alimentaires, ou toute autre taxe cachée sur les denrées alimentaires —, il met en place un vaste programme gouvernemental pour que les Canadiens le remercient, alors que 2 millions de personnes font toujours la queue aux banques alimentaires et que le coût des denrées alimentaires est 40 % plus élevé ici qu'aux États-Unis. Il s'agit toujours de centralisation. Il s'agit toujours de faire en sorte que le gouvernement se fasse remercier d'avoir mis en place un autre programme pour éliminer les problèmes que le gouvernement lui-même a causés au cours des 10 dernières années.

Voilà l'histoire des deux Canada. Ceux qui travaillent pour gagner leur vie s'efforcent constamment d'en faire plus avec moins. Avec un budget inflationniste qui prévoit des dépenses de 78 milliards de dollars, la situation va empirer au lieu de s'améliorer. Aujourd'hui, 9 jeunes Canadiens sur 10 croient qu'ils ne pourront jamais acheter une maison. La solution proposée par le gouvernement est de créer un nouvel organe bureaucratique en matière de logement — le quatrième — pour essayer de faire construire des logements, alors que les trois premiers n'y sont pas parvenus. Le gouvernement a englouti 13 milliards de dollars dans un autre projet gouvernemental.

Les Canadiens qui travaillent tous les jours pour gagner leur salaire se demandent ce que ce budget a à leur offrir et quand on leur accordera un répit. Le niveau de vie diminue dans ce pays. Ce que nous craignons, c'est que les jeunes se fassent à l'idée de ne plus avoir les moyens de se payer un bon repas, d'acheter une maison et de jouir d'une bonne qualité de vie dans ce pays qui devrait être le plus riche du monde. Les choses n'étaient pas ainsi il y a 10 ans.

Ce budget ne fait rien pour alléger les souffrances de ceux qui vont au travail tous les jours et qui s'attendent à ce que le gouvernement propose des solutions. Il n'en offre aucune à ces gens. C'est pourquoi les conservateurs ne peuvent pas et ne veulent pas appuyer de nouvelles dépenses inflationnistes de 78 milliards de dollars qui feront augmenter le fardeau fiscal et l'inflation pour tous les Canadiens, et qui auront des répercussions sur tous les aspects de leur vie.

● (1220)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je me contenterai de dire que je suis en désaccord avec la députée d'en face sur presque tout ce qu'elle a dit. Il suffit de regarder le budget national que nous avons présenté. Il a reçu un large appui dans pratiquement toutes les régions. Je crois que même Doug Ford, le premier ministre de l'Ontario, souhaitait que ce budget soit adopté. Le premier ministre a travaillé avec les provinces, les dirigeants autochtones et beaucoup d'autres intervenants pour

bâtir un Canada plus fort et en meilleure santé grâce à de grands projets, pour investir dans les Canadiens, et ainsi de suite. Pourtant, nous n'entendons que des propos négatifs de la part des conservateurs. C'est tout.

Je voudrais dire à la députée d'en face et à l'ensemble du caucus conservateur que ce n'est pas vrai que rien ne va plus au Canada. Le Canada demeure le meilleur pays au monde où l'on puisse vivre. C'est dans cette optique que nous continuons de travailler sur les banquettes ministérielles: pour bâtir l'économie la plus forte et la plus saine du G7. C'est notre objectif, et nous allons l'atteindre.

C'était davantage une observation qu'une question.

● (1225)

Melissa Lantsman: Madame la Présidente, il semble que le député ait toujours quelque chose à dire.

J'ai dit à la Chambre que le Canada avait un potentiel énorme. Nous avons les gens les plus intelligents au monde, des ressources que tout le monde convoite et suffisamment de nourriture pour nourrir la planète. Or, chaque jour qui passe, nous ratons l'occasion de tirer profit de tout cela en augmentant les déficits, l'inflation et le fardeau fiscal. La bureaucratie nous empêche de construire des logements, des mines, des usines et des pipelines.

Tout ce que nous demandons, c'est la fin des déficits inflationnistes. Nous voulons que tous profitent d'un allègement du fardeau fiscal. Nous voulons que le gouvernement récompense ceux qui travaillent fort et réduise le coût de la vie pour tous les Canadiens. Je sais que ce n'est pas trop demander, et je sais que le député d'en face comprend l'importance d'un groupe d'opposition face à un premier ministre sans contrepoids.

[Français]

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Madame la Présidente, je trouve intéressant d'entendre ma collègue parler des conséquences de ce budget pour les contribuables.

Est-ce normal que le fédéral investisse de l'argent public dans l'achat d'un pipeline, comme il l'a fait pour Trans Mountain? On constate ailleurs dans le budget que l'on verse des dizaines de milliards de dollars sous forme de subventions. L'industrie forestière est pratiquement ignorée dans ce budget, mais des dizaines de milliards de dollars sont versés à l'industrie des sables bitumineux, encore une fois.

Est-ce normal d'investir de l'argent public dans les sables bitumineux, le pétrole et le gaz?

[Traduction]

Melissa Lantsman: Madame la Présidente, nous n'aurions pas à faire cela si le gouvernement cessait de se mettre des bâtons dans les roues et réduisait les obstacles à l'exploitation des ressources au pays, approuvait les projets de manière à inciter les promoteurs du secteur privé à investir ici, supprimait le plafond imposé sur le pétrole et le gaz, levait le moratoire sur les pétroliers et réduisait la taxe sur le carbone pour les industries afin qu'elle soit raisonnable ou, puisqu'il va le faire pour ce projet, cessait même de l'imposer aux projets une fois qu'ils sont annoncés.

Nous saluons l'annonce du gouvernement concernant la construction d'un pipeline, mais nous ne sommes pas sûrs que tout le monde en face soit d'accord.

Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Madame la Présidente, je me demande si la députée est aussi perplexe que moi en ce qui concerne la réponse qu'a donnée le premier ministre quand on lui a demandé s'il avait été en communication avec Donald Trump. Il a dit: « On s'en fout ». Il s'en fout. Il a indiqué qu'il n'y a pas de sujet urgent, sauf que de 75 à 80 % de nos échanges commerciaux se font avec les États-Unis. Des scieries ferment leurs portes et des emplois disparaissent dans le secteur de l'automobile en Colombie-Britannique.

Je me demande si la députée peut nous dire ce qu'elle pense de l'insouciance du premier ministre.

Melissa Lantsman: Madame la Présidente, tous les gens qui nous regardent devraient savoir que le premier ministre a fondé sa campagne électorale sur le principal obstacle à la croissance économique du Canada: les droits de douane imposés par les États-Unis. Or, il dit maintenant qu'il s'en fout.

Je tiens à ce que les gens qui nous regardent à la maison sachent que les conservateurs, eux, ne s'en foutent pas. Les conservateurs se soucient des emplois perdus dans le secteur de l'automobile, de Windsor à Oshawa, et partout ailleurs. Ils se soucient des droits de douane qui ont maintenant triplé pour l'acier et l'aluminium. Ils se soucient des emplois dans le secteur forestier. Il y a un parti à la Chambre qui se soucie de ces problèmes, et c'est le Parti conservateur. Je tiens à ce que les Canadiens sachent que nous n'allons jamais tirer un trait sur nos relations avec les États-Unis en déclarant qu'on s'en fout, dans un moment d'insouciance. Ce n'est pas ce qu'un chef fait. Ce n'est pas ce qu'un chef devrait faire.

[Français]

Bienvenu-Olivier Ntumba (Mont-Saint-Bruno—L'Acadie, Lib.): Madame la Présidente, aujourd'hui, je prends la parole pour souligner un message clair envoyé par le nouveau budget fédéral: notre pays fait le choix d'investir dans sa culture, dans ses artistes et dans la diversité qui façonne notre identité collective. Dans un monde où la mondialisation et les plateformes numériques bouleversent nos habitudes, nous affirmons que la voix canadienne doit être protégée, soutenue et célébrée.

En tant que fier député francophone et fier représentant de la diversité, je sais que la culture n'est pas seulement une expression artistique. Elle est un vecteur d'inclusion, de cohésion sociale et d'appartenance. Elle est le lien qui unit nos histoires, nos régions, nos langues et nos générations. Elle est tout simplement le miroir de notre diversité et le ciment de notre identité collective.

Ce budget répond à des défis avec ambition et responsabilité. Il prévoit un investissement historique sur quatre ans à compter de l'an prochain pour renforcer notre écosystème culturel et créatif. C'est l'un des investissements les plus ambitieux de notre histoire récente. Ces fonds permettront de moderniser nos institutions, de stimuler la création canadienne, d'assurer une rémunération plus équitable aux artistes et de soutenir la production francophone et régionale. Bref, nous voulons continuer à faire rayonner le Canada ici et à l'étranger.

Qu'on me permette de souligner quelques mesures clés: 150 millions de dollars pour Téléfilm Canada afin de renforcer la production cinématographique et documentaire; 127 millions pour le Fonds des médias du Canada afin d'appuyer la création télévisuelle et numérique; 26 millions pour l'Office national du film du Canada pour soutenir la production documentaire et l'innovation narrative; et 48 millions pour le Fonds de la musique du Canada afin d'aider

Ordres émanant du gouvernement

nos artistes à se tailler une place dans un marché mondial hautement compétitif.

Ces engagements ne sont pas abstraits. Ils se traduiront par des emplois, par des circonstances opportunes pour nos jeunes créateurs et par des œuvres qui reflètent la diversité linguistique et culturelle de notre pays. Ils permettront aussi de préserver des voix régionales et francophones, comme celles du Québec, essentielles pour maintenir la richesse et la pluralité de notre identité.

Ce budget introduit également une mesure attendue depuis longtemps: le droit de suite pour les artistes visuels, qui leur permettra de toucher dorénavant une redevance lors de la revente de leurs œuvres. C'est une avancée majeure pour la reconnaissance et la rémunération équitable de nos créateurs et de nos créatrices.

Parce que la culture ne se vit pas uniquement dans de grandes salles ou dans de grandes institutions nationales, le budget soutient aussi nos festivals locaux, la célébration de la fête du Canada et la fête nationale de l'Acadie, ainsi que des projets culturels communautaires. D'ailleurs, plus tôt dans l'année, quand j'étais à Fredericton pour la fête nationale de l'Acadie, j'ai croisé M. Martin Thériault, alors président de la Société nationale de l'Acadie, mais qui a fini son mandat il y a deux semaines, je pense. Il m'avait parlé du fait que le gouvernement devait investir efficacement afin que la fête nationale de l'Acadie soit célébrée partout au pays. Dans ce budget, nous y répondons: le financement a été augmenté par notre gouvernement.

La culture, c'est ce qui fait vibrer nos quartiers, nos villages, nos communautés et nos régions. C'est ce qui crée les premiers liens d'appartenance pour tant de familles, y compris des diasporas, que j'ai l'honneur de représenter ici. Il est important de rappeler que la culture est aussi une industrie. Le secteur culturel et créatif représente des dizaines de milliers d'emplois, contribue à notre PIB, attire des talents et stimule l'innovation. Chaque dollar investi crée des retombées économiques et sociales majeures. En soutenant nos créateurs, nous soutenons aussi notre industrie, nos technologies et notre compétitivité à l'échelle mondiale. Alors que plusieurs pays revoient à la baisse leurs investissements dans la culture, le Canada fait le contraire. Nous, nous choisissons d'investir davantage pour protéger, renforcer et faire briller notre culture.

• (1230)

Ce budget n'est pas seulement une série de chiffres, c'est une déclaration de principes. La culture n'est pas un luxe, mais une nécessité. Elle demeure le ciment de notre identité, le moteur de notre créativité et un vecteur de notre prospérité économique. Le soutien à ces mesures fait que notre pays fait le choix d'un Canada fier de ses racines, ouvert sur le monde, mais résolument attaché à ce qui fait notre unicité. C'est aussi un héritage à protéger, un moteur de prospérité et un cœur battant de notre démocratie.

Ce budget souligne encore une fois le fait que nous sommes à l'écoute de l'art et des artistes partout au pays.

• (1235)

[Traduction]

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Madame la Présidente, j'aimerais citer à l'intention de mon collègue les propos de son propre chef. Le 17 septembre, ici même à la Chambre, il a dit: « Le niveau de la dette va diminuer. » Le budget montre en fait le contraire: une dette croissante, pire même que ce qui était prévu sous Trudeau. Alors, qui est franc et honnête?

Ordres émanant du gouvernement

Est-ce que la dette diminue, comme l'affirme le premier ministre, ou est-ce que la dette augmente massivement, comme l'indique le budget? Lequel des deux dit vrai?

[Français]

Bienvenu-Olivier Ntumba: Madame la Présidente, je serai toujours étonné du fait que mes amis d'en face essaient de nous lier à M. Trudeau, puisqu'il n'est plus là. Nous formons un nouveau gouvernement et nous avons présenté un nouveau budget, un budget d'investissement pour faire croître ce pays.

J'ai parlé des artistes, pour qui notre gouvernement a augmenté les investissements. Voilà ce que nous faisons.

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Madame la Présidente, j'entendais mon collègue parler du contenu francophone et de ce qu'il y a dans le budget. Pourtant, il n'y a à peu près rien en matière de langues officielles dans le budget. Je pense qu'il y a une mesure pour la Fête nationale de l'Acadie, ce qui est une bonne chose. Je ne suis pas le seul à avoir déploré cette lacune du budget.

Depuis 2020, les libéraux répètent que le fédéral a la responsabilité de protéger le français, pas seulement hors Québec, mais aussi Québec. Toutefois, il n'y a eu absolument aucune nouvelle mesure depuis la dernière version de la Loi sur les langues officielles.

Mon collègue pense-t-il que ce serait une bonne chose que le gouvernement respecte sa propre loi et qu'il prenne des mesures pour promouvoir le français au Québec?

Bienvenu-Olivier Ntumba: Madame la Présidente, je crois que notre gouvernement est le seul à avoir investi davantage pour promouvoir le français au Québec et hors Québec. Je suis allé deux fois à l'extérieur du Québec pour y visiter des milieux francophones. Aujourd'hui, on peut confirmer que le français hors Québec est en croissance et qu'il dépassera bientôt la cible de 4 %.

Nous avons investi plus de 7 milliards de dollars pour promouvoir le français hors Québec et au Québec. Je pense que ce budget répond aux besoins des francophones au Québec et hors Québec.

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Madame la Présidente, je félicite mon collègue de son excellent discours.

J'aimerais faire suite aux questions précédentes. Au moyen du Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028, nous avons fait le plus grand investissement jamais fait au Canada en matière de langues officielles. Il s'agit d'un investissement de 4,1 milliards de dollars sur cinq ans, qui permet des investissements en éducation, en santé, en petite enfance et dans une série d'autres secteurs.

Dans le budget de 2025, nous avons annoncé un financement permanent et doublé pour la Fête nationale de l'Acadie, en plus d'une nouvelle cible ambitieuse en matière d'immigration francophone, qui est à même de ramener le poids démographique des francophones sur le chemin de la croissance.

Mon collègue a assisté tout récemment à l'assemblée générale de la Société nationale de l'Acadie. Comment ces investissements dans les langues officielles et nos cibles ambitieuses en matière d'immigration francophone sont-ils reçus chez les francophones de l'extérieur du Québec?

Bienvenu-Olivier Ntumba: Madame la Présidente, récemment, j'ai passé deux jours à Fredericton pour la Fête nationale de l'Acadie. J'y ai trouvé des gens, un peuple. C'est une communauté unie,

tissée serrée et fière de parler français, fière de nous savoir à ses côtés, qui savait que nous allions répondre à son appel.

Aujourd'hui, nous avons répondu à son appel et nous avons augmenté le budget. Ce matin, nous sommes fiers de dire que la Fête nationale de l'Acadie va continuer de faire partie de la culture du Canada et qu'elle va réunir les francophones de partout au pays.

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Madame la Présidente, ce que mon collègue vient de dire en réponse à ma question était totalement faux. Il n'y a eu aucune mesure pour protéger le français au Québec. J'ai étudié le Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028, et même le ministre de la Langue française au Québec regardait cela en s'étonnant de ne voir aucune mesure.

J'ai aussi étudié les comptes publics de 2023-2024 et il n'y a aucune nouvelle mesure pour le français au Québec. Il y a seulement des mesures pour le système d'éducation anglophone, les groupes de pression anglophones, le développement des communautés d'expression anglaise, le système de santé en anglais, l'accès aux services juridiques en anglais. Il n'y a rien eu de nouveau pour le français.

● (1240)

Bienvenu-Olivier Ntumba: Madame la Présidente, je pense que mon collègue d'en face défend ses idées comme s'il était le seul à parler français au Québec. Je suis un francophone de naissance. D'ailleurs, je tiens à rappeler à la Chambre...

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Nous reprenons le débat. Le député de Prince Albert a la parole.

Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Madame la Présidente, comme toujours, je suis heureux de prendre la parole à la Chambre pour discuter de sujets qui sont importants pour les Canadiens. Évidemment, nous aimerions tous penser qu'un projet de loi d'exécution du budget est très important pour les Canadiens.

Ce budget est réellement un projet de loi omnibus rempli d'hypocrisie. Le député de Winnipeg-Nord serait probablement d'accord avec moi, car je me souviens de l'époque où il considérait que les projets de loi omnibus étaient une très mauvaise chose. Pourtant, voilà qu'il en défend un aujourd'hui.

Un exemple classique est ce que le projet de loi est censé faire pour les gens de la Saskatchewan. Je pense au secteur de l'agriculture, qui est important pour moi. Le projet de loi ne prévoit aucune mesure concrète pour aider les producteurs de canola et les travailleurs des pêches, deux groupes dont les produits sont visés par des droits de douane chinois et qui ont besoin d'un répit et d'une aide pour accéder non seulement aux marchés chinois, mais aussi à d'autres marchés dans le monde. Or, rien n'est prévu dans le budget pour collaborer avec ces gens et les aider.

Il n'y a rien dans le budget pour le secteur forestier, à part un surcroît de dettes et un surcroît de prêts. Il n'y a rien là-dedans qui donnerait aux travailleurs du secteur forestier un plan de match pour résoudre les problèmes qu'ils ont avec les États-Unis, pour élargir leurs marchés à d'autres régions du monde et pour chercher des usages différents du bois et des produits du bois qui leur permettraient de passer à la prochaine génération et d'exporter dans le monde entier.

Que contient le projet de loi? Il y a une section sur la Société canadienne des postes. Je ne sais pas ce qu'elle vient faire dans l'exécution du budget, mais elle est là.

Il y a une section préoccupante concernant Financement agricole Canada. Il est important d'en parler pour s'assurer que Financement agricole Canada offre ses services de la manière la plus efficace et la plus utile possible. Le ministre aurait un rapport à présenter au comité au sujet de Financement agricole Canada et de son fonctionnement, non pas cette année ou l'année prochaine, mais dans cinq ans, quand il n'y aura plus de gouvernement libéral.

Je me souviens de l'époque où les banques refusaient de prêter de l'argent aux agriculteurs. Je n'ai pas oublié la raison d'être de Financement agricole Canada: prêter main-forte aux agriculteurs. À une certaine époque, les banques voyaient l'agriculture comme un pari trop risqué. Depuis, Financement agricole Canada s'est imposée comme une alliée de premier plan pour l'ensemble du milieu agricole canadien. Or, en voyant le gouvernement vouloir mettre son nez dans les affaires de la société d'État, je m'interroge sur ses intentions.

Si les libéraux veulent bien faire les choses à l'égard de Financement agricole Canada, ils ne devraient pas passer par une loi d'exécution du budget. Ils devraient soumettre un projet de loi distinct à l'étude du comité de l'agriculture, qui le renverrait à la Chambre avec son propre cortège de motions. Hélas, les libéraux ont employé la loi d'exécution du budget.

En ce qui concerne la Loi sur les mesures économiques spéciales, j'ai l'impression que le ministère des Finances et Affaires mondiales Canada n'arrivent pas à s'entendre. Depuis toujours, d'après ces mesures, si Affaires mondiales veut imposer une restriction à une institution financière, il peut le faire. Or, ce ne serait dorénavant plus le cas. Il y aura davantage de formalités administratives, et les fonctionnaires d'Affaires mondiales Canada devront consulter ceux du ministère des Finances avant de faire quoi que ce soit. Une fois de plus, on complique inutilement des procédures qui devraient être simples et rapides.

Je vois aussi que les libéraux ont volé des idées au Parti conservateur pour ce budget, et ce sont de bonnes idées. Le député de Winnipeg-Nord ne peut pas m'accuser de soulever seulement des points négatifs. Je vois la Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations. Le budget permettrait à ces dernières d'instaurer leur propre taxe. Elles pourraient par exemple remplir leurs propres coffres avec une taxe de vente qui génère des recettes afin d'aider les dirigeants autochtones à répondre aux besoins de leur population.

C'est une valeur conservatrice. Le programme conservateur contenait une mesure à cet effet, et le Parti libéral s'est fait un plaisir de la voler. Je serais prêt à appuyer cette mesure si elle était présentée en tant que projet de loi à part entière, plutôt que dans une loi d'exécution du budget. Une mesure législative de cette nature devrait être renvoyée aux comités appropriés, avec un échéancier adéquat, afin de le peaufiner comme il se doit. Cette mesure mérite plus qu'une lecture de deux minutes en comité, perdue au milieu de 600 pages de mesures. C'est une bonne mesure, mais elle ne sera pas soumise à l'examen qu'elle mérite.

Pourquoi des éléments concernant la Loi sur la radiodiffusion, par exemple, figureraient-ils dans une loi d'exécution du budget? Pourquoi ces éléments ne sont-ils pas présentés dans leur propre projet de loi afin qu'ils puissent être étudiés en comité? Pourquoi doivent-ils figurer dans une loi d'exécution du budget?

La Loi sur les agents pathogènes humains et les toxines figure aussi dans le budget. Les députés devraient y réfléchir. Cette loi n'a

Ordres émanant du gouvernement

rien à voir avec les finances. Le gouvernement libéral fait preuve d'hypocrisie en regroupant ces éléments dans un seul projet de loi pour éviter de passer par la Chambre des communes, le Parlement et les comités, qui exerceraient une meilleure surveillance et amélioreraient le projet de loi au profit de tous les Canadiens.

Les gens savaient-ils que la Loi sur l'aéronautique figure dans le budget? Oui, c'est bien vrai, mais non, ce n'est pas pour financer un programme spatial: c'est seulement pour modifier légèrement le sens de la Loi.

Nous n'avons pas réussi à faire en sorte que le canola, les travailleurs forestiers et les travailleurs des pêches figurent dans le budget.

● (1245)

Nous n'avons pas réussi à faire figurer dans le budget des éléments qui auraient véritablement réduit le coût de la vie pour les Canadiens. Nous n'avons pas réussi à avoir les éléments qui auraient vraiment protégé les Canadiens et leur stabilité financière future, comme le promettait la plateforme électorale des libéraux. Pendant la campagne, les libéraux ont parlé des moyens qu'ils prendraient pour protéger les Canadiens. Ils allaient s'assurer de conclure le meilleur accord possible avec Donald Trump, ils allaient jouer du coude, et tout le reste. Le budget ne comprend rien de ce dont les libéraux ont parlé pendant la campagne électorale pour protéger les Canadiens. Pire encore, les libéraux les exposent à des risques accrus en faisant augmenter la dette et les paiements d'intérêts que leur génération et celles de leurs petits-enfants et de leurs arrière-petits-enfants vont devoir payer.

Voilà le fardeau que le gouvernement impose à la population canadienne. Pourtant, il a trouvé le temps d'inclure tous ces éléments qui ne sont vraiment pas des priorités pour le pays, mais qui en sont pour la bureaucratie, ou qui sont des projets de prédilection du gouvernement libéral.

Comme je viens de la Saskatchewan, j'estime que le budget doit à tout moins évoquer et faire valoir les besoins de la population de cette province. Il est important que tous les Canadiens sentent que le budget leur sera utile, qu'il les aidera à aller de l'avant et qu'il contiendra des dispositions qui rendront leur vie plus facile et abordable. Rien dans la loi d'exécution du budget, ou même dans le budget, n'atteint cet objectif.

En fait, le budget n'est qu'un tour de passe-passe. On y parle de projets qui ont déjà été approuvés et réalisés, ou on y évoque avec de grands airs des mesures qui n'aboutiront à rien du tout. La loi d'exécution du budget porte moins sur ce que veulent les Canadiens que sur les projets de prédilection de bureaucrates qui essaient de manœuvrer et de profiter d'un nouveau gouvernement pour réaliser leurs ambitions personnelles. Il est plutôt décevant et troublant de voir tout cela dans un projet de loi de ce genre!

Je reviens sur le fait que le projet de loi est de type omnibus. L'hypocrisie dont fait preuve le gouvernement libéral est tout à fait incroyable, mais je suppose que nous ne devrions pas être surpris; les libéraux se sont montrés très hypocrites au cours des dix dernières années. En raison de leurs piètres politiques, ils créent des problèmes depuis dix ans puis ils prétendent être les seuls à pouvoir les régler.

Ordres émanant du gouvernement

Les libéraux ont entraîné notre pays dans une situation de stagnation. Au lieu d'utiliser le budget ou sa loi d'exécution pour mettre en place des politiques adéquates qui rendraient la vie plus abordable pour les Canadiens, et d'examiner des mesures qui contribueraient à protéger les aînés à la retraite et à stimuler la croissance économique, ils ont créé des politiques économiques qui placent nos enfants dans une situation où ils ne pourront probablement jamais acheter une maison.

Les politiques doivent être judicieuses, et les libéraux font fausse route à cet égard. Chaque fois qu'ils commettent une erreur, ils réagissent en injectant davantage de fonds, pensant que cela suffira à régler le problème. Si l'on ne s'attaque pas au cœur du problème, on ne peut pas trouver de solution adéquate. L'argent ne résout pas toujours tout.

Je m'en tiendrai là. Je tiens à faire savoir à la Chambre que la loi d'exécution du budget est une grande déception, car elle aurait pu accomplir tellement plus. Le potentiel était là, et les Canadiens souhaitaient que le gouvernement mette en oeuvre des mesures efficaces dans leur intérêt. Le gouvernement nous a encore déçus.

Cette loi d'exécution du budget est préoccupante. C'est un projet de loi inquiétant. Il ne devrait pas être adopté, et je ne voterai certainement pas pour.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, de ce côté-ci de la Chambre, nous ne sommes pas surpris que le député d'en face ait indiqué qu'il ne votera pas en faveur du budget. Au bout du compte, le Parti conservateur est différent du Parti libéral à la tête du pays. Contrairement à lui, le Parti libéral croit qu'il faut investir dans les Canadiens et dans notre économie, et que c'est le moment idéal pour le faire.

Soit dit en passant, tous les premiers ministres provinciaux et territoriaux sont d'accord. Ils travaillent avec Ottawa. Le premier ministre cherche à trouver de nouveaux débouchés commerciaux au-delà de la frontière canado-américaine. Nous avons un budget qui est avantageux pour tous les Canadiens, des enfants aux aînés.

Les conservateurs, eux, demeurent les bras croisés en répandant de fausses informations chaque fois qu'ils en ont l'occasion. Ils affirment qu'ils aimeraient former le gouvernement un jour, mais où est leur plan? Le Parti conservateur du Canada a-t-il même un plan à proposer aux Canadiens?

Randy Hoback: Madame la Présidente, je tiens à remercier le député de Winnipeg-Nord, car c'est dans sa circonscription que s'est jouée la Coupe Grey avec les Roughriders de la Saskatchewan. Il a fait un excellent travail, et nous lui en sommes très reconnaissants. Je sais qu'il est secrètement partisan des Roughriders.

Les libéraux et les conservateurs ont une approche très différente. Les libéraux préfèrent dépenser l'argent des contribuables quand il y a un problème plutôt que de prendre du recul, d'analyser le problème et de corriger la politique qui en est à l'origine. Si on corrige la politique, on favorise les investissements privés qui stimuleront la croissance économique.

Que font les libéraux, eux? Ils font le contraire. Plutôt que de régler le problème, ils se contentent d'y consacrer plus d'argent. Ils mettent un pansement sur la situation en se disant que tout ira pour le moment, car ils pourront tenir jusqu'aux prochaines élections. Entretemps, le problème ne fait que s'aggraver. Nous avons constaté cet effet cumulatif au cours des 10 dernières années; l'économie

est durement touchée en ce moment même. Nous ne pouvons pas permettre aux libéraux de continuer ainsi.

• (1250)

[Français]

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Madame la Présidente, nous nous entendons pour dire qu'il y a dans le budget des sommes faramineuses pour le déficit, ainsi que des sommes terriblement importantes pour la défense. C'est un déficit de 78 milliards de dollars avec plus de 50 milliards de dollars d'investissements dans la défense.

Selon mon collègue, est-il responsable d'investir dans la défense à même le déficit?

[Traduction]

Randy Hoback: Madame la Présidente, j'aurais aimé avoir un excédent pour pouvoir le dépenser, mais la réalité est ce qu'elle est. Le gouvernement a tellement mal géré l'économie au cours des 10 dernières années que nous sommes en déficit.

La réalité, c'est que le monde n'est plus ce qu'il était il y a 15 ou 20 ans. Malheureusement, nous devons emprunter l'argent nécessaire pour les dépenses de défense. Nous devons veiller à ce que nos militaires disposent des outils dont ils ont besoin pour protéger notre pays. Il n'y a pas moyen de faire autrement. J'aimerais que cela se produise dans une autre situation financière, il n'y a aucun doute à ce sujet, mais nous n'avons pas ce luxe à cause de la mauvaise gestion du gouvernement libéral.

Bob Zimmer (Prince George—Peace River—Northern Rockies, PCC): Madame la Présidente, je félicite mon collègue de la Saskatchewan pour la coupe Grey, qui a été remportée par l'équipe de sa province.

Les libéraux se sont prononcés plusieurs fois contre des projets de loi omnibus, mais ils viennent encore d'en présenter un, comme ils l'ont fait à de nombreuses reprises. Une autre chose que les libéraux font souvent, c'est jeter de l'argent par les fenêtres. Selon les statistiques tirées de leur budget, ils prévoient augmenter la dette de 321 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années.

Je vais poser une question simple au député. Pense-t-il que de jeter de l'argent par les fenêtres permet de régler les problèmes au Canada?

Je ne vois aucune infrastructure en train d'être construite dans le Nord de la Colombie-Britannique. Il faut un pont qui traverse la rivière de la Paix, mais il n'a pas été construit. Le budget ne prévoit pas sa construction. Le député croit-il que jeter de l'argent par les fenêtres permet de régler les problèmes? Je n'ai encore rien vu de tel.

Randy Hoback: Madame la Présidente, pendant la crise de 2008, le gouvernement Harper a financé les infrastructures. L'argent a été consacré à des projets qui n'avaient rien d'éclatant, comme des stations de relèvement des eaux usées. Il a servi à répondre aux besoins des Canadiens pour que l'économie fonctionne bien.

Oui, nous avons besoin d'investissements adéquats pour que les projets qui ont été présentés aux Canadiens se concrétisent. Je tiens à rappeler aux députés qu'à cette époque, ce n'était pas le gouvernement qui choisissait les projets, mais bien les municipalités et les gouvernements provinciaux. Dans le cas présent, c'est le gouvernement fédéral qui décide quels projets sont approuvés et lesquels sont rejetés. Un comité vient d'être mis sur pied pour examiner de beaux grands projets d'intérêt national. Les libéraux devraient étudier chacun des 10 projets.

Maggie Chi (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Madame la Présidente, je prends la parole pour appuyer le budget de portée historique du ministre des Finances. Nous avons tous écouté très attentivement le discours du budget qu'a prononcé le ministre des Finances et nous avons eu l'occasion de jeter un coup d'œil aux nombreux reportages très favorables des médias sur ce budget solide et ambitieux qui inspire la confiance. Le budget est fidèle à son titre: il vise à bâtir un Canada fort.

C'est sans contredit un privilège de prendre la parole à la Chambre afin de parler de l'approche responsable que nous avons adoptée dans le but d'investir dans des domaines importants pour notre pays et de jeter les bases de la réussite pour des générations à venir. Le premier ministre avait raison de dire que nous ne pouvons pas contrôler ce que font les autres pays, mais que nous pouvons contrôler ce que nous bâtissons.

Le budget « Un Canada fort » prévoit les plus grosses sommes pour les infrastructures de notre pays depuis une génération. C'est un budget pour tous les Canadiens, qui comprend des mesures dans les domaines qui comptent le plus pour les familles: l'emploi, la santé et la sécurité. C'est un budget qui, dans un même temps, permet aux dollars canadiens de rester au Canada, de favoriser le travail local, de stimuler la construction à l'échelle nationale et d'avoir des retombées partout.

La fin de semaine dernière, alors que nous vivons dans un monde qui change rapidement et qui est de plus en plus hostile, je parcourais ma circonscription, Don Valley-Nord, et j'ai été frappée par la confiance absolue de l'électorat dans le leadership du premier ministre et dans l'orientation du gouvernement. Des gens sont venus me voir pour me dire qu'il s'agit d'un bon budget pour l'époque actuelle.

On comprend pourquoi. Lorsque j'ai rencontré des jeunes du centre S.E.A.S., de Wordswell, d'IWOO, du centre communautaire Working Women et de Newcomer Women's Services, bon nombre d'entre eux m'ont dit que, grâce à Emplois d'été Canada, ils avaient établi leur premier lien solide avec le marché du travail. Au Flemingdon Health Centre, des employés m'ont raconté comment le financement fédéral les a aidés à servir des résidents vulnérables grâce à des programmes linguistiques, à du soutien en santé mentale et à des ressources en santé communautaire. Voilà des exemples concrets qui prouvent que le budget répond aux besoins actuels.

Le budget du ministre des Finances, c'est le plan du gouvernement pour faire du Canada l'économie la plus forte du G7. Il est axé sur la croissance du Canada à long terme. C'est bon pour l'économie et, surtout, c'est bon pour les familles canadiennes. Dans Don Valley-Nord, les familles m'ont dit ce qui leur tient le plus à cœur dans le budget: les infrastructures, le logement, la sécurité publique et la santé.

Ordres émanant du gouvernement

Comme la santé est une priorité pour tous les Canadiens, je me permets de souligner ce que le budget offre dans ce domaine. Tous les habitants de Don Valley-Nord, de Bayview Village à Hillcrest, Henry Farm, Bayview Woods-Steeles et York Mills, souhaitent avoir un système de santé moderne, accessible et axé sur l'être humain. C'est exactement ce qu'offre le budget de 2025.

Le fonds pour les infrastructures dans le domaine de la santé, d'une valeur de 5 milliards de dollars, servirait à moderniser les hôpitaux, les urgences et les centres de soins d'urgence et à agrandir les écoles de médecine afin que les familles obtiennent des soins dans des espaces conçus pour le contexte d'aujourd'hui. Quant au Fonds d'action pour la reconnaissance des titres de compétences étrangers, doté de 97 millions de dollars, il aiderait les médecins, les infirmières et les spécialistes formés à l'étranger à obtenir plus rapidement l'autorisation de travailler dans leur domaine ici. Par ailleurs, le programme national de soins dentaires, qui aide déjà les aînés et les enfants de Don Valley-Nord, serait renforcé afin que davantage de familles puissent avoir accès à des soins préventifs et éviter des urgences coûteuses.

Ces sommes pour la santé n'ont rien d'abstrait. Elles amélioreront vraiment la vie des gens.

Renforcer le système de santé signifie également renforcer l'écosystème de recherche et d'innovation qui favorise les découvertes, les nouveaux traitements et la compétitivité à long terme. Le financement de la recherche que prévoit le budget de 2025 compte parmi le plus important depuis plus d'une décennie. Il renforcera le leadership du Canada dans les domaines des sciences de la vie, de la santé numérique, de l'intelligence artificielle, de la biofabrication et des technologies propres.

Le budget modernise en outre la Stratégie canadienne d'attraction de talents, afin que les chercheurs, les scientifiques, les ingénieurs et les innovateurs de calibre mondial considèrent le Canada comme l'endroit où bâtir leur carrière. Ces enveloppes budgétaires façonneront l'avenir de la médecine. Elles permettront de fournir de meilleurs soins aux patients et soutiendront l'économie axée sur l'innovation en santé, à laquelle des circonscriptions comme Don Valley-Nord sont étroitement liées.

Parmi les facteurs qui, outre les soins cliniques, contribuent à la santé, mentionnons la nutrition, les relations et les mesures de soutien qui aident les gens à s'épanouir. Le budget de 2025 poursuit ce genre d'investissements.

À l'école publique Cliffwood, les élèves commencent leur journée bien nourris et prêts à apprendre grâce au programme national d'alimentation scolaire. Grâce au programme Nouveaux Horizons, les personnes âgées de l'association Bayview Village restent actives et engagées et cultivent des rapports sociaux — autant de déterminants éprouvés d'une meilleure santé. Ce sont précisément ces personnes qui bénéficieront d'un système de santé plus solide et plus accessible.

Nos investissements visent à faire du Canada le meilleur pays où grandir et vieillir. Avec des mesures comme le crédit d'impôt pour les préposés aux services de soutien à la personne ou l'allègement fiscal dont profiteront 22 millions de Canadiens, nous bâtissons un Canada fort. En tant que fière députée libérale, je félicite le premier ministre et le ministre des Finances d'avoir présenté un budget qui rendra le Canada plus fort, un budget qui prévoit non seulement d'investir dans l'économie, mais qui est aussi nécessaire pour notre souveraineté. Selon moi, son importance à long terme sera absolue.

Ordres émanant du gouvernement

• (1255)

Ce budget reflète non seulement les valeurs de l'actuel gouvernement, mais aussi les aspirations des habitants de Don Valley-Nord, qui croient en la collectivité, au progrès et à l'édification d'un Canada fort pour la prochaine génération.

Eric Melillo (Kenora—Kiiwetinoong, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux de pouvoir participer au débat d'aujourd'hui.

À propos du budget, de nombreuses personnes à qui j'ai parlé dans le Nord-Ouest de l'Ontario en ont été choquées. Elles n'arrivaient pas à croire le montant des dépenses et du déficit. Le premier ministre avait promis que les dépenses diminueraient, mais elles ont augmenté. Il avait promis que le déficit diminuerait, mais il a augmenté. Le premier ministre a raté toutes les cibles qu'il s'était fixées.

J'aimerais que la députée explique pourquoi ces cibles ont été ratées. Peut-elle parler des répercussions que cela aura sur la nouvelle génération, qui devra rembourser l'énorme déficit?

• (1300)

Maggie Chi: Madame la Présidente, je remercie le député d'en face de sa question. J'ai ainsi l'occasion de souligner certaines des mesures et certains des investissements que nous avons inclus dans le budget, qui nous permettront de bâtir un Canada fort pour la génération actuelle et la prochaine.

Dans le budget, nous prévoyons des investissements historiques dans de grands projets, notamment par l'entremise du Fonds pour bâtir des collectivités fortes. Nous construisons de nouveaux hôpitaux. Nous construisons de nouvelles urgences. Nous construisons des écoles de médecine. Cela permettra d'accroître les capacités tout en créant des emplois de qualité dans les domaines de la haute technologie et de la recherche, comme je l'ai mentionné dans mon discours.

Ce sont là des possibilités très intéressantes. J'ai discuté avec des gens de Don Valley-Nord, et ils sont impatients de voir ces possibilités se concrétiser. Je tiens également à souligner que, dans ma circonscription, l'hôpital général de North York bénéficiera vraiment des mesures de recherche et d'innovation prévues dans le budget.

[Français]

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Madame la Présidente, je veux savoir ce que pense ma collègue. Dans le cadre du budget, le Bloc québécois a demandé une augmentation de la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés de 65 à 74 ans. On sait qu'il y a eu une augmentation accordée à ceux de plus de 75 ans, mais les aînés de 65 à 74 ans ont aussi besoin de soutien, car une bonne partie d'entre eux se retrouve dans la pauvreté. Aucun ajustement n'a été prévu pour réduire cet écart. On a créé deux classes d'aînés et le gouvernement ne semble pas vouloir rectifier ça.

Qu'est-ce que ma collègue en pense?

[Traduction]

Maggie Chi: Madame la Présidente, le budget comprend plusieurs mesures visant à faire baisser le coût de la vie. Si le député y regarde de plus près, il constatera que 22 millions de Canadiens bénéficieront d'une réduction d'impôt. Le programme Nouveaux Horizons pour les aînés est un excellent programme dont les aînés de ma circonscription, Don Valley-Nord, profitent pleinement pour établir des liens au sein de la collectivité. Une population qui est en

bonne santé et qui multiplie les liens sociaux permet de réaliser des économies à long terme.

En ce qui concerne la question posée par le député, je me réjouis à l'idée d'en discuter davantage.

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Madame la Présidente, la santé est une priorité absolue pour les gens de ma circonscription. Ma collègue a souligné certains investissements qui sont proposés dans le budget à cet égard, y compris les investissements dans la recherche et le nouveau fonds pour les infrastructures dans le domaine de la santé. Nous allons également augmenter les transferts aux provinces au cours des cinq prochaines années.

J'aimerais que la députée nous dise pourquoi les investissements en santé sont si importants pour les gens de sa circonscription, Don Valley-Nord, pour les gens de ma circonscription, Madawaska—Restigouche, et pour tous les Canadiens.

Maggie Chi: En effet, madame la Présidente, le système de santé est un pilier important de l'identité canadienne. Notre budget propose des investissements majeurs pour renforcer ce système, notamment dans le cadre du fonds pour les infrastructures dans le domaine de la santé, qui offre une enveloppe de 5 milliards de dollars pour moderniser les hôpitaux, renforcer les capacités des urgences et former davantage de professionnels de la santé. Ce financement sera bénéfique pour les aînés et les habitants de Don Valley-Nord.

Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Madame la Présidente, par simple curiosité, je me demande si la députée peut m'expliquer pourquoi le gouvernement a jugé nécessaire d'inclure une chose comme les cryptomonnaies stables dans le projet de loi d'exécution du budget? Les cryptomonnaies stables devraient probablement faire l'objet d'une mesure législative distincte, compte tenu de la nouveauté de cet outil financier.

Pourquoi les libéraux incluent-ils ce genre de mesure dans la loi d'exécution du budget? Pourquoi ne présentent-ils pas au Parlement un projet de loi distinct sur ce sujet?

Maggie Chi: Madame la Présidente, j'ai hâte de discuter plus en détail de cette question.

Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington—Tyendinaga, PCC): Madame la Présidente, cela fait des mois que les Canadiens attendent de voir comment le gouvernement, qui a été élu pour ses promesses de prévoyance en matière financière, d'intégrité économique et de magie monétaire, allait revirer la situation au Canada. Les Canadiens qui s'attendaient au moindre soupçon de gouvernance responsable dans ce budget sont amèrement déçus. Plutôt, on leur a servi un beau document de communications lustré rempli de promesses arbitraires concernant de vagues dépenses dans les infrastructures, le tout présenté sous la ruse d'un nouveau tour de passe-passe comptable: « Canadiens, réjouissons-nous, car le gouvernement n'accumule plus les dettes; il effectue désormais des investissements en capital. » Cela désigne tout ce que le gouvernement veut. Apparemment, la main invisible du marché a conclu une entente secrète garantissant des milliards de dollars d'investissements de bienfaiteurs inconnus issus du secteur privé.

Ordres émanant du gouvernement

Soyons clairs. L'investissement du secteur privé peut être bénéfique pour le pays, mais compter là-dessus pour financer les dépenses dans les infrastructures, non. Tout cela pour dire qu'on peut pardonner au gouvernement d'adopter ce qui, j'en suis convaincue, est une nouvelle approche audacieuse en matière de finances gouvernementales. Après tout, en plus d'avoir imposé le port de souliers noirs et de chemises blanches aux membres de son cabinet, le premier ministre a instauré un nouveau calendrier budgétaire inspiré de son expérience à Londres, et c'est pourquoi nous discutons du budget en novembre plutôt qu'au printemps, comme le veut la tradition. Cela dit, le budget n'est rien de plus qu'une déclaration d'intentions. Quelles mesures le Parlement approuvera et comment le gouvernement dépensera l'argent sont des choses qui restent à voir.

Je dois reconnaître le mérite du gouvernement à un égard. Il est rafraîchissant de voir qu'on néglige enfin un peu moins le processus des budgets des dépenses. Nous avons le temps d'étoffer le budget principal des dépenses plutôt que de traiter à fond le budget et les budgets des dépenses pratiquement en même temps.

Je vais passer au contenu du budget lui-même.

Un élément du budget qui préoccupe beaucoup non seulement mes concitoyens, mais aussi les propriétaires d'armes à feu respectueux des lois aux quatre coins du pays, c'est la politique arbitraire et improvisée sur les armes à feu. On pourrait penser que, après trois décennies, au moins une personne prendrait le temps de s'informer sur le fonctionnement des armes à feu. Pourtant, voilà où nous en sommes avec le budget de 2025, 33 ans après le lancement du registre des armes d'épaule. Les libéraux cherchent toujours à terrasser ce même vieux dragon. Le document budgétaire indique fièrement que « [l]es armes conçues pour le champ de bataille n'ont pas leur place dans nos quartiers ». J'ai peine à imaginer qu'on peut être assez ignorant pour faire une affirmation aussi absurde. Il est ahurissant que cette phrase ait été lue par des dizaines, voire des centaines, de paires d'yeux avant d'être publiée et que personne n'ait fait valoir que ça n'avait aucun sens. De toute évidence, le gouvernement dépeint les agriculteurs, les sportifs, les chasseurs et les communautés autochtones des régions rurales comme des maniaques des armes à feu qui doivent être placés sous le joug de l'État, plutôt que comme des propriétaires d'armes à feu responsables, matures, respectables et respectueux des lois.

Pire encore, nous avons un ministre de la Sécurité publique qui, aussi aimable soit-il, a de la difficulté à préciser exactement en quoi consiste le programme de rachat d'armes à feu et si celui-ci est juridiquement contraignant. Il dit une chose aux propriétaires d'armes à feu canadiens, puis une tout autre chose à ses locataires. Le gouvernement a montré à maintes reprises qu'il ne se soucie pas des propriétaires d'armes à feu et, ce qui est fort révélateur, qu'il ne souhaite pas en apprendre plus à leur sujet ou au sujet de leurs armes. Aucun criminel ne tire sur des passants depuis une voiture en marche au centre-ville de Toronto avec une carabine SKS achetée légalement.

Les conservateurs le savent, les propriétaires d'armes à feu le savent et les criminels eux-mêmes le savent. Généralement, je présumerais que le gouvernement le sait lui aussi, mais, comme le dit le vieil adage, il ne faut pas attribuer à la malveillance ce qui peut s'expliquer par l'ignorance. Je ne dirai certainement pas le contraire, compte tenu des données probantes accumulées depuis 30 ans.

● (1305)

Justement, cela m'amène à l'autre préoccupation de nombreux centres ruraux et petits centres urbains: la criminalité. Le gouvernement a fait de grandes promesses pour lutter contre la criminalité, et il est réconfortant de l'entendre. Cependant, encore une fois, il doit tenir ses promesses au lieu de les répéter année après année, budget après budget. Autrement dit, il faut travailler avec nos homologues dans les provinces pour nous assurer qu'ils ont les capacités et l'infrastructure nécessaires pour que les lois fédérales soient efficaces. Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux doivent cesser de se renvoyer la balle et adopter des lois, construire des prisons et mettre les criminels derrière les barreaux. Il faut que ce soit une priorité, une priorité dont le gouvernement fédéral devrait se faire le champion. Ce dont les provinces ont besoin, c'est de leadership et d'un engagement ferme d'Ottawa à assurer la sécurité des villes, des localités et des communautés du Canada.

Parallèlement à cela, et en lien avec le point précédent, Ottawa doit comprendre qu'il existe un Canada rural. Des millions de Canadiens vivent littéralement loin des forces de l'ordre et des services d'urgence. J'exhorte le gouvernement à garder cela en permanence à l'esprit, surtout quand il cherche des moyens de lutter contre la criminalité dans les régions rurales du Canada.

Les personnes âgées sont un autre groupe souvent négligé dans les discussions à Ottawa. Ces hommes et ces femmes ont bâti le pays dans lequel nous vivons. Leur travail, leurs efforts et leurs luttes nous ont permis de bâtir une nation qui, malgré certains problèmes bien réels, figure parmi les meilleurs endroits où vivre au monde et ils méritent notre respect et notre admiration. Les mesures prévues dans le budget pour lutter contre l'exploitation économique sont les bienvenues. Comme nous le savons tous, l'exploitation financière et la fraude touchent particulièrement les Canadiens âgés. Il est impératif que le gouvernement collabore avec les institutions financières pour repérer les cas d'abus et prendre des mesures afin de protéger les victimes potentielles. Le vieillissement de la population est un problème que les décideurs politiques ignorent depuis des années, et nous le faisons à nos risques et périls. J'exhorte le gouvernement à tenir compte des besoins des aînés canadiens et de leurs familles. Le premier critère d'une civilisation est le traitement qu'elle réserve aux plus vulnérables, et ce n'est jamais aussi vrai que dans le cas des aînés.

Je voudrais terminer en abordant la question qui fait la une des journaux depuis des mois. Il s'agit du commerce et, en particulier, de ce que le gouvernement a fait récemment dans ce domaine. Les conservateurs ont compris que le gouvernement voulait tenter sa chance dans les négociations avec les États-Unis. Nous avons fait preuve de patience pendant que le gouvernement refusait de divulguer des détails, reconnaissant que tout ne peut pas se faire au grand jour. Nous appuyons les efforts visant à diversifier les relations commerciales. Cependant, la situation que nous vivons depuis l'échec des négociations est très préoccupante. Le premier ministre a fait campagne en promettant de faire preuve de leadership dans ce dossier, mais au moment où cela compte le plus, il ne tient pas ses promesses. Ces dernières semaines, le gouvernement n'a présenté aucun plan, ne fait montre d'aucun sentiment d'urgence et n'a rendu aucun compte. Son silence et son inaction en disent long, et rien de tout cela n'inspire confiance.

Ordres émanant du gouvernement

Pour moi, deux vérités se doivent d'être incontestables. Premièrement, le commerce est une bonne chose. Deuxièmement, le commerce n'est pas une activité épuisable. Les membres du Cabinet doivent toujours garder cela à l'esprit. Nuire à l'activité commerciale avec notre plus proche allié dans l'espoir de conclure des accords avec des dictatures comme celles de Pékin et des Émirats arabes unis n'est pas seulement malavisé, c'est aussi irresponsable. Les relations entre le Canada et les États-Unis sont depuis toujours les plus étroites au monde. Notre histoire commune s'étend sur plusieurs siècles, et nous avons traversé des épreuves bien pires qu'un différend commercial, y compris rien de moins qu'une guerre ouverte. Nos liens avec les États-Unis sont sans égal; ils transcendent la politique, la culture et la géographie. J'exhorte le gouvernement à ne pas emprunter la voie facile et politiquement commode du désengagement. Les décisions prises aujourd'hui auront des conséquences bien au-delà des trois prochaines années. Alors que le monde est à la croisée des chemins, avec la guerre en Europe, les menaces militaires en mer de Chine méridionale ainsi que la terreur et la mort qui sévissent en Afrique et au Moyen-Orient, le Canada doit plus que jamais se tourner vers le pays qui a toujours été là et qui le sera toujours, et non s'en détourner.

En conclusion, les Canadiens méritent un gouvernement qui trouve le juste équilibre entre ambition et responsabilité. Le budget offre des promesses tape-à-l'œil, mais peu de substance. En tant qu'opposition officielle, nous continuerons d'exiger une reddition de comptes, de la transparence et des résultats concrets, en faisant passer l'avenir de notre pays avant les manœuvres politiques. Les Canadiens le méritent.

• (1310)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, la députée a mentionné le commerce. Examinons cette question de plus près.

Je suis parlementaire depuis plus de 30 ans. Je ne peux pas nommer une autre personne, à part le premier ministre, qui se soit autant démené pour trouver des débouchés commerciaux ailleurs qu'aux États-Unis, tout en attendant d'obtenir le meilleur accord possible avec nos voisins du Sud. Entretemps, regardons ce qui a été accompli avec l'Indonésie, la Chine, les Philippines, l'Afrique et l'Union européenne. Nous avons un projet de loi. Nous prenons toutes sortes de mesures, notamment en négociant des accords commerciaux qui pourraient valoir des millions de dollars, voire des milliards de dollars, parce que notre gouvernement et notre premier ministre estiment que les échanges commerciaux et les exportations apporteront des avantages aux Canadiens non seulement aujourd'hui, mais aussi demain.

Je me demande si la députée et son parti peuvent appuyer les initiatives commerciales que prennent le premier ministre et son gouvernement.

• (1315)

Shelby Kramp-Neuman: Je n'en reviens pas, madame la Présidente. Je vais me permettre de faire part au député d'une dure vérité au sujet du premier ministre et de son inaction dans ce dossier. Le premier ministre pense qu'il va attendre qu'il soit logique de parler à nos voisins du Sud. Il a laissé entendre que le vieil adage entre le Canada et les États-Unis est révolu. Les droits de douane atteignent des sommets inégalés; des secteurs clés, des entreprises et des familles sont touchés. Cette approche unilatérale ne fonctionne pas.

[Français]

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais souligner que le discours de ma collègue est très posé, qu'il touche à de nombreux éléments et qu'il apporte des nuances. Je lui en suis reconnaissant et j'ai de l'estime pour elle.

Ma collègue soulève notamment la question de la sécurité publique dans les régions rurales. C'est quelque chose qui me touche particulièrement. Hier, j'étais à Notre-Dame-du-Nord, au Témiscamingue, un village situé à proximité de l'Ontario, et où les vols sont de plus en plus fréquents. Parmi les solutions, il y a effectivement le fait d'avoir plus de ressources pour la collaboration entre les différents corps policiers. Je pense à la Sûreté du Québec et à la Police provinciale de l'Ontario, et je pense aussi aux corps de police autochtones.

Ma collègue a mentionné que c'était un problème ailleurs dans les régions rurales du Canada. Constate-t-elle une recrudescence du crime organisé dans nos régions? Quelles solutions met-elle de l'avant?

[Traduction]

Shelby Kramp-Neuman: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de ses aimables remarques.

Il est plus important que jamais d'adopter une approche parlementaire fondée sur la compassion aguerrie et l'encouragement à des échanges respectueux. Nous vivons à une époque où règnent la colère et la division.

Je suis sensible à la question que mon collègue a posée au sujet du crime organisé. Le crime organisé est une réalité, et les gouvernements doivent intervenir. À l'heure actuelle, le gouvernement prend bien peu de mesures concrètes. Il se contente de parler, de faire des promesses et de présenter un budget tape-à-l'œil où il nous dit qu'il pourrait faire telle ou telle chose, mais dont les mesures ont très peu de substance.

Je suis curieuse de voir ce qui se passera au cours des prochains mois, car en ce moment, les résultats ne sont pas au rendez-vous.

Bob Zimmer (Prince George—Peace River—Northern Rockies, PCC): Madame la Présidente, dans son discours, ma collègue a indiqué que le gouvernement s'en prend aux propriétaires d'armes à feu respectueux des lois. Au cours des dernières semaines, nous avons écouté au comité des chefs de police et des chefs de communautés inuites et des Premières Nations. Ils pensent que s'en prendre aux propriétaires d'armes à feu respectueux des lois constitue un gaspillage de ressources.

Selon la députée, continuer à s'en prendre aux propriétaires d'armes à feu respectueux des lois plutôt qu'aux criminels représente-t-il une utilisation judicieuse des fonds publics?

Shelby Kramp-Neuman: Madame la Présidente, les propriétaires d'armes à feu respectueux des lois profitent du plein air tout en faisant vivre des gens.

Le gouvernement est coincé dans une autre époque. Les députés écoutent les intervenants et les habitants de leurs circonscriptions depuis 30 ans, alors je ne comprends pas pourquoi les faits ne leur entrent pas dans la tête et pourquoi ils prennent unilatéralement des décisions arbitraires qui ne sont pas du tout axées sur les centres ruraux.

Demandons aux Canadiens d'examiner attentivement le projet de loi. Ils s'attendent à ce que le gouvernement change sérieusement de cap.

[Français]

Tatiana Auguste (Terrebonne, Lib.): Madame la Présidente, je me lève aujourd'hui avec plaisir pour prendre part au débat sur le projet de loi C-15, sur la mise en oeuvre du budget de 2025, et mettre en lumière les investissements importants de ce budget, qui va contribuer à bâtir un Canada fort.

• (1320)

[Traduction]

Comme nous le savons, les économies avancées doivent composer avec des turbulences économiques mondiales. Le Canada ne fait pas exception. Les Canadiens ressentent chaque jour les graves effets de la hausse historique des droits de douane, qui mettent l'économie canadienne à rude épreuve.

[Français]

Pour relever les défis de notre époque et pour saisir de nouvelles occasions, nous devons effectuer des investissements de portée historique qui protègent et qui transforment nos industries, qui renforcent notre économie et qui donnent aux Canadiens les moyens d'agir. Nos investissements générationnels dans le logement, l'infrastructure, la défense, la productivité et la compétitivité nous permettront d'être à la hauteur de la situation. Le nouveau gouvernement du Canada bâtit une seule économie canadienne, propulsée par de grands projets d'intérêt national, qui relieront nos régions, qui diversifieront nos marchés et qui créeront des centaines de milliers d'emplois bien rémunérés allant des métiers spécialisés aux technologies de pointe.

Nous faisons des investissements en bâtissant des maisons pour les Canadiens et les Canadiennes, en investissant 25 milliards de dollars pour la construction de logements abordables à grande échelle.

[Traduction]

Grâce aux mesures fiscales, aux incitatifs et aux programmes de Maisons Canada, nous jetons les bases du plan de logement le plus ambitieux du Canada depuis une génération.

[Français]

Ces investissements ne se font pas seulement pour la construction de maisons. Le budget de 2025 propose un plan pour investir 115 milliards de dollars pour construire les infrastructures du XXI^e siècle.

[Traduction]

On mettra l'accent sur les projets en matière de commerce et de transport de même que sur le soutien des projets autochtones et municipaux, autant d'importants vecteurs de croissance économique qui créeront des emplois bien rémunérés. Pour réunir les conditions propices à l'investissement des entreprises et favoriser une croissance véritablement durable, le budget de 2025 énonce le projet ambitieux d'investir 110 milliards de dollars pour dynamiser la croissance en renforçant la productivité et la capacité concurrentielle au moyen notamment de programmes de soutien à l'innovation, d'investissements dans l'intelligence artificielle ainsi que de crédits d'impôt et de mesures incitatives appréciables.

Ordres émanant du gouvernement

[Français]

Avec le projet de loi C-5, notre gouvernement va de l'avant avec des projets qui vont bâtir le Canada et augmenter la confiance en notre sécurité et notre résilience.

[Traduction]

Les mesures prévues dans le projet de loi C-15 donneront de nouveaux moyens au Canada dès maintenant et pour les générations à venir. Voilà comment nous bâtissons un Canada fort.

[Français]

Le changement climatique est vrai. Combattre le changement climatique est non seulement notre devoir économique, mais c'est notre devoir moral. C'est pour ça que le budget de 2025 contient la nouvelle Stratégie de compétitivité climatique du Canada.

[Traduction]

Le budget de 2025 prévoit des crédits d'impôt à l'investissement pour l'économie propre qui attireront l'investissement tout en mettant l'économie canadienne sur la voie de la carboneutralité d'ici 2050.

[Français]

Le crédit d'impôt à l'investissement dans l'électricité propre rembourse jusqu'à 15 % du coût en capital des investissements admissibles dans le matériel lié à la production d'électricité à faible émission, au stockage d'électricité et à la transmission d'électricité entre les provinces et les territoires.

L'admissibilité à ce crédit d'impôt serait réservée aux sociétés canadiennes imposables et à certaines sociétés non imposables, telles que les sociétés d'État provinciales et territoriales, les sociétés appartenant aux municipalités ou aux collectivités autochtones et les sociétés de gestion de pension.

[Traduction]

Outre la mise en œuvre du crédit d'impôt à l'investissement pour l'électricité propre, le projet de loi C-15 propose des améliorations à la gamme actuelle de crédits d'impôt à l'investissement afin de garantir qu'ils restent concurrentiels et efficaces pour attirer des projets et des carrières bien rémunérées au Canada. Il s'agit notamment du crédit d'impôt à l'investissement pour le captage, l'utilisation et le stockage du carbone, qui prolongerait les taux du crédit complets pendant cinq années supplémentaires, c'est-à-dire jusqu'en 2035. Le crédit d'impôt à l'investissement dans les technologies propres serait élargi afin d'inclure davantage de minéraux critiques essentiels aux chaînes d'approvisionnement en technologies propres. De même, le crédit d'impôt pour l'exploration de minéraux critiques serait élargi afin de couvrir 12 minéraux critiques supplémentaires nécessaires aux secteurs de la défense, des semi-conducteurs, de l'énergie et des technologies propres.

[Français]

Ce budget générationnel est fait pour instaurer des changements générationnels.

*Ordres émanant du gouvernement**[Traduction]*

Parmi les défis qu'il nous faudra relever à très long terme, mentionnons l'évolution des relations commerciales et des chaînes d'approvisionnement, les changements climatiques et le logement. Comme de nombreux autres pays, le Canada est confronté à une grave pénurie de logements, une pénurie qui menace les prix raisonnables, les perspectives et la capacité des Canadiens à bâtir leur vie et leur avenir ici, chez eux.

[Français]

Le Canada fait face à un important déficit d'offre en matière de logement. C'est un déficit qui menace l'accessibilité, les circonstances opportunes et la capacité des Canadiens à construire une vie et un avenir ici, chez eux.

• (1325)

[Traduction]

Les Canadiens réclament des mesures immédiates, et nous agissons avec l'urgence qui s'impose en prenant des mesures audacieuses pour débloquer l'offre de logements et rendre le marché immobilier de nouveau accessible. Grâce à l'élimination de la TPS pour les acheteurs d'une première habitation d'une valeur de moins de 1 million de dollars et à la mise en place des activités de Maisons Canada, une nouvelle agence fédérale qui stimulera les investissements et la coopération entre les secteurs public et privé, on construira plus rapidement et de manière plus judicieuse.

Une fois le projet de loi C-15 adopté, Maisons Canada bénéficiera d'un investissement de 13 milliards de dollars qui l'aidera à doubler les logements abordables bâtis au cours des 10 prochaines années. Nous ne nous arrêterons pas là.

Le budget de 2025 prévoit des investissements de portée historique dans les infrastructures et dans l'avenir du pays. Voilà pourquoi le projet de loi C-15 comprend des modifications législatives qui accéléreraient la mise en œuvre du projet de train à grande vitesse Alto. Ce projet pourrait créer 51 000 emplois pendant la phase de construction, injecter jusqu'à 35 milliards de dollars dans le PIB et réduire les émissions, selon la cible fixée, de 25 millions de tonnes.

Les modifications donneraient naissance à une loi qui simplifierait les processus d'approbation dans le cadre du projet de train à grande vitesse, qui supprimerait le fardeau réglementaire et qui éliminerait le dédoublement des efforts, de manière à réduire le prix et à raccourcir l'échéancier du projet.

Cette mesure irait au-delà de ce qui est autorisé par la Loi visant à bâtir le Canada en permettant au projet de progresser sous la forme de tronçons distincts conformément à la Loi sur l'évaluation d'impact et en assouplissant les processus d'expropriation et de réserve foncière ou de préemption afin de réduire les coûts d'acquisition.

[Français]

Le budget de 2025 réalise des investissements générationnels tout en maintenant l'avantage fiscal solide du Canada, une base qui nous permet d'investir de manière ambitieuse et responsable et de construire l'économie canadienne afin qu'elle soit la plus solide du G7. Nous ne pouvons pas contrôler ce que font les autres nations, mais nous pouvons contrôler ce que nous construisons nous-mêmes.

C'est pourquoi le Canada transforme son économie en passant de la dépendance à la résilience. Le moment est venu de faire des investissements générationnels.

[Traduction]

C'est pourquoi j'encourage tous les députés à se joindre à moi afin d'appuyer l'adoption de ce projet de loi crucial qui contribuerait à faire en sorte que nos travailleurs et nos entreprises prospèrent en renforçant le Canada ici même, au pays, donc que notre économie soit bâtie pour les Canadiens et par des Canadiens.

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Madame la Présidente, j'ai remarqué que les comptes publics les plus récents indiquent que le gouvernement a augmenté le service de la dette, c'est-à-dire le paiement des intérêts sur la dette, de 13 %, soit 6 milliards de dollars, par rapport à l'année précédente. L'augmentation des transferts en santé pour les provinces, elle, n'a été que de 2,6 milliards de dollars, soit 4,7 %.

Je me demande si le député peut expliquer pourquoi les politiques du gouvernement ont conduit le pays à augmenter davantage le paiement des intérêts que l'aide pour les transferts en santé.

[Français]

Tatiana Auguste: Madame la Présidente, il est seulement question de bâtir en ce moment. Nous sommes en train d'investir dans l'avenir des Canadiens et des Canadiennes. Nous avons le devoir à la Chambre d'investir dans l'avenir des jeunes Canadiens et des jeunes Canadiennes. C'est exactement ce que nous faisons avec ce budget.

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, c'est tout de même impressionnant d'entendre le gouvernement dire à quel point ce budget est fantastique pour l'environnement alors qu'à l'international, près de 2 000 organisations non gouvernementales réunies lors de la conférence des Nations unies sur le climat lui ont décerné le prix « fossile du jour », soit le prix citron en environnement, parce qu'il ne cesse de reculer, y compris dans ce budget. Il n'y a plus de financement pour les incitatifs à l'achat de véhicules électriques, il n'y a plus de plantation d'arbres, il n'y a plus de plafond d'émissions pour le secteur pétrolier et gazier. Le gouvernement n'a pas de plan pour atteindre sa cible de réduction des gaz à effet de serre en 2030.

Comment ma collègue peut-elle dire que ce budget est fantastique en matière d'environnement, alors que tout le monde dit que c'est un recul très inquiétant?

Tatiana Auguste: Madame la Présidente, oui, nous avons encore du travail à faire en matière de lutte contre les changements climatiques. Toutefois, ce budget prévoit des fonds pour le Corps jeunesse pour le climat. Il y a aussi la nouvelle stratégie de compétitivité climatique du Canada, sur laquelle nous travaillons. Nous continuons de travailler pour garantir l'avancement de nos initiatives environnementales. Nous travaillerons en collaboration avec tous nos collègues à la Chambre pour améliorer les choses, car il y a toujours moyen de faire mieux.

• (1330)

[Traduction]

Maggie Chi (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Madame la Présidente, j'invite ma collègue à nous en dire un peu plus sur les investissements dans la prochaine génération de jeunes, plus particulièrement sur le service jeunesse pour le climat.

*Ordres émanant du gouvernement**[Français]*

Tatiana Auguste: Madame la Présidente, dans ce budget, plusieurs investissements sont prévus pour les jeunes, notamment dans le programme Emplois d'été Canada, dans le Programme fédéral d'expérience de travail étudiant et dans le Corps jeunesse pour le climat.

Ces investissements, qui totalisent près de 1 milliard de dollars, permettront à des jeunes d'avoir des emplois verts et contribueront à soutenir nos communautés. Cela permettra à ces jeunes de trouver du travail en cette période difficile pour eux.

Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Madame la Présidente, ce budget semble étrangement s'aligner sur les orientations de Brookfield en matière d'investissements.

Est-ce que la députée pourrait dissiper mes inquiétudes?

Tatiana Auguste: Madame la Présidente, le gouvernement investit dans les Canadiens. C'est ce que nous faisons et c'est ce que nous allons continuer de faire. Nous allons travailler avec les Canadiens et pour les Canadiens. J'espère que le député se joindra à nous pour travailler pour les Canadiens.

Bienvenu-Olivier Ntumba (Mont-Saint-Bruno—L'Acadie, Lib.): Madame la Présidente, nous formons un nouveau gouvernement et nous présentons un nouveau budget. Mes collègues d'en face peuvent le remarquer, c'est un gouvernement tout à fait renouvelé.

Ma collègue a parlé de la nécessité de faire des investissements pour les jeunes et de l'importance de ce nouveau budget. Peut-elle expliquer quelles sont les retombées de ce budget au Québec?

Tatiana Auguste: Madame la Présidente, le Bureau des grands projets nous permettra de mettre sur pied plusieurs projets qui seront très utiles et qui créeront de bons emplois au Québec. Je pense notamment aux mines et au projet de train à grande vitesse, qui permettra à plusieurs personnes de se déplacer à travers le pays. Cela va permettre aux Québécois de découvrir le pays. Cela va créer des emplois et cela va aussi nous permettre de réduire nos émissions de gaz à effet de serre.

C'est seulement une partie de ce que ce budget fait pour les Québécois. Il y en a encore plus.

[Traduction]

Jacob Mantle (York—Durham, PCC): Madame la Présidente, l'une des raisons invoquées par le gouvernement libéral pour justifier cette explosion historique de la dette est l'état déplorable de nos relations commerciales avec notre plus important partenaire commercial: les États-Unis. Pas plus tard qu'hier, lorsqu'on lui a demandé s'il avait des échanges avec le président, le premier ministre a répondu qu'il s'en foutait et qu'il allait lui reparler au moment où ce serait important.

La députée d'en face est-elle d'accord avec le premier ministre pour dire qu'on se fout de savoir si nous négocions ou non avec les États-Unis et qu'on s'en occupera lorsque ce sera important?

[Français]

Tatiana Auguste: Madame la Présidente, le premier ministre et son équipe discutent avec nos homologues américains. Je sais que nous sommes en train de diversifier nos chaînes d'approvisionnement. Nous sommes en train de faire des investissements ailleurs. Nous sommes aussi en train de rendre le pays beaucoup plus résilient.

C'est ce sur quoi nous allons nous concentrer.

Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Madame la Présidente, je me lève aujourd'hui à la Chambre pour parler du projet de loi C-15, la loi d'exécution du budget, un document qui devrait normalement refléter les véritables priorités du gouvernement et qui devrait être un exercice de rigueur, de transparence et de responsabilité. Malheureusement, encore une fois, ce n'est pas ce que nous avons devant nous.

Traditionnellement, le budget est présenté au printemps. Cette année, les libéraux ont choisi de le déposer à l'automne, une manœuvre totalement injustifiée. Ils ont promis un renouveau, une nouvelle façon de faire. Ils ont même pigé quelques idées conservatrices pour enjoliver leur programme et tenter de séduire l'électorat. Cependant, les libéraux, plus ça change, plus c'est pareil. Ce budget n'offre pas un renouveau. Il s'inscrit dans la continuité de 10 années de dépenses incontrôlées, de déficits chroniques et de gestion improvisée. Le déficit prévu pour cette année atteint 78,3 milliards de dollars. C'est le plus élevé de l'histoire du pays, si on met de côté les déficits massifs de la période pandémique.

Encore là, les projections libérales sont traditionnellement aussi fiables que les prévisions météo d'un mois en avance. Les dépassements de coûts sont devenus une tradition, presque une signature libérale. Les montants annoncés sont déjà astronomiques, mais les Canadiens savent qu'ils gonfleront encore, comme d'habitude. Chaque milliard ajoute une brique sur le dos des générations futures et, pendant que les libéraux continuent d'alimenter la machine dépensière, ce sont nos enfants et nos petits-enfants qui paieront cette facture.

Que fait le gouvernement pour tenter de masquer l'ampleur du problème? Il invente un nouveau tour de passe-passe comptable. Le dernier gadget du gouvernement consiste à séparer les dépenses de fonctionnement des dépenses dites d'investissement afin de prétendre qu'un retour à l'équilibre budgétaire serait possible un jour dans un avenir imaginaire. En d'autres mots, on décide qu'une partie de ce qu'on dépense ne serait plus une dépense. On ne compte plus de la même façon et, comme par magie, l'état des finances publiques paraît moins catastrophique qu'il ne l'est réellement. On appelle cela de la comptabilité élastique, et elle est tellement élastique que même les libéraux pourraient finir par s'y enfermer.

Les Canadiens, eux, n'ont pas ce luxe. Les ménages canadiens n'ont pas ce privilège. Quand une famille prépare son budget, elle n'a pas la liberté de décider que certaines dépenses ne comptent pas. Elle doit vivre selon ses moyens. Quand elle achète une maison, elle sait qu'il s'agit d'un investissement, certes, mais que cela ne change pas le fait qu'elle devra la payer, que l'hypothèque doit être raisonnable et que les revenus doivent suivre. Ce gouvernement, lui, agit comme si l'argent poussait dans les arbres en arrière du Parlement. Il refuse de reconnaître que les choix d'aujourd'hui ont un impact réel, tangible et inévitable sur les contribuables de demain.

Ordres émanant du gouvernement

Je ne suis pas seul à dénoncer cette comptabilité créative. Le directeur parlementaire du budget, M. Jason Jacques, que les libéraux veulent congédier et dont je salue l'impartialité et la rigueur, exprime ses préoccupations majeures. Son examen du budget recommande la création d'un organe indépendant d'experts pour déterminer ce qui peut raisonnablement être considéré comme une dépense d'investissement selon des critères objectifs. Pourquoi est-ce le cas? C'est parce que la définition choisie par les libéraux est subjective, malléable et inclut à peu près n'importe quoi. Le directeur parlementaire du budget, que les libéraux veulent congédier sous peu, note que le gouvernement associe des dépenses très variées, dont certaines touchent des crédits d'impôt aux entreprises, des subventions d'exploitation et des mesures fiscales permanentes à des investissements en capital.

Cela ne tient pas la route. Même le modèle britannique, pourtant à l'origine de l'inspiration du premier ministre, n'inclut pas de telles mesures. En appliquant des critères objectifs, le directeur parlementaire du budget, que les libéraux veulent congédier dans quelques jours, estime que les dépenses qualifiées d'investissements sont parfois surévaluées de plus de 20 milliards de dollars. Ce n'est pas une petite erreur, c'est une manipulation majeure. Cette différence montre clairement que le gouvernement tente de dissimuler des dépenses courantes derrière un vernis d'investissement. En réalité, il s'agit simplement de dépenses supplémentaires financées à crédit qui aggravent le déficit.

• (1335)

Parlons aussi du regard extérieur. Les agences de notation scrutent nos finances, elles considèrent nos tendances budgétaires, notre crédibilité fiscale et notre capacité à contrôler les dépenses. Ce qu'elles observent depuis plusieurs années les inquiète, comme cela inquiète les économistes et les institutions financières du pays.

Le Canada était autrefois un modèle de discipline budgétaire. Il avait acquis une réputation enviable par sa capacité à équilibrer les budgets, à maintenir la dette sous contrôle, à offrir un climat financier stable et prévisible. Aujourd'hui, cette réputation s'effrite. Une perte de crédibilité internationale a des conséquences concrètes, notamment de plus hauts coûts d'emprunt pour le gouvernement, des taux potentiellement plus élevés pour les familles, moins de marge de manœuvre pour investir dans les vrais besoins, et une fragilisation de la confiance des investisseurs. Tout cela réduit la résilience économique du Canada.

Pendant que les libéraux dépensent sans compter, que vivent les familles canadiennes? Elles subissent des prix alimentaires en hausse constante, des loyers et des hypothèques qui explosent, des dépenses quotidiennes qui dépassent leurs revenus, une pression fiscale qui augmente année après année. Ce budget ne répond pas à ces préoccupations. Il n'offre pas un plan pour rendre la vie abordable. Il ne lutte pas contre l'inflation. Il ne favorise pas une gestion prudente des finances publiques. Au contraire, il met encore plus de carburant sur le feu.

Nous avons affaire à un premier ministre qui se prend pour un économiste et qui mène le pays dans le mur. Le premier ministre aime rappeler le fait qu'il a déjà été gouverneur de la Banque du Canada, mais ce passage ne semble pas avoir laissé de traces dans sa capacité à gérer les finances publiques. Aujourd'hui, il agit davantage comme le premier ministre de la faillite du Canada que comme un chef d'État responsable. Ce n'est peut-être pas un titre enviable, mais c'est malheureusement celui qu'il est en train d'acquiescer.

Les conservateurs, pour leur part, ont une approche claire: vivre selon les moyens du Canada, protéger l'argent des contribuables, réduire les dépenses inutiles, favoriser la croissance économique réelle, mettre fin aux déficits chroniques et, surtout, remettre de l'ordre dans les finances publiques. Nous savons qu'un pays ne peut pas indéfiniment dépenser plus qu'il gagne. Nous savons que les déficits d'aujourd'hui seront les impôts de demain. Nous savons que la prospérité ne se décrète pas, mais qu'elle se construit par le travail, l'innovation, l'investissement privé et au moyen d'un cadre économique stable et prévisible. Ce que nous proposons, c'est du gros bon sens, c'est du réalisme, c'est du respect envers les contribuables.

Je ne peux m'empêcher de terminer ce discours en rappelant la tournée mondiale du premier ministre, laquelle n'aboutit à aucune baisse des droits de douane imposés par nos partenaires économiques. Pendant qu'il se balade dans le monde, on peut se demander si le premier ministre défend les intérêts de petites et moyennes entreprises du Canada ou ceux de Brookfield.

À ce sujet, j'aimerais établir la convergence entre les orientations du budget et celles de Brookfield, une société qui gère plus de 1 000 milliards de dollars d'actifs. Tout comme le gouvernement, cette firme a son nez un petit peu partout. Juste avant de se lancer à la course au leadership libéral en janvier cette année, le premier ministre faisait encore partie de Brookfield, puisqu'il en a démissionné le 16 janvier.

Brookfield a des projets d'investissement dans les minerais, dans des projets de pétrole, des projets de logement, des projets dans le secteur ferroviaire, dans le captage du carbone, dans les énergies propres, dans le nucléaire, dans le stockage de données et dans l'intelligence artificielle. Tous ces projets ont des contraintes. Dans ce budget, on voit que le gouvernement souhaite régler ces contraintes. Certains diront que c'est le hasard. Moi, je qualifie cela de principe de convergence des intérêts entre un fonds d'investissement mondial puissant et un gouvernement dont le premier ministre travaillait pour ce même fonds à peine quelques jours avant de se lancer en politique.

Le fait que le premier ministre connaissait exactement les orientations du fonds Brookfield est un secret de polichinelle qu'on découvre quand on épluche le budget page par page et qu'on identifie les points de convergence. Ce budget n'est ni responsable, ni transparent, ni crédible. Il camoufle des dépenses et utilise des prétextes. Il accapare les générations futures. Il met en péril la stabilité économique du pays. Il démontre un mépris pour les familles canadiennes qui, elles, doivent équilibrer leur budget à la fin du mois.

Le gouvernement aurait pu faire mieux. Il aurait dû faire mieux. Cependant, il a choisi encore une fois la facilité: dépenser, emprunter et espérer que personne ne regarde trop attentivement les chiffres.

• (1340)

Or nous étudierons ces chiffres. Les conservateurs continueront de défendre les intérêts des familles canadiennes, de dénoncer les pratiques douteuses et de travailler pour un budget abordable pour une vie abordable, parce que les Canadiens méritent mieux et parce que l'avenir du pays en dépend.

Bienvenu-Olivier Ntumba (Mont-Saint-Bruno—L'Acadie, Lib.): Madame la Présidente, je suis vraiment déçu d'entendre mon collègue parler d'investissements sans comprendre ce qui est dit. Quand on investit dans un logement, on paie un logement, on a une hypothèque. Mon logement, je l'entretiens. Je tonds le gazon. Je le répare. Je peux même changer la façade. J'ai investi dans mon logement pour faire grandir sa valeur.

Nous avons mis un budget en place avec des investissements. C'est pour réduire le déficit. Eux, de l'autre côté, ils ont voté contre ce budget. Comment mon collègue peut-il se lever aujourd'hui pour dire que ce budget n'a pas d'investissements?

• (1345)

Jacques Gourde: Madame la Présidente, j'aimerais juste rappeler à mon collègue qu'il y a une convention internationale sur le fait que les budgets doivent comprendre toutes les dépenses, année après année. Quand un gouvernement dépense de l'argent, il doit l'inclure dans le budget. Si on change la modalité, on change toute la façon de faire au niveau international. Par conséquent, notre budget n'aura plus de réputation et ne sera plus considéré par les agences de cotation. On peut deviner ce qui arrivera après ça.

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Madame la Présidente, nous sommes tout à fait d'accord que, dans le budget, toute la manœuvre qui vise à faire passer des dépenses pour des investissements, c'est de la fumisterie. Mon collègue pourrait-il nous donner d'autres exemples de dépenses qui sont présentées comme des investissements?

Jacques Gourde: Madame la Présidente, j'irai même plus loin que ça.

Je viens de sortir d'une réunion du Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique. Il vient de recevoir des représentants de Brookfield, qui ont vraiment dit en comité que le premier ministre avait des actions reportées. Donc, quand le premier ministre a quitté Brookfield, il l'a fait avec, dans sa poche arrière, un certificat d'actions pour lequel il va pouvoir recevoir de l'argent dans 10 ans. Quand le gouvernement aura investi dans des entreprises que Brookfield finance, imaginons ce que le premier ministre va pouvoir récolter.

[Traduction]

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Madame la Présidente, l'ancienne ministre des Finances a démissionné parce qu'elle estimait que le déficit qui a finalement atteint 36 milliards de dollars l'année dernière était complètement irresponsable sur le plan financier. L'actuel ministre des Finances a ensuite présenté un budget affichant un déficit de 78 milliards de dollars.

Que doit-on penser de l'actuel ministre des Finances? Selon lui, les Canadiens ont dans ce budget de quoi se réjouir, alors que l'ancienne ministre des Finances a démissionné en raison de l'irresponsabilité financière d'un déficit de 36 milliards de dollars.

[Français]

Jacques Gourde: Madame la présidente, je remercie mon collègue de son intéressante question, mais j'ai des doutes sur ce que le ministre des Finances a pu choisir dans son propre budget. Autrement dit, je ne suis même pas sûr que ce soit lui qui a écrit le budget. Par contre, c'est un bon communicateur, il faut l'avouer. Il répète les messages du bureau du premier ministre.

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Madame la Présidente, j'ai été très surpris d'entendre mon

Ordres émanant du gouvernement

collègue dire qu'il a voté contre le budget, parce qu'il y a plusieurs projets qui vont avoir un impact direct et marqué sur l'économie du Québec, la province qu'il représente à la Chambre. Je pense notamment au projet de terminal à conteneurs de Contrecoeur, au partenariat énergétique de l'Est et au train à grande fréquence Alto dans le corridor Québec-Toronto, lequel va avoir un impact direct sur la région que mon collègue représente.

Pourquoi mon collègue s'oppose-t-il à des projets qui vont avoir un impact important sur l'économie de la province qu'il représente à la Chambre?

Jacques Gourde: Madame la Présidente, ça me fait excessivement plaisir de répondre à mon collègue.

J'aurai la chance de voir naître au mois d'avril mon huitième petit-enfant. En venant au monde, souvent, les enfants se mettent à pleurer, mais il va y avoir une bonne raison pour laquelle ce petit-enfant va pleurer: c'est parce qu'il va devoir 35 000 \$ au fédéral à la première seconde qu'il va venir au monde. C'est pour ça que j'ai voté contre le budget.

Mario Beaulieu: Madame la Présidente, mon collègue doit avoir plusieurs aînés dans sa circonscription, comme moi d'ailleurs.

Pense-t-il qu'on devrait bonifier la pension des gens de 65 à 74 ans, comme le gouvernement l'a fait il y a quelques années pour les gens de 75 ans et plus?

Jacques Gourde: Madame la Présidente, malheureusement, le gouvernement a refusé de bonifier leur pension, mais le gouvernement a laissé notre pays dans un état financier pitoyable et l'ensemble de la collectivité, l'ensemble des Canadiens, va payer pour ce résultat.

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Madame la Présidente, je suis très heureuse de me lever aujourd'hui pour parler des initiatives du budget qui auront des retombées positives sur les gens de chez nous, les gens de la région de Compton—Stanstead, dans les Cantons-de-l'Est. Compton—Stanstead est une magnifique région qui va du lac Memphrémagog jusqu'au Mont-Mégantic. Elle partage une frontière avec les États-Unis et elle inclut une bonne partie de la ville de Sherbrooke.

C'est une région qui est très diversifiée. Je me suis promenée dans ma région au cours des dernières semaines, et beaucoup de gens me parlaient positivement du budget. Ils me parlaient avec beaucoup d'optimisme et de reconnaissance en raison de ce que ce budget apportera aux communautés de chez nous.

Dans les régions frontalières, nous sommes tellement proches des États-Unis et l'incertitude causée par les défis économiques liés à notre relation avec ce pays suscite de l'inquiétude. Cela provoque de l'instabilité, entre autres pour les entreprises, mais aussi pour les familles qui habitent de part et d'autre de la frontière. Les gens ont vraiment envie de voir des initiatives qui vont nous permettre d'être un peu moins dépendants des États-Unis, de créer de l'activité économique chez nous et de donner de l'air aux gens qui souffrent encore de l'inflation que nous connaissons depuis les dernières années. Je pense que les gens reconnaissent dans le budget des mesures qui vont nous aider à nous protéger, à devenir plus résilients, à nous développer davantage et à appuyer la population.

Ordres émanant du gouvernement

C'est ce que j'entends chez nous et je suis heureuse de l'entendre. Je suis aussi très satisfaite des investissements qui vont pouvoir être générés dans ma région. Des entreprises pourront continuer de se développer grâce au contenu du budget. C'est ce dont j'aimerais parler au cours des prochaines minutes. Je vais parler des investissements qui vont être importants pour nos entreprises, comme les contrats du gouvernement, le développement des nouveaux marchés, le développement de grands projets et les investissements que nous allons faire dans le secteur de la défense. En ce qui a trait aux individus, nous avons annoncé des réductions d'impôts. Nous allons aussi faciliter l'accès à des prestations, nous allons réduire certains frais et nous allons contribuer à l'accès au logement. Nous allons aussi aider les municipalités à investir dans les logements et dans l'infrastructure, en collaboration, bien sûr, avec le gouvernement du Québec.

Selon moi, ce budget s'attaque aux défis économiques que l'on connaît tout en préparant l'avenir. L'objectif est d'être de plus en plus résilient et d'être d'attaque face à tous les défis qui vont se présenter à l'avenir parce qu'on sait que le monde est en profonde transformation et qu'il y a de l'incertitude. Ce qu'il faut donner, c'est de la certitude et des projections à long terme. Je pense que les investissements dans le budget vont nous permettre de travailler longtemps et de développer notre économie, comme je le disais plus tôt. Notre gouvernement, avec le budget, fait un choix de résilience économique, de productivité et de souveraineté canadienne.

Je vais d'abord parler des individus. Les gens de chez nous sont très contents de savoir que nous réduisons les impôts pour 22 millions de Canadiens. Pour un couple, c'est jusqu'à 840 \$ d'économies avec une simple réduction d'impôt sur la première tranche d'imposition. C'est une mesure qui est vraiment appréciée chez nous. Ça donne de l'air, comme on dit, dans un budget qui est parfois très serré. Nous allons aussi abolir la TPS sur l'achat d'une première maison pour une maison d'une valeur allant jusqu'à 1 million de dollars. Dans mon coin, la plupart des premiers acheteurs seront visés par cette mesure. Beaucoup de jeunes auront accès plus facilement à la propriété grâce à cet investissement.

Malheureusement, ma région est aussi une région qui est dévitalisée. Dans certains endroits, il y a des poches de pauvreté plus importantes. Nous allons automatiser les prestations pour les personnes à faible revenu. Cette mesure ciblera les gens qui pensent qu'ils n'ont pas accès aux prestations du gouvernement parce qu'ils ne remplissent pas leur déclaration de revenus étant donné qu'ils n'ont pas d'impôt à payer. Ces gens se privent de prestations importantes comme l'Allocation canadienne pour enfants. Ils peuvent se priver du Régime canadien de soins dentaires ou de prestations pour les aînés. En faisant les déclarations de revenus de façon automatique pour ces gens, nous leur permettrons de recevoir des prestations qui vont pouvoir les aider financièrement et les aider à boucler les fins de mois.

Nous allons aussi travailler pour réduire certains frais bancaires. On voit que, parfois, les frais bancaires augmentent assez rapidement. Nous allons diminuer certains de ces frais, et c'est aussi une mesure qui sera la bienvenue.

● (1350)

Le maire de Martinville va être très heureux de voir que nous travaillons à la connectivité cellulaire. Michel-Henri Goyette est un des grands partenaires du dossier de la connectivité cellulaire dans les régions.

Il y a donc des investissements, et il continue d'y avoir des mesures pour étendre la couverture cellulaire.

On voit que le CRTC prétend que 99 % de la population canadienne est connectée au réseau cellulaire. Cela signifierait que le 1 % restant se trouverait exclusivement dans ma circonscription. Cependant, mes collègues des régions ne sont pas d'accord avec moi. Ils pensent que nous avons tous ce 1 %.

Bref, nous devons continuer d'améliorer la connectivité cellulaire en région et c'est ce qui est fait dans le budget. Il y a de nouvelles étapes pour arriver à fournir la connectivité cellulaire aux gens de chez nous. À mes yeux, c'est une question économique, mais c'est aussi une question de sécurité, parce que les services d'urgence doivent avoir accès à une couverture cellulaire en cas de situation urgente. C'est aussi une simple question d'équité entre les gens des régions et ceux des centres urbains, qui ont généralement beaucoup plus accès aux services cellulaires.

Je tiens aussi à parler de ce qui est fait pour les entreprises. C'est là que se trouve la plus grande proportion de l'investissement. J'ai eu de nombreuses conversations téléphoniques avec des gens de chambres de commerce et des entrepreneurs qui sont vraiment très satisfaits de ce qu'il y a dans le budget. Ce budget va réellement leur permettre d'investir pour améliorer la productivité, notamment grâce à la superdéduction à la productivité. Les entreprises vont pouvoir réduire ou amortir la totalité de plusieurs de leurs investissements dès la première année. Cela rend le Canada extrêmement compétitif au sein des pays du G7, puisqu'il a déjà un régime fiscal très avantageux en la matière. Le Canada améliore encore sa situation au moyen de cet incitatif à l'investissement accéléré.

De nombreux grands projets sont également lancés. Même si cela ne donnera pas lieu à un grand chantier dans Compton—Stanstead, cela va créer, pour de nombreuses petites entreprises dans des régions situées, comme la mienne, à l'extérieur des grands centres urbains, l'occasion de collaborer aux projets liés aux grands investissements qui seront faits au cours des prochaines années. Cela va un peu dans le même sens que la politique « Achetez canadien ». En faisant en sorte que le gouvernement du Canada devienne le meilleur client des entreprises canadiennes ou qu'il s'assure de les inclure dans ses contrats, les entreprises de chez nous auront accès à ce genre de contrat.

On fait la même chose du côté de l'approvisionnement de la défense. L'approvisionnement en général, mais surtout celui de la défense, va donner des contrats dans des régions comme la mienne. Il y a deux semaines à peine, j'étais avec le ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement. Nous avons rencontré une quarantaine de représentants d'entreprises des Cantons-de-l'Est, de très grandes, comme Cascades ou BRP, et de beaucoup plus petites, comme Groupe PPD ou Laboratoire M2. Nous avons discuté de la façon de s'assurer que des petites et moyennes entreprises des régions arrivent à profiter de ces contrats. Ces discussions ont été très enrichissantes et profitables pour les entrepreneurs, qui vont être prêts dès que des contrats seront offerts par le gouvernement. Ils seront prêts à participer et à profiter de ces investissements, qui vont aider l'économie et créer des bons emplois, bien rémunérés, dans mon coin de pays. C'est une excellente nouvelle pour les gens de chez nous. Cela a été une belle rencontre.

Vers la fin de la semaine dernière, mon collègue de Brome—Missisquoi, ma collègue de Sherbrooke et moi-même avons rencontré des gens de trois créniaux spécialisés très présents chez nous. Ce sont des créniaux du secteur manufacturier que je qualifierais de « primaires », à savoir le caoutchouc, le textile et l'électronique. Nous avons rencontré une soixantaine d'entrepreneurs de partout au Québec, avec lesquels nous avons eu le même genre de discussions. Sur le terrain, les gens expriment une grande satisfaction de ce que le gouvernement est en train de faire pour soutenir la croissance économique chez nous.

J'ai eu une excellente discussion avec la nouvelle mairesse de Sherbrooke, ma prédécesseure, ici. Je veux prendre le temps de féliciter Marie-Claude Bibeau de son élection à la tête de la Ville de Sherbrooke. J'ai eu une excellente discussion avec Mme Bibeau sur les investissements que prévoit faire le gouvernement pour aider les municipalités à construire des logements et à se doter de centres communautaires et d'infrastructures sportives.

• (1355)

Il y a donc vraiment des investissements importants. J'espère que nous allons nous entendre très rapidement avec Québec pour pouvoir déployer de l'argent pour soutenir les municipalités.

Je pense que nous avons un budget qui va satisfaire les besoins des gens de Compton—Stanstead et des gens partout en Estrie. J'ai hâte de voir l'opposition nous appuyer dans sa mise en oeuvre.

DÉCLARATIONS DES DÉPUTÉS

• (1400)

[Traduction]

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, le 25 novembre donne le coup d'envoi aux 16 jours d'activisme contre la violence fondée sur le sexe, durant lesquels nous sommes censés joindre le geste à la parole. Or, une fois de plus, le gouvernement fédéral n'a prévu aucun financement dans le budget de cette année pour lutter contre la crise entourant les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA+ autochtones assassinées ou portées disparues, et ce, bien que l'ancien premier ministre ait reconnu cette violence comme un génocide en cours.

À Winnipeg-Centre, il y a encore des femmes, des filles et des personnes de diverses identités de genre qui sont portées disparues ou retrouvées assassinées. Il ne suffit pas de dire qu'il y a une crise; celle-ci exige un investissement immédiat et une volonté politique urgente. Le gouvernement libéral doit agir dès maintenant, en finançant en premier lieu des services communautaires vitaux, tels que le centre pour femmes North End à Winnipeg, et en offrant des ressources que les femmes autochtones et les personnes autochtones de diverses identités de genre réclament depuis des décennies.

Nos communautés méritent la sécurité, la dignité et la justice. Il faut agir dès aujourd'hui.

LE PATRIMOINE CANADIEN

Philip Earle (Labrador, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour souligner un moment marquant qui té-

Déclarations de députés

moigne des importants liens commerciaux que le Canada et l'Europe ont entretenus au fil du temps.

Le 7 novembre, à Pasaia, au Pays basque espagnol, a eu lieu la mise à l'eau de la réplique du *San Juan*, un galion basque du XVI^e siècle qui devrait se rendre au Canada en 2027.

Le galion d'origine faisait partie du réseau commercial transatlantique reliant Pasaia à Red Bay, au Labrador, qui a été désignée site du patrimoine mondial de l'UNESCO. Parmi les premiers échanges commerciaux entre l'Europe et l'Amérique du Nord, on compte non seulement des marchandises, comme l'huile de baleine et le bois d'œuvre, mais aussi des connaissances, des technologies et des partenariats. Le voyage du *San Juan* nous rappelle que le Labrador est depuis longtemps une porte d'entrée pour le commerce et la collaboration entre les pays.

Alors que le Canada s'efforce encore aujourd'hui de renforcer ses liens commerciaux avec l'Europe, il peut s'inspirer de cette histoire maritime commune. Le *San Juan* est un symbole fort des liens économiques et culturels durables qui lient encore le Canada et l'Europe par-delà l'Atlantique.

LES DONNÉES DE BIENFAISANCE DANS BARRIE-SUD—INNISFIL

John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, en ce début de période des Fêtes, il est important de se souvenir de l'esprit de générosité et de compassion qui caractérise cette période de l'année.

À Barrie et à Innisfil, des organismes de bienfaisance locaux, comme Community for Kids, Christmas Cheer, Senior Wish Association, l'Armée du Salut, les églises locales et les clubs Rotary, travaillent sans relâche pour soutenir les familles, fournir des repas et donner de l'espoir aux personnes dans le besoin.

Dans les banques alimentaires de Barrie et d'Innisfil, on a constaté une augmentation de la demande et de la fréquentation. En discutant avec la directrice générale de la banque alimentaire de Barrie, Karen Shuh, au cours de la fin de semaine, j'ai appris que la fréquentation avait augmenté de 16 % sur 12 mois. Malheureusement, des gens qui n'auraient jamais imaginé devoir recourir à une banque alimentaire le font maintenant. C'est la même chose à Innisfil.

En faisant des dons ou du bénévolat, nous pouvons vraiment donner une vie meilleure à nos voisins et renforcer les liens qui rendent nos collectivités exceptionnelles. À Noël, unissons-nous pour répandre la bienveillance et nous assurer que tout le monde peut connaître la joie du temps des Fêtes.

LES LAURÉATS DU PRIX NOBEL DE GUELPH

Dominique O'Rourke (Guelph, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole pour rendre hommage au tout dernier lauréat du prix Nobel originaire de Guelph, l'économiste Peter Howitt. Natif de Guelph, il a remporté le prix Nobel d'économie de 2025 pour son modèle révolutionnaire de destruction créatrice, développé en collaboration avec Philippe Aghion.

Déclarations de députés

Le parcours de Peter Howitt a commencé à l'école publique Victory, avant de se poursuivre au Guelph Collegiate Vocational Institute, soit étonnamment le même parcours que celui de Donna Strickland, lauréate du prix Nobel de physique en 2018 et troisième femme de l'histoire à recevoir cette distinction. La liste des lauréats du prix Nobel de Guelph compte également David Card, lauréat du prix Nobel d'économie en 2021 et diplômé du John F. Ross Collegiate Vocational Institute; le Dr James Orbinski, qui dirigeait Médecins sans frontières lorsque l'organisation a reçu le prix Nobel de la paix en 1999 et, cet automne, Paul Hebert de l'université de Guelph, qui a remporté le prix du Nobel Sustainability Trust pour son travail de pionnier en tant que créateur du codage à barres de l'ADN.

Guelph et le Canada peuvent être immensément fiers de ces lauréats, issus des écoles de la région et désormais reconnus à l'échelle internationale. Ces esprits brillants nous rappellent que, investir dans l'éducation, c'est investir dans les idées qui changeront le monde.

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Larry Brock (Brantford—Brant-Sud—Six Nations, PCC): Monsieur le Président, depuis plusieurs mois, je tiens des assemblées publiques un peu partout au Canada pour faire valoir « la détention au lieu de la liberté sous caution » et j'y ai entendu des milliers de Canadiens exprimer leurs craintes et leur frustration.

Partout où je vais, les Canadiens disent la même chose: ils n'ont plus confiance dans le système de justice. Qui pourrait leur en vouloir? Les criminels se rient des forces de l'ordre, sachant que s'ils sont arrêtés le matin, ils seront remis en liberté à temps pour le déjeuner. Il n'y a aucun effet dissuasif, aucune conséquence et aucune obligation de rendre des comptes parce que le gouvernement libéral les a complètement éliminés.

Voilà pourquoi j'ai lancé une pétition nationale qui réclame un resserrement des lois canadiennes afin de garder les récidivistes violents derrière les barreaux. Plus de 66 000 Canadiens ont répondu à mon appel, exigeant la sécurité et de véritables conséquences. Si les libéraux avaient réellement à cœur de mettre fin à la crise de la criminalité qu'ils ont créée, ils abrogeraient le principe de la retenue, rétabliraient les peines minimales obligatoires et appuieraient le projet de loi des conservateurs favorisant la détention au lieu de la liberté sous caution. Un choix s'impose: ou bien on défend les intérêts des criminels, ou bien on accorde la priorité à la sécurité des communautés.

• (1405)

[Français]

ANDRÉ GENEST

Tim Watchorn (Les Pays-d'en-Haut, Lib.): Monsieur le Président, je me lève à la Chambre aujourd'hui pour honorer les 35 ans de service communautaire de M. André Genest. Natif de Wentworth-Nord, dans les Pays-d'en-Haut, André a passé sa vie au service de tous les citoyens de sa communauté. Parallèlement à sa carrière municipale, il a été éducateur en centre jeunesse et il a même accueilli chez lui des enfants qui n'avaient pas de toit ou d'espoir.

Élu conseiller municipal en 1990, il a ensuite fait six mandats comme maire de Wentworth-Nord et deux mandats comme préfet

élu au suffrage universel de la MRC des Pays-d'en-Haut, de 2017 à 2025. Il a également représenté les 1 050 municipalités de la Fédération québécoise des municipalités au conseil d'administration.

André a réussi plusieurs grands projets durant sa carrière, mais je demeure convaincu que le centre sportif est celui dont il est le plus fier. Il a su rallier neuf municipalités autour d'un projet collectif de 45 millions de dollars et ce sera son legs pour les générations futures.

Après 35 ans, le 2 novembre a été sa dernière journée comme élu et j'aimerais souhaiter à mon ami André, en mon nom personnel et au nom des députés de la Chambre, une bonne retraite.

[Traduction]

CHAMPIONNAT MONDIAL JUNIOR DE HOCKEY

Burton Bailey (Red Deer, PCC): Monsieur le Président, les nouvelles sont bonnes pour Red Deer, car le Championnat mondial junior de la Fédération internationale de hockey sur glace reviendra en Alberta pour sa 51^e édition. Le Championnat mondial junior n'est pas qu'un simple tournoi de hockey; c'est là où sont nées les légendes comme « Sid the Kid » et Connor McDavid. Les partisans de hockey auront la chance de découvrir la prochaine génération de superstars. Ces jeunes athlètes brillent sur la glace.

La dernière fois que Red Deer a été l'hôte de ce championnat, c'était en 1995, et le Canada avait remporté la médaille d'or. Aujourd'hui, plus de 30 ans plus tard, nous ramenons le hockey au cœur du pays pour répéter cet exploit. L'aréna Marchant Crane Centrium accueillera des équipes qui se disputeront 14 matchs enlevés. Je vous invite tous à remplir les gradins en portant des vêtements rouge et blanc pour encourager notre Équipe Canada et montrer au monde entier l'hospitalité légendaire du centre de l'Alberta. Je sais que nos jeunes hockeyeurs seront prêts à affronter la compétition avec leur puissant coup de patin et leurs redoutables lancers frappés au filet. L'avenir du hockey se dessinera à Red Deer. Je serai très heureux de vous voir en très grand nombre dans les gradins en 2027.

Allez, Canada!

LE 350^E ANNIVERSAIRE DU MARTYRE DU GOUROU TEGH BAHADUR

Sukh Dhaliwal (Surrey Newton, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui marque le 350^e anniversaire du martyr du neuvième gourou sikh, le gourou Tegh Bahadur Sahib Ji. Il est une figure emblématique non seulement de l'histoire sikh, mais aussi de l'histoire de l'humanité. Son sacrifice suprême pour défendre la liberté de conscience et pour protéger les droits des personnes persécutées est une leçon intemporelle de courage moral.

Bien avant que l'on parle des droits universels de la personne, le gourou Tegh Bahadur Sahib Ji défendait fermement l'égalité, la justice et la solidarité interconfessionnelle. Son héritage nous rappelle que la force du Canada est ancrée dans ces valeurs. Aujourd'hui, nous honorons sa mémoire et nous réaffirmons notre engagement à protéger les droits de la personne et la liberté de religion pour tous.

L'APICULTURE

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, en tant que député de la capitale canadienne du miel, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui pour rendre hommage aux abeilles et aux apiculteurs canadiens.

L'industrie apicole du Canada exploite plus de 800 000 colonies, qui pollinisent 75 % des cultures alimentaires et fourragères du pays. Qu'il s'agisse des bleuets sauvages du Cap-Breton, des champs de canola qui s'étendent en vastes tapis jaunes dans la région de Peace River ou des vergers de pommes du Québec et de la Colombie-Britannique, les merveilleuses abeilles dessinent la carte de ce que nous mangeons. Ces petites merveilles au bourdonnement incessant transportent dans le ciel la récolte de demain.

Quand l'hiver se fait rude et lorsqu'ils sont confrontés aux pertes d'habitat et aux acariens varroa, les 10 000 apiculteurs du Canada relèvent les défis avec compétence, courage et détermination pour nous fournir le meilleur miel et la meilleure nourriture au monde. Chaque pot de miel est une petite victoire, chaque champ pollinisé est un miracle d'abondance et chaque apiculteur est un patriote voilé. Au nom d'une nation reconnaissante, nous remercions les apiculteurs qui sont ici aujourd'hui: ils représentent la discrète épine dorsale de notre sécurité alimentaire.

* * *

• (1410)

[Français]

MADELEINE POULIN

Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, nous avons appris cette fin de semaine le décès de la grande journaliste Madeleine Poulin. Au départ, elle ne se destinait pas à une carrière de journaliste. Elle voulait enseigner.

C'est ce qu'elle a fait. Par son professionnalisme, elle a fait en sorte que des générations de Québécois et de francophones partout au Canada soient plus éduquées sur les questions de société, sur la politique et l'actualité en général. Bref, elle a contribué à faire de nous tous de meilleurs citoyens, mieux informés et plus outillés pour participer à la vie démocratique.

Par sa rigueur, elle a relevé la barre pour tous les professionnels de l'information dans toutes les salles de nouvelles de télé, de radio et de journaux. Par sa détermination, elle a inspiré des dizaines de femmes à se lancer dans l'exigeant monde du journalisme, comme elle-même fut inspirée par la grande Judith Jasmin, avec qui elle partage maintenant le titre de pionnière.

Par l'exemple, Madeleine Poulin nous a enseigné à rester curieux, à respecter les faits et, avant l'heure peut-être, à rechercher et à protéger les sources d'information fiables et honnêtes. Mme Poulin continuera d'inspirer non seulement les femmes, mais tous ceux et celles qui embrasseront la profession de journalisme avec passion, comme elle.

* * *

[Traduction]

LA VIOLENCE FONDÉE SUR LE GENRE

Wade Chang (Burnaby Central, Lib.): Monsieur le Président, le 25 novembre, nous célébrons la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, qui nous rappelle que la violence fondée sur le sexe continue de menacer les femmes, les

Déclarations de députés

filles et les personnes de diverses identités de genre partout au Canada. Le 27 novembre, nous soulignons le huitième anniversaire des excuses historiques présentées aux Canadiens 2ELGBTQI+, des excuses qui témoignent de notre engagement à toujours être guidés par les principes d'égalité, de dignité et d'inclusion.

Le budget de 2025 concrétise cet engagement en prévoyant plus de 660 millions de dollars sur cinq ans pour faire progresser l'égalité des femmes, soutenir les Canadiens 2ELGBTQI+ et intensifier la lutte du Canada contre la violence fondée sur le sexe. Emma, une étudiante ouvertement queer de Burnaby Central m'a écrit pour me demander de continuer à défendre les plus vulnérables, qui sont toujours victimes de discrimination et de harcèlement simplement en raison de leur identité. J'aimerais donc lui dire que, de ce côté-ci de la Chambre, nous les entendons, nous les voyons et nous allons défendre leurs droits tous les jours.

* * *

LE COÛT DES ALIMENTS

Rosemarie Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral est le plus coûteux de l'histoire du Canada. Chaque dollar dépensé par le premier ministre provient des poches des Canadiens, et ce sont les libéraux qui font grimper le coût de tout. Le prix des aliments a augmenté de 3,4 % cette année, et il augmente 40 % plus vite ici qu'aux États-Unis. Les Canadiens ne peuvent pas en faire plus pour joindre les deux bouts.

Les parents ont même du mal à nourrir leur famille, et l'insécurité alimentaire a atteint des niveaux vraiment alarmants. Or, quand les libéraux ont eu l'occasion de faire baisser le prix des aliments, ils ont refusé. Le premier ministre jette plutôt de l'huile sur le feu avec un déficit de 78 milliards de dollars et il augmente la taxe sur le carbone pour les industries, encore une autre taxe cachée sur les aliments. Cette hausse du coût des intrants fait grimper encore plus le prix du panier d'épicerie pour les Canadiens. Il est temps de supprimer les taxes cachées et de rendre les aliments à nouveau abordables.

* * *

DONALD EDMUND GRAVES

Will Greaves (Victoria, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole pour souligner le décès de l'un des grands historiens militaires du Canada, mon beau-père, Donald Edmund Graves. Il a été historien militaire au sein du gouvernement du Canada avant de fonder son entreprise et de conseiller des gouvernements, des organismes privés et des cinéastes en Grande-Bretagne et en Amérique du Nord. Il a été l'auteur ou le rédacteur en chef de plus d'une vingtaine de livres sur de nombreux sujets, mais la guerre de 1812 était sa plus grande passion. En tant que sommité canadienne de ce conflit, qui définissait déjà notre pays, Donald a conseillé les gouvernements américain, canadien et britannique dans le cadre des célébrations du bicentenaire de cette guerre en 2012.

Déclarations de députés

Donald m'a appris à aimer l'histoire et la stratégie, ainsi qu'à éprouver un profond respect pour les femmes et les hommes qui servent sous les drapeaux du Canada. Il m'a également fait comprendre à jamais l'importance d'avoir de bons amis et de vivre à la campagne avec un bon chien de famille. Il est tout à fait opportun qu'un si grand historien militaire soit décédé le jour du Souvenir. J'offre mes condoléances à son fils Matthew, ainsi qu'à sa famille élargie, à ses amis et à ses collègues de la communauté des historiens militaires. Ses contributions nous manqueront, mais nous ne les oublierons jamais.

* * *

L'ÉTHIQUE

Kyle Seebach (Dufferin—Caledon, PCC): Monsieur le Président, Brookfield, l'ancienne entreprise du premier ministre, a toujours des raisons de se réjouir sous le gouvernement libéral. La dernière gâterie dont elle profitera est un contrat de 500 millions de dollars accordé à l'Agence spatiale européenne pour créer des emplois bien rémunérés en Europe, puisque 50 % du campus de Harwell, où se trouve l'Agence spatiale européenne, appartient à Brookfield.

N'oublions pas que Brookfield est la championne de l'évasion fiscale au Canada. Grâce à diverses sociétés fictives établies dans les Caraïbes, elle a évité de payer 6,5 milliards de dollars en impôts. Pendant ce temps, 2,2 millions de Canadiens font la queue aux banques alimentaires chaque mois, et le taux de chômage atteint 6,9 %. Dans ce contexte, le gouvernement choisit d'enrichir Brookfield.

Les conservateurs ne s'arrêteront pas. Nous continuerons, tous les jours, d'exposer ce genre de corruption et de nous battre pour y mettre fin.

* * *

● (1415)

[Français]

JOCELYNE BATES ET LISE POISSANT

Jacques Ramsay (La Prairie—Atateken, Lib.): Monsieur le Président, je veux aujourd'hui rendre hommage à deux femmes qui ont marqué la vie municipale de ma circonscription, La Prairie—Atateken.

Élue conseillère de Sainte-Catherine en 1990, Mme Jocelyne Bates a par la suite été élue sans interruption pendant 31 années à titre de mairesse. Elle a aussi été la première femme à occuper le poste de préfète de la MRC de Roussillon. Quant à Mme Lise Poissant, après avoir agi comme conseillère de Saint-Mathieu pendant dix ans, elle en est devenue la mairesse pendant deux décennies.

L'une et l'autre représentent le service public à son meilleur, désintéressé, avec une présence de tous les instants, une constance, une générosité légendaire et une probité sans faille. L'une et l'autre ont fait grandir leur ville, désormais des espaces harmonieux, verts et inclusifs.

En mon nom personnel et au nom de tous les citoyens de La Prairie—Atateken, je souhaite remercier Jocelyne et Lise de leur dévouement, de leur vision et de leur service. Sainte-Catherine et Saint-Mathieu leur doivent beaucoup.

[Traduction]

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

Colin Reynolds (Elmwood—Transcona, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a fait campagne sur les préoccupations des Canadiens relatives à la guerre commerciale avec les États-Unis. Il s'est même qualifié de soi-disant maître négociateur qui conclurait un accord avec le président Trump avant le 21 juillet dernier. Cette fin de semaine, lorsqu'on lui a demandé où en étaient les négociations commerciales, il a répondu qu'il s'en fout. Eh bien, je ne m'en fous pas et les hommes et les femmes d'Elmwood—Transcona, qui travaillent fort, ne s'en foutent pas.

Nous savons qu'une multitude d'emplois canadiens bien rémunérés ont filé vers les États-Unis à la suite des menaces tarifaires de Trump. Le premier ministre est-il prêt à regarder les travailleurs dans les yeux et à leur dire qu'il se fout de leur gagne-pain? Les Canadiens méritent une approche plus pressante à la table de négociation. J'exhorte le premier ministre à prendre ces négociations commerciales au sérieux et à défendre les intérêts du Canada.

Les conservateurs sont prêts à traiter avec le président Trump et à prendre la guerre commerciale au sérieux, car de ce côté-ci de la Chambre, nous ne nous foutons pas des Canadiens.

* * *

LES JEUNES AU CANADA

Jake Sawatzky (New Westminster—Burnaby—Maillardville, Lib.): Monsieur le Président, ce sont les jeunes qui bâtiront notre avenir. Il faut qu'ils le fassent. Nous n'avons pas le choix. Le Canada comptera sur eux. Il est donc essentiel qu'ils reçoivent le soutien dont ils ont besoin.

Je dis aux jeunes Canadiens que leur voix compte et qu'ils sont estimés. Je les encourage à se fixer des priorités claires de façon organisée et à devenir des chefs de file dans les domaines qui les passionnent.

La jeune génération apporte un point de vue nouveau à la politique. Je suis heureux que des membres de Jeunes politiciens du Canada, qui jouent un rôle important dans l'élaboration de politiques axées sur les jeunes dans le monde entier, se joignent à nous aujourd'hui.

La Chambre des communes représente tous les Canadiens, ce qui signifie qu'elle doit représenter les jeunes et parler des problèmes qui les touchent, que ce soit en favorisant l'accès à la propriété, en luttant contre les changements climatiques, en appuyant l'enseignement supérieur ou en cherchant comment l'intelligence artificielle influencera notre monde. Il est essentiel de répondre à ces préoccupations si nous voulons que la nouvelle génération s'épanouisse.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre s'est fait élire en disant que les droits de douane américains étaient une menace existentielle pour le Canada. Cependant, cette fin de semaine, des journalistes lui ont demandé s'il continuait les pourparlers. Il a dit qu'il n'y avait pas d'enjeu important. En bon anglais, il a dit « *Who cares?* » Il s'en fout. Il se fout des travailleurs de l'aluminium et des travailleurs de la foresterie.

Son message aux travailleurs du Québec frappés par les droits de douane, est-ce que c'est vraiment qu'il s'en fout?

• (1420)

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, la semaine dernière, le député de Prince George—Peace River—Northern Rockies a répété des accusations du mouvement MAGA selon lesquelles les immigrants ralentissent l'économie canadienne. Ça dérape un peu. Je pense que les Canadiens sont en droit de savoir si le chef de l'opposition approuve ou non ces commentaires.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, la question était pour le premier ministre. Hier, on lui a posé une question concernant les emplois des travailleurs dans les secteurs de la foresterie, de l'aluminium, de l'acier, et j'en passe. Ces travailleurs souffrent à cause des échecs du premier ministre en matière de négociation et de ses promesses brisées. Il a répondu:

[Traduction]

« On s'en fout, non? »

[Français]

Pourquoi le fait que les gens perdent leur emploi en Beauce, au Saguenay et ailleurs au Canada à cause de ses échecs n'est-il pas important pour le premier ministre? Pourquoi a-t-il répondu:

[Traduction]

« On s'en fout, non? »

[Français]

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le député parle de choses sérieuses.

[Traduction]

Je tiens simplement à répéter ceci. La semaine dernière, le député de Prince George—Peace River—Northern Rockies a repris les affirmations du mouvement MAGA selon lesquelles l'immigration et les immigrants nuisent à l'économie canadienne. Je pense que les Canadiens veulent savoir si le chef de l'opposition...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre. Prenons une courte pause et attendons que le bruit diminue un peu.

Le leader du gouvernement à la Chambre peut poursuivre.

L'hon. Steven MacKinnon: Monsieur le Président, le député a repris les affirmations du mouvement MAGA selon lesquelles les immigrants nuisent à notre économie.

Questions orales

Je pense que les Canadiens veulent savoir si le chef de l'opposition approuve ce genre de propos. Imposera-t-il des sanctions au député, oui ou non?

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, pendant la dernière campagne électorale, le premier ministre a affirmé que les droits de douane imposés par les États-Unis constituaient une crise existentielle exigeant son élection immédiate pour qu'il puisse négocier un accord avantageux et le conclure avant le 21 juillet. Eh bien, il y a quelques jours, on lui a demandé où en étaient rendues ces négociations, et il a répondu qu'il n'y avait pas de questions importantes à aborder. En fait, il a dit qu'il s'en foutait.

Or, nous, nous ne nous en foutons pas. Nous nous soucions des travailleurs qui ont perdu leur emploi et qui n'ont plus de salaire pour payer leur hypothèque. Pourquoi lui s'en fout-il?

[Français]

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, nous trouvons que ça dérape un peu, de l'autre côté.

[Traduction]

Dans la foulée de la remise en question, par la députée de Calgary Midnapore, de la loyauté du premier ministre envers le Canada, un autre député conservateur a répété des opinions défendues par le mouvement MAGA.

Je crois que tous conviendront qu'aucun Canadien ne peut prendre au sérieux de tels propos. Le chef de l'opposition les prend-il au sérieux? Puisque ce n'est sûrement pas le cas, pourrait-il le dire à la Chambre, puis demander au député de s'excuser d'avoir tenu de tels propos?

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a déjà présenté ses excuses au président Trump. C'est l'un des nombreux points sur lesquels il a battu en retraite et capitulé après avoir affirmé qu'il jouerait du coude.

Il a promis que nous aurions un accord au plus tard le 21 juillet; il n'y a pas eu d'accord. Il a promis d'obtenir des résultats avantageux dans les négociations; il n'y a pas eu de résultats avantageux. Il a promis qu'il jouerait du coude; il a baissé les bras.

Maintenant, lorsqu'on lui demande où en sont les pourparlers, il dit qu'il s'en fout. Pourquoi devrait-il s'en soucier? Quelques jours après sa rencontre avec le président, Brookfield a décroché un contrat de 80 milliards de dollars pour la Maison-Blanche. Est-ce que c'est ça qui est véritablement important pour lui? N'accorde-t-il aucune importance aux vaillants travailleurs canadiens qui comptent sur lui pour honorer ses promesses?

[Français]

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, bien sûr, le premier ministre se soucie du bien-être du Canada, des travailleurs et de nos industries. C'est pour cela que nous menons une négociation constructive avec les États-Unis, mais les Canadiens trouvent que ça dérape un peu, de l'autre côté.

Questions orales

Ce matin, à la Chambre, la députée de Calgary Midnapore remettait encore une fois en question la loyauté du premier ministre à l'égard du Canada. Est-ce que le chef de l'opposition sanctionne ces commentaires? Sinon, est-ce qu'il va reprendre sa députée?

[Traduction]

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, c'est le premier ministre qui a répondu qu'il s'en fout lorsqu'on lui a demandé en fin de semaine pourquoi il n'avait pas tenu ses promesses en matière de commerce. Depuis son entrée en fonction, non seulement il n'a pas réussi à obtenir l'accord promis, mais les droits de douane américains sur l'aluminium, l'automobile et l'acier ont doublé. Dans le secteur forestier, ils ont triplé.

Le premier ministre dit qu'il s'en fout. De ce côté-ci de la Chambre, nous nous soucions tous des collectivités qui sont en train de se vider, comme celles des travailleurs forestiers et des métallurgistes d'Hamilton qui n'ont pas d'emploi pour payer leur hypothèque. Nous nous soucions de ces gens. Pourquoi s'en fout-il, lui?

• (1425)

L'hon. Dominic LeBlanc (président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre responsable du Commerce Canada—États-Unis, des Affaires intergouvernementales, du Commerce intérieur et de l'Unité de l'économie canadienne, Lib.): Monsieur le Président, ce n'est pas parce que le chef de l'opposition répète sans cesse la même chose que ça devient une réalité.

Le chef de l'opposition sait très bien que notre gouvernement a été élu pour défendre les travailleurs canadiens et l'économie canadienne. C'est exactement ce que nous avons fait dans le cadre du budget qui a été déposé à la Chambre des communes. L'opposition a décidé de ne pas soutenir les travailleurs, les provinces, les territoires et les secteurs canadiens qui sont menacés par les droits de douane américains injustes.

Nous continuerons de soutenir les travailleurs canadiens et l'économie canadienne et de négocier un accord avec les États-Unis.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, il a parlé de « négocier un accord avec les États-Unis. ». Il répète la promesse que le premier ministre n'arrive pas à remplir depuis huit mois.

Il a dit qu'il conclurait un accord au plus tard le 21 juillet; il n'y a pas d'accord. Il a dit qu'il décrocherait une victoire pour le Canada; il n'y a pas de victoire. Il a dit qu'il ne céderait pas; tout ce qu'il a fait, c'est céder. Il a dit qu'il jouerait du coude; ses coudes ont disparu. Maintenant, quand on lui demande quel sera le sort des milliers d'employés qui comptent sur lui pour qu'il respecte sa parole, il répond qu'il s'en fout.

N'est-il pas clair à présent que, quelques jours seulement après qu'il a rencontré le président, le seul accord qu'il a obtenu est celui à 80 milliards de dollars pour Brookfield? C'est ça qu'il voulait dire lorsqu'il a promis de décrocher une victoire?

Des voix: Oh, oh!

[Français]

Le Président: Prenons un instant pour laisser les esprits se calmer.

L'honorable ministre des Finances et du Revenu national a la parole.

[Traduction]

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, on est seulement lundi et voyez à quel point ils sont excités. Ils savent que le budget renferme de bonnes nouvelles. Voilà ce que je constate.

Il y a suffisamment de bonnes nouvelles pour Regina, Winnipeg et Moose Jaw. Les habitants de Winnipeg comprennent qu'il faut investir dans les infrastructures. Les habitants de Moose Jaw comprennent qu'il faut investir dans les forces armées. Les habitants de Regina comprennent qu'il faut investir dans le logement. Les Canadiens comprennent qu'il faut investir pour le pays.

De ce côté-ci de la Chambre, nous nous battons toujours pour les Canadiens, car chaque jour est un bon jour pour se battre pour les Canadiens.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, j'ai appris avec stupéfaction que, dans la foulée de son passage aux Émirats arabes unis, le premier ministre du Canada renonçait à ce que la diplomatie canadienne et les relations internationales canadiennes soient féministes.

Est-ce que le gouvernement peut nous confirmer aujourd'hui que l'égalité des sexes n'est plus une valeur promue par le Canada? Moi, je peux affirmer que l'égalité des sexes est une valeur québécoise.

L'hon. Mona Fortier (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, voyons donc. Je tiens à être claire: l'engagement du Canada envers l'autonomisation des femmes et des filles, la réalisation de l'égalité des sexes, la condamnation de toutes les formes de discrimination et l'élimination de la violence sexiste est inébranlable et cela ne changera jamais. Comme la ministre l'a souligné dans son discours aux Nations unies, la politique étrangère du Canada sera guidée par trois principes: la défense et la sécurité, la souveraineté économique et nos valeurs. Parlant de valeurs, le féminisme est une valeur fondamentale de notre gouvernement et un élément important de notre politique étrangère.

• (1430)

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, ça sent le lourd malaise. On imagine toute l'équipe se mettre à patiner de reculons pour rattraper la bourde diplomatique du premier ministre.

On parle des valeurs du monde libre, des efforts pour un monde meilleur et de la puissance dramatique du message transmis au niveau international. Est-ce qu'il ne s'agit pas plutôt de faire plaisir au régime sexiste des Émirats arabes unis?

L'hon. Mona Fortier (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, je viens de parler de valeurs. Le féminisme est une valeur fondamentale de notre gouvernement et un élément important de notre politique étrangère. Alors que nous nous efforçons de diversifier nos relations commerciales et de créer des opportunités pour nos travailleurs, le premier ministre a également clairement indiqué que le Canada renforçait son engagement à lutter contre la violence et les inégalités fondées sur le sexe, tant au pays qu'à l'étranger.

Questions orales

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, c'est l'art de dire une chose et son contraire. On va égrener des morceaux d'affirmations féministes, alors que, dans les faits, le message international est que le Canada n'est plus un pays qui fait la promotion de l'égalité des sexes.

Comme par hasard, ça arrive au moment où le premier ministre veut aller chercher des dizaines de milliards de dollars aux Émirats arabes unis. Qu'on m'explique ça.

L'hon. Mona Fortier (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, je tente vraiment d'être claire et je tiens à être claire. L'engagement du Canada envers l'autonomisation des femmes et des filles, la réalisation de l'égalité des sexes, la condamnation de toutes les formes de discrimination et l'élimination de la violence sexiste est inébranlable. Cela ne changera jamais.

La ministre l'a souligné aux Nations unies, et je l'ai mentionné tantôt: la politique étrangère du Canada sera guidée par trois principes, dont les valeurs. En parlant de valeurs, je l'ai dit, le féminisme est une valeur fondamentale de cette politique étrangère.

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

Arpan Khanna (Oxford, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a dit qu'il était un maître négociateur. Il a regardé les travailleurs de l'automobile droit dans les yeux en leur promettant un accord avec les États-Unis, mais, constatant son échec, il hausse maintenant les épaules en disant que ça n'a pas d'importance. Il a dit qu'il s'en fout et qu'il n'y a pas d'urgence. Or, il a tort, parce que c'est bel et bien une question urgente pour Denise, une travailleuse de l'automobile d'Oxford qui perd son emploi, ainsi que pour des milliers d'autres qui ne savent pas comment ils vont joindre les deux bouts.

Pourquoi le premier ministre se fout-il des emplois qu'il avait promis de protéger?

L'hon. Dominic LeBlanc (président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre responsable du Commerce Canada—États-Unis, des Affaires intergouvernementales, du Commerce intérieur et de l'Unité de l'économie canadienne, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement s'implique activement dans les secteurs de l'économie qui subissent le plus de pression à la suite des 232 droits de douane injustifiés qui nous ont été imposés. Bien entendu, les travailleurs de l'automobile en font partie, tout comme ceux des industries de l'acier, de l'aluminium et du bois d'œuvre.

Nous avons déjà pris des mesures pour soutenir ces travailleurs et ces entreprises. Le député devrait se réjouir des autres bonnes nouvelles à venir en ce qui concerne les efforts que le gouvernement déploie pour soutenir ces industries alors que nous traversons une conjoncture commerciale que le Canada n'a pas créée. Nous n'allons pas signer n'importe quel accord comme le chef de l'opposition...

Le Président: Le député d'Oxford a la parole.

Arpan Khanna (Oxford, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre ne fait absolument rien pour les travailleurs. Il a littéralement fait campagne en promettant de conclure un accord avec les États-Unis, mais maintenant qu'il échoue, il balaie la question du revers de la main. Il a dit: « On s'en fout ». Les milliers de travailleurs de l'automobile qui perdent leur emploi ne s'en foutent

pas. Les dizaines de milliers de travailleurs indirects qui ne seront pas capables de payer leurs factures et leur hypothèque ou de nourrir leur famille ne s'en foutent pas.

Les Canadiens ne s'en foutent pas, alors comment le premier ministre peut-il regarder les travailleurs dans les yeux et leur dire que leur gagne-pain n'est pas une question urgente?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, c'est un peu fort de la part du député d'en face de dire que lui ne se fout pas des gens comme Denise et des travailleurs qui bénéficient du travail partagé, alors que cela aide les employeurs du secteur de l'automobile dont il parle à conserver une main-d'œuvre qualifiée.

Vous savez quoi? Les conservateurs se sont opposés à Denise. Ils se sont opposés aux Canadiens qui bénéficient non seulement des mesures prévues dans le budget de 2025, mais aussi aux mesures que nous avons mises en place depuis les attaques contre notre économie. Soyons clairs: nous serons aux côtés des travailleurs comme Denise, tandis que les conservateurs s'opposent à eux chaque jour.

• (1435)

Harb Gill (Windsor-Ouest, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a promis un accord commercial avec les États-Unis le 21 juillet au plus tard. Il s'est lui-même qualifié de maître dans l'art de la négociation. Il a échoué, et il dit maintenant qu'il n'a rien d'urgent à discuter avec le président des États-Unis. Pendant ce temps, les travailleurs de l'automobile de Windsor qui travaillent pour Stellantis, Ford et les petites entreprises qui les approvisionnent ont de vraies questions urgentes: des mises à pied, des réductions des heures de travail et un Noël chargé d'inquiétudes.

Le premier ministre va-t-il regarder ces travailleurs dans les yeux et leur dire que leur emploi et l'avenir de leurs enfants ne sont pas des questions urgentes pour lui?

Karim Bardeesy (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, comme le député le sait, le gouvernement, la ministre de l'Industrie et tous les députés de ce côté-ci de la Chambre se battent chaque jour pour ces emplois à Windsor et dans tout le Sud-Ouest de l'Ontario.

J'aimerais citer les propos du maire de St. Thomas, Joe Preston: « Le maire n'a pas arrêté de sourire » et « [l]es générations futures peuvent rester ici, avoir un emploi bien rémunéré pour acheter un logement à St. Thomas et faire partie d'une collectivité vraiment dynamique ». C'est grâce aux nouveaux investissements dans ce secteur à St. Thomas et dans le Sud-Ouest de l'Ontario.

Harb Gill (Windsor-Ouest, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens en ont assez d'attendre. Windsor a l'un des taux de chômage les plus élevés au pays. Tandis que les familles s'inquiètent des factures, des usines à l'arrêt et d'une véritable guerre commerciale, le premier ministre dit: « Je m'en fous. » Les conservateurs, eux, ne s'en foutent pas. Les habitants de Windsor, eux, ne s'en foutent pas.

Quand le premier ministre traitera-t-il les travailleurs de Windsor comme si leurs emplois comptaient en prenant des mesures de toute urgence pour protéger leurs chèques de paie et leurs familles, une fois pour...

Le Président: Le secrétaire parlementaire a la parole.

Questions orales

Karim Bardeesy (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, l'urgence d'agir se traduit par la fabrication du genre de véhicules, du genre de batteries et du genre d'équipement dans lesquels les Canadiens investissent de plus en plus. Voilà pourquoi il y a l'usine géante dans le Sud-Ouest de l'Ontario et pourquoi il y a l'usine NextStar, où sont fabriquées en ce moment même des batteries pour l'économie très dynamique de ce secteur. Nous attendons avec impatience que le député se rallie à nous.

* * *

L'INDUSTRIE FORESTIÈRE

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, lorsque le premier ministre s'est fait demander quand il s'était entretenu pour la dernière fois avec le président Trump au sujet des négociations commerciales en cours, il a littéralement regardé la caméra et il a dit: « On s'en fout. » Il a dit que ce n'était pas important et que la question n'avait rien d'urgent.

Je vais dire à la Chambre qui est-ce qui ne s'en fout pas: ce sont les plus de 3 000 travailleurs forestiers au chômage de Cariboo—Prince George ainsi que les collectivités écrasées par les droits de douane sur le bois d'œuvre, des collectivités où les emplois disparaissent et où les scieries ferment leurs portes. Alors que les familles paient le prix de l'échec du premier ministre, lui répond: « On s'en fout. »

Quand le premier ministre entend-il commencer à se battre pour les travailleurs qu'il a abandonnés?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, j'ai une bonne nouvelle: d'ici quelques jours, nous allons annoncer de l'aide supplémentaire pour le secteur forestier. Nous avons déjà annoncé 1,2 milliard de dollars pour donner un coup de pouce à l'industrie. Nous ne ménageons aucun effort. Nous discutons avec les acteurs de l'industrie tous les jours. Je m'entretiendrai encore ce soir avec les dirigeants de l'industrie. D'ici la fin de la semaine, nous aurons un nouveau train de mesures de soutien.

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, le ministre parle d'un nouvel ensemble de mesures de soutien. Les gens ne demandent pas la charité; ils veulent leurs emplois. Le premier ministre a clairement dit qu'il s'en fout et que cela n'a pas d'importance. C'est une blague ou quoi? Plus de 30 scieries ont fermé leurs portes en Colombie-Britannique, dont 14 dans ma circonscription.

Le premier ministre sait-il qui s'en soucie et qui compte? Le petit Lucas, un jeune garçon de 10 ans qui va à l'école primaire 100 Mile. Lucas n'a pas pu retenir ses larmes en parlant des membres de sa famille qui ont perdu leur emploi.

Pourquoi le premier ministre ne se rend-il pas dans ma circonscription pour regarder droit dans les yeux les membres de la famille de Lucas et leur dire qu'ils ne comptent pas?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, comme Lucas, j'ai vécu dans une municipalité forestière. Je sais ce que c'est. Je sais à quel point les travailleurs sont importants. C'est pourquoi nous avons annoncé une enveloppe d'aide à hauteur de 1,2 milliard de dollars. C'est aussi pourquoi nous rencontrons aujourd'hui les dirigeants de l'industrie et que nous annoncerons une autre série de mesures de soutien plus tard cette semaine.

Nous sommes en guerre commerciale. Le député devrait s'ouvrir les yeux.

Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a dit un jour qu'il est un maître dans l'art de la négociation et qu'il arriverait à conclure un accord avec le président Trump au plus tard en juillet. Il a échoué. Maintenant, il balaie la question du revers de la main en disant qu'il s'en fout et qu'il n'a pas de sujet urgent dont discuter avec le président.

Je peux éclairer le premier ministre. Les gens du Nouveau-Brunswick, eux, ne s'en foutent pas, car 93 % des exportations de notre province vont aux États-Unis. Plus la question reste en suspens, plus l'incertitude croît pour les travailleurs forestiers du Nouveau-Brunswick. Allez dire « on s'en fout » aux gens qui vivent à Florenceville-Bristol, à Plaster Rock ou à Nackawic. Eux ne s'en foutent pas, c'est certain, et ils veulent d'un gouvernement qui réagisse.

Quand le premier ministre va-t-il rencontrer notre plus proche voisin et client pour régler ce dossier?

• (1440)

L'hon. Dominic LeBlanc (président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre responsable du Commerce Canada—États-Unis, des Affaires intergouvernementales, du Commerce intérieur et de l'Unité de l'économie canadienne, Lib.): Monsieur le Président, il serait peut-être utile de rappeler à notre collègue du Nouveau-Brunswick que le gouvernement avait entamé des négociations constructives et approfondies avec le gouvernement des États-Unis et que nous cherchions à conclure un accord qui, selon nous, serait dans l'intérêt des travailleurs canadiens et de l'économie canadienne, ainsi que des Américains.

Cependant, le président Trump a décidé de suspendre ces négociations. Mon collègue suggère-t-il que le gouvernement ne fasse rien pour venir en aide aux travailleurs dont il a parlé? Il y a une bonne nouvelle: ce n'est pas ce que nous allons faire. Nous allons venir en aide aux travailleurs et défendre les industries.

* * *

[Français]

L'ÉTHIQUE

Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, parlons de Brookfield, la compagnie du premier ministre, dont il possède toujours des actifs dans une fiducie sans droit de regard. Le commissaire à l'éthique a imposé un filtre anti-conflit d'intérêts au premier ministre. Ce filtre est géré par deux de ses conseillers, dont Michael Sabia.

Or, M. Sabia possédait lui aussi des actions dans Brookfield. Il les a vendues pour protéger son premier ministre. Si M. Sabia a vendu ses actions pour protéger le premier ministre de tout soupçon de conflit d'intérêts, pourquoi le premier ministre n'en fait-il pas autant?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, comme le député le sait bien, les parlementaires, et même les hauts fonctionnaires, sont assujettis à un code d'éthique qui est parmi les plus stricts au monde entier. Le premier ministre a toujours suivi toutes les règles, comme nous tous, d'ailleurs, et il va continuer de le faire.

Questions orales

Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, le plus haut poste de l'État requiert le plus haut niveau d'exemplarité et de transparence. Tant que le premier ministre sera à la fois actionnaire et décideur, il y aura des doutes. Par exemple, en octobre 2024, le premier ministre contribuait au déménagement du siège social de Brookfield de Toronto à New York. Sept mois plus tard, au G7, il annonçait que les entreprises basées aux États-Unis n'auraient pas à payer l'impôt minimum mondial de 15 % visant à contrer l'évitement fiscal.

Combien d'argent le premier ministre a-t-il fait épargner à Brookfield et perdre au trésor public?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le premier ministre, suivant comme il le fait un des codes d'éthique parmi les plus stricts au monde, ne fait rien pour Brookfield par définition.

* * *

LE SECTEUR DE L'ACIER ET DE L'ALUMINIUM

Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC): Monsieur le Président, lors de la dernière campagne, le premier ministre s'est vanté d'être un grand négociateur et disait qu'il allait régler les tarifs pour le 21 juillet. Aujourd'hui, nous sommes le 24 novembre. Les négociations sont au point mort. Pire encore, lorsqu'il a été questionné pour savoir s'il y avait eu de nouvelles discussions, il a répondu qu'il s'en fichait et qu'il n'y avait rien d'urgent. Les travailleurs de l'aluminium, eux, ne s'en fichent pas.

Est-ce que le premier ministre va être capable de les regarder dans les yeux et de leur dire que leur emploi n'est pas important?

L'hon. Dominic LeBlanc (président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre responsable du Commerce Canada—États-Unis, des Affaires intergouvernementales, du Commerce intérieur et de l'Unité de l'économie canadienne, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, notre collègue sait fort bien que le gouvernement est très intéressé à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'industrie de l'aluminium, les travailleurs de ce secteur et des autres secteurs qu'on a mentionnés il y a quelques moments. Il sait très bien que c'est le président Trump qui a décidé de suspendre les négociations qui, pour nous et pour le côté américain, étaient en voie d'amener le Canada et les États-Unis à une entente qui aurait été dans l'intérêt de ces travailleurs.

Tant et aussi longtemps que les Américains ne veulent pas négocier, nous serons là pour protéger les industries affectées.

Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC): Monsieur le Président, depuis l'arrivée du premier ministre, non seulement les droits de douane imposés sur l'aluminium sont encore en place, mais ils ont doublé. Il semble oublier que le Québec produit 90 % de tout l'aluminium canadien. Chez nous, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, c'est 30 000 jobs directs et indirects. Ces travailleurs ont besoin de ces revenus pour se loger et pour se nourrir.

Comment le premier ministre peut-il s'en fiche?

• (1445)

Karim Bardeesy (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, comme le député sait bien, nous maintenons les contre-mesures tarifaires sur l'acier et l'aluminium. Nous avons le Fonds de réponse stratégique de 5 milliards de dollars. Nous avons aussi la politique d'approvisionnement « Achetez canadien », par laquelle nous soutenons les affaires en

exigeant l'utilisation de l'acier et de l'aluminium canadien dans les projets nationaux au pays.

Nous voulons l'appui de l'opposition quant à ces enjeux. Nous l'attendons.

[Traduction]

Ned Kuruc (Hamilton-Est—Stoney Creek, PCC): Monsieur le Président, lorsqu'on a demandé au premier ministre cette fin de semaine s'il avait parlé de commerce avec M. Trump, il a répondu: « On s'en fout. » Il a dit qu'il ne s'agissait pas d'une « question urgente ».

Eh bien moi, je peux dire aux députés qui, au contraire, s'en soucient. Les conservateurs s'en soucient, tout comme les milliers de métallurgistes et de travailleurs du secteur manufacturier d'Hamilton qui se couchent chaque soir en se demandant s'ils auront un emploi le matin. Comment le premier ministre peut-il regarder les métallurgistes d'Hamilton dans les yeux et leur dire que leur sécurité d'emploi n'est pas une question urgente?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, je pense que les métallurgistes seraient très déçus s'ils savaient que le député conservateur continue de s'opposer aux mesures mêmes que le gouvernement met en place pour sauver le secteur de l'acier.

Il y a quelques mois à peine, j'étais à Algoma Steel et j'ai travaillé avec l'entreprise et ses travailleurs pour faire en sorte qu'elle dispose des liquidités nécessaires pour trouver de nouveaux marchés, protéger ses emplois et veiller à ce que ses travailleurs soient formés et liés à la main-d'œuvre. Ce sont des concepts que les conservateurs ne peuvent même pas comprendre, car ils ne cessent de voter contre les gens qui les ont envoyés ici.

Ned Kuruc (Hamilton-Est—Stoney Creek, PCC): Monsieur le Président, il s'agit d'un aveu de culpabilité et d'échec de 30 secondes de la part du gouvernement actuel. Répondre qu'on s'en fout est une tentative consternante de minimiser l'importance d'une entente commerciale pour les secteurs sidérurgique et manufacturier du Canada. Les métallurgistes d'Hamilton veulent une réponse.

Ils veulent une entente qui leur assurerait la sécurité d'emploi et leur permettrait de payer leurs factures et de nourrir leurs familles. On leur avait promis que cette entente serait conclue le 21 juillet. Au nom des travailleurs canadiens des secteurs sidérurgique et manufacturier, quand le premier ministertiendra-t-il sa promesse en concluant une entente?

L'hon. John Zerucelli (secrétaire d'État (Travail), Lib.): Monsieur le Président, j'ai rencontré des travailleurs de la ville d'Ingersoll et du secteur forestier de la Colombie-Britannique, ainsi que des métallurgistes de la circonscription du député. Notre message est toujours le même: nous serons là pour les travailleurs et pour leurs familles.

Pourquoi le député a-t-il voté contre le budget? Le budget prévoit des mesures de soutien pour toutes ces industries, mais les conservateurs aiment venir ici et se produire devant les caméras pendant que nous faisons le travail. Nous allons défendre notre pays.

Questions orales

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, les libéraux pensent que les Canadiens devraient se contenter de leur quêter des miettes. Le premier ministre a dit qu'il serait un maître négociateur. Il a dit qu'il conclurait un accord avec Donald Trump avant le 21 juillet. Il a échoué. Maintenant, il dit qu'il s'en fout et qu'il n'y a pas de sujet urgent.

Eh bien, les conservateurs, eux, ne s'en foutent pas, et les membres de la section locale 5890 du Syndicat des Métallos non plus. Ce sont les employés de l'entreprise Interpro Pipe and Steel, à Regina. Ils travaillent à la sueur de leur front et ils tiennent à leur emploi. Comment le premier ministre peut-il leur dire en les regardant dans les yeux que les emplois qui leur permettent de nourrir leur famille ne sont pas un sujet urgent?

Karim Bardeesy (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, nous allons nous porter à la défense des travailleurs canadiens grâce à un fonds d'intervention stratégique de 5 milliards de dollars. Le parti d'en face a voté contre cette mesure. Nous allons nous porter à la défense des travailleurs canadiens grâce à une politique d'achat de produits canadiens, la plus ambitieuse politique d'achat de produits canadiens jamais mise en place. Le parti d'en face s'y est opposé. Nous serons toujours là pour les travailleurs canadiens. Le parti d'en face, lui, sera-t-il de leur côté?

LE COMMERCE INTERNATIONAL

Viviane Lapointe (Sudbury, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens appuient nos efforts visant à diversifier le commerce canadien. C'est pourquoi le gouvernement s'est donné pour mission de doubler les exportations vers d'autres pays que les États-Unis au cours de la prochaine décennie et de mobiliser 1 billion de dollars en nouveaux investissements au Canada. Chaque porte qu'ouvre le premier ministre permet aux entreprises de ma circonscription d'accéder à de nouveaux marchés, de prendre de l'expansion et de créer des emplois à Sudbury.

Le ministre du Commerce international peut-il informer les Canadiens des investissements sans précédent que concrétise le premier ministre et expliquer pourquoi il est important de faire preuve de leadership sur la scène mondiale?

L'hon. Maninder Sidhu (ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de Sudbury de son travail inlassable. Les efforts entourant l'accord sur les investissements entre le Canada et les Émirats arabes unis avaient commencé en 2014, mais le gouvernement actuel est parvenu à conclure cet accord en quelques mois à peine; le premier ministre a ainsi obtenu une entente d'une ampleur absolument sans précédent qui prévoit des investissements de 70 milliards de dollars.

Nous travaillons maintenant à resserrer nos relations en négociant un accord commercial dans le but de réduire les droits de douane, d'éliminer des formalités administratives et de stimuler les exportations canadiennes vers les Émirats arabes unis. Nous établissons de nouvelles relations internationales pour intensifier l'activité commerciale et attirer des investissements, de manière à bâtir l'économie qui connaît la croissance la plus rapide du G7.

• (1450)

L'ÉCONOMIE

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, chaque dollar dépensé par le premier ministre vient des poches des Canadiens, ce qui fait grimper le coût de tout. L'inflation alimentaire en ce qui concerne le lait maternisé a augmenté de 84 % en 8 ans. Le lait maternisé est l'un des produits alimentaires les plus volés au Canada. D'ailleurs, à de nombreux endroits au Canada, il est maintenant gardé sous clé.

Cyara, une mère du Manitoba, m'a dit qu'elle sait qu'elle achète du lait maternisé volé, mais qu'elle le fait quand même parce qu'elle n'a pas d'autre choix. Le premier ministre se fout-il que les parents n'aient pas les moyens d'acheter du lait maternisé?

L'hon. Anna Gainey (secrétaire d'État (Enfance et Jeunesse), Lib.): Monsieur le Président, de ce côté-ci de la Chambre, nous continuons de prendre des mesures pour lutter contre l'insécurité alimentaire. C'est pourquoi, entre autres mesures, nous rendons le Programme national d'alimentation scolaire permanent, de façon à ce qu'un plus grand nombre d'enfants puissent manger des repas sains à l'école. Cela permet également aux familles d'économiser plus de 800 \$ en frais d'épicerie. Nous avons allégé le fardeau fiscal de la classe moyenne. Nous avons mis en place un régime de soins dentaires. Nous avons conclu des ententes sur l'éducation préscolaire et les services de garde avec les provinces d'un bout à l'autre du pays, ce qui a fait baisser les prix de milliers de dollars. Nous sommes là pour les familles.

J'encourage les députés d'en face à appuyer eux aussi ces mesures.

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, les bébés ne vont pas à l'école.

Les libéraux n'écoutent même pas. On parle de préparation pour nourrissons, pas de la nourriture à l'école.

Les programmes libéraux ne fonctionnent pas et ils aggravent la situation. Les familles passent au lait de vache et aux aliments solides plus tôt que ne le recommandent les médecins parce qu'elles n'ont pas d'autre choix. Elles n'ont pas les moyens d'acheter de la préparation pour nourrissons et elles ne veulent pas que leurs enfants meurent de faim à cause des politiques libérales.

Le premier ministre se soucie-t-il du fait que les familles doivent faire des choix difficiles parce que les libéraux refusent d'agir?

Leslie Church (secrétaire parlementaire des secrétaires d'État pour le Travail, pour l'Enfance et la Jeunesse, et pour les Aînés, et de la ministre de l'Emploi et des Familles (Personnes en situation de handicap), Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement a investi dans les nourrissons et les enfants de tous âges. Nous avons créé l'Allocation canadienne pour enfants, que les familles ont d'ailleurs reçue la semaine dernière. Nous nous sommes également engagés à créer des places en garderie à 10 \$ par jour partout au pays. Les parents de ma circonscription économisent plus de 10 000 \$ par année pour leurs enfants. Cependant, les députés n'ont pas à me croire sur parole.

Voici ce qu'un parent a dit au sujet des Services à l'enfance Andrew Fleck: « Grâce à l'éducation préscolaire et aux services de garde, nous mangeons plus sainement à la maison, et nous avons commencé à mettre de l'argent de côté pour les études postsecondaires. Sans ce financement supplémentaire, nous n'aurions pas pu rester dans notre maison actuelle et subvenir à nos besoins. »

Voilà la différence...

Le Président: La députée de Cambridge a la parole.

* * *

LA TARIFICATION DU CARBONE

Connie Cody (Cambridge, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral est le plus coûteux de l'histoire du Canada, et ce sont les familles de travailleurs qui en font les frais. Dans ma circonscription, les gens me disent qu'ils travaillent fort et qu'ils économisent, mais ils sortent quand même de l'épicerie avec un panier à moitié rempli qui coûte le double du prix. La demande à la banque alimentaire de Cambridge a augmenté de 114 %, et 1 000 nouvelles familles se tournent vers elle pour la première fois. Le coupable est facile à identifier. C'est la taxe libérale sur le carbone pour les industries qui est imposée aux agriculteurs, qui s'applique aux engrais et qui fait partie intégrante de chaque miche de pain et de chaque tranche de viande sur le marché.

Pourquoi le premier ministre insiste-t-il non seulement pour maintenir la taxe sur le carbone pour les industries, mais aussi pour l'augmenter alors que les Canadiens n'ont déjà pas les moyens de nourrir leurs enfants?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, nous revenons derechef aux taxes imaginaires. Il n'y a pas de taxe sur la nourriture. Les exploitations agricoles sont largement, voire totalement exemptées de la taxe sur le carbone pour les industries. Même le gars préféré des conservateurs sur Twitter, le Food Professor, affirme que les éléments soulevés par la députée n'ont aucune incidence sur le prix des aliments.

J'invite la députée à rectifier ses propos.

* * *

L'ÉCONOMIE

Connie Cody (Cambridge, PCC): Monsieur le Président, le meilleur programme est un emploi bien rémunéré combiné à un faible taux d'inflation. Pourtant, après 10 ans de gouvernement libéral, les Canadiens n'ont ni l'un ni l'autre. Le gouvernement qui a créé ce gâchis veut maintenant qu'on l'applaudisse pour avoir fait semblant de le réparer, mais plus le gouvernement s'en mêle, plus les taxes augmentent. Cela ne fait qu'augmenter l'inflation pour les Canadiens. Le prix des aliments a grimpé près de 40 % plus vite ici qu'aux États-Unis, à un rythme que les salaires ne peuvent pas suivre. Quatre Canadiens sur cinq disent que la nourriture est leur plus grande source d'angoisse budgétaire, et 30 % d'entre eux sont maintenant obligés de choisir entre chauffer leur maison ou nourrir leur famille. Le premier ministre fait la sourde oreille et continue d'augmenter les taxes inflationnistes qui poussent les gens vers les banques alimentaires.

Pourquoi le premier ministre force-t-il les Canadiens à choisir entre avoir froid ou avoir faim?

L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, il vaudrait peut-être mieux demander pourquoi les conservateurs ne cessent de parler de taxes imaginaires.

Soyons clairs: il n'y a pas de taxe sur l'emballage des aliments. Je l'ai déjà dit, mais je vais le répéter: il n'y a pas de taxe sur l'emballage des aliments. Qui plus est, la tarification du carbone pour les industries ne fait pas augmenter le coût des aliments. De nom-

Questions orales

breuses études ont déjà été effectuées et elles arrivent toutes à cette conclusion.

Si les conservateurs veulent soutenir les Canadiens, j'espère qu'ils appuieront les mesures que nous proposons. J'espère aussi qu'ils lutteront contre les changements climatiques, car les faits prouvent que c'est l'une des principales causes de l'augmentation du coût des aliments.

● (1455)

Jonathan Rowe (Terra Nova—Les Péninsules, PCC): Monsieur le Président, chaque dollar dépensé par le premier ministre est soit puisé à même les goussets des Canadiens, soit imprimé et emprunté, ce qui fait grimper l'inflation et le coût de tout au Canada. À l'Île-du-Prince-Édouard, le recours aux banques alimentaires universitaires a augmenté de 60 %. C'est toujours la même histoire dans tout le Canada atlantique; pourtant, le premier ministre refuse d'abandonner ses règlements coûteux, qui ne font qu'augmenter le coût de la pêche, de la culture et du transport de nos aliments.

Pourquoi le premier ministre augmente-t-il la taxe sur le carbone pour les industries et la taxe sur les carburants et rend-il la vie encore plus chère pour les Canadiens?

L'hon. Joanne Thompson (ministre des Pêches, Lib.): Monsieur le Président, j'étais dans ma circonscription la fin de semaine dernière et j'ai passé du temps dans une école. J'ai servi de la nourriture...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: La ministre des Pêches peut reprendre depuis le début.

L'hon. Joanne Thompson: Monsieur le Président, j'étais dans ma circonscription la fin de semaine dernière. J'ai servi de la nourriture dans une école. Dans ma circonscription, les éducateurs et les administrateurs ont tous parlé de l'importance de ce programme pour les 400 enfants de cette école. Je tiens également à rappeler au député d'en face que j'ai tenu de nombreuses réunions dans ma circonscription avec des concitoyens et des propriétaires d'entreprise progressistes-conservateurs. Ils me remercient pour le budget qui investit dans le pays, qui le bâtit. Nous avons des solutions.

Je ne jouerai pas à ce jeu de discours creux.

* * *

LES FINANCES

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, le budget coûteux et financé à crédit du premier ministre s'ajoute à ses dépenses inflationnistes et à une dette que nous léguons à nos enfants et à nos petits-enfants. Les Canadiens mettent près de 50 % de plus de leurs dépenses courantes sur leur carte de crédit qu'il y a à peine 10 ans. Maintenant, Fitch Ratings prévient que le gouvernement a dépassé ses propres cibles budgétaires et affirme que les finances risquent fort de se détériorer davantage.

Combien d'autres signaux d'alerte devront s'allumer avant que le premier ministre cesse d'utiliser l'argent des contribuables comme s'il s'agissait d'une carte sans limite de crédit?

Questions orales

L'hon. Evan Solomon (ministre de l'Intelligence artificielle et de l'Innovation numérique et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, le seul mot que les députés de l'opposition semblent connaître, c'est « non ». Il est temps pour eux d'accepter un « oui » comme réponse. Nous avons dit oui aux investissements dans nos entreprises et nos entrepreneurs. Ils ont dit non. Nous avons dit oui à un programme national d'alimentation. Ils ont dit non. Nous avons dit oui aux logements abordables et aux investissements dans nos forces armées. Ils ont dit non.

Il est temps pour eux de dire oui au Canada et de bâtir un pays fort.

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, l'agence de notation Fitch tire la sonnette d'alarme. Oui, les Canadiens croulent sous les factures de carte de crédit après une décennie d'inflation libérale, et oui, le directeur parlementaire du budget affirme que les libéraux ont abandonné leur propre ratio cible dette-PIB, celui-là même qui, selon eux, protège la note AAA. Le directeur parlementaire du budget a en outre conclu que les libéraux n'ont pratiquement aucune chance d'atteindre leur objectif de réduction du ratio dette-PIB. Il n'est pas étonnant que le coûteux premier ministre veuille licencier le directeur parlementaire du budget.

Combien d'autres rapports de surveillance budgétaire devront encore être publiés pour que le premier ministre mette un frein à ses dépenses inflationnistes?

L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens ne se laissent pas bernier par le discours du chef conservateur et de son parti. En fait, 70 % des Canadiens ne lui font pas confiance pour diriger le pays. La semaine dernière, nous avons fait adopter un budget historique conçu par les Canadiens pour les Canadiens, afin de ne plus jamais compter sur un seul pays.

Il est temps que le député s'éloigne de son argumentaire prémâché et se joigne à nous. Bâtissons le Canada.

Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, ce budget financé à crédit refile les dépenses d'aujourd'hui aux contribuables de demain. Fitch Ratings, qui évalue la note de crédit du gouvernement, affirme que le gouvernement libéral dépasse souvent ses cibles budgétaires et que les finances fédérales risquent fortement de se détériorer davantage. Selon le directeur parlementaire du budget, le gouvernement a abandonné sa cible budgétaire précédente, qui servait à préserver sa note AAA.

Combien d'autres rapports indépendants désastreux faudra-t-il pour que le premier ministre mette un frein à ses dépenses?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, nous n'avons aucune leçon à recevoir de ces gens-là, mais Kevin Page, un ancien directeur parlementaire du budget, va leur en donner une. Il a déclaré:

Il faut se concentrer sur la croissance économique. Il faut des dépenses d'investissement pour stimuler l'innovation, améliorer les infrastructures et diversifier les échanges commerciaux. Nous vivons à une époque dangereuse et nous devons atteindre les objectifs de dépenses fixés par l'OTAN.

Je crois que le Parlement devrait approuver le plan budgétaire [...]

De ce côté-ci de la Chambre, nous nous battons pour les Canadiens, parce que chaque jour est un bon jour pour se battre pour les Canadiens.

• (1500)

[Français]

Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC): Monsieur le Président, le budget déficitaire de 78 milliards de dollars est dangereux. Les libéraux ont rempli la carte de crédit des Canadiens. Les spécialistes, dont l'agence de notation Fitch qui donne la cote de crédit des gouvernements, nous alertent. Attention, on nous dit qu'il y a un risque élevé d'empirer la crise financière au Canada. Même le directeur parlementaire du budget, un agent impartial de la Chambre des communes, mentionne que ce gouvernement met à risque la cote AAA du Canada.

Qui peut faire entendre raison au premier ministre pour qu'il change et qu'il arrête de dépenser cet argent sans compter?

L'hon. Joël Lightbound (ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, nous avons la meilleure situation fiscale des pays du G7, les meilleurs ratios dette-PIB et déficit-PIB des pays du G7 et une cote AAA.

Il y a une raison pour laquelle le Fonds Monétaire International vante l'approche canadienne. Il y a une raison pour laquelle les économistes à la Chambre sont de ce côté-ci de la Chambre. Il y a aussi une raison pour laquelle, j'en suis sûr, en son for intérieur, mon collègue de Portneuf—Jacques-Cartier était content de voir ses collègues se cacher derrière les rideaux pour que le budget de 2025 soit adopté: c'est parce que c'est un bon budget.

* * *

LES TRANSPORTS

Steeve Lavoie (Beauport—Limoilou, Lib.): Monsieur le Président, notre gouvernement a adopté un budget ambitieux qui prévoit des investissements transformateurs dans notre système de transport. Le ministre des Transports s'est rendu chez moi, à Québec, pour discuter de ces initiatives, notamment au port et à l'aéroport, mais, avant cela, il s'est rendu aux Îles-de-la-Madeleine.

Le ministre pourrait-il donner plus de détails sur l'annonce importante qu'il a faite et sur ce que cela signifie pour la communauté?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, en effet, j'ai eu une très belle tournée pour promouvoir toutes les bonnes nouvelles en transport qui vont pleuvoir sur le Québec à la suite de ce budget. D'ailleurs, à la suite de nombreuses demandes venant du Bloc québécois, dont le prolongement de la piste d'atterrissage aux Îles-de-la-Madeleine, ça m'a fait grand plaisir d'aller aux Îles-de-la-Madeleine pour annoncer la bonne nouvelle.

Je remercie les gens des Îles de leur accueil.

Surprise! On revient à Ottawa et le Bloc québécois vote contre ce projet, contre le port de Saguenay et les autres propositions, dont celle touchant Contrecoeur. Malheureusement, le Bloc québécois...

[Traduction]

Le Président: La députée de Thornhill a la parole.

LES RESSOURCES NATURELLES

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, après que Justin Trudeau a fait avorter un projet de pipeline en 2016 et qu'il a appuyé l'interdiction des pétroliers sur la côte Ouest, les libéraux veulent s'attribuer le mérite de la réparation des dégâts qu'ils ont eux-mêmes causés. La réalité les a enfin rattrapés, mais les Canadiens ne savent plus quel premier ministre ils ont. Un jour, il s'autoproclame super militant pour le climat et se propulse au rang de vedette de l'écologie, et, maintenant, il se démène pour ré-examiner les projets qu'il a passé une décennie à saboter.

Le gouvernement admettra-t-il que sa croisade pour « laisser la ressource dans le sol » a étranglé l'économie et affaibli la souveraineté du Canada tout en refilant la note aux travailleurs, ou continuera-t-il de prétendre que ce n'était pas de sa faute pendant qu'il patine autour de l'annonce d'un pipeline?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je sais que la députée d'en face a la nostalgie du gouvernement précédent, mais ce n'est pas lui qui est à l'œuvre en ce moment.

Le Canada sera une superpuissance mondiale en matière d'énergie propre et conventionnelle. Nous n'avons pas demandé cette guerre commerciale, mais nous allons la gagner. Nous avons été élus pour bâtir de solides projets d'intérêt national. Nous avons été élus pour assurer la croissance économique. Nous avons été élus pour renforcer l'autonomie et l'indépendance du Canada. C'est ce que nous allons faire, en concertation avec les peuples autochtones et dans le respect de l'environnement.

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, la première ministre de l'Alberta s'attend à ce qu'il y ait un pipeline est-ouest. Les médias font aussi état de l'annonce d'un pipeline est-ouest. Les seules personnes qui n'en ont pas parlé, ce sont celles qui en sont directement responsables. Les libéraux ne peuvent même pas prononcer le mot « pipeline ».

Ma question est simple: le gouvernement est-il en faveur d'un pipeline est-ouest, oui ou non?

L'hon. Tim Hodgson (ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement examinera tous les projets, y compris si un promoteur lui propose un pipeline. Le projet de loi C-5 prévoit un processus d'examen.

Lorsqu'un projet de pipeline se présentera, si le gouvernement de l'Alberta souhaite nous le soumettre, nous l'examinerons à ce moment-là.

* * *

● (1505)

L'ÉTHIQUE

Kyle Seeback (Dufferin—Caledon, PCC): Monsieur le Président, peu importe à quel point la vie est difficile pour les Canadiens ordinaires, comme les 2,2 millions de Canadiens qui se rendent chaque jour dans une banque alimentaire, c'est toujours une bonne journée pour Brookfield. La dernière bonne nouvelle pour Brookfield est un contrat de 500 millions de dollars avec l'Agence spatiale européenne, qui est hébergée dans un immeuble dont Brookfield est propriétaire à 50 %.

Comment se fait-il que la priorité du gouvernement soit de remplir les poches de l'ancienne entreprise du premier ministre avec un contrat de 500 millions de dollars alors que 2,2 millions de Cana-

Questions orales

diens font la queue devant les banques alimentaires parce qu'ils n'ont pas les moyens de se nourrir et que le taux de chômage atteint 6,9 %?

Karim Bardeesy (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, en ce jour où nous avons la visite de Jeremy Hansen, l'astronaute canadien, j'aimerais citer un autre astronaute, Marc Garneau: « La meilleure voie à suivre pour le Canada était de collaborer avec d'autres pays, comme nous le faisons avec la NASA depuis les années 1960. C'est pourquoi le Canada a signé un accord avec l'Agence spatiale européenne dans les années 1970, ainsi que plusieurs accords bilatéraux avec d'autres pays, nous permettant d'installer du matériel canadien à bord de leurs engins spatiaux en échange du partage des résultats scientifiques. Il restera important de maintenir ces relations. »

C'est ce qu'il faut faire pour bâtir un Canada fort.

* * *

[Français]

L'ÉCONOMIE

Linda Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles, Lib.): Monsieur le Président, l'une des grandes forces du Canada réside dans sa capacité à agir avec détermination et à saisir les occasions partout au monde. C'est important pour les entreprises de ma circonscription, Rivière-des-Mille-Îles, mais aussi pour celles du Canada qui souhaitent croître et prendre de l'expansion. Notre gouvernement travaille d'arrache-pied pour accéder à de nouveaux marchés et obtenir des contrats d'envergure et des investissements.

Le ministre des Finances pourrait-il faire part aux Canadiens des investissements concrets découlant du leadership du premier ministre?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Finances et du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, ça fait du bien d'avoir une excellente question comme ça.

Alors que l'opposition ne peut pas trouver les mots pour célébrer notre économie, notre premier ministre arrive avec une annonce de 70 milliards de dollars en investissement dans l'économie canadienne. C'est grâce à la qualité de nos travailleurs, leur expérience et leur savoir-faire.

De ce côté-ci de la Chambre, nous allons toujours travailler à bâtir un Canada fort et une économie forte, parce que les avantages du Canada, nous les reconnaissons.

Célébrons le Canada ensemble.

* * *

L'EMPLOI

Luc Berthold (Mégantic—L'Érable—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, un *chum*, c'est un *chum* pour le premier ministre, qui est bien fier de ses racines européennes et « brookfieldiennes ».

Pendant que le quart des Canadiens doivent s'endetter pour payer leur épicerie, le premier ministre, lui, il donne 500 millions de dollars à l'Agence spatiale européenne pour créer des emplois en Europe sur le Campus des sciences de l'innovation Harwell. Essayons de deviner qui est propriétaire de 50 % du campus. Je le donne en mille: c'est Brookfield.

Affaires courantes

Est-ce une autre coïncidence ou un autre « fling-flang » pour enrichir les amis du premier ministre?

Comment le premier ministre peut-il laisser 600 000 Québécois en file dans les banques alimentaires pendant qu'ils envoient leur argent, leurs *jobs* en Europe?

Karim Bardeesy (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, cette année est celle de l'espace pour le Canada, et la question posée par le député de l'autre côté me surprend, d'autant plus que nous avons aujourd'hui un astronaute parmi nous.

Les investissements que nous faisons chez les Européens vont faire croître l'économie canadienne. Chaque dollar investi dans l'Agence spatiale européenne génère plus de trois dollars de ventes.

Le 11 décembre, une séance d'information aura lieu, et j'invite le député à y participer afin que les entreprises de sa circonscription puissent en tirer profit.

[Traduction]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, les Canadiens veulent diversifier le commerce, mais avec des démocraties qui partagent nos valeurs et qui respectent les droits de la personne.

Voilà que le Canada s'acoquine avec la République populaire de Chine. Or, je n'ai pas entendu dire que celle-ci avait commencé à bien traiter les Ouïghours. Je ne comprends pas comment nous pouvons vouloir conclure des accords avec des pays comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, qui se sont fait prendre avec des véhicules de transport de troupes associés à des crimes de guerre au Soudan.

Faut-il absolument sacrifier nos valeurs et notre âme pour faire du commerce avec ces pays?

L'hon. Maninder Sidhu (ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, le respect des droits de la personne, du travail et de l'environnement demeure au cœur de nos politiques commerciales et de nos accords commerciaux assujettis à des normes élevées.

Le Canada négocie les accords commerciaux de manière réfléchie tout en accordant la priorité aux valeurs canadiennes. L'établissement de nouveaux partenariats commerciaux aux quatre coins de la planète est un outil important pour promouvoir les valeurs canadiennes, créer des emplois et favoriser une croissance économique qui fonctionne pour tout le monde.

● (1510)

[Français]

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

Le Président: Je voudrais signaler aux députés la présence à la tribune des lauréats des prix Impacts 2025 du Conseil de recherches en sciences humaines.

[Traduction]

Il s'agit de Joshua Steckley, de Jason Edward Lewis, de Kamari Maxine Clarke, de Tara McGee, du chef David Diabo et de Myriam Denov.

Je voudrais également signaler aux députés la présence à la tribune d'un membre d'équipage canadien de la mission lunaire Artemis II de la NASA: le spécialiste de mission Jeremy Hansen.

Des voix: Bravo!

Le Président: J'invite tous les députés à se joindre à M. Hansen et à moi dans la pièce 233-S du salon du Président immédiatement après la période des questions, à l'occasion d'une réception en son honneur.

Ryan Turnbull: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement au sujet du projet de loi C-15, Loi n° 1 d'exécution du budget de 2025.

J'aimerais signaler à la Chambre un problème technique à l'article 71 du projet de loi C-15. Cet article propose des modifications aux règles de déclaration des fiducies dans la Loi de l'impôt sur le revenu. Certaines de ces modifications devaient initialement s'appliquer à l'année d'imposition 2024. En raison d'un problème technique au paragraphe 71(14), les modifications ont, par inadvertance, été limitées de sorte qu'elles ne s'appliquent qu'à l'année d'imposition 2024 et pas aux années subséquentes.

Le gouvernement veut que les modifications proposées dans ce paragraphe s'appliquent à l'année d'imposition 2024 ainsi qu'aux années d'imposition subséquentes. Cela correspond à ce qui figurait dans l'ébauche des propositions législatives pour cette mesure, qui a été publiée par le ministère des Finances en août 2025.

Je veux clarifier les choses pour les contribuables touchés: le gouvernement a l'intention de proposer un amendement au projet de loi C-15 afin de corriger ce problème technique dès que possible.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'hon. Maninder Sidhu (ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 32(2) du Règlement et selon les modalités prescrites dans la politique modifiée sur le dépôt des traités au Parlement, qui exige une transparence accrue, je suis heureux d'informer la Chambre des communes que le gouvernement du Canada a l'intention d'entreprendre des négociations en vue de conclure un accord de partenariat économique global avec les Émirats arabes unis. Le gouvernement du Canada compte lancer les négociations avec les Émirats arabes unis au plus tôt 90 jours après la date du présent avis.

Conformément à l'article 32(2) du Règlement et selon les modalités prescrites dans la politique modifiée sur le dépôt des traités au Parlement, qui exige une transparence accrue, je suis heureux d'informer la Chambre des communes que le gouvernement du Canada a l'intention d'entreprendre des négociations en vue de conclure un accord de libre-échange avec la Thaïlande. Le gouvernement du Canada compte lancer les négociations avec la Thaïlande au plus tôt 90 jours après la date du présent avis.

Conformément à l'article 32(2) du Règlement et selon les modalités prescrites dans la politique modifiée sur le dépôt des traités au Parlement, qui exige une transparence accrue au sujet des nouveaux accords de libre-échange, je suis heureux d'informer la Chambre des communes que le gouvernement du Canada a l'intention d'entreprendre des négociations en vue de conclure un accord de partenariat économique global avec l'Inde. Le gouvernement du Canada compte lancer les négociations avec l'Inde au plus tôt 90 jours après la date du présent avis.

* * *

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 36(8)a) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles et sous forme électronique, les réponses du gouvernement à trois pétitions.

* * *

● (1515)

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, il y a eu consultations entre les partis, et vous constaterez qu'il y a un consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que, nonobstant tout article du Règlement ou usage habituel de la Chambre, à la fin de la période prévue pour les questions orales le mercredi 26 novembre 2025, un député de chacun des partis reconnus, un député du Nouveau Parti démocratique, la députée du Parti vert et le député de Bécancour—Nicolet—Saurel—Alnôbak soient autorisés à faire une déclaration d'une durée maximale de cinq minutes; et que le temps consacré à ces délibérations soit ajouté à la période prévue pour les ordres émanant du gouvernement.

Le Président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que la députée propose la motion veuillent bien dire non. Le consentement est accordé.

La Chambre a entendu la motion. Que tous ceux qui s'opposent à la motion veuillent bien dire non.

(La motion est adoptée.)

* * *

[Français]

PÉTITIONS

LA MALNUTRITION

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui, je me lève pour présenter la pétition d'un groupe de citoyennes et de citoyens de Madawaska—Restigouche concernant l'enjeu de la malnutrition.

Ils demandent au gouvernement de convoquer un sommet pan-canadien sur la malnutrition afin d'entamer une discussion à propos d'un cadre d'action sur les soins contre la malnutrition au pays; d'élargir la stratégie canadienne en matière de saine alimentation; ainsi que de mandater la collecte et la déclaration des paramètres de la malnutrition par l'Institut canadien d'information sur la santé et par Statistique Canada.

[Traduction]

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole pour présenter une pétition signée par des personnes préoccupées par les répercussions

Affaires courantes

qu'a la consommation d'énergie dans les foyers canadiens sur le climat. De toute l'énergie consommée au Canada, 17 % servent au chauffage, à la climatisation, à l'éclairage et à l'alimentation en électricité des maisons. Cette situation fait que la nature se réchauffe en hiver et qu'elle refroidit en été en raison du manque d'infrastructures écoénergétiques de base et du manque d'efforts visant à bâtir des maisons écoénergétiques moins chères.

Les pétitionnaires exhortent le gouvernement à collaborer avec les provinces et les territoires pour élaborer un nouveau Code national du bâtiment afin de réduire de 15 % la demande énergétique globale par rapport à la consommation actuelle des bâtiments et d'améliorer le coût de la vie pour les Canadiens.

LES LÉSIONS CÉRÉBRALES

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole aujourd'hui pour présenter une pétition au nom des résidents de Parksville, de Qualicum Beach, de Courtenay, de Cumberland et de Port Alberni, dans ma circonscription. Les pétitionnaires réclament que le gouvernement fédéral intervienne immédiatement afin d'améliorer la sensibilisation aux lésions cérébrales, de même que la prévention et le traitement de ces lésions.

Les pétitionnaires soulignent que les lésions cérébrales peuvent avoir différentes causes, notamment des accidents, des maladies et des accidents vasculaires cérébraux, et qu'elles entraînent souvent de graves effets physiques, cognitifs, émotionnels et comportementaux. Ils soulignent également que ces lésions sont souvent liées à d'autres problèmes, comme la consommation de substances et l'itinérance, ce qui crée des obstacles supplémentaires pour les personnes touchées. On estime que 1,6 million de Canadiens vivent aujourd'hui avec une lésion cérébrale, et pourtant, il n'y a toujours pas de stratégie nationale concertée.

Par conséquent, les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada d'élaborer une stratégie nationale sur les lésions cérébrales afin d'améliorer la sensibilisation et la prévention à ce sujet, et d'assurer un meilleur accès aux traitements et aux services de réadaptation et de rétablissement pour les Canadiens qui vivent avec les répercussions d'une lésion cérébrale.

C'est un honneur de présenter cette pétition. Elle arrive à point nommé, car des porte-parole de cette cause se trouvent à Ottawa en ce moment même pour demander au gouvernement d'agir.

LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT

L'hon. Bardish Chagger (Waterloo, Lib.): Barbara Robinson est ingénieure. Elle vit dans la circonscription de Waterloo. Elle et des dizaines d'autres personnes ont signé une pétition dans laquelle ils demandent au gouvernement du Canada de mettre à jour et de modifier le Code national du bâtiment.

Les pétitionnaires constatent que la partie 3 du Code national du bâtiment ne prévoit rien pour répondre aux besoins des femmes en période de menstruation dans les toilettes publiques. Les cuves de toilette n'étant pas faites pour recevoir les serviettes hygiéniques et les tampons, il faut prévoir un endroit où les jeter. Par conséquent, il est important d'ajouter au code l'obligation d'inclure une poubelle dans chacune des cabines pour femmes.

Ordres émanant du gouvernement

Les citoyens et les résidents de la circonscription et de la région de Waterloo demandent au gouvernement du Canada de modifier le Code national du bâtiment afin qu'il contienne des dispositions qui exigent que les cabines de toilettes publiques répondent aux besoins des personnes en période de menstruation.

* * *

• (1520)

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, si les questions n^{os} 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445 et 446 pouvaient être transformées en ordres de dépôt de documents, les documents seraient déposés immédiatement sous forme électronique.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

[Le texte des questions et des réponses est disponible sur le site Web des questions écrites.]

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je demande que les autres questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

* * *

DEMANDE DE DÉBAT D'URGENCE

LE GÉNOCIDE DES CHRÉTIENS AU NIGERIA

Le Président: Je désire informer la Chambre que j'ai reçu un avis de demande de débat d'urgence. J'invite le chef de l'opposition à faire une brève intervention.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour demander la tenue d'un débat d'urgence sur le génocide commis contre les chrétiens du Nigeria.

Vendredi dernier, l'un des pires enlèvements de masse jamais signalés s'est produit au Nigeria. Plus de 300 écoliers ont été enlevés à l'école secondaire catholique privée St. Mary's après une attaque menée par des hommes armés.

Depuis l'insurrection lancée par Boko Haram en 2009, les effets sur les communautés chrétiennes ont été dévastateurs. Des millions de personnes ont été chassées de leur foyer, des actes de violence ciblés ont fait des centaines de morts, des villages entiers ont été anéantis, des familles ont été déchirées, des enfants ont été forcés d'abandonner leur foi et des communautés ont été ruinées.

Des groupes terroristes comme Boko Haram, des milices peules et le groupe État islamique en Afrique de l'Ouest continuent de mener ces attaques brutales et ciblées de façon alarmante. On ne parle pas simplement de conflits politiques ou de troubles régionaux, mais d'actes de violence délibérés contre des personnes innocentes qui sont ciblées en raison de leur foi chrétienne. Il s'agit là de graves atteintes aux droits et à la dignité de la personne.

Notre foi en la valeur intrinsèque de chaque personne nous oblige à intervenir. Le Canada doit venir en aide aux gens qui

souffrent, dénoncer ces atrocités et exhorter la communauté internationale à agir. La liberté de culte, la liberté de conscience et la liberté d'association ne sont pas négociables; ce sont des valeurs canadiennes et universelles fondamentales.

Des millions de personnes sont persécutées dans le monde, et aucun groupe n'est plus persécuté que les chrétiens. Monsieur le Président, nous vous demandons de prendre conscience de ce génocide, de vous joindre à nous aujourd'hui et de permettre la tenue d'un débat d'urgence afin que nous puissions être la voix de ceux qui n'en ont pas.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENCE

Le Président: Je remercie le chef de l'opposition de son intervention. Cependant, je ne suis pas convaincu que la demande réponde aux exigences du Règlement pour le moment. Cela dit, je sais que ce sujet intéresse beaucoup de députés. Je tiens donc à assurer à la Chambre que je suis ouvert à l'idée de reconsidérer la demande à une date ultérieure, si la situation le justifie.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. La semaine dernière, le chef du Parti conservateur a demandé la tenue d'un débat d'urgence et, plus tard, il a dit que c'était le gouvernement qui s'y opposait. Je pense qu'il est important de souligner que le gouvernement ne s'oppose pas aux débats d'urgence. C'est la présidence qui prend ce genre de décision. L'opposition officielle devrait en être consciente et ne pas tenter de faire croire autre chose que la vérité.

L'hon. Andrew Scheer: Monsieur le Président, sur le même recours au Règlement, je tiens simplement à souligner que, dans de nombreux cas, nous avons demandé au gouvernement d'autoriser des débats exploratoires d'urgence sur des sujets très importants, et c'est le gouvernement qui a refusé. Seul le gouvernement peut autoriser un débat exploratoire d'urgence, et le gouvernement a refusé à maintes reprises.

Le Président: À tout le moins, dans le cas des demandes de débats d'urgence, la décision revient au Président. Si le Président rejette une demande de débat d'urgence, cela ne signifie pas que le sujet n'est pas important, mais seulement que les critères pour accorder la tenue d'un débat d'urgence ne sont pas remplis.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Français]

LOI N^o 1 D'EXÉCUTION DU BUDGET DE 2025

La Chambre reprend l'étude de la motion portant que le projet de loi C-15, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 4 novembre 2025, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité, ainsi que de l'amendement.

Le Président: Au début de la période des questions, nous en étions à la fin du discours de l'honorable députée de Compton—Stanstead. Il reste donc cinq minutes de questions et de commentaires.

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, je représente Madawaska—Restigouche, une circonscription rurale. Je suis aussi membre de notre caucus rural et je peux témoigner du fait que notre collègue, qui est la présidente de ce caucus, y est une fervente défenseuse des intérêts des régions.

J'aimerais lui demander ce que contient notre budget au sujet des travailleurs étrangers temporaires. Cette question est importante pour notre caucus.

• (1525)

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Madawaska—Restigouche de s'impliquer autant dans notre caucus et d'y présenter autant de bonnes idées pour mener les régions du Québec, du Nouveau-Brunswick et de partout au Canada un peu plus loin.

Sa question à propos des travailleurs étrangers temporaires est excellente, parce qu'elle touche énormément les ruralités. On s'inquiète du fait que certains de ces travailleurs pourraient partir et laisser en plan plusieurs entreprises qui comptent sur cette main-d'œuvre. Dans le budget de 2025, nous faisons de certains résidents temporaires des résidents permanents, ce qui va réduire la pression sur l'immigration temporaire au Canada, qui est devenue beaucoup trop importante.

On reprend le contrôle de l'immigration temporaire. On donne des résidences permanentes. Comme je le disais, ça va enlever de la pression et on va pouvoir conserver des travailleurs en région. Le budget mentionne d'ailleurs l'importance de l'immigration pour les régions rurales et les régions éloignées et pour les industries qui subissent les répercussions des droits de douane.

[Traduction]

Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens veulent des salaires qui leur permettent de tenir jusqu'à la fin du mois. Ils ont du mal à joindre les deux bouts. L'accession à la propriété est de plus en plus difficile. Des millions de Canadiens ne savent pas s'ils pourront payer leur loyer. Faire l'épicerie chaque semaine est devenu un fardeau.

Pourquoi les libéraux ne se rendent-ils pas compte que leur accumulation irresponsable de déficits et de dettes alimente l'inflation?

[Français]

Marianne Dandurand: Monsieur le Président, je suis très contente que mon collègue parle de logement parce que le logement abordable est un des secteurs dans lesquels on va investir le plus. J'en suis très fière, parce que les initiatives que nous allons instaurer vont permettre aux régions d'avoir facilement accès à ces mesures.

Maisons Canada va nous permettre de réduire la bureaucratie et d'avoir des critères assez larges pour que des régions comme la mienne et des petites municipalités puissent construire des logements abordables. Par ailleurs, nous facilitons l'accès à la propriété en éliminant la TPS sur les maisons neuves pour les acheteurs d'une première maison.

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais que la députée nous dise pourquoi, selon elle, il est important de continuer de travailler à établir des liens commerciaux avec d'autres pays que les États-Unis. Compte tenu de la situation actuelle entre le Canada et les États-Unis, il est d'autant plus important de chercher des débouchés commerciaux dans d'autres pays.

Ordres émanant du gouvernement

[Français]

Marianne Dandurand: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son excellente question.

Le commerce du Canada est fortement intégré à celui des États-Unis et nous vivons présentement de l'instabilité en raison de notre relation avec les États-Unis. Les entreprises de chez nous, entre autres celles de ma région, cherchent de nouveaux marchés. Le gouvernement du Canada va leur donner des contrats avec sa stratégie d'achat canadien, avec les investissements qu'il fera dans la défense et avec les investissements qu'il fera pour les grands chantiers.

Cependant, il faut aussi développer des nouveaux marchés. C'est la raison pour laquelle le premier ministre fait le tour du monde présentement. Il souhaite signer des ententes afin que les entreprises de chez nous, des Cantons-de-l'Est, du Québec et du Canada trouvent des nouveaux clients ailleurs dans le monde pour remplacer des clients américains avec lesquels il est plus difficile de faire affaire présentement.

[Traduction]

Arpan Khanna (Oxford, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours un honneur pour moi que de prendre la parole au nom des incroyables résidents du comté d'Oxford.

Une promesse a été faite dans ce pays: si on travaillait fort et qu'on respectait les règles, on pourrait accomplir tout ce qu'on souhaitait. Les gens ont fait des sacrifices, mais ils savaient qu'un jour, ils en récolteraient le fruit. Ils savaient que, s'ils travaillaient fort et faisaient le sacrifice de passer du temps loin de leur famille, ils pourraient prendre leur retraite en paix, bâtir une belle vie et léguer quelque chose à la prochaine génération. Chaque génération serait en meilleure situation que la précédente.

Cependant, les 10 dernières années passées sous le gouvernement libéral se sont caractérisées par un carnage budgétaire et l'irresponsabilité financière. Le dernier premier ministre libéral a littéralement doublé la dette nationale. Le nouveau type est arrivé en scène pendant la dernière élection, il y a à peine huit mois, et il a promis aux Canadiens qu'il ne serait pas comme son prédécesseur. Il a promis aux Canadiens qu'il avait un plan. Il possède une expérience des milieux bancaires, mais on examine ses résultats bancaires en ce moment, et on constate qu'il trafique les livres.

Avec le budget qu'il a présenté, le gouvernement libéral va dépenser une quantité record de l'argent gagné par les contribuables à la sueur de leur front. Les libéraux ont utilisé des slogans et ont déclaré qu'ils dépenseraient moins et qu'ils investiraient davantage, mais ils dépensent en fait des sommes records, et les Canadiens en obtiennent tellement moins par rapport aux fonds dépensés. Les libéraux ont affirmé que le budget serait de portée historique, mais c'est plutôt une dette de portée historique que les Canadiens auront de la difficulté à payer.

Le budget des libéraux impose à chaque famille canadienne un coût supplémentaire de 5 400 \$, qu'elle ne peut pas se permettre. Le directeur parlementaire du budget, qui est un agent indépendant que les libéraux essaient maintenant de congédier, sonne lui aussi l'alarme en déclarant qu'il n'y a aucune cible budgétaire. Les chiffres figurant dans la feuille de calcul des libéraux ne sont que le fruit d'une comptabilité de banquier qui cache les véritables chiffres dans le déficit.

Ordres émanant du gouvernement

Les gens du comté d'Oxford ont les reins solides, mais même eux commencent à craquer. Il y a là-bas de nombreux organismes de bienfaisance extraordinaires qui font de l'excellent travail. La semaine dernière, justement, l'un des plus importants organismes caritatifs de Woodstock, Operation Sharing, a publié sur Facebook une photo qui montre les étagères vides de sa banque alimentaire. Les étagères sont vides parce que la demande a explosé, non seulement parmi les sans-abri, mais aussi parmi les Canadiens que l'on qualifie désormais de travailleurs pauvres, c'est-à-dire ceux qui travaillent extrêmement fort — certains font même des quarts de travail doubles —, mais qui, à cause de l'irresponsabilité financière des libéraux, ont du mal à se rendre à la fin du mois.

J'aimerais faire part à la Chambre de ce que vivent certains habitants de ma circonscription. Les libéraux diront sans doute que ce ne sont que des histoires inventées, sauf que non. Leurs actions ont des conséquences tangibles dans la vie des Canadiens. Nicole est une vaillante mère de famille qui occupe 2 emplois, à raison de 70 heures par semaine, et qui voit à peine son enfant autiste. Elle touche 1 500 \$ toutes les 2 semaines. Son loyer lui coûte 2 500 \$. Bien qu'elle appartienne à ce qu'on appelle la classe moyenne, elle est en train de perdre son logement. Elle m'a dit qu'elle fait maintenant partie des travailleurs pauvres.

Il y a Shane, un camionneur qui sillonne les routes depuis 28 ans. Les droits de douane conjugués aux guerres commerciales, à la taxe sur le carbone pour les industries et à la crise du coût de la vie l'ont obligé à vendre ses biens personnels non pas pour s'offrir du luxe, mais simplement pour subsister. Les camionneurs font d'énormes sacrifices. Ils passent des jours d'affilée sur la route, loin de leur famille, à transporter des marchandises pour maintenir la chaîne d'approvisionnement. Ils font des sacrifices, mais leur situation s'améliore à peine.

● (1530)

Denise, une travailleuse de l'automobile dans ma circonscription, vient d'être mise à pied de façon permanente juste avant Noël. Pour elle, la fermeture de l'usine est comme un coup de poing dans le ventre.

Il y a une semaine et demie, de nombreux députés ont assisté aux cérémonies du jour du Souvenir qui avaient lieu dans nos circonscriptions. J'ai pris part à un dîner organisé par la Légion après une cérémonie, et Connie, une ancienne combattante, m'a demandé si je pouvais la déposer chez elle, alors nous sommes repartis ensemble. Pendant le trajet, elle m'a fait part de son histoire, qui est celle de nombreuses autres personnes âgées: elle a du mal à payer son loyer et, pour la première fois, ce mois-ci, elle ne sait pas comment elle va y arriver. Nos anciens combattants en arrachent eux aussi.

Les industries et la collectivité du comté d'Oxford voient des camionneurs et des fournisseurs qui perdent leur emploi à cause des fermetures d'usine et des conséquences que les droits de douane ont sur Toyota, Vuteq et d'autres. Ils sont maintenant tous en difficulté. Ces histoires ne sont pas que des statistiques; ce sont de vraies personnes.

Quand il y a 2,5 millions de visites dans les banques alimentaires en un seul mois, ce n'est pas l'image d'un pays fort et dynamique. Ça ne montre pas que le plan des libéraux fonctionne. Ils parlent souvent du programme alimentaire pour les enfants. Dans une démocratie saine, dans un pays sain, les parents, les familles et les travailleurs peuvent nourrir eux-mêmes leurs enfants et économiser

sans avoir à dépendre des gouvernements. Pour les libéraux, il s'agit de tout contrôler et de priver les citoyens de tout pouvoir.

Ce budget n'a absolument rien fait pour réduire l'anxiété et le stress qu'éprouvent les Canadiens de ma circonscription et de partout ailleurs au pays. Ils espéraient trouver quelque chose dans le budget. Les aînés voulaient quelque chose, et les jeunes voulaient savoir qu'un jour, leurs sacrifices porteraient fruit, mais ce budget n'offre absolument rien qui puisse les aider à s'en sortir jour après jour.

Ce budget a été produit par le type qui a dit qu'il était l'homme avec un plan. Il a fait de belles promesses pendant la campagne, et maintenant, les Canadiens regrettent leur choix. Ils savent que ce n'étaient là que des paroles creuses qui visaient à gagner leur confiance.

Il pourrait en être autrement. Les conservateurs ont voté contre ce budget parce qu'ils n'y voyaient aucune mesure concrète qui offrirait un répit aux Canadiens. Il existe une meilleure solution, qui consiste à exploiter les avantages du Canada et à développer notre secteur des ressources naturelles. Nous pourrions devenir l'un des pays les plus riches au monde si nous exportions nos ressources énergétiques. Nous pourrions réduire les taxes et les impôts pour les Canadiens qui travaillent dur et les entreprises, qui pourraient alors innover, prendre des risques et contribuer à créer des emplois au pays. Nous pourrions réduire les tracasseries administratives.

Sous la gouverne des libéraux, les tracasseries administratives ont explosé, étouffant toute croissance au pays. Il y a un exode de l'investissement vers le sud et un nombre record de gens déménagent à l'étranger parce que la promesse canadienne dont j'ai parlé plus tôt n'existe plus.

Il existe une meilleure solution: un plan conservateur qui consiste à libérer le potentiel des ressources naturelles du Canada, à réduire les taxes et les impôts et à défendre l'intérêt des familles. Chaque famille pourrait subvenir à ses propres besoins et les sacrifices des gens auraient vraiment un sens. Les gens qui doivent passer du temps loin de leurs enfants sauraient qu'ils peuvent payer les activités sportives de leurs enfants ou les inscrire dans une ligue de soccer pendant l'été. Dans un tel pays, les origines des gens, la langue qu'ils parlent ou l'industrie dans laquelle ils travaillent n'auraient aucune importance. Le pays serait uni et prospère.

Je sais que les Canadiens sont parmi les personnes les plus travailleuses au monde, notamment les travailleurs de l'automobile, les agriculteurs, les machinistes, les serveurs et les travailleurs du secteur de l'hébergement et de la restauration. Quand les Canadiens se mettent au travail, tout est possible. Les libéraux n'ont qu'à s'écarter du chemin.

● (1535)

Pauline Rochefort (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État (Développement rural), Lib.): Monsieur le Président, ce matin, dans les médias, il y avait un article intitulé « Rumeur furtive sur les grands projets d'intérêt national de Carney sur Bay Street ». Voici ce qu'on pouvait y lire: « Les milieux des finances, du génie et de la construction réagissent fortement. Les gens sont éveillés et conscients. » Les gens veulent connaître les échéanciers de ces projets, étant donné qu'ils veulent y prendre part.

Quel est le point de vue de mon collègue sur les grands projets? Appuie-t-il l'accélération de grands projets au Canada, comme les habitants de ma circonscription le font? C'est ce que des habitants de ma circonscription m'ont dit.

• (1540)

Le vice-président adjoint (John Nater): Avant de poursuivre, je rappelle à la secrétaire parlementaire qu'elle ne doit pas désigner les députés par leur nom à la Chambre, y compris le premier ministre.

Le député d'Oxford a la parole.

Arpan Khanna: Monsieur le Président, les seules personnes qui profitent de ce budget à la sauce Brookfield, ce sont les dirigeants de Brookfield à Toronto, alors c'est peut-être eux que la députée vient de citer.

Dans nos collectivités, les gens ordinaires en arrachent. L'itinérance bat tous les records. Les campements se multiplient. Les files d'attente devant les banques alimentaires s'allongent, et les gens ont du mal à joindre les deux bouts.

Je comprends que les libéraux puissent être emballés parce que le gestionnaire de portefeuille du premier ministre à Brookfield s'en met probablement plein les poches, mais les vrais Canadiens peinent à boucler leur budget. De ce côté-ci de la Chambre, nous défendrons sans relâche les intérêts des travailleurs canadiens.

Jeremy Patzer (Swift Current—Grasslands—Kindersley, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais savoir ce que mon ami et collègue pense d'un secteur important que nous partageons avec l'ensemble du pays: l'agriculture. Dans le budget, le gouvernement envoie plus de 300 millions de dollars à des agriculteurs d'ailleurs dans le monde, alors que les agriculteurs d'ici, du Canada, doivent composer avec des droits de douane punitifs. D'ailleurs, nous avons connu de nombreuses années de sécheresse et nous n'avons pas été en mesure de cultiver les terres comme nous le voudrions.

Je me demande ce que le député pense des priorités du gouvernement en matière d'agriculture et ce que les agriculteurs de sa circonscription lui disent.

Arpan Khanna: Monsieur le Président, il est vrai que je représente une grande collectivité rurale et agricole. Je tiens à remercier le député de l'excellent travail qu'il accomplit pour défendre les intérêts des agriculteurs canadiens. Comme nous le savons tous, ce sont les agriculteurs qui produisent la nourriture pour nos familles. Je peux affirmer à la Chambre que les agriculteurs sont eux aussi mécontents du gouvernement.

Nous demandons un allègement, sous une forme ou une autre, des droits de douane. Malheureusement, chaque fois que le premier ministre part en voyage, c'est le contraire qui se produit. Nos agriculteurs sont maintenant frappés de plein fouet par des droits de douane chinois sur le canola et ils ont du mal à acheminer leurs produits aux marchés. C'est la même histoire avec l'Inde, qui a imposé de nouveaux droits de douane sur nos pois. Le premier ministre se promène partout dans le monde, mais ses rencontres avec les membres de la jet-set n'apportent aucun répit à nos agriculteurs.

Si nous examinons le budget, nous constatons la même chose. Les agriculteurs canadiens ont besoin de notre soutien. Ils veulent produire des récoltes pour continuer à nourrir nos familles. Nous allons continuer de leur venir en aide sans jamais baisser les bras.

Ordres émanant du gouvernement

[Français]

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, il y a une question qui m'a toujours accroché avec ce budget: je n'arrive pas à trouver les passages où on prévoit des investissements en matière de justice. Or Dieu sait qu'on en a besoin et qu'on a de graves problèmes: il y a des postes vacants qui ne sont pas pourvus, il y a des délais interminables et certains tribunaux ne sont pas en mesure de respecter les délais prévus par la Cour suprême dans l'arrêt Jordan. Ça cause des ajournements de procès. Il y a un vaste problème.

Mon collègue a-t-il, lui, en épluchant le budget, trouvé des endroits où on prévoit des dépenses pour améliorer l'administration du système de justice au Canada?

[Traduction]

Arpan Khanna: Monsieur le Président, mon collègue pose une excellente question. L'idée de créer un système de justice solide nous anime tous les deux.

J'ai examiné le budget et je ne pense pas que le mot « criminalité » y soit mentionné une seule fois. Les libéraux ne cessent de réitérer leur promesse d'embaucher de nouveaux agents, mais ils ne l'ont pas fait. Même le ministre de la Sécurité publique, qui est responsable de cette question, affirme que ce n'est pas son travail.

De toute part, on nous demande de soutenir les organismes d'application de la loi et le système de justice. Le député a tout à fait raison d'affirmer que justice différée est justice refusée. Nous continuerons d'obliger le gouvernement à rendre des comptes sur son incapacité à assurer la sécurité des Canadiens.

Anthony Housefather (secrétaire parlementaire de la ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur d'intervenir aujourd'hui pour appuyer le budget de 2025. Nous bâtissons un Canada fort. Il s'agit d'un plan qui assurera la protection des collectivités, donnera accès aux Canadiens à des carrières prometteuses et rendra la vie plus abordable. Nous créons une économie assurée par les Canadiens pour les Canadiens.

[Français]

Notre gouvernement réduit les dépenses, construit plus et respecte ses engagements, parce que c'est ainsi que nous investissons dans l'avenir du Canada. Notre gouvernement se concentre sur le renforcement de la résilience économique du Canada. Aujourd'hui, je souhaite toutefois parler d'un autre type de résilience: celle qui permet à nos collectivités de demeurer en sécurité et d'être prêtes à relever les défis d'un monde en mutation.

[Traduction]

Comme nous le savons tous, la nature des urgences évolue. Les phénomènes météorologiques extrêmes gagnent en fréquence et en gravité. Le gouvernement reconnaît que le travail ne s'arrête pas une fois que les flammes sont éteintes ou que les eaux se sont retirées. La gestion des urgences se poursuit longtemps après la catastrophe. Elle commence également bien avant qu'une catastrophe ne se produise, grâce à une planification judicieuse et à des investissements judicieux.

La gestion des urgences et la résilience des collectivités font partie des priorités du gouvernement. C'est pourquoi le budget de 2025 contient plusieurs propositions qui amélioreront davantage la préparation et l'intervention en cas d'urgence au pays.

Ordres émanant du gouvernement

● (1545)

[Français]

Le Système national d'alertes au public sauve des vies. Il alerte la population en cas de catastrophes naturelles, ce qui permet de gagner un temps précieux et joue un rôle déterminant. Il signale aussi les enlèvements d'enfants au moyen des alertes Amber et aide à mettre les enfants à l'abri du danger.

[Traduction]

Le budget propose un investissement de plus de 55,4 millions de dollars sur 4 ans, puis 13,4 millions de dollars par année de façon continue, pour renouveler le Système national d'alertes au public. Ainsi, cet outil essentiel pourra continuer de contribuer à la sécurité des Canadiens.

La Commission des pertes massives, qui s'est penchée sur la fusillade de masse survenue en Nouvelle-Écosse en 2020, a notamment recommandé une mise à jour du système d'alerte. Elle a recommandé des changements transformateurs visant à mieux prévenir et à mieux gérer, à l'avenir, les incidents critiques et les événements qui font un grand nombre de victimes, dans le but de rendre les collectivités canadiennes plus sûres. Le renouvellement du Système national d'alertes au public permettra aux Canadiens de continuer à recevoir les alertes Amber et les messages destinés à les aviser de catastrophes naturelles imminentes, de phénomènes météorologiques extrêmes et de menaces à la sécurité, pour qu'ils puissent faire le nécessaire pour se protéger et protéger leur collectivité.

[Français]

L'année tire à sa fin. La saison des feux de forêt de 2025 est la deuxième en gravité de l'histoire du pays. Une chose est désormais évidente: les conséquences des feux de forêt s'amplifient et nous devons y être mieux préparés. Notre gouvernement a répondu à 17 demandes d'aide tout au long de cette saison des feux de forêt. Ce chiffre est important.

Même si la période active des feux de forêt est terminée, certaines régions continuent de lutter contre les feux de forêt.

[Traduction]

Voici quelques chiffres. Plus de 6 000 feux de forêt ont été recensés dans presque toutes les provinces et tous les territoires, touchant des collectivités partout au pays et brûlant plus de 8,3 millions d'hectares. Depuis avril, l'augmentation des risques et des conséquences a contraint plus de 85 000 personnes à être évacuées, dont plus de 45 000 personnes issues de 73 communautés des Premières Nations.

Ces chiffres représentent l'expérience vécue par des milliers de personnes, notamment des familles contraintes de quitter leur domicile, des communautés qui se sont mobilisées et des intervenants qui ont travaillé sans relâche pour protéger les vies humaines et la propriété. Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance et ma gratitude aux premiers intervenants, aux bénévoles et aux dirigeants locaux qui travaillent sans relâche et qui font preuve d'un immense courage pour assurer la sécurité des Canadiens.

Même si ce sont les provinces et les territoires qui gèrent la lutte contre les feux de forêt sur le terrain, l'ampleur et la fréquence croissantes des incendies en ont fait un enjeu national qui mérite une réponse nationale. Afin de renforcer les capacités du Canada en matière de lutte contre les incendies par voie aérienne, le budget de 2025 prévoit 257,6 millions de dollars pour la location d'avions-ci-

ternes. Cela permettra au gouvernement fédéral de jouer un rôle encore plus important dans les interventions d'urgence et de tirer parti de nos autres réalisations à ce jour.

L'une de nos réalisations majeures a été la modernisation de nos mécanismes d'aide financière. Nous reconnaissons que les coûts de reconstruction après une catastrophe à grande échelle représentent un fardeau considérable pour les provinces et les territoires, et c'est pourquoi nous avons revu les ententes d'aide financière en cas de catastrophe.

[Français]

En avril, nous avons lancé un programme modernisé conçu non seulement pour accélérer et améliorer le financement, mais également pour encourager les efforts proactifs de réduction des risques à tous les ordres du gouvernement afin de mieux reconstruire.

[Traduction]

La collaboration a été la pierre angulaire de notre succès. Grâce au Programme de main-d'œuvre humanitaire, nous avons financé et renforcé les capacités d'organisations non gouvernementales comme la Croix-Rouge canadienne, ce qui permet à celles-ci de déployer rapidement des ressources lors des situations d'urgence à grande échelle. Cette capacité d'intervention civile réduit la pression sur les Forces armées canadiennes et permet des interventions communautaires mieux adaptées.

Je me réjouis particulièrement de la création, dans le budget de 2025, d'un service jeunesse pour le climat qui offrira une formation rémunérée aux jeunes Canadiens. Les membres de ce service jeunesse seront formés pour répondre rapidement aux urgences climatiques, pour appuyer le rétablissement et pour renforcer la résilience dans les collectivités partout au pays. Cette initiative contribuera à réduire le chômage chez les jeunes, à stimuler l'innovation et à renforcer les projets d'adaptation et d'atténuation.

Grâce aux investissements prévus dans le budget de 2025, nous serons en mesure de poursuivre ces efforts afin d'améliorer réellement la vie des Canadiens. Quand un feu de forêt fait rage dans une ville, le coût ne se limite pas aux camions d'incendie et aux avions-citernes. Il y a aussi le coût de la reconstruction de maisons et d'entreprises qui ont pris des générations à bâtir. Il y a aussi les conséquences psychologiques sur les familles qui perdent leurs précieux souvenirs et leur sentiment de sécurité. Il y a aussi les milliards de dollars de dommages assurés et non assurés, qui exercent une énorme pression sur l'économie et sur le filet de sécurité sociale du Canada.

● (1550)

[Français]

Chaque dollar que nous choisissons de ne pas consacrer aujourd'hui à l'atténuation des changements climatiques, à l'adaptation aux changements climatiques et à l'accroissement de la résilience des infrastructures entraînera demain des coûts exponentiels pour le rétablissement. Ce n'est pas une question d'idéologie politique, c'est une question de responsabilité financière et de sécurité publique.

[Traduction]

L'avenir repose sur des mesures ambitieuses et des investissements audacieux, oui, mais soyons clairs: il s'agit d'investir dans la sécurité de nos enfants, de manière à dynamiser l'économie et à pérenniser la prospérité de notre pays.

Je sais que bon nombre de mes collègues, tous partis confondus, ont discuté des répercussions des changements climatiques dans leur région. Ils ont même demandé au gouvernement de redoubler d'efforts et de jouer un rôle accru dans la gestion des urgences. Le budget de 2025 répond tout à fait à cet appel. C'est notre plan pour prendre les choses en vue de bâtir l'avenir que nous souhaitons pour nous-mêmes, en tant que peuple et en tant que pays. C'est notre plan pour bâtir un Canada fort.

Jeremy Patzer (Swift Current—Grasslands—Kindersley, PCC): Monsieur le Président, le député a beaucoup parlé des changements climatiques, de leurs effets et de leurs répercussions, mais il y a certains aspects dont le budget ne parle pas, et j'espérais que le député en parle dans son discours.

Il y a eu 30 fermetures de scieries en Colombie-Britannique. Nombre de scieries ont fermé leurs portes au Québec. L'industrie forestière a été décimée, mais le gouvernement ne tient pas compte de ces scieries et de ces travailleurs. Sans eux, il est pratiquement impossible de mettre en œuvre la stratégie de relance. Prenons l'exemple des feux qui ont ravagé la ville de Jasper. Le ministère savait qu'une catastrophe allait se produire, mais il n'a rien fait. Alors que le ministère n'a rien fait pour gérer activement les forêts et prendre des mesures de protection, le budget n'a rien à proposer à cet égard.

Comment le député d'en face peut-il tenir ce genre de discours sur les effets des changements climatiques, alors que le gouvernement sait qu'il peut prendre des mesures, mais refuse de le faire?

Anthony Housefather: Monsieur le Président, dans le budget, il est question d'emplois pour tous les Canadiens. Nous nous soucions des personnes qui travaillent dans les scieries. Nous nous soucions des personnes qui travaillent dans tous les secteurs. C'est pourquoi le budget stimule la création d'emplois et donne de l'argent aux secteurs qui en ont le plus besoin et qui sont touchés par les droits de douane américains.

Le budget traite également des changements climatiques, et nous nous occupons de la gestion des situations d'urgence. Je rejette la façon dont le député a présenté ce qui s'est passé à Jasper. Ce n'est pas ce que disent les rapports sur Jasper. Cela dit, nous savons que nous devons être de bons partenaires des provinces et des territoires afin d'être résilients face aux catastrophes naturelles causées par les changements climatiques, et c'est ce que nous faisons.

[Français]

Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, mon collègue est un député du Québec. Il connaît l'ampleur de la crise de la santé, du système et des réseaux de la santé au Québec. Il est aussi très au courant de la fragilité des réseaux. Malheureusement, dans ce budget, il n'y a pas de nouvel argent. Pire encore, l'indexation des transferts passera de 6 % à 3 %, ce qui va encore une fois fragiliser davantage les provinces et le Québec.

Est-ce que mon collègue serait d'accord avec moi pour dire qu'il ne faut absolument pas que cette chose arrive?

Anthony Housefather: Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord pour dire que le système de santé au Québec est très fragile, de même que celui dans plusieurs autres provinces. Les investissements du gouvernement fédéral sont très importants.

Par contre, les questions que j'entends de tous les médecins de ma communauté concernent le projet de loi 2 du Québec et les problèmes qui seront causés par ce projet de loi, lesquels mèneront à la fermeture de cliniques de médecine familiale dans presque toutes

Ordres émanant du gouvernement

les régions du Québec. Dans ma circonscription, il y a 20 cliniques qui m'ont envoyé des lettres en disant qu'elles vont peut-être fermer leurs portes à cause des changements découlant du projet de loi 2. J'espère donc que le gouvernement du Québec va changer le projet de loi 2, pour faire survivre le système médical du Québec.

[Traduction]

Pauline Rochefort (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État (Développement rural), Lib.): Monsieur le Président, je voudrais demander à mon collègue comment les entreprises de sa collectivité ont réagi aux nombreux incitatifs fiscaux qui sont inclus dans le budget. Je sais que, dans ma circonscription, les entreprises ont réagi très positivement à la superdéduction à la productivité.

Je me demande si le député pourrait nous parler des réactions du milieu des affaires dans sa circonscription.

• (1555)

Anthony Housefather: Monsieur le Président, les entreprises de ma circonscription ont elles aussi très bien réagi aux crédits d'impôt et aux allègements fiscaux prévus dans le budget. Je crois que les habitants de ma circonscription ont également bien réagi à la baisse générale d'impôt qui a été accordée à tous les Canadiens dans la toute première loi que la Chambre a adoptée au printemps.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, la question de l'achat d'avions-citernes aurait dû être réglée il y a longtemps. Même si le budget prévoit 381 millions de dollars sur quatre ans, cela ne permettrait de louer que quatre avions-citernes. Les avions-citernes sont très populaires et toutes les commandes sont à destination de l'Union européenne.

Quand le Canada achètera-t-il sa propre flotte d'avions-citernes?

Anthony Housefather: Monsieur le Président, je partage les préoccupations de la députée au sujet des feux de forêt causés par les changements climatiques.

C'est un pas dans la bonne direction. C'est un bon point de départ. Je veux poursuivre le travail avec elle et avec d'autres députés pour continuer à soutenir les provinces dans leur lutte contre les feux de forêt.

Glen Motz (Medicine Hat—Cardston—Warner, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole à la Chambre au nom des bonnes gens de Medicine Hat—Cardston—Warner. Aujourd'hui, c'est pour parler du budget de 2025.

Cet automne, avant la présentation du budget, mon bureau a envoyé un sondage aux habitants de ma circonscription pour connaître directement leurs priorités et leurs attentes à l'égard du budget de 2025. Eh bien, 76 % des répondants — une écrasante majorité — ont indiqué que le coût de la vie était leur principale préoccupation, et près de 80 % des propriétaires d'entreprises ont déclaré que la hausse des coûts nuit à leurs activités. Parmi les répondants, 85 % se disent préoccupés par leur avenir financier, et 88 % ne croient pas que la situation économique du Canada s'améliorera dans un proche avenir.

Ordres émanant du gouvernement

Les conservateurs ont entendu les familles, les particuliers et les entrepreneurs de tout le pays exprimer les mêmes préoccupations. C'est pourquoi, avant la présentation du budget, nous avons présenté au premier ministre un plan plein de bon sens qui énonçait nos attentes à l'égard du budget qui, nous l'espérons, rendrait le coût de la vie plus abordable. Lors de nos réunions prébudgétaires, les conservateurs ont exigé que les libéraux incluent dans leur budget des mesures pour s'attaquer à la crise du coût de la vie en abolissant les taxes cachées sur l'épicerie et l'essence, en réduisant les charges fiscales relatives au travail et à la construction de logements, et en mettant fin aux déficits irresponsables qui alimentent l'inflation.

Malheureusement, le budget du 4 novembre n'a pas répondu à ces attentes. Il n'apporte aucun répit digne de mention aux Canadiens qui ont du mal à joindre les deux bouts. Le budget de 2025 ajouterait près de 80 milliards de dollars à la dette nationale cette année seulement, soit le montant le plus élevé de l'histoire du Canada, si l'on exclut la période de la pandémie, tout en maintenant les taxes libérales sur les produits alimentaires, le travail, l'énergie et la construction de logements. Ce budget ajouterait 10 millions de dollars à la dette chaque heure, et les libéraux ont l'intention d'ajouter 321 milliards de dollars supplémentaires à la dette du Canada au cours des cinq prochaines années.

Ce que beaucoup de Canadiens ignorent peut-être, c'est que, en conséquence directe des dépenses démesurées des libéraux, la dette nationale s'élève désormais à 1,35 billion de dollars. Cela signifie que la part de chaque Canadien, bébé ou aîné, dans la dette fédérale du Canada s'élève à 33 000 \$, et que plus la dette augmente, plus le fardeau des intérêts sur cette dette s'alourdit. Le budget de 2025 a révélé que 55,6 milliards de dollars seront nécessaires pour le service de la dette ou les frais d'intérêt pour le seul exercice financier en cours. Ce montant incroyable signifie en réalité que le gouvernement fédéral dépense plus pour les intérêts annuels de la dette que pour les transferts fédéraux aux provinces en santé ou que ce qu'il perçoit en recettes de la TPS.

Un tel niveau de dépenses est plus qu'imprudent; c'est dangereux, et cela compromet l'avenir de notre pays. Il n'y a pas que les conservateurs que ces dépenses imprudentes inquiètent. Des experts de partout au pays dénoncent ce déficit record des libéraux. Fitch Ratings, l'une des principales agences de notation du Canada, a prévenu que la hausse des dépenses budgétaires et du fardeau de la dette affaiblit le crédit du pays, compromettant la note AAA du Canada.

Ce qui est encore plus choquant, c'est que le directeur parlementaire du budget, le mandataire indépendant et non partisan du Parlement responsable de fournir aux parlementaires et aux Canadiens une analyse économique et financière, a publié un rapport qui conclut que la cible budgétaire traditionnelle du Canada, le ratio dette-PIB, « ne devrait plus être sur une trajectoire descendante ». Cette cible budgétaire de longue date est importante non seulement pour la viabilité financière, mais également pour préserver la note de crédit AAA du Canada.

Cet automne, pour éviter la reddition de comptes, les libéraux ont subtilement remplacé le ratio dette-PIB, cible budgétaire de longue date du Canada qu'ils s'avèrent incapable de maintenir sur une trajectoire descendante, par une nouvelle cible, le ratio déficit-PIB. En changeant un seul mot, ils ont complètement supprimé une cible budgétaire qui existait depuis plus de 30 ans, et ce, dans le cadre d'un processus certainement loin d'avoir été transparent.

Même si la cible a changé, le directeur parlementaire du budget a indiqué dans son rapport qu'« [i]l est [...] peu probable que l'ancrage budgétaire du gouvernement, qui consiste à réduire le déficit par rapport au PIB, puisse être respecté ». Il est regrettable, mais pas étonnant, que les libéraux aient recours à des manipulations comptables pour brouiller les pistes au lieu de chercher à juguler le déficit et à mettre fin à leurs dépenses irréflechies.

En plus de modifier la cible budgétaire, les libéraux tentent de faire oublier leur déficit record en séparant les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital, même si le montant total de la dette du Canada reste le même. La cible budgétaire qui consiste à équilibrer le budget de fonctionnement d'ici 2028 donne ainsi l'illusion d'une stabilité financière tout en permettant au gouvernement d'effectuer des dépenses en capital déficitaires colossales.

● (1600)

Dans son rapport, le directeur parlementaire du budget a conclu que la définition que donnent les libéraux des investissements en capital est « trop large » et qu'elle va bien au-delà de la définition reconnue à l'échelle internationale qui a été adoptée dans d'autres pays. En utilisant une définition plus acceptée, le directeur parlementaire du budget a constaté que 94 milliards de dollars de dépenses avaient été classés à tort comme des investissements en capital. Il a déclaré: « [S]elon notre définition, le solde de fonctionnement du budget de 2025 resterait déficitaire [...] » Ce rapport, qui a été publié par le gardien impartial de la rigueur budgétaire, présente des perspectives financières claires pour les Canadiens. Aucune cible budgétaire n'est susceptible d'être atteinte, et ces dangereux déficits continueront de faire grimper le coût des produits essentiels et de rendre la vie encore plus inabordable.

À la lumière de cette analyse, les libéraux tentent maintenant de se débarrasser de ce directeur parlementaire du budget et cherchent un nouveau mandataire du Parlement qui fait preuve « de tact et de discrétion ». Les libéraux n'ont qu'eux-mêmes à blâmer pour les perspectives financières du Canada, leurs piètres perspectives financières. Pourtant, au lieu de réduire le déficit, ils tentent de faire taire ceux qui leur demandent des comptes. Bien que le gouvernement ait l'habitude d'éviter de rendre des comptes et de faire preuve de transparence, c'est néanmoins tout à fait inacceptable. Malgré ces tours de passe-passe comptables, les libéraux ne peuvent pas cacher le fait que chaque dollar qu'ils dépensent provient des poches des travailleurs canadiens, ce qui entraîne une hausse des prix, une baisse des chèques de paie et des factures plus élevées.

En plus d'augmenter massivement la dette du Canada, le budget de 2025 ne s'attaque pas à la crise du logement qui touche un si grand nombre de Canadiens. Depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux, le prix des logements a augmenté 32 % plus rapidement que les revenus au pays. Par conséquent, le marché immobilier du Canada est devenu le plus inabordable du G7. Même si le premier ministre a promis de construire 500 000 logements par année à une vitesse inégalée depuis des générations, sa société d'État a confirmé que le nombre de mises en chantier d'habitations a diminué de 17 % en octobre, ce qui est inférieur à la moitié de sa cible. Le président de la Building Industry and Land Development Association a attiré l'attention sur les affirmations trompeuses des libéraux dans le budget.

Il a déclaré:

Ce budget s'appuie sur une analyse rétrospective des données qui donne la fausse assurance que le secteur du logement est prospère et que l'abordabilité s'améliore au Canada. Ces statistiques ne sont plus valides. Les chiffres les plus récents montrent que les ventes de maisons neuves se sont volatilisées pour tous les types de logements dans toutes les grandes villes du Canada — et que 100 000 emplois sont en péril.

Il n'y a pas que les dirigeants de l'industrie qui sont préoccupés par le plan des libéraux en matière de logement. Le député libéral de Beaches—East York, l'ancien ministre du Logement du premier ministre, a déclaré que les mesures relatives au logement prévues dans le budget de 2025 sont malheureusement très « peu susceptibles de faire progresser le développement ». Pour reprendre ses propres termes, le budget de 2025 « est loin de remplir » les engagements libéraux en matière de logement et il « ne tient pas sa promesse de faire des investissements générationnels ». Si les libéraux veulent vraiment rétablir l'abordabilité du logement, ils devraient s'écarter du chemin et éliminer les formalités administratives et les taxes qui empêchent la construction.

La promesse canadienne a toujours été que chaque personne, peu importe d'où elle vient, peut travailler dur et se bâtir une vie avec un emploi stable et un logement abordable, et ainsi avoir un avenir prospère dans le pays le plus libre au monde. Malheureusement, après 10 ans de mauvaise gestion libérale, cette promesse est de plus en plus hors de portée. Lorsque les libéraux sont arrivés au pouvoir en 2015, le Canada se classait au neuvième rang de l'indice de qualité de vie par pays. Après 10 ans de dépenses inconsidérées et de mauvaise gestion de la part des libéraux, le Canada est tombé au 27^e rang, ce qui représente la baisse la plus importante parmi les 30 pays qui se trouvent au sommet du classement.

Par conséquent, au nom des Canadiens qui n'ont plus les moyens de se nourrir, de se chauffer ou de se loger à cause de l'inflation libérale, les conservateurs n'appuient aucun élément de ce budget coûteux. Nous continuerons de proposer des amendements pour améliorer la qualité de vie des Canadiens en réduisant les taxes sur l'épicerie, le travail, l'énergie et la construction de logements. Nous nous battons pour rétablir la promesse du Canada. J'espère que tous les partis à la Chambre travailleront avec nous pour offrir un avenir positif, prometteur et abordable.

• (1605)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je pense qu'il est quelque peu malheureux que les conservateurs veuillent donner une fausse impression en ce qui concerne le déficit et la dette du Canada. Le député parle du G7. Comment le Canada se compare-t-il aux autres pays du G7? Ce groupe comprend l'Allemagne, l'Italie, la France, le Japon, l'Angleterre, les États-Unis et le Canada. Nous avons le deuxième plus faible déficit exprimé en pourcentage du PIB, derrière le Japon. Notre dette, quant à elle, est en fait la plus faible en pourcentage du PIB. Les conservateurs le savent. La directrice générale du Fonds monétaire international affirme que le Canada est très bien placé pour exercer sa responsabilité financière et investir. C'est ce que fait ce budget.

Pourquoi le député n'a-t-il pas suffisamment confiance pour investir dans le Canada et les Canadiens en ce moment?

Glen Motz: Monsieur le Président, c'est toujours intéressant d'écouter mon collègue d'en face. Je m'inquiète pour sa santé, vu qu'il s'emballait toujours autant avec ses questions. Ce qui me trouble, c'est que nous entendons tous ces beaux discours de la part des députés d'en face et du gouvernement sur ce qui se passe sur le

Ordres émanant du gouvernement

plan économique et sur la situation du Canada par rapport à d'autres pays. Cependant, j'écoute les gens de ma circonscription, j'entends des histoires de partout au pays, et c'est toujours la même chose.

J'ai parlé à un homme du nom de Bob, un aîné de ma circonscription, qui m'a appelé vendredi après-midi. Il doit vendre sa maison parce qu'il n'a plus les moyens d'y vivre. Il n'arrive pas à payer son épicerie, les services publics et l'assurance habitation, et il n'aura pas les moyens de louer un logement lorsqu'il aura vendu sa maison. Voilà la réalité à laquelle les gens sont confrontés dans ce pays. Malgré les beaux discours sur notre bilan, dans les faits, les Canadiens n'arrivent pas à subvenir à leurs besoins. Quand cela va-t-il changer?

[Français]

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, on l'a vu dans le budget: les transferts en santé vont être indexés à un taux qui est inférieur à l'augmentation des coûts du système. Cela signifie que, au bout du compte, le contribuable québécois va payer davantage d'impôts, ou il recevra de moins bons services, ou alors le Québec va devoir s'endetter davantage pour financer les services en santé.

Le gouvernement, par l'entremise du secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, continue de désinformer le public en disant que le Canada a le meilleur ratio dette-PIB du G7 alors qu'il n'inclut pas les provinces. Il nous compare au Japon, qui est un état unitaire.

Quand on inclut les dettes des provinces...

Des voix: Oh, oh!

Jean-Denis Garon: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Ça fait plusieurs fois qu'on m'interrompt.

[Traduction]

Le vice-président adjoint (John Nater): À l'ordre. Je demande aux députés de bien vouloir limiter les échanges.

Les députés des deux côtés de la Chambre pourront intervenir s'ils ont des questions ou des observations. Un député essaie de poser une question, et les discussions en aparté ne rendent service à personne.

[Français]

Je vais demander au député de Mirabel de poser à nouveau sa question.

Jean-Denis Garon: Monsieur le Président, le député de Winnipeg-Nord, qui est plus occupé à jaser et à niaiser qu'à écouter les débats, nous donne le ratio dette-PIB du Canada sans inclure les provinces. Cela occulte le fait que, si on inclut la dette des provinces, le ratio dette-PIB du Canada est de 10 % plus élevé qu'en Allemagne.

Le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes nous compare au Japon, qui est un État unitaire, et il oublie le fait qu'en n'indexant pas suffisamment les transferts en santé, le fédéral pèlète la pression financière dans la cour des provinces. Alors, parler du ratio dette-PIB du Canada sans compter les provinces, c'est de la désinformation.

Mon collègue est-il d'accord là-dessus?

Ordres émanant du gouvernement

[Traduction]

Glen Motz: Monsieur le Président, j'allais dire que mon collègue a tout à fait raison. Je le remercie d'avoir donné cette information et d'avoir mis en évidence ce que le gouvernement refuse de reconnaître, à savoir qu'il peut bien utiliser tous les trucs comptables qu'il veut, mais la réalité est que notre pays a un problème d'endettement. Ce problème concerne les consommateurs, les gouvernements et les entreprises, qui peinent à joindre les deux bouts. Le gouvernement utilise toutes les astuces possibles et imaginables pour avoir un budget de fonctionnement et un budget d'immobilisations et pouvoir dire « Ce montant ne va pas ici, il va là-bas » et faire en sorte que le public perde le fil, mais je dis non. Il y a un seul payeur de dette, et il y a une seule dette. Celle-ci nous coûte une fortune. Ces 55,6 milliards de dollars continueront d'augmenter chaque année en raison des dépenses inconsidérées du gouvernement et de sa mauvaise gestion de l'argent des contribuables.

• (1610)

Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Monsieur le Président, il est très troublant d'entendre la réaction des libéraux quand on parle des usines qui ferment en Colombie-Britannique, des scieries qui ferment et des milliers de personnes qui perdent leur emploi. Ils disent qu'il y a des mesures de soutien. Quand des chaînes de montage d'automobiles déménagent aux États-Unis, les libéraux disent qu'il y a des mesures de soutien.

Le député est-il d'accord avec moi pour dire que les travailleurs ne veulent pas bénéficier de mesures de soutien; ils veulent garder leur emploi?

Glen Motz: Absolument, monsieur le Président. Il est curieux de voir le gouvernement mettre en œuvre des programmes socialistes pour les travailleurs qui veulent garder leur emploi afin d'avoir les moyens de nourrir leurs enfants. Ils veulent avoir les moyens de garder leur maison et leur emploi pour assurer un avenir à leurs enfants. Or, ce n'est pas ce que fait le gouvernement depuis 10 ans. Les gens veulent subvenir à leurs besoins sans dépendre de l'aide financière du gouvernement.

Salma Zahid (Scarborough-Centre—Don Valley-Est, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour appuyer le projet de loi C-15, la loi d'exécution du budget.

Ce projet de loi n'est pas qu'un ensemble de politiques et de modifications fiscales: c'est un plan directeur pour bâtir un Canada plus fort et plus résilient à un moment où nous sommes confrontés à des défis mondiaux et économiques de taille.

Depuis des décennies, notre prospérité s'appuie sur la stabilité des règles du commerce international et sur l'ouverture des marchés. En ce moment, toutefois, le système fondé sur des règles est perturbé, tout comme les relations commerciales de longue date, y compris celles que nous avons avec notre plus proche partenaire, les États-Unis. Les entreprises canadiennes se heurtent à de nouveaux obstacles. Les chaînes d'approvisionnement subissent des pressions. Les emplois et le gagne-pain des gens dépendent de notre capacité à nous adapter.

Par conséquent, le Canada doit bâtir une économie plus grande et plus novatrice chez lui, et il doit le faire plus vite que jamais auparavant. Nous devons diversifier nos marchés, mobiliser des investissements et libérer le plein potentiel des travailleurs et des entreprises du Canada.

Le projet de loi C-15 nous fait avancer résolument dans cette direction. Il permettrait de faire croître l'économie, de construire des

logements abordables, de rendre la vie plus abordable et de protéger l'environnement tout en ouvrant la voie à une nouvelle génération de croissance économique propre.

Le budget de 2025 est sans l'ombre d'un doute un budget d'investissement. Nous faisons des investissements de portée historique dans les infrastructures, les technologies propres, le logement et les compétences dont les Canadiens ont besoin pour s'épanouir. Nous devons le faire tout en maintenant des normes environnementales très élevées.

Le projet de loi nous aide à atteindre l'objectif consistant à mobiliser des investissements de 1 billion de dollars sur cinq ans de la part des provinces, des municipalités, des partenaires autochtones et du secteur privé. Nous attirons des capitaux en créant de la certitude, en prévoyant des mesures incitatives et en accélérant la mise en place des infrastructures qui stimuleront l'économie pendant des décennies. Nous le faisons de manière responsable.

Le Canada aborde cette période avec la meilleure note de crédit au monde, les taux d'intérêt à long terme les plus bas du G7 et le ratio dette nette-PIB le plus faible de toutes les grandes économies. Des experts internationaux, notamment du Fonds monétaire international, ont déclaré que le Canada menait des investissements stratégiques favorables à la croissance et prévoient qu'il se classera au deuxième rang des pays du G7 par la vigueur de sa croissance économique en 2026.

Dans un monde en constante évolution, nous ne pouvons pas compter sur un seul marché. C'est pourquoi le gouvernement met en place une stratégie de diversification commerciale qui permettra de doubler les exportations canadiennes hors des États-Unis d'ici une décennie. Le projet de loi C-15 soutient cet objectif en alignant le système fiscal sur la compétitivité mondiale, en stimulant l'innovation et en donnant aux entreprises les outils dont elles ont besoin pour leur survie et leur croissance. Le projet de loi soutiendrait les petites et moyennes entreprises, qui sont le pilier de l'économie. Il s'agit d'une économie bâtie par les Canadiens pour les Canadiens.

Le budget de 2025 apporte le soutien demandé par nos collectivités grâce au nouveau Fonds pour bâtir des collectivités fortes, un investissement de 51 milliards de dollars dans les infrastructures locales sur les 10 prochaines années. Ce fonds aidera les municipalités à construire les routes, les réseaux d'aqueduc, les centres communautaires et, surtout, les établissements de santé dont les collectivités en pleine croissance ont désespérément besoin.

Ce fonds comprend un fonds dédié aux infrastructures dans le domaine de la santé, qui prévoit 5 milliards de dollars sur 3 ans afin de moderniser et d'agrandir les hôpitaux et les services d'urgence. Dans Scarborough-Centre—Don Valley-Est, les résidents dépendent des réseaux hospitaliers voisins, tels que le Scarborough Health Network et le Toronto East Health Network. Ces réseaux dépendent souvent de vastes campagnes de financement communautaires pour moderniser leurs services d'urgence ou remplacer leur équipement vieillissant. Ce modèle n'est pas viable à lui seul. Ce fonds contribuera à garantir que les soins de première ligne ne dépendent pas des dons de bienfaisance, mais qu'ils soient soutenus par un partenariat fédéral solide.

Nous ne pouvons pas bâtir une économie forte sans construire des logements abordables. Le logement n'est pas seulement un besoin social, c'est aussi une nécessité économique. Les entreprises n'investiront pas si les travailleurs ne peuvent pas vivre près de leur lieu de travail. J'ai discuté avec de nombreuses familles de ma circonscription, Scarborough-Centre—Don Valley-Est, pour qui l'accession à la propriété semble être un rêve de plus en plus inaccessible et pour qui trouver un logement locatif adéquat à un prix abordable est difficile, voire impossible.

● (1615)

Le projet de loi C-15 s'attaquerait de front à ce problème. Il prévoit d'offrir une déduction pour amortissement accéléré pour les logements construits expressément pour la location, de faire de nouveaux investissements par l'entremise de Maisons Canada et d'étendre la bonification du remboursement de la TPS pour immeubles d'habitation locatifs aux coopératives d'habitation et aux résidences étudiantes. Ces mesures contribueraient à accélérer les mises en chantier.

Grâce au budget de 2025 et à ce projet de loi, nous pourrions offrir des moyens de faire des investissements majeurs dans le logement et de favoriser les partenariats avec les municipalités. Nous pourrions soutenir les coopératives agricoles, les communautés autochtones, les étudiants et les familles de travailleurs.

Nous savons que les Canadiens se sentent pris à la gorge. Le projet de loi C-15 leur accorderait un répit. Il élargirait l'admissibilité à du soutien pour les dons de bienfaisance, élargirait la liste des dépenses admissibles à la déduction pour les personnes handicapées, et exonérerait du revenu la Prestation canadienne pour les personnes handicapées. Bon nombre de mes concitoyens ont réclamé ces mesures et m'ont dit à quel point il est important d'améliorer la Prestation canadienne pour les personnes handicapées et de protéger cette prestation contre les mesures de recouvrement des provinces. Le projet de loi C-15 instaurerait également un crédit d'impôt temporaire qui s'appliquerait lorsque les montants de crédits d'impôt non remboursables d'un particulier excèdent le seuil de la première tranche d'imposition, ce qui permettrait de laisser plus d'argent dans les poches des Canadiens à revenu faible ou moyen.

Pour favoriser l'abordabilité, il ne suffit pas d'alléger le fardeau fiscal de nos concitoyens; il faut aussi leur offrir des services et des soins. C'est pourquoi je veillerai à ce que nous poursuivions notre travail en matière de services de garde. Nous devons continuer à élargir l'accès à ces services, à améliorer les salaires et les normes du travail dans ce secteur, et à nous assurer que les familles de toutes les régions bénéficient du programme de garderies à 10 \$ par jour.

Il faut aussi protéger et élargir le régime d'assurance-médicaments. Les Canadiens ne devraient jamais avoir à choisir entre acheter de la nourriture et acheter des médicaments sur ordonnance. Le projet de loi C-15 jetterait les bases de la fabrication de produits pharmaceutiques ici, au Canada, et garantirait un meilleur accès aux médicaments essentiels. Je me battrais pour que nous poursuivions sur cette lancée, car les soins de santé doivent inclure l'assurance-médicaments.

La lutte contre les changements climatiques n'est pas seulement un devoir moral; c'est aussi une stratégie économique. Les pays à l'avant-garde de l'économie propre domineront le XXI^e siècle. Le Canada dispose déjà d'un réseau électrique propre à 85 % et de certains des gisements de minéraux critiques les plus riches au monde.

Ordres émanant du gouvernement

L'économie propre devrait être l'atout économique du Canada, et le projet de loi contribuerait à concrétiser cette vision.

Nous prolongerions les crédits d'impôt à l'investissement pour les technologies propres jusqu'en 2035, nous appuierions la production d'électricité propre à partir de déchets de biomasse et nous créerions des incitatifs pour l'exploitation de gisements polymétalliques. Cela alimenterait une économie propre tout en réduisant les émissions et en protégeant notre environnement. Nous devons agir de manière responsable. Oui, nous devons réaliser des projets, mais nous devons le faire de la bonne façon.

C'est pourquoi je continuerai à insister pour que tous les grands projets respectent les normes environnementales les plus strictes. La croissance économique et la protection de l'environnement peuvent et doivent aller de pair. Nous accélérerions la réalisation de projets d'infrastructure d'intérêt national. La Loi sur le réseau ferroviaire à grande vitesse accélérerait le transport ferroviaire entre le Québec et l'Ontario, en pleine conformité avec la Loi sur l'évaluation d'impact, en garantissant la transparence, la consultation et une solide protection de l'environnement.

Ce projet de loi est le fondement d'une nouvelle ère de construction nationale. Il appuie les services de garde d'enfants et l'assurance-médicaments. Il permettrait de réaliser des projets d'énergie propre. Il accélérerait la construction d'infrastructures essentielles et protégerait les Canadiens contre la fraude à la consommation, les risques pour l'environnement et l'instabilité financière. Le projet de loi C-15 édicterait également la Loi sur les services bancaires axés sur les consommateurs, ce qui donnerait aux Canadiens un contrôle sûr sur leurs propres données financières et rendrait les banques du Canada plus concurrentielles et mieux à même de répondre aux besoins des consommateurs.

Dans tout ce projet de loi, le message est clair: le Canada dépendra moins des autres et construira plus au pays. Nous réaliserons des projets plus rapidement, nous formerons mieux les travailleurs, nous attirerons des investissements plus tôt et nous ouvrirons des marchés plus nombreux aux biens et aux services canadiens. Nous ne cherchons pas à simplement tenir le coup face à l'incertitude qui nous entoure; nous choisissons d'y faire face avec assurance, résilience et ambition.

C'est le moment de bâtir. Nous ne pouvons pas attendre que les tensions mondiales s'apaisent. Nous devons donner dès maintenant de la force au Canada en investissant dans les Canadiens, les infrastructures, l'innovation et l'environnement du Canada.

Le projet de loi C-15 permettrait de construire des logements abordables pour les Canadiens. Il rendrait la vie plus abordable. Il protégerait les soins de santé et nous permettrait de progresser vers un régime d'assurance-médicaments et un système de garderies plus solides. Il donnerait la priorité aux travailleurs et transformerait la lutte contre les changements climatiques en un avantage concurrentiel pour les Canadiens.

Face à l'incertitude mondiale, le gouvernement se concentre sur ce qu'il peut contrôler. Ce qu'il peut contrôler, c'est sa capacité à bâtir une économie plus indépendante, plus innovante, plus inclusive et plus résiliente que jamais.

Ordres émanant du gouvernement

● (1620)

Michael Kram (Regina—Wascana, PCC): Monsieur le Président, je suis en grande partie d'accord avec la députée au sujet de la nécessité de diversifier nos marchés d'exportation et d'augmenter les exportations vers des pays autres que les États-Unis. Depuis de nombreuses années, les conservateurs affirment que le projet de pipeline Northern Gateway serait un bon moyen d'augmenter nos exportations hors des États-Unis. Pour que ce projet puisse aller de l'avant, les libéraux devraient abroger les dispositions issues du projet de loi C-48, qui interdit les pétroliers sur la côte Ouest.

La députée peut-elle dire à la Chambre ce qu'elle pense de l'abrogation des dispositions issues du projet de loi C-48 pour que le projet de pipeline Northern Gateway puisse aller de l'avant?

Salma Zahid: Monsieur le Président, tous les projets de pipeline doivent faire l'objet de consultations, et tous les projets doivent respecter nos normes environnementales strictes. Je veillerai à ce que tout projet autorisé ait fait l'objet de consultations adéquates et ait été soumis à une évaluation environnementale.

[Français]

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais que ma collègue apporte certaines précisions. Lorsqu'elle a étudié le budget, a-t-elle vu qu'il contenait des investissements dans l'administration de la justice? Par exemple, nous étudions présentement le projet de loi C-9 et nous allons bientôt étudier le projet de loi C-14, qui a été renvoyé en comité. On parle donc d'administrer les peines de prison, d'augmenter les peines et d'établir des peines minimales, entre autres.

Le budget prévoit-il des mesures pour la réhabilitation des gens qu'on envoie dans nos prisons, dans nos pénitenciers? Prévoit-on des mesures pour faire de la prévention avec les organismes sociaux pour diminuer l'augmentation de la criminalité au Canada? Quelles sont les mesures dans le budget en matière de lutte contre la criminalité au Canada?

[Traduction]

Salma Zahid: Monsieur le Président, de ce côté-ci de la Chambre, nous sommes bien sûr déterminés à réduire la criminalité, car il est très important que tous les Canadiens vivent en sécurité. Toutes les mères devraient avoir la satisfaction de savoir que leurs jeunes enfants rentreront à la maison sains et saufs. C'est pourquoi nous voulons faire disparaître les armes à feu de nos rues.

J'espère que les députés appuieront comme moi la Loi sur des mesures de réforme concernant la mise en liberté sous caution et la détermination de la peine, qui améliorerait la sécurité des Canadiens. C'est une question dont mes concitoyens me parlent tous les jours. Nous ferons le nécessaire pour en finir avec la criminalité.

● (1625)

Pauline Rochefort (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État (Développement rural), Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter ma collègue pour ses excellentes observations.

Le directeur parlementaire du budget a déclaré, devant le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires, que la séparation des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital constituait en fait une pratique exemplaire. Il s'agit d'une pratique exemplaire au sein du gouvernement et dans le secteur privé. Il a ajouté que cela nous permettait de suivre les investissements tant du point de vue budgétaire que du point de vue de la reddition de comptes.

Aujourd'hui, j'ai été ravie d'entendre ma collègue parler de l'importance des investissements. Je salue sa vision quant aux domaines dans lesquels elle prévoit de nouveaux investissements dans sa circonscription.

Salma Zahid: Monsieur le Président, je tiens à réaffirmer qu'il s'agit d'un budget axé sur les investissements. Nous avons été élus en avril grâce à notre promesse d'investir dans les Canadiens et de réduire nos dépenses de fonctionnement. Le Fonds pour bâtir des collectivités fortes est un excellent exemple de la façon dont nous investissons directement dans les collectivités du pays. C'est la première fois dans l'histoire du Canada que le gouvernement fédéral financera directement des immobilisations dans le secteur de la santé, notamment dans les hôpitaux, y compris ceux dont dépendent les gens de ma circonscription.

Il y aura des investissements dans les centres communautaires, dans l'amélioration des infrastructures et dans l'amélioration des routes. Ce sont des investissements dont ont besoin les habitants de nos collectivités. Il est important, dans les circonstances actuelles, d'investir dans les Canadiens et de bâtir un Canada plus audacieux et plus fort.

Jagsharan Singh Mahal (Edmonton-Sud-Est, PCC): Monsieur le Président, il y a moins d'un an, les Canadiens se sont rendus aux urnes, et nous savons tous que leur préoccupation principale était l'abordabilité. Pendant 10 ans, les libéraux ont fait fi de l'abordabilité. Les dépenses du Canada ont été mal gérées. Les libéraux ont dépensé tout l'argent qu'ils pouvaient et ils n'ont fait preuve d'aucune responsabilité à l'égard des fonds publics.

Puis, l'actuel premier ministre a été élu. Pendant la campagne électorale, il a dit aux Canadiens qu'il serait différent et qu'il ne serait pas comme son prédécesseur, Justin Trudeau. Il a dit qu'il serait responsable. Le premier ministre a convaincu les Canadiens qu'ils pourraient le juger en fonction du coût du panier d'épicerie.

De nombreux Canadiens n'ont pas été dupes. Après 10 ans, ils savaient qui étaient les libéraux. Ils ont voté pour des conservateurs pleins de gros bon sens, et, grâce à nos 25 nouveaux sièges, nous avons maintenant la plus grande opposition depuis des années. Je suis fier d'être l'un des nouveaux députés à la Chambre. J'ai été élu par les habitants pleins de bon sens d'Edmonton-Sud-Est, qui voulaient redresser le budget.

J'ai récemment rencontré une concitoyenne qui habite dans ma circonscription et qui vient du Royaume-Uni. Elle m'a clairement expliqué pourquoi le premier ministre, l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, ne devrait pas être premier ministre du Canada après ce qu'il a fait au Royaume-Uni. Cette femme ne s'est pas laissée bernier, mais de nombreux Canadiens l'ont été. Ils croyaient que le premier ministre serait différent de son prédécesseur, Justin Trudeau.

Dans ce premier budget, son premier véritable test, le premier ministre nous prouve qu'il n'est pas différent de Justin Trudeau. Il arrive souvent que les libéraux disent une chose aux Canadiens et en fassent une autre. Ils ont trompé les électeurs. C'est le même budget — sinon pire — que nous avons vu pendant les 10 années de Justin Trudeau.

Voici quelques-unes des promesses que le nouveau premier ministre libéral n'a pas tenues. Le premier ministre avait promis un déficit de 62 milliards de dollars, mais nous avons obtenu un déficit de près de 80 milliards de dollars. C'est 16 milliards de dollars de plus que ce qu'il avait promis et deux fois plus que le déficit laissé par Justin Trudeau. Qui aurait cru qu'il était possible de dépenser plus que Justin Trudeau?

Je suis sûr que, lorsque le premier ministre est entré en fonction, quelqu'un lui a dit qu'il aurait à combler un grand vide, mais je ne crois pas que ce soit vraiment ce que cette personne voulait dire. Le premier ministre dépense plus que jamais dans l'histoire du Canada — hormis la période pandémique —, et il le fait avec le sourire. Chaque heure, 10 millions de dollars s'ajoutent à la dette nationale. C'est la preuve qu'il n'est pas différent des libéraux des 10 dernières années.

Le premier ministre a également promis de réduire le ratio dette-PIB, mais l'analyse fournie par le directeur parlementaire du budget dit le contraire. En effet, le directeur parlementaire du budget a constaté que le ratio dette-PIB sera encore plus élevé qu'il ne l'était lors de la dernière mise à jour économique, et on ne prévoit plus que le Canada sera sur une courbe décroissante à moyen terme.

Dans l'énoncé économique de l'automne 2024, le gouvernement a souligné qu'une baisse du ratio dette-PIB était « essentielle non seulement pour assurer la viabilité des finances publiques, mais aussi pour préserver la cote de crédit AAA du Canada, qui aide à maintenir la confiance des investisseuses et investisseurs et à garder les coûts d'emprunt du Canada aussi bas que possible. » Or, en permettant au ratio dette-PIB d'augmenter, le premier ministre ne fait pas qu'alourdir la dette; il en augmente aussi le coût.

S'il continue dans cette voie, le Canada ne sera pas en mesure de faire face à une baisse de sa note de crédit et à une augmentation de ses coûts d'emprunt. Le montant payé sur les coûts d'emprunt est déjà plus élevé que les recettes provenant de la TPS. En effet, la redevance de 5 % sur presque tout ce que nous achetons au Canada ne couvre essentiellement que le coût du service de la dette.

Imaginons ce que nous pourrions faire de tout cet argent si nous étions financièrement responsables et si nous commençons à réduire le montant de la dette et du service de la dette que nous devons payer. Notre système de santé est en ruine. Des millions de Canadiens ne peuvent pas trouver de médecin ou de spécialiste et ils sont souvent forcés de se rendre aux urgences. Imaginons ce qui serait possible si nous pouvions consacrer une plus grande partie des fonds publics aux médecins, au personnel infirmier et aux hôpitaux au lieu de nous contenter de rembourser nos vieilles dettes. En creusant la dette, nous aggravons le problème. Les générations futures en paieront le prix.

• (1630)

Examinons le système actuel. Il est déjà surchargé. Comment les gens pensent-ils que le système sera pour nos enfants? Ils devront continuer de rembourser les dépenses ridicules de la décennie perdue sous les libéraux longtemps après que nous aurons quitté ce monde.

Le premier ministre libéral a également promis qu'il investirait davantage. Le slogan du budget est « dépenser moins et investir davantage », mais à la page 44 du budget lui-même, il y a un graphique qui montre que les investissements des entreprises du secteur privé diminueront chaque trimestre cette année. Qui aurait cru que le premier ministre, un investisseur, un banquier et un écono-

Ordres émanant du gouvernement

miste de métier, verrait les investissements du secteur privé chuter sous sa gouverne?

Avant même d'être premier ministre, il était le conseiller économique de M. Trudeau. Il est responsable du problème, et la preuve en est qu'il n'a pas voulu investir au Canada. Il n'y a pas si longtemps, le premier ministre déménageait les bureaux de Brookfield aux États-Unis. C'est seulement l'argent des contribuables que le premier ministre souhaite investir au Canada. Même dans le cas de notre argent, il induit les gens en erreur au sujet des investissements au Canada. Il est devenu évident qu'il a trafiqué les livres.

Le directeur parlementaire du budget a conclu que la définition que donne le premier ministre de l'investissement en capital dans le budget est « trop large » et qu'elle va à l'encontre des normes comptables internationales. Dans le budget, les libéraux ont mis les crédits d'impôt et les subventions aux entreprises dans le même panier que les investissements en capital. Selon les normes comptables internationales en matière de comptabilité publique, cela ne correspond pas à la formation de capital réel. Selon le gardien de la rigueur budgétaire, les dépenses en capital réel du gouvernement sont inférieures de 30 % à ce que les libéraux prétendent. Il s'agit d'une différence de 94 milliards de dollars. Les libéraux ont trafiqué les chiffres et nous voyons clair dans leur jeu. Il n'est pas étonnant qu'ils veuillent se débarrasser du directeur parlementaire du budget.

Le directeur parlementaire du budget a également constaté que le budget ne parviendra pas à équilibrer le budget de fonctionnement du gouvernement au cours des cinq prochaines années, ce qui anéantit une cible budgétaire clé. Très rapidement, les Canadiens réalisent que « dépenser moins [et] investir davantage » signifie en réalité le contraire; dépenser plus et investir moins.

Récapitulons les promesses non tenues. Le premier ministre n'a tenu sa promesse au sujet du déficit; il n'a pas tenu sa promesse sur le ratio dette-PIB; il n'a pas tenu sa promesse sur l'augmentation des investissements. Le premier ministre est au pouvoir depuis moins d'un an et il nous a rapidement montré que son gouvernement est le même vieux gouvernement libéral des 10 dernières années. Peut-être même qu'il est pire. Les Canadiens n'ont pas voté pour cela. Ce n'est pas ce qu'ils demandent.

Pour les conservateurs, il était inconcevable d'appuyer le budget. Je suis non seulement très fier d'avoir voté contre ce budget. Je suis aussi fier de mes concitoyens, qui ont voté pour l'abordabilité aux dernières élections générales parce qu'ils ont du mal à joindre les deux bouts.

Je me permets de rappeler à la Chambre la crise du coût de la vie causée par 10 années de dépenses libérales. Au cours de la dernière année, le prix du café a augmenté de 34 %, celui des carottes, de 11 %, celui du bœuf, de 17 %, celui des oranges, de 7 %, celui des préparations pour nourrissons, de 6 %, celui des services téléphoniques, de 8 %, celui des loyers, de plus de 5 %, et celui des nouveaux véhicules, de 4,5 %. Les députés savent-ils ce qui n'augmentera pas cette année? Ce sont les chèques de paie, l'accès à la propriété et le niveau de vie.

Les habitants d'Edmonton-Sud-Est en ont assez des dépenses libérales. Les conservateurs continueront de se battre pour les Canadiens et pour améliorer le coût de la vie. La manipulation des comptes libérale doit cesser.

Ordres émanant du gouvernement

● (1635)

Le vice-président adjoint (John Nater): Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: le député de Courtenay—Alberni, Les ressources naturelles; le député de Regina—Lewvan, L'économie; le député de Bruce—Grey—Owen Sound, Les anciens combattants.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, lorsque je faisais du porte-à-porte pendant la dernière campagne électorale fédérale, on me parlait principalement de Trump, des droits de douane et du commerce. Les gens étaient vraiment inquiets des répercussions sur l'économie canadienne. Le premier ministre a promis aux Canadiens de trouver des moyens d'étendre les débouchés commerciaux au-delà de la frontière canado-américaine. Nous allons faire preuve de patience et nous efforcer d'obtenir le meilleur accord possible pour les Canadiens dans le cadre de l'Accord États-Unis—Mexique—Canada.

Le député est-il favorable aux initiatives menées par le premier ministre au cours des derniers mois afin d'accroître les exportations, que ce soit vers la Corée, l'Indonésie, les Philippines, l'Inde, l'Angleterre ou d'autres pays?

Jagsharan Singh Mahal: Monsieur le Président, bien honnêtement, il est formidable qu'un député libéral de premier plan puisse passer des heures à parler sans rien dire ou à dire des choses insensées.

Pour répondre à sa question, je dirai que le premier ministre n'a rien obtenu en allant aux États-Unis. Après son voyage en Inde, ce pays a augmenté ses droits de douane sur les pois. Après son voyage en Chine, ce pays a augmenté ses droits de douane. Après son voyage en Angleterre, nos exportations de bœuf en Angleterre ne sont toujours pas au même niveau que les exportations de bœuf de l'Angleterre au Canada.

Le premier ministre voyage d'un pays à l'autre, visite un nouveau pays chaque fois, mais n'obtient strictement rien.

[Français]

Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, tout à l'heure, le député libéral de Mont-Royal essayait de nous faire avaler que c'est le projet de loi 2 au Québec qui fait que le système de santé est fragilisé, alors que c'est le sous-financement chronique depuis des années qui fait que le Québec et les provinces ont du mal à respecter leur obligation de soigner le monde.

Dans le budget, il n'y a absolument rien pour la santé, sinon un maigre montant de 5 milliards de dollars sur 3 ans pour des infrastructures. Pourtant, on sait très bien que, de façon structurante, un seul projet d'agrandissement d'hôpital au Québec peut coûter environ 4 milliards de dollars. Mon collègue ne trouve-t-il pas indécent qu'on se retrouve avec un déficit de 72 milliards de dollars et que la santé ne soit pas priorisée là-dedans?

[Traduction]

Jagsharan Singh Mahal: Monsieur le Président, oui, tout à fait. Il y a eu la même situation dans ma circonscription, Edmonton-Sud-Est, où il était prévu de construire un hôpital. Les coûts initiaux du projet avaient été fixés à 1,5 milliard de dollars. La province a dû y renoncer parce que le coût dépasse maintenant les 5 milliards de dollars.

Les coupes que le gouvernement fait dans les services essentiels et dans des choses fondamentales, comme les hôpitaux, n'ont aucun sens. Le montant de 5 milliards de dollars à l'échelle nationale prévu dans le budget est dérisoire. Ce n'est pas sérieux alors que le système de santé est déjà défaillant.

● (1640)

Dan Muys (Flamborough—Glanbrook—Brant-Nord, PCC): Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue d'Edmonton-Sud-Est pour son excellent discours et la passion avec laquelle il défend les intérêts des habitants de sa circonscription.

Le premier ministre a dit qu'il devrait être jugé en fonction des prix à l'épicerie, alors que nous savons qu'il ne met pas les pieds dans les épiceries. Nous savons que l'inflation des prix à l'épicerie est 40 % plus rapide au Canada qu'aux États-Unis. Une étude choquante publiée la semaine dernière par l'Université Dalhousie a révélé que 80,6 % des Canadiens considèrent que le coût des denrées alimentaires est leur principale préoccupation en matière d'inflation des prix et le principal point sensible dans leur budget.

J'aimerais demander à mon collègue si c'est ce que lui disent les habitants de sa circonscription, à Edmonton. Comment réagit-il au budget et au fait que celui-ci échoue à régler le problème du coût de la vie?

Jagsharan Singh Mahal: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question sincère et pleine de bon sens sur le coût de la vie.

Le premier ministre faillit lamentablement à la tâche dans le dossier du coût de la vie. Les Canadiens lui ont d'ailleurs déjà décerné la pire note à l'égard de sa promesse d'être jugé en fonction du prix du panier d'épicerie.

Cela dit, il y a plus de 5 000 sans-abri dans Edmonton-Sud-Est. Je ne vois rien dans le budget sur l'allègement du coût de la vie pour les Canadiens sans emploi ou à faible revenu. Je ne suis pas satisfait du budget ni des mesures prises par le gouvernement. Ce dernier n'a pas tenu compte des gens qui souffrent de la pénurie d'emplois.

Parm Bains (Richmond-Est—Steveston, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole au sujet du budget de 2025, un budget pour un Canada fort, et, plus précisément, de parler des mesures que le gouvernement du Canada a proposées en matière de logement et d'infrastructure. Je vais expliquer comment le gouvernement s'appuie sur des investissements antérieurs dans le logement pour offrir plus d'options aux Canadiens qui ont besoin d'un logement qu'ils peuvent se payer.

Les efforts du gouvernement fédéral nécessitent une structure et un financement qui peuvent répondre à la demande. En réaction à cela, le gouvernement du Canada a présenté un cadre complet pour aller de l'avant et accélérer la construction de logements abordables à grande échelle. Le 14 septembre 2025, le gouvernement du Canada a lancé le programme Maisons Canada avec un capital initial de 13 milliards de dollars.

Maisons Canada a le mandat d'agir rapidement, comme en témoigne l'annonce du premier ministre concernant les quatre premiers investissements et projets. Ce programme s'ajoute aux mesures que le gouvernement a mises en place pour éliminer les obstacles locaux, réduire les coûts de développement, financer les infrastructures essentielles et favoriser la construction de logements locatifs. Il mise sur des programmes comme le Fonds canadien pour les infrastructures liées au logement, le Fonds pour le développement des collectivités du Canada, le Fonds pour le transport en commun du Canada et les programmes de logement de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, comme le Programme de prêts pour la construction d'appartements et les produits d'assurance prêt hypothécaire pour les consommateurs, afin de rendre les projets viables.

Maisons Canada est la nouvelle agence fédérale chargée d'augmenter l'offre de logements abordables au Canada. En tirant parti des terrains publics et en faisant office de catalyseur pour les méthodes de construction modernes, Maisons Canada favorise un secteur de la construction résidentielle plus productif et innovant. Maisons Canada fonctionne différemment des entités gouvernementales précédentes en combinant des outils financiers souples, notamment des prêts à faible taux d'intérêt, des placements en actions, des contributions et des garanties. En réunissant sous un même toit un accès à des terrains et une expertise en matière de développement, Maisons Canada rendra financièrement viables les projets immobiliers mixtes à grande échelle, attirera des capitaux privés et garantira l'abordabilité à long terme. L'agence travaillera en partenariat en vue de réduire les risques, contourner les obstacles et accompagner les projets tout au long des phases de développement.

En privilégiant le recours à des méthodes de construction modernes comme les logements préfabriqués, Maisons Canada stimulera une industrie de la construction résidentielle plus productive et créera une demande soutenue pour les logements préfabriqués, ce qui devrait accélérer la livraison, réduire les coûts et améliorer la durabilité. En partenariat avec des organismes sans but lucratif, des organisations autochtones, des promoteurs privés et tous les ordres de gouvernement, Maisons Canada accélère la livraison des logements dont les Canadiens ont besoin, et elle le fait de manière plus rapide, plus intelligente et plus abordable.

Le 22 novembre 2025, Maisons Canada a présenté son cadre stratégique en matière d'investissements, marquant ainsi une étape importante dans sa mission visant à accélérer la construction de logements abordables partout au Canada. Ce cadre établit des priorités en matière d'investissement, des principes directeurs et des critères d'admissibilité clairs, créant ainsi une approche en matière de développement immobilier plus souple, plus stratégique et axée sur les résultats.

Conformément au Cadre de politique d'investissement, Maisons Canada accordera la priorité aux projets prêts à démarrer, peu coûteux et axés sur la collaboration, et insistera sur les partenariats. Les projets miseront sur les méthodes de construction modernes, comme les habitations modulaires et préfabriquées, pour réduire les coûts et accélérer la livraison. Par ailleurs, des matériaux canadiens seront utilisés pour renforcer les chaînes d'approvisionnement et soutenir le secteur manufacturier local.

Le Cadre de politique d'investissement précise que Maisons Canada utilisera les fonds publics pour débloquer des projets en suspens, attirera des investissements des secteurs privé et caritatif, et favorisera une utilisation accrue des méthodes de construction

Ordres émanant du gouvernement

novatrices qui réduisent les coûts et accélèrent la livraison. La priorité sera d'abord accordée aux projets prêts à démarrer qui sont financièrement viables et capables de produire des avantages durables pour la collectivité, tout particulièrement les projets de logement pour les ménages à revenu faible ou modeste.

● (1645)

Pour soutenir les projets qui favorisent l'abordabilité, la durabilité et les avantages pour la communauté à long terme, Maisons Canada offrira une série d'options financières souples, notamment des prêts à faible taux d'intérêt, des investissements en capitaux propres, des contributions et des garanties. Les propositions seront évaluées en fonction des résultats en matière d'abordabilité, de la vitesse de concrétisation, de la viabilité financière et de l'incidence à long terme dans la communauté. La Banque de l'infrastructure du Canada favorise l'aménagement des projets d'infrastructure en mettant à profit des capitaux privés et institutionnels. Le gouvernement continuera de mettre à profit son expertise pour trouver des investissements stratégiques clés à l'échelle nationale.

Dans le budget de 2025, intitulé « Un Canada fort », le gouvernement du Canada a annoncé son intention de modifier la Loi sur la Banque de l'infrastructure du Canada pour porter de 35 milliards de dollars à 45 milliards de dollars son enveloppe de capital en vertu de la loi, ce qui permettra à la Banque de l'infrastructure du Canada d'investir davantage et plus rapidement dans ses secteurs d'intervention établis ainsi que dans des projets qui ont été soumis au Bureau des grands projets, peu importe le secteur ou la catégorie d'actifs visés, tant qu'ils relèvent du mandat statutaire de la Banque. Cette mesure débloquera davantage de projets grâce aux investissements de partenaires du secteur privé.

Le budget de 2025 a également annoncé qu'il augmente la cible de la Banque de l'infrastructure du Canada à l'égard des investissements dans les infrastructures autochtones qui profitent aux communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis, la faisant passer d'au moins 1 milliard de dollars à un minimum de 3 milliards de dollars dans ses secteurs prioritaires. Le gouvernement travaillera avec les partenaires des Premières Nations, des Inuits et des Métis afin de cerner et de soutenir les besoins et les priorités en matière de logement pour les Autochtones.

Le marché immobilier de Richmond, la ville d'où je viens, est l'un des plus prisés au pays. Pour aider à résoudre le problème de l'abordabilité, le gouvernement a créé le Fonds pour accélérer la construction de logements. Ce fonds soutient la construction d'au moins 220 logements locatifs abordables à Richmond, et l'Initiative pour la création rapide de logements a permis d'ajouter 25 logements pour les femmes et les femmes avec des enfants. Je travaille en étroite collaboration avec la Ville pour en faire plus.

Afin de rationaliser les efforts fédéraux et de tirer parti de l'expertise en matière de développement, on a transféré la responsabilité de la Société immobilière du Canada au ministre du Logement et de l'Infrastructure. Dans le cadre de la réponse audacieuse du gouvernement fédéral à la crise du logement au Canada, l'expertise en matière de terrains et de développement de la Société immobilière du Canada est transférée à la nouvelle agence Maisons Canada. Il s'agit d'un changement stratégique dans la façon de mobiliser les terrains fédéraux et l'expertise en matière de développement pour accélérer la construction de logements abordables dans tout le pays.

Ordres émanant du gouvernement

L'agence Maisons Canada utilisera une approche de construction directe pour superviser et diriger la construction de collectivités abordables et à revenus mixtes. L'approche de construction directe fait partie des moyens qu'emploiera Maisons Canada pour que les personnes exclues du marché par les prix prohibitifs aient accès à plus de logements abordables.

Pour rendre le logement plus abordable et plus accessible aux Canadiens, le gouvernement du Canada a élaboré un plan à long terme, complet et flexible. Maisons Canada va changer la façon dont nous construisons des logements dans ce pays. En proposant des solutions ambitieuses et pratiques, l'agence n'agira pas seule. Elle travaillera en étroite collaboration avec les promoteurs, les investisseurs, les fabricants, les provinces, les territoires, les municipalités et les partenaires autochtones afin de financer et de construire des logements. Maisons Canada fait partie intégrante d'un ensemble de mesures prises par le gouvernement du Canada pour augmenter l'offre de logements, rendre le logement plus abordable et plus accessible, et transformer le système canadien du logement. Son modèle illustre le travail que le gouvernement accomplit pour accélérer la croissance et aider le Canada à devenir l'économie la plus forte du G7.

• (1650)

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je tiens à informer mon collègue qu'il est toujours le bienvenu au comité des opérations gouvernementales. Tout est pardonné. Je sais qu'il nous a quittés récemment.

Lors de la dernière campagne électorale, le programme des libéraux en matière de logement comprenait notamment une déduction fiscale pour les immeubles résidentiels à logements multiples destinés au marché locatif. Le gouvernement n'a pas inclus cette mesure dans le budget.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas respecté sa promesse électorale et instauré à nouveau cet incitatif fiscal?

Parm Bains: Monsieur le Président, le député fait de l'excellent travail au sein du puissant comité des opérations gouvernementales, qui me manque beaucoup.

J'aime le programme des immeubles résidentiels à logements multiple. Je pense que c'est un merveilleux modèle qui permet aux Canadiens de contribuer à la recherche de solutions pour construire davantage de logements. En ce qui concerne le fonctionnement du cadre que j'ai mentionné, il reste encore beaucoup de travail à faire.

Je serais heureux de discuter un jour avec le député d'en face de la façon dont nous pouvons mettre en œuvre certaines de ces solutions pour lancer le programme des immeubles résidentiels à logements multiples, mais il faut reconnaître que les mesures qui ont été prises jusqu'à présent sont audacieuses. Elles regroupent divers programmes en une seule entité afin de faire avancer efficacement ces programmes qui visent à assurer la construction de logements pour les Canadiens.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue a fait référence à la Banque de l'infrastructure du Canada. Je trouve fort intéressant l'écart de perception entre les libéraux et les conservateurs à l'égard de cette institution. Le député a dit que cette dernière jouait un rôle important dans les investissements au Canada. En fait, en Colombie-Britannique, il y a au moins une demi-douzaine de mégaprojets de plusieurs millions de dollars qui sont réalisés grâce à la Banque de l'infrastructure du

Canada. Les conservateurs, quant à eux, veulent se débarrasser de la Banque de l'infrastructure du Canada. Ils ne font que la critiquer.

Je me demande si mon collègue pourrait nous dire pourquoi il est important de soutenir les investissements au Canada et d'investir dans les Canadiens.

Parm Bains: Monsieur le Président, la Banque de l'infrastructure du Canada accomplit un travail remarquable.

Je passe en ce moment beaucoup de temps au comité de l'industrie et de la technologie. Tous les témoins qui ont comparu devant ce comité ont parlé de réinvestissement au Canada, et la Banque de l'infrastructure du Canada nous aide à réaliser cet objectif.

Je peux vous donner un exemple: dans ma ville, Richmond, en Colombie-Britannique, il y a un projet énergétique régional que la Banque de l'infrastructure du Canada va financer et qui fournira de l'énergie à 25 nouvelles tours du centre Lansdowne, en plein cœur de Richmond. Nous avons hâte que ce projet démarre.

Kelly McCauley: Monsieur le Président, je ne me lasse jamais d'entendre les interventions du député d'en face depuis qu'il ne siège plus au comité des opérations gouvernementales.

Le premier ministre a déclaré, ici même, qu'il allait diminuer la dette. Or, le budget présenté par les libéraux prévoit en réalité une dette supérieure de 169 milliards de dollars à celle du premier ministre précédent, M. Trudeau, qui n'était pas vraiment connu pour être quelqu'un qui cherchait à économiser l'argent des Canadiens.

Pourquoi le premier ministre a-t-il déclaré à la Chambre qu'il allait réduire la dette, alors qu'en réalité, il l'a augmentée de 169 milliards de dollars par rapport à celle du gouvernement précédent?

• (1655)

Parm Bains: Monsieur le Président, si le député examine le plan présenté par le premier ministre pour réduire la dette, il constatera que c'est la première fois dans l'histoire du Canada qu'un budget opérationnel est séparé d'un budget d'investissement ou de dépenses en capital. Le budget de 2025, intitulé « Un Canada fort », prévoit une réduction de 60 milliards de dollars des dépenses de fonctionnement au cours des 5 prochaines années. Je pense que ce sont là les économies qui ont peut-être échappé au député.

[Français]

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, au Bloc québécois, nous avons voté contre le discours du budget. En effet, 22 députés bloquistes se sont levés et ont été fidèles à leurs valeurs, mais aussi à leur parole.

Un mois avant le budget, nous avons clairement énoncé au gouvernement ce qu'étaient nos attentes. Le gouvernement a refusé de discuter, de négocier, de nous parler. Il a refusé d'écouter les préoccupations des Québécois. Le jour où nous avons voté contre ce budget, le leader du gouvernement à la Chambre des communes et le ministre des Finances et du Revenu national ont utilisé le mot « mystifié ». Ils étaient mystifiés que nous votions contre. Ça a même été le mot de la semaine dans *La Presse*. Ces gens-là sont tellement déconnectés que, pendant un mois, ils ont refusé de parler aux partis de l'opposition et ils ont fini par gouverner par mystification. C'est comme ça que ça a fonctionné.

Non seulement nous avons voté contre, mais, aujourd'hui, nous réalisons que nous avons fait le bon choix. En effet, à la suite du vote sur le discours, la loi de mise en œuvre du budget a été déposée. Nous nous sommes rendu compte que le manque de transparence de ce gouvernement allait beaucoup plus loin que nous le pensions.

Au printemps, ils ont adopté le projet de loi C-5 en imposant un bâillon avec l'appui des conservateurs en nous disant que c'était urgent pour leurs grands projets d'intérêt national. Nous savions qu'il n'y avait pas d'urgence, qu'ils n'avaient même pas besoin de l'utiliser. Or, aujourd'hui, le projet de loi sur le budget, qui compte 603 pages, révèle à la page 301 jusqu'où ce gouvernement est prêt à aller pour contourner le Parlement et faire fi des lois, des règlements et de la démocratie.

À la page 301, l'article 12 indique qu'à partir du moment où un ministre pense que ça peut être bon pour l'innovation, il peut suspendre toute disposition d'une loi fédérale ou d'une réglementation fédérale autre que le Code criminel. On ne blague pas. Selon le projet de loi budgétaire, ce qui a été caché au public dans le budget, c'est qu'un ministre, si cette mesure est adoptée, pourrait un matin décider de suspendre les lois environnementales, les lois sur la sécurité des transports, ainsi que celles relatives à la politique étrangère. Un ministre peut faire ce qu'il veut. Ce n'était même pas dans le discours sur le budget. À la lecture de la loi de mise en œuvre, nous nous rendons compte que nous avons eu plus que raison de voter contre.

Pourquoi avons-nous voté contre? Je peux en donner, de ces raisons. Le Québec et les provinces demandaient 100 milliards de dollars en infrastructures sur 10 ans. Cela représente 10 milliards de dollars par année, soit 2,2 milliards de dollars par année pour le Québec. Ce n'est pas énorme. Quand on regarde le budget, combien d'argent frais a-t-on en infrastructures sur cinq ans? Sur cinq ans, on a 9 milliards de dollars. Il faut retirer de ça un montant de 5 milliards de dollars pour construire des hôpitaux. Comme mon collègue de Montcalm l'a dit plus tôt aujourd'hui, avec 5 milliards de dollars, comment peut-on construire des hôpitaux d'un océan à l'autre? En effet, c'est ce que ça coûte pour un seul hôpital.

En réalité, le nouvel investissement en infrastructures s'élève à 4 milliards de dollars. De son côté, le gouvernement du Québec a fait ses calculs et estime à 22 milliards de dollars sur 10 ans le montant prévu, ce qui correspond à notre propre calcul. Aujourd'hui, au Comité permanent des finances, on a demandé au directeur parlementaire du budget combien de nouveaux fonds étaient prévus pour les infrastructures. Il nous a répondu que le gouvernement ne lui avait pas encore fourni suffisamment d'informations pour établir un chiffre exact. Toutefois, il a précisé que ce montant est vraiment très loin des 115 milliards demandés.

Que le ministre des Finances et du Revenu national se promène sur tous les plateaux de télévision du Canada en exagérant, en utilisant des hyperboles et en donnant un spectacle, c'est une chose. Toutefois, la réalité, c'est que les gens n'ont pas été écoutés. Or c'est une raison pour voter contre ce projet de loi.

C'est la même chose dans le cas des transferts en matière de santé. Les ententes ponctuelles avec les provinces que le gouvernement Trudeau avait signées arrivent à échéance. Cela fait que les transferts en matière de santé vont diminuer et que, dès l'an prochain, elles vont croître moins vite que les dépenses de système. Cela veut dire que le gouvernement fédéral dit aujourd'hui aux Québécois qu'ils devront soit payer davantage d'impôts au Québec, soit accep-

Ordres émanant du gouvernement

ter une réduction de services, soit accroître l'endettement du Québec.

Le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement se promène à la Chambre en nous disant que le Canada est le champion du ratio de la dette-PIB parmi les pays du G7. Il oublie la dette des provinces. Il prend la dette du fédéral, il oublie la dette des provinces.

Conformément au traité de Maastricht, quand on calculait les dettes des pays, cela incluait les dettes des entités non centrales. Selon aucun standard international, le calcul du gouvernement n'a de sens, et pourtant il continue de s'en vanter.

● (1700)

Ce qu'il dit aux provinces, c'est qu'elles s'endettent à sa place pour qu'il puisse garder un bon ratio.

Il n'y a pas une cenne pour l'Initiative de création rapide de logements alors que le Québec est la seule province qui a des programmes permanents de construction de logement social et communautaire. En plus, en général, avec les programmes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le Québec ne reçoit pas sa part, soit 22 % de l'enveloppe. Nous demandions un refinancement de cette enveloppe, qui fonctionne pour le logement, mais il n'y a pas une cenne.

À la place, le gouvernement préfère créer une nouvelle entité, une nouvelle bureaucratie, son organisme Maisons Canada. Il vient mettre là-dedans la Banque de l'infrastructure du Canada, qui n'est même pas une banque et qui n'a jamais réussi à faire d'infrastructure. Le seul bon élément de son nom, c'est qu'elle est canadienne. On essaie de nous dire que ça va mener à une construction plus rapide de logements, alors même que la solution existe déjà.

Nous demandions que les 814 millions de dollars volés au Québec soient remboursés aux Québécois, mais ce n'est pas dans le budget. C'est une autre raison de voter contre le budget. Les libéraux ont acheté des votes en utilisant le Fonds du revenu consolidé à Ottawa pour payer dans sept provinces des remboursements d'une taxe sur le carbone qui n'a jamais été payée par qui que ce soit. Les Québécois ont contribué à cet achat de votes dans des provinces autres que le Québec à la hauteur de 814 millions de dollars, et le ministre des Finances et du Revenu national leur dit d'aller se promener et dit du même souffle qu'il est mystifié que le Bloc québécois vote contre le budget.

Les 125 députés de l'Assemblée nationale ont demandé de manière unanime que cet argent soit remboursé. C'était aussi l'ami libéral Pablo Rodriguez, qui votait avec les libéraux quand il était ministre et qui s'est mis à voter avec le Bloc québécois quand il est devenu député indépendant, parce qu'il s'est rendu compte qu'il n'avait jamais défendu les intérêts du Québec. Là, on a 42 députés libéraux de l'autre côté qui votent contre le Québec et contre l'Assemblée nationale parce qu'ils reçoivent leurs directives de vote de Toronto et de la Saskatchewan. C'est aussi une raison de voter contre le budget.

Ordres émanant du gouvernement

Il n'y a rien pour les aînés. Ce sont les libéraux qui ont créé deux classes d'aînés. L'âge légal de la retraite au Canada est de 65 ans. Les libéraux se vantent de l'avoir rapporté à 65 ans. Par contre, entre 65 ans et 74 ans, on n'est pas un bon retraité. Il faut attendre d'atteindre 75 ans pour avoir l'égalité avec les autres retraités. Cette fin de semaine, dans le *Le Journal de Montréal*, il y avait un dossier complet sur la pauvreté des retraités. Nous demandions de l'équité. Nous demandions à ce que la prestation de la Sécurité de la vieillesse soit la même pour les aînés de 65 à 74 ans que celle que reçoivent les aînés de 75 ans et plus, mais les libéraux sont mystifiés que nous votions contre le budget.

Il n'y a rien pour les premiers acheteurs qui n'ont pas papa, maman, grand-papa ou grand-maman pour remplir leur Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété pour aller nourrir des surenchères dans le marché immobilier. Il n'y a rien. Nous avons une proposition qui aurait coûté environ 200 millions de dollars pour être appliquée d'un océan à l'autre. C'est une autre raison de voter contre le budget.

En plus de cela, il faut rajouter la comptabilité créative des libéraux. Ils nous disent que les matchs de la FIFA comptent comme un investissement. Ils nous disent que recruter du personnel militaire est un investissement en capital et qu'élargir un programme de retraite anticipée à l'Agence des services frontaliers du Canada, c'est du capital. Ils nous disent que des crédits d'impôt pour le captage de carbone, c'est du capital. J'ai fait de la science économique toute ma vie. Il faut croire que soit les libéraux sont dans le champ soit il n'y a pas un économiste au Canada qui sait ce qu'est du capital. Ce sont des exemples de dépenses courantes.

Par ailleurs, les libéraux nous disent qu'il va y avoir 78,5 milliards de dollars de déficit. Or le directeur parlementaire du budget estime qu'il y a 7 % de chance qu'ils atteignent cette cible, parce qu'ils ont besoin de couper 60 milliards de dollars en cinq ans pour atteindre ça. Ils en ont identifié 10 milliards de dollars, mais sur cette somme, on pense qu'ils ne seront même pas capables d'atteindre la moitié. Ça veut dire que le 78 milliards de dollars de déficit est un minimum.

Alors, pour qui veut des raisons pour voter contre le budget, il y en a. Maintenant, les libéraux vont nous donner des réponses qu'on connaît, sur des petites feuilles que le bureau du premier ministre a écrites pour les députés libéraux, qui nous lisent ça comme des perroquets. Ils disent qu'ils ont donné une piste d'atterrissage aux Îles-de-la-Madeleine et une piscine aux requins, puis ils nous demandent comment nous osons voter contre le budget.

C'est pour ça qu'en tant que parti d'opposition, nous établissons des priorités. Le gouvernement les avait un mois à l'avance, mais le téléphone n'a pas sonné de façon constructive. Le gouvernement a une autre chance: elle s'appelle le Comité permanent des finances. Nous avons six demandes. Si le gouvernement veut avoir l'appui du Bloc québécois, il y a encore l'étape du comité pour inclure les demandes des Québécois et du Bloc québécois.

• (1705)

Tim Watchorn (Les Pays-d'en-Haut, Lib.): Monsieur le Président, je reviens justement du Forum d'Halifax sur la sécurité internationale, qui rassemble tous les acteurs en matière de défense.

Dans le budget, le gouvernement annonce des dépenses dans la défense de 81 milliards de dollars dans les cinq prochaines années. Le député sait comme moi que beaucoup d'entreprises de Mirabel vont bénéficier de ces dépenses. J'aimerais savoir s'il va défendre

les intérêts de ses concitoyens et de ses entreprises et voter avec nous en faveur du budget, afin que la circonscription de Mirabel obtienne sa part du gâteau en ce qui a trait aux investissements dans la défense.

Jean-Denis Garon: Monsieur le Président, ces derniers jours, lors de la période des questions orales, la ministre de l'Industrie se levait à la Chambre et elle m'attaquait en me disant qu'il y avait de l'argent pour la défense et que je travaillais contre ma circonscription.

Or, le gouvernement libéral est en train de faire perdre 500 emplois à Mirabel dans le secteur de la défense parce qu'il est incapable de prendre une décision, quelle qu'elle soit, concernant les avions de chasse qu'il va acheter. Chez L3Harris Technologies, il y a 500 à 600 personnes qui vont peut-être perdre leur emploi en janvier. L'état-major, l'armée et plusieurs autres ont dit publiquement qu'il fallait prendre une décision rapide. Cependant, le gouvernement aime mieux branler dans le manche et risquer qu'il y ait des congédiements à Mirabel.

Les libéraux se lèvent pour me dire que le fait de voter en faveur du budget permettra de sauvegarder des emplois. Ce que je leur dis, c'est qu'ils doivent commencer à aller sur le terrain. J'ai rencontré des représentants de L3Harris il y a deux semaines. Les syndicats, le patronat et tous les citoyens de ma circonscription constatent que l'indécision du gouvernement est en train de coûter des emplois payants dans les Basses-Laurentides. C'est inacceptable.

Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens, y compris les Québécois et les Québécoises, veulent des chèques de paie qui leur permettent de boucler les fins de mois. En ce moment, c'est un combat et c'est un grand défi. Le loyer et l'épicerie sont un fardeau chaque mois et chaque semaine respectivement.

Mon collègue est-il d'accord avec moi pour dire que le déficit libéral attise le feu inflationniste lié au coût de la vie de M. et Mme Tout-le-Monde?

Jean-Denis Garon: Monsieur le Président, ce que je pense, c'est que les Québécois ont besoin de soins de santé de qualité.

Je pense aussi que les Québécois les plus vulnérables, qui voient que des bungalows à Mirabel se vendent à plus de 800 000 \$ ou 900 000 \$, ont besoin d'un logement.

Ce que je vois aussi, c'est que les Québécois se sont fait voler par le gouvernement fédéral 814 millions de dollars, qui auraient pu les aider au quotidien à traverser la crise. Ce que je vois, c'est que les demandes du Bloc québécois visaient à répondre à tous ces besoins quotidiens des Québécois. Cependant, le gouvernement a décidé de ne pas prendre le téléphone, de ne pas négocier et de tourner le dos au Québec. C'est ce que je constate.

Rhéal Éloi Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, je suis préoccupé par les questions de justice; c'est dans ma nature. J'ai posé ma question à des députés conservateurs et libéraux, mais je n'ai pas eu de réponse.

Mon collègue a lu le budget et j'aimerais connaître son avis. Est-ce qu'il y a dans le budget des sections où on parle d'investissements dans la réhabilitation des gens qui sont dans nos pénitenciers, ainsi que dans la prévention afin d'améliorer la situation et de ralentir l'augmentation de la criminalité au Canada? C'était ma première question.

Voici la deuxième question. Il y a 814 millions de dollars qui ont été donnés en cadeau aux gens de l'Ouest. Si je ne me trompe pas, les Québécois paient un peu plus de 20 % des impôts canadiens. Cela veut-il dire que nous avons payé 20 % du montant total? Le cas échéant, c'est plus de 800 millions de dollars et il faudra peut-être faire des calculs. Le Québec est un peu le dindon de la face dans cette histoire.

Jean-Denis Garon: Monsieur le Président, l'achat de votes au cours de la campagne électorale s'est fait au coût de milliards de dollars, entre 4 milliards et 5 milliards de dollars. Les Québécois en ont financé 22 % avec leurs propres impôts. Ce montant n'est pas venu des revenus de la taxe sur le carbone, il est venu du fonds consolidé. Je sais que c'est bizarre de le dire ainsi, mais la taxe était remboursée à l'avance. C'est ainsi que le programme était conçu, afin qu'il soit socialement acceptable. Les Québécois ont en effet payé de leur poche le remboursement d'une taxe sur le carbone jamais perçue.

En ce qui a trait au crime, je trouve qu'on parle beaucoup de la criminalité, des enjeux et de ce qu'on voit dans les rues. Il faut distinguer le vrai du faux. Cependant, une chose est certaine: je n'ai pas le souvenir d'avoir vu des investissements importants en lisant le budget. C'est beau de légiférer, de parler du problème et de le dénoncer, mais il faut aussi faire des investissements, surtout des investissements conformes au modèle québécois et à l'approche québécoise en matière de réhabilitation. À ma connaissance, ces sommes ne sont pas dans le budget.

● (1710)

Abdelhaq Sari (Bourassa, Lib.): Monsieur le Président, je vais prendre la parole aujourd'hui, mais j'aimerais bien commencer mes propos en présentant un fait: nous vivons dans un monde d'incertitude.

En effet, toutes les décisions que nous allons prendre, qu'elles soient dans un budget, qu'elles soient dans des stratégies gouvernementales ou qu'elles soient dans un ministère, sont vraiment des décisions qu'on doit prendre en prenant en considération le fait que le monde change. Je parle de changement, mais je pourrais aussi utiliser le mot « rupture ». Nous vivons vraiment des ruptures, qu'il s'agisse de notre relation avec nos voisins du Sud, que ce soit par le contexte économique ou que ce soit par tous les éléments qui nous avons vécu dernièrement. C'est ce que j'entends par le mot « rupture ».

C'est pour cette raison que je prends la parole aujourd'hui pour discuter de la loi d'exécution du budget de 2025.

Je réitère, comme le ministre des Finances l'a réitéré à plusieurs reprises, que ce budget va tracer une voie claire pour bâtir, protéger et renforcer notre pays, le Canada. Je l'ai dit et le redis, car je ne le dirai jamais assez, la période que nous vivons est marquée par l'incertitude. Nous le savons, les Canadiens et les Canadiennes traversent les moments difficiles, des moments de turbulence géopolitique, des ruptures d'approvisionnement et surtout, des droits de douane imposés par nos voisins du Sud. Tout cela exerce bien évidemment une pression réelle sur les entreprises, les familles, les travailleurs et les travailleuses.

Devant ce contexte, notre gouvernement ne cède ni à la peur ni au repli. Au contraire, notre gouvernement a fait un choix. Il a choisi d'agir: agir avec ambition; agir avec clarté; et surtout agir avec responsabilité. Notre objectif ne pourrait être plus simple ni plus important: nous voulons bâtir la plus forte économie du G7, et ce,

Ordres émanant du gouvernement

en protégeant le pouvoir d'achat des Canadiens et des Canadiennes et en stimulant notre capacité à innover et à prospérer. Nous voulons faire de l'investissement, mais dans quoi voulons-nous investir?

Je vais parler maintenant de l'innovation, de la recherche et du développement. C'est un pilier essentiel de la stratégie de modernisation de notre programme d'encouragements fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental, soit le célèbre programme RS&DE. Pourquoi? C'est parce que l'innovation n'est pas un luxe. Elle est la condition même de notre prospérité future.

Je ne parle pas dans le vide. Moi-même, je viens du domaine universitaire. Moi-même, je viens du domaine de la recherche. Moi-même, je viens du domaine de l'innovation technologique. On sait très bien que c'est une condition sine qua non que n'importe quel pays voulant vraiment, aujourd'hui, faire face aux changements et aux turbulences en matière des technologies se doit de respecter la recherche et le développement, se doit de lui ménager une place assez importante. En effet, je le répète, l'innovation n'est pas un luxe; c'est la condition sine qua non de notre prospérité future.

La science alimente l'innovation; l'innovation stimule la productivité; et la productivité est ce qui fait croître durablement notre économie. Le programme RS&DE est déjà l'outil fédéral le plus puissant pour encourager les entreprises à investir dans la recherche. Il représente 4,2 milliards de dollars par année et bénéficie surtout aux petites entreprises, qui représentent 64 % de la demande.

Le budget de 2025 nous mène plus loin. Nous bonifions le programme en rehaussant le plafond des dépenses admissibles au crédit d'impôt. Ce geste stratégique permettra à davantage d'entreprises novatrices de croître, de prendre de l'expansion et d'investir au Canada plutôt que d'investir dans d'autres pays. Les résultats sont que les 440 millions de dollars supplémentaires injectés chaque année devraient générer 1,2 milliard de dollars d'activité économique. C'est un rendement de 300 % pour notre économie. Voilà un investissement intelligent. Voilà un investissement responsable.

Quand, de l'autre côté de la Chambre, on entend des gens parler de dépenses, c'est qu'ils n'ont pas compris la situation économique dans laquelle nous sommes. Nous sommes au moment le plus important, celui où on doit investir. Ce sont des investissements avec un rendement de 300 % pour notre économie. Voilà un investissement intelligent et responsable.

● (1715)

Maintenant, parlons des crédits d'impôt à l'investissement dans l'économie propre. Le Bloc québécois a voté contre un budget qui vient renforcer l'importance d'investir dans l'économie propre. Qu'il ne vienne donc pas nous dire qu'il est le porte-parole dans ce domaine: c'est loin d'être le cas, puisqu'il a voté contre un budget qui vient directement aider à avoir de l'énergie propre pour tous. Je trouve cela irresponsable.

Le gouvernement veut avoir une économie forte au sein du G7 et cela signifie qu'il faut investir dans les secteurs qui définiront le monde d'aujourd'hui, mais également celui de demain. La croissance démographique, l'électrification des transports et le développement accru de l'intelligence artificielle exigent une augmentation massive de notre production d'énergie.

Ordres émanant du gouvernement

Hier, j'écoutais la présidente-directrice générale d'Hydro-Québec dire, comme on l'entend dans d'autres provinces, que l'utilisation de l'électricité augmentera partout de manière importante, dans tous les foyers et dans toutes les organisations. Quand nous voyons un gouvernement intelligent agir de manière proactive comme le fait notre gouvernement, ça fait honneur à notre pays et au gouvernement et, pour cette raison, nous devons en être fiers. C'est pour cela que les crédits d'impôt à l'investissement dans l'économie propre liés à l'électricité sont une mesure attendue et essentielle pour attirer des projets industriels d'envergure au pays.

Nous prolongeons également de cinq ans les pleins taux du crédit d'impôt à l'investissement dans le captage, l'utilisation et le stockage du carbone, une technologie indispensable pour atteindre la carboneutralité tout en préservant notre compétitivité. Enfin, nous élargissons la liste des minéraux critiques admissibles au crédit d'impôt à l'investissement pour la fabrication de technologies propres. Quand on parle de technologies propres, on ne peut pas le faire en ignorant les composantes importantes.

Dans mon discours, je parlais de recherche et développement. Toutes les recherches établissent clairement le fait que certains minéraux sont essentiels. L'antimoine, l'indium, le gallium, le germanium, le scandium et j'en passe forment la liste des minéraux critiques admissibles au crédit d'impôt. On voit bien que le gouvernement est intelligent et qu'il comprend les minéraux critiques essentiels. Cette réflexion ne peut pas se faire de façon indépendante, mais plutôt systémique, intéressante et doit aller dans le bon sens, bien évidemment. Ces métaux, comme je l'ai bien dit, sont rares, stratégiques et essentiels aux batteries, aux télécommunications, aux semi-conducteurs et à l'économie verte. En reconnaissant leur importance et en soutenant leur extraction, leur transformation et leur recyclage, nous renforçons la souveraineté économique du Canada et créons des emplois partout au pays, y compris dans notre chère province de Québec.

En conclusion ce budget n'est pas un exercice comptable, c'est plutôt un choix de société. Nous faisons des investissements historiques tout en préservant l'avantage financier du Canada. Nous stimulons la capacité d'innovation du Canada. Nous construisons une économie propre, productive et résiliente. Surtout, nous donnons aux entreprises canadiennes les outils pour réussir et créer des emplois bien rémunérés, et je mets l'accent sur ces deux derniers mots.

Je suis fier de soutenir ce projet de loi. J'invite tous mes collègues à faire de même pour le bien de l'économie, de l'innovation, de la recherche et du développement et, surtout, pour l'avenir de notre pays, ainsi que celui des Canadiens et des Canadiennes.

Je n'aimerais pas finir mon discours sans parler du centre sportif attendu par les gens de Bourassa depuis des années. Ce budget va non seulement bâtir des infrastructures et du béton, mais il est en train de bâtir l'avenir de ces jeunes et l'avenir des citoyens et des citoyennes de Bourassa. Je remercie le ministre des Finances pour ce budget, et je remercie toutes les personnes qui y ont collaboré.

• (1720)

Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Monsieur le Président, au cours de la fin de semaine, le premier ministre s'est fait demander s'il avait des contacts avec le président Trump et il a répondu qu'il ne s'en préoccupait pas, et qu'il n'avait aucun dossier urgent à discuter avec lui.

Je trouve cela vraiment fou. Des centaines de milliers de travailleurs ont des emplois qui dépendent des exportations aux États-

Unis, je parle notamment du secteur forestier, de l'acier, de l'automobile. Mon collègue ne voit-il pas que les commentaires du premier ministre sont irresponsables, tout comme le budget inflationniste des libéraux qui a des répercussions sur le coût de vie?

Abdelhaq Sari: Monsieur le Président, je remercie énormément mon collègue de sa question, qui me donne l'occasion d'aborder deux volets très importants.

Premièrement, on fait affaire avec un président qui change d'idée chaque jour. Deuxièmement, on est toujours en train de négocier. Ce n'est pas notre gouvernement qui a arrêté les négociations. Cela dit, a-t-on arrêté les négociations? La réponse est non. Le premier ministre du Canada est en train de faire le tour du monde pour diversifier l'économie et conclure plusieurs ententes avec d'autres partenaires dans le monde. Il faut d'abord soutenir ce premier ministre et ce gouvernement et le féliciter pour le travail qu'il accomplit.

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, je remercie le dynamique député de Bourassa de son discours très intéressant. Il a parlé d'innovation. Il a raison: on peut être en désaccord sur la façon de faire, mais l'innovation est importante. Au nom de l'innovation, le projet de loi de mise en œuvre du budget prévoit une disposition, qui est quand même cachée et qui se trouve à l'article 208, qui est à la page 301. La loi donnerait à un ministre le pouvoir absolu de suspendre n'importe quelle loi fédérale ou n'importe quel règlement, sauf le Code criminel — c'est au moins ça — sans avoir à évoquer quoi que ce soit de précis.

Mon collègue ne trouve-t-il pas que ça mérite minimalement une étude approfondie en comité? Ne trouve-t-il pas que ça peut avoir l'air d'un abus de pouvoir exécutif? C'est un peu comme ce qui est arrivé avec le projet de loi C-5. On invoquait l'urgence, mais l'urgence d'avoir recours au projet de loi C-5 ne s'est toujours pas concrétisée.

Le député ne trouve-t-il pas que ça porte à réflexion et que, malgré la nécessité d'innover, le projet de loi va peut-être un petit peu loin?

Abdelhaq Sari: Monsieur le Président, va-t-on un peu trop loin? Je dirais que non, bien au contraire. Concernant cet élément, il faut bien comprendre que nous sommes dans une période de rupture, et que nous devons apporter des changements importants. Cela me permet aussi de répondre un peu à la question. Le Canada demeure l'un des pays du G7 avec la fiscalité la plus compétitive pour les entreprises. Si nous ne donnons pas au ministre le pouvoir d'évaluer l'intérêt durant dans cette période de rupture, quand le ferons-nous? C'est la question que je poserais à mon collègue.

Natilien Joseph (Longueuil—Saint-Hubert, Lib.): Monsieur le Président, au Québec, on décrit de plus en plus souvent les bloquistes comme des conservateurs passés à l'eau de Javel. Les Québécois sont remontés contre le Bloc québécois en ce moment en raison de ses positions qui s'alignent fréquemment sur celles du Parti conservateur. Il a voté contre le budget, par exemple.

Ma question est la suivante. Trouvez-vous qu'il est normal que le Bloc québécois prenne autant de décisions identiques à celles des conservateurs?

Le vice-président adjoint (John Nater): Je rappelle au député qu'il doit poser ses questions par l'entremise de la présidence.

L'honorable député de Bourassa a la parole.

Abdelhaq Sari: Monsieur le Président, peut-être que la vraie question est la suivante: quel est le rôle du Bloc québécois et quelle place peut-il réellement occuper au Parlement?

Ce qui m'étonne le plus, c'est que, dans plusieurs comités, pas seulement celui des finances, j'observe que les décisions et les positions du Bloc québécois sont de plus en plus alignées sur celles des conservateurs. Cela me fait vraiment peur. Ça me dérange de voir que les Québécois et les Québécoises sont représentés par des élus dont les positions s'alignent autant sur celles des conservateurs.

Des voix: Oh, oh!

[Traduction]

Le vice-président adjoint (John Nater): À l'ordre. Essayons d'éviter de parler tous en même temps.

Nous reprenons le débat. Le député de Flamborough-Glanbrook-Brant-Nord a la parole.

Dan Muys (Flamborough—Glanbrook—Brant-Nord, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours un honneur de prendre la parole à la Chambre au nom des gens formidables, intelligents et travailleurs de Flamborough—Glanbrook—Brant-Nord.

Ce soir, nous débattons du budget de 2025, le budget le plus coûteux de l'histoire du Canada, exception faite de la période de la pandémie.

Une voix: Le meilleur budget de tous les temps.

Dan Muys: Monsieur le Président, je ne partage pas cette opinion et je vais expliquer aux députés pourquoi au cours des 10 prochaines minutes.

Monsieur le Président, on nous avait promis que le premier budget présenté par le nouveau ministre des Finances serait caractérisé par la discipline, la responsabilité et une nouvelle orientation. Cependant, toutes ces promesses ont été rompues.

Il y a six mois, le ministre a promis aux Canadiens un déficit de 62 milliards de dollars. Dans le budget qui a été présenté il y a quelques semaines, le déficit était de 78 milliards de dollars. Il a promis de réduire le ratio dette-PIB, mais celui-ci augmente. En fait, Fitch, l'agence de notation du gouvernement, et le directeur parlementaire du budget, qui est indépendant, jusqu'à ce qu'il soit remplacé puisque le premier ministre n'aime pas entendre quelqu'un contester son autorité, ont mis en garde contre les baisses de la cote de crédit. Cela ajouterait des milliards de dollars en frais d'intérêt. C'est alarmant.

Le premier ministre avait promis de dépenser moins, mais le budget prévoit plutôt 90 milliards de dollars de dépenses supplémentaires. Cette somme représente 5 400 \$ de dépenses inflationnistes supplémentaires par ménage, ce qui a des conséquences. Le premier ministre avait promis d'aider les municipalités. Ottawa devait leur accorder du soutien pour réduire de moitié les taxes sur la construction de logements. Malheureusement, cette promesse a disparu. Le premier ministre fait payer aux jeunes qui cherchent désespérément à entrer sur le marché la hausse du coût du logement.

Le premier ministre avait promis d'investir davantage, mais le budget expose lui-même la vérité, à savoir que les investissements du secteur privé au Canada s'effondrent.

Le chiffre le plus alarmant est le suivant: le Canada consacrera 55,6 milliards de dollars au remboursement des intérêts de la dette l'an prochain. C'est plus que tous les transferts versés aux provinces

Ordres émanant du gouvernement

par le gouvernement fédéral pour les soins de santé et plus que ce que le gouvernement perçoit en TPS. Pour mettre les choses en perspective, pas un sou de TPS payé par les Canadiens n'est versé aux médecins, au personnel infirmier ou aux hôpitaux: il est versé aux banquiers et aux créanciers obligataires. Ce n'est pas ce que l'on appelle de la responsabilité financière ni du leadership économique. Ce n'est certainement pas ce que le premier ministre avait promis aux Canadiens.

Lorsque je suis intervenu pour la première fois à la Chambre il y a quatre ans pour parler de l'Énoncé économique de l'automne 2021, j'ai signalé une tendance dangereuse qui commençait déjà à se dessiner: une diminution des investissements, une baisse de la productivité et une détérioration du niveau de vie. Chaque année depuis, lorsque je parle du budget, ce qui est habituellement au printemps, je lance les mêmes avertissements. Chaque année, sous le gouvernement libéral, la situation se détériore.

Aujourd'hui, le niveau de vie au Canada connaît son pire déclin en 40 ans. Selon l'OCDE, le Canada est en voie d'enregistrer la pire croissance économique des 38 économies avancées au cours des quatre prochaines décennies, jusqu'en 2060. L'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis n'a jamais été aussi grand depuis les années 1950, et les investissements des entreprises par travailleur ont chuté et sont actuellement la moitié de ce qu'ils sont aux États-Unis. Depuis 2014, les investissements des entreprises au Canada ont baissé de 20 %, tandis qu'aux États-Unis, ils ont augmenté de plus de 70 %. Il ne s'agit pas d'une petite anomalie passagère. C'est un déclin structurel qui est directement lié aux choix politiques que les libéraux ont faits au cours de la dernière décennie.

Je vais parler de ce que cela signifie pour les habitants de Flamborough-Glanbrook-Brant-Nord, qui vivent dans les banlieues en pleine expansion de Paris, St. George, Waterdown, Binbrook et Mount Hope. Les familles ont déjà du mal à joindre les deux bouts parce que leurs hypothèques augmentent lorsqu'elles vont les renouveler.

La Banque du Canada a souligné que des millions d'emprunteurs devront renouveler leur prêt hypothécaire en 2025 et en 2026, et que certains d'entre eux verront leurs versements hypothécaires augmenter de 20, 30 ou même 60 %. Ces hausses pourraient se traduire par une hausse des paiements hypothécaires de l'ordre de 1 000 ou 1 500 \$ par mois dans notre région et partout au Canada. C'est vraiment un coup dur pour le budget des ménages.

Le prix du panier d'épicerie est une autre chose qui prend les Canadiens à la gorge. Il demeure douloureusement élevé. Selon un rapport publié la semaine dernière par l'Université Dalhousie, 80,6 % des Canadiens, soit quatre sur cinq, considèrent que la nourriture est leur dépense la plus importante et la plus préoccupante.

Ordres émanant du gouvernement

• (1725)

Tout ça se passe dans un pays où l'on produit beaucoup d'aliments, que l'on peut exporter partout dans le monde. Bien sûr, si nous avions conclu des accords commerciaux avec certains pays et si nous n'étions pas confrontés aux obstacles qui se sont dressés depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre, nous exporterions davantage. C'est triste, n'est-ce pas? Nous savons que l'essence et le chauffage sont encore plus chers parce que la taxe sur le carbone pour les industries demeure en vigueur. Nous savons également que les Canadiens travaillent plus fort, mais que leur situation se détériore de plus en plus. L'abordabilité n'est pas qu'un sujet de discussion; c'est une crise qui se vit dans les foyers quand vient l'heure du repas.

Ce qui m'inquiète, ce sont les conséquences à long terme de ce budget, car le ministre des Finances ajouterait 321,7 milliards de dollars à la dette nationale au cours des cinq prochaines années. C'est plus du double de ce que sa prédécesseure aurait ajouté, et ce montant équivaldrait à ajouter 10 millions de dollars à notre dette chaque heure. Ces coûts sont refilés aux contribuables canadiens, et cette pression inflationniste fait grimper le prix des aliments et a une incidence sur les taux hypothécaires.

La dette fédérale s'élève maintenant à 1,35 billion de dollars, et qu'est-ce que les Canadiens obtiennent en retour? Une croissance du PIB de 1,1 %, soit la deuxième plus faible des pays du G7. Il y a 10 ans, à la fin d'une décennie de gouvernement conservateur, notre économie était la plus performante du G7. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le taux de chômage est en hausse et atteint en moyenne 6,4 %. Les investissements diminuent et, par conséquent, le niveau de vie se détériore. Ce budget n'est pas un plan pour la prospérité; il met en péril l'avenir des Canadiens.

Dans ma belle circonscription, il y a quatre foires automnales et deux festivals d'été. J'ai tenu un kiosque à chacun de ces événements cette année, comme je le fais tous les ans. Mon équipe et moi avons parlé à des milliers de personnes au cours de ces 24 jours de festivités. Deux préoccupations majeures revenaient constamment dans les échanges avec mes concitoyens: d'abord, l'abordabilité, puis la crainte grandissante qu'une vie au sein de la classe moyenne au Canada ne soit plus possible. J'ai assuré à mes concitoyens que la situation était bien différente il y a 10 ans et qu'elle le sera de nouveau lorsqu'un nouveau gouvernement sera en place.

Il pourrait en être autrement. Mes parents sont arrivés au Canada en tant qu'enfants d'immigrants. Ils ont travaillé fort. Ils ont économisé. Ils croyaient que chaque génération devait en avoir plus que la précédente et être plus forte. Nous ne sommes pas nés avec une cuillère d'argent dans la bouche, mais mes parents nous ont transmis, à moi et à mes frères, le rêve de la classe moyenne au Canada.

Posséder une maison était un objectif réalisable. Se bâtir un avenir était réaliste, mais pour les jeunes d'aujourd'hui, après 10 ans de budgets libéraux, c'est tout simplement impossible. Les familles se sentent pressées comme des citrons. Les jeunes ne voient aucun moyen d'accéder à la propriété. Les entrepreneurs se heurtent à des obstacles à tout bout de champ, et les aînés sont préoccupés par le prix du panier d'épicerie. Pendant la semaine de relâche parlementaire, une personne âgée est venue à mon bureau de circonscription et m'a dit qu'elle n'achetait plus de bœuf parce que le prix était devenu inabordable. On parle ici d'une personne qui touche un revenu de pension raisonnable grâce à l'emploi qu'elle a occupé dans le secteur privé.

Le Canada devrait être un pays où le travail assidu est récompensé, où les investissements sont les bienvenus et où les possibilités augmentent, au lieu de diminuer. Les Canadiens ne demandent pas la perfection, mais ils réclament désespérément l'abordabilité et un plan qui respecte leurs sacrifices, et ce budget ne répond pas à leurs attentes. C'est pourquoi les conservateurs s'opposent à ce budget coûteux et irresponsable si le gouvernement n'en présente pas un qui aide les Canadiens.

Les conservateurs maintiendront leurs efforts pour que les travailleurs conservent une plus grande partie de leur salaire grâce à des réductions d'impôt, pour rendre les logements abordables en éliminant la bureaucratie qui bloque la construction, pour faire baisser le prix des aliments en supprimant les taxes cachées, pour rétablir la responsabilité financière qui permet de maîtriser les déficits galopants et pour restaurer la confiance dans l'économie d'ici afin d'attirer les investissements et de récompenser les innovateurs canadiens. Nous ouvririons à nouveau le Canada à ces débouchés économiques, sans l'étouffer avec des formalités administratives et des dettes, comme le fait le gouvernement depuis 10 ans. Nous construirions un avenir positif et plein d'espoir pour tous les Canadiens.

• (1730)

Le budget de 2025 n'est pas à la hauteur de la situation. Il creuse le déficit, il augmente la dette, il alimente l'inflation et il fait grimper le coût de la vie pour tous les ménages du pays. Il fait fi des avertissements. Il fait en sorte que les Canadiens paient plus et obtiennent moins. Les Canadiens méritent mieux. Ils méritent des dirigeants qui tiennent compte de leurs difficultés, qui écoutent leurs préoccupations et qui obtiennent des résultats concrets. Nous continuerons de lutter pour la reddition de comptes et nous continuerons de lutter pour l'abordabilité.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, revenons un peu en arrière. Quand Stephen Harper est devenu premier ministre, il a hérité d'un excédent budgétaire de plusieurs milliards de dollars qu'il a transformé en un déficit de plusieurs milliards de dollars en environ un an. C'est la réalité. Si on tient compte de l'inflation, le déficit le plus élevé a été enregistré lorsque le chef du Parti conservateur faisait partie du caucus conservateur de Stephen Harper.

Au lieu d'essayer de chercher des problèmes dans le budget, le député pourrait-il à tout le moins admettre que le principal enjeu après les dernières élections était, pour le Canada, de se tourner vers d'autres pays que les États-Unis pour le commerce et pour accroître ses débouchés commerciaux? C'est exactement ce que fait le premier ministre. Nous pourrions parler de l'Angleterre, de l'Asie, des Philippines, de la Corée et de l'Indonésie, pour ne nommer que ceux-là. Le député appuie-t-il ces initiatives?

• (1735)

Dan Muys: Rectifions les faits, monsieur le Président. Le budget était équilibré en 2015. L'économie du Canada était alors la meilleure du G7 et de l'OCDE, et les transferts en santé aux provinces étaient augmentés d'année en année.

Je vais répondre à la question. J'ai beaucoup parlé du sujet au cours de la campagne électorale. Le Canada a tout ce que le monde désire. Le Canada a tout ce que les États-Unis désirent. Nous avons du pétrole, du gaz, des forêts, de l'expertise et des gens intelligents. La deuxième plus grande centrale nucléaire au monde se trouve au bout de la route à côté de chez moi. Nous avons des gens qui travaillent dans cette chaîne d'approvisionnement. Nous avons également de la potasse et de l'uranium.

Huit mois se sont écoulés depuis que le premier ministre est arrivé au pouvoir. Qu'a-t-il accompli durant cette période? Il y a eu beaucoup de voyages et beaucoup de discussions, mais aucun coup de pelle n'a été donné. Lorsque l'ancien premier ministre Trudeau a refusé la demande de l'Allemagne qui souhaitait s'approvisionner en gaz naturel liquéfié chez nous, l'Allemagne s'est tournée vers le Qatar et a construit une installation d'importation en 190 jours. Le premier ministre est au pouvoir depuis moins longtemps, et...

Le vice-président adjoint (John Nater): Nous passons aux questions et observations. Le député d'Edmonton-Ouest a la parole.

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je pourrais me pencher vers mon collègue pour lui poser la question, mais je veux que sa réponse figure au compte-rendu. Il a parlé des paiements d'intérêts élevés causés par le déficit libéral. L'an dernier, le gouvernement a augmenté les paiements d'intérêt de 13 %, mais il n'a augmenté que de 4,5 % les transferts en santé.

Le député pourrait-il nous faire part de ses réflexions sur les politiques du gouvernement? Au lieu de consacrer de l'argent aux soins de santé, celui-ci se concentre sur le paiement des intérêts, ce qui nous coûte des sommes colossales.

Dan Muys: Monsieur le Président, je remercie mon collègue d'Edmonton de cette excellente remarque. Nous dépensons plus pour payer les intérêts sur la dette que pour les soins de santé. Cela n'a aucun sens. Ce n'était pas le cas il y a 10 ans. À cette époque, les transferts en santé augmentaient année après année, et le Canada avait la meilleure économie du G7.

Ayant récemment passé quelques jours sur une civière dans un couloir d'hôpital, je peux dire qu'il y a beaucoup à faire pour améliorer le système de santé. L'argent est dépensé parce que les libéraux ne parviennent pas à cesser de verser des milliards à leurs amis consultants. Ils sont incapables de produire un budget responsable sur le plan financier. L'argent devrait être consacré aux soins de santé; c'est honteux qu'il ne le soit pas.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, le député a parlé de l'énergie nucléaire. L'un des nouveaux grands projets concerne le développement de l'énergie nucléaire. Au cours des derniers mois, le premier ministre a réuni des représentants de l'industrie, des provinces et des territoires afin de faire avancer de grands projets qui créeront des possibilités pour les Canadiens de toutes les régions.

Le député soutiendra-t-il au moins les grands projets que le premier ministre et d'autres ont lancés et inscrits au programme afin qu'ils puissent être réalisés?

Dan Muys: Monsieur le Président, je siège au comité des transports et de l'infrastructure. Nous avons collaboré avec le gouvernement à la modification du projet de loi C-5 afin de le faire adopter, et nous l'avons amélioré. Il s'agissait d'un petit pas en avant. Bien entendu, nous souhaitons que ces projets se concrétisent, mais, pour l'instant, il y a beaucoup d'annonces, beaucoup de papier, beaucoup

Ordres émanant du gouvernement

de communiqués de presse et tout un battage, mais aucun projet sur le terrain.

D'ailleurs, le projet nucléaire qui figurait sur la première liste avait déjà reçu le soutien du gouvernement de l'Ontario. Il n'y avait rien de nouveau. Il s'agissait simplement de nouveaux documents, de nouvelles annonces et d'une nouvelle stratégie de communication de la part du gouvernement libéral.

Bruce Fanjoy (Carleton, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion d'exprimer mon appui au projet de loi C-15, Loi d'exécution du budget de 2025.

Le nouveau gouvernement est déterminé à réduire les coûts et à offrir de nouvelles possibilités aux Canadiens. Nous avons réduit les impôts pour 22 millions de Canadiens de la classe moyenne, ce qui permettra aux ménages à deux revenus d'économiser jusqu'à 840 \$ par année. Grâce au budget de 2025, nous créons des possibilités pour les jeunes Canadiens de faire la transition vers le marché du travail et d'entamer une carrière fructueuse. Pour ce faire, nous lançons le service jeunesse pour le climat et nous offrons 175 000 stages par l'intermédiaire du programme Emplois d'été Canada, de la Stratégie emploi et compétences jeunesse, une stratégie horizontale, et du Programme de stages pratiques pour étudiants en 2026-2027.

Le projet de loi C-15 est une autre étape importante dans la mise en œuvre de mesures visant à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Le projet de loi reconnaît que les Canadiens sont préoccupés par le coût de la vie. Le paiement des produits de première nécessité dépend des fonds dont on dispose pour payer les factures, mais aussi du moment où l'on obtient ces fonds. Par exemple, on sait que la numérisation dans le secteur financier a apporté de nombreux avantages aux consommateurs, notamment le transfert immédiat de fonds. Dans le même ordre d'idées, on sait aussi que les consommateurs qui continuent de dépendre des produits et services financiers traditionnels, comme les chèques, peuvent passer à côté de ces avantages et être laissés pour compte.

Les règles relatives à l'accès aux fonds des chèques datent maintenant de plus d'une décennie et n'ont pas suivi le rythme des hausses du coût de la vie ou des progrès technologiques. C'est pourquoi le budget de 2025 propose de modifier la Loi sur les banques pour faire passer de 100 \$ à 150 \$ la tranche des fonds déposés qui peut être immédiatement retirée, d'éliminer la distinction concernant le délai entre les fonds déposés en personne ou par d'autres moyens, de prendre des règlements pour réduire le nombre de jours pendant lesquels les banques peuvent retenir des fonds déposés par chèque, de relever le seuil actuel de 1 500 \$ en dessous duquel des périodes de retenue plus courtes s'appliquent et d'appliquer les changements aux sociétés de fiducie et de prêt. Encore une fois, le projet de loi C-15 ferait de ce changement une réalité.

Cependant, ce n'est pas la seule façon dont le projet de loi contribuerait à améliorer les services financiers pour aider les Canadiens à gérer leur argent. Les services bancaires axés sur les consommateurs, aussi appelés système bancaire ouvert, sont un cadre sécurisé qui permet aux particuliers et aux entreprises du Canada de partager leurs données financières avec les fournisseurs de services approuvés de leur choix. Ce cadre donnerait aux consommateurs un plus grand contrôle sur leurs données tout en favorisant un secteur financier concurrentiel et novateur qui renforce la position du Canada dans l'économie numérique mondiale.

Ordres émanant du gouvernement

Bref, l'objectif du cadre canadien des services bancaires axés sur les consommateurs est de favoriser un secteur financier compétitif et novateur, d'améliorer les résultats financiers des Canadiens, et de veiller à ce que les consommateurs puissent communiquer leurs données en toute sécurité. Dans d'autres pays, les cadres réglementés se sont révélés efficaces pour atteindre ces objectifs stratégiques en autonomisant les consommateurs, en améliorant l'accessibilité des données et en soutenant de nouveaux fournisseurs de services financiers et modèles d'affaires.

En même temps, nous savons que l'absence d'un tel cadre sécurisé fait qu'actuellement, environ 9 millions de Canadiens communiquent leurs données financières en fournissant leurs renseignements d'identification confidentiels dans un processus appelé capture de données d'écran. Ces consommateurs font ainsi face à des risques accrus en matière de sécurité, de responsabilité et de vie privée, et peuvent se retrouver sans recours en cas de problème. Notre cadre des services bancaires axés sur les consommateurs s'attaquerait à ces risques en utilisant des interfaces de programmation d'applications, ou API, pour offrir une connexion de communication plus sécurisée entre les entités.

Donner aux Canadiens un plus grand contrôle sur leurs données financières ouvre la porte à de nouveaux produits financiers et à un plus grand choix entre les fournisseurs, favorisant ainsi un secteur financier plus dynamique et une économie plus productive. En offrant ces nouvelles possibilités, on améliorerait la prise de décision financière, on réduirait les coûts et on offrirait des produits et des services plus adaptés aux consommateurs. Le projet de loi C-15 est fondamental pour y arriver, puisqu'il propose des modifications législatives qui complèteraient le cadre des services bancaires axés sur les consommateurs en transférant sa gouvernance à la Banque du Canada et en apportant à la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques une modification qui accorderait aux Canadiens un droit à la portabilité des données, soutenant une approche commune à l'échelle de l'économie à l'égard de la communication de données.

• (1740)

Tous les Canadiens bénéficieraient du cadre canadien des services bancaires axés sur les consommateurs, qui favoriserait la concurrence et réduirait les risques dans le secteur des services financiers en réglementant le partage des données financières. Parmi les avantages potentiels pour les consommateurs, notons une plus grande inclusion financière, des décisions financières plus éclairées ainsi qu'une meilleure gestion et une réduction des facteurs de stress financiers. Les entreprises, quant à elles, pourraient profiter d'un accès accru à de nouvelles formes de financement et d'une réduction du fardeau administratif grâce à des fonctions clés mieux intégrées et automatisées. On estime que les ménages à faible revenu et en difficulté financière seraient les plus avantagés, car ils auraient accès à des produits moins chers, à des choix plus clairs, ainsi qu'à des outils leur permettant de gérer leurs dettes et de réduire leur stress financier.

De plus, ce n'est pas la seule chose que le projet de loi C-15 ferait pour aider les consommateurs de services financiers canadiens à économiser et à gérer leur argent. Nous savons, par exemple, que tous les Canadiens bénéficieraient d'améliorations au cadre fédéral régissant les coopératives de crédit, car permettre à davantage d'institutions financières comme les coopératives de crédit de croître créerait plus de concurrence dans le secteur financier. La concurrence fait baisser les frais, améliore les taux d'intérêt sur les dépôts

et conduit à un meilleur service à la clientèle, ce qui profiterait aux diverses régions du Canada où des coopératives de crédit sont présentes. La concurrence dans le secteur pourrait également stimuler l'efficacité et soutenir le développement économique et la productivité, car les institutions financières investissent leurs capitaux là où elles sont les plus productives.

C'est pourquoi le budget de 2025 propose de modifier la Loi sur les banques, la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada et la Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada afin de soutenir la croissance des coopératives de crédit fédérales au moyen de fusions ou d'acquisitions d'éléments d'actif, et de faciliter l'entrée des coopératives de crédit dans le cadre fédéral, notamment en leur offrant la possibilité de poursuivre de manière permanente leurs activités actuelles de crédit-bail automobile. Ces modifications prévues dans le projet de loi C-15 nous donnent un moyen supplémentaire de réduire les coûts pour les Canadiens et une raison supplémentaire de soutenir le projet de loi.

Le projet de loi comporte également des dispositions qui, aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu, exonéreraient du revenu la Prestation canadienne pour les personnes handicapées, ce qui aiderait les bénéficiaires à garder la pleine valeur de leurs prestations, et cela vaut également pour d'autres programmes et prestations fédérales fondés sur un examen du revenu, comme l'Allocation canadienne pour enfants. Réduire la pauvreté et améliorer le bien-être financier des personnes handicapées à faible revenu est une priorité de premier ordre du gouvernement dans le cadre de ses démarches en vue de bâtir un Canada plus juste. Il s'agit d'une raison de plus pour les parlementaires d'appuyer le projet de loi C-15.

Cependant, le projet de loi va encore plus loin. Il prévoit même une nouvelle mesure de soutien financier pour les personnes qui aident les gens dans le besoin. En effet, les préposés aux services de soutien à la personne aident les Canadiens à vivre et à vieillir dans la dignité. Ils nous ont d'ailleurs aidés à traverser la pandémie de COVID-19. Le pays leur doit une fière chandelle. C'est pourquoi nous proposons de créer un crédit d'impôt temporaire pour eux. Ce crédit d'impôt ferait augmenter le salaire des préposés aux services de soutien à la personne admissibles employés dans les provinces et les territoires qui ne sont pas déjà visés par un accord bilatéral avec le gouvernement fédéral. Les préposés pourraient demander un crédit d'impôt remboursable égal à 5 % de leurs gains admissibles, ce qui leur procurerait un montant pouvant atteindre 1 100 \$ par année.

• (1745)

Cette mesure serait offerte aux travailleurs de la santé de première ligne pour les années d'imposition 2026 à 2030, et elle coûterait 1,48 milliard de dollars sur six ans, à compter de 2025-2026. De ce montant, 1,17 milliard de dollars proviendraient de fonds déjà alloués, mais non utilisés, pour financer les augmentations salariales des préposés aux services de soutien à la personne. En somme, ce crédit d'impôt donnerait plus de moyens d'agir aux préposés aux services de soutien à la personne qui prennent soin de nous en leur permettant de garder une plus grande partie de leur argent durement gagné.

Voilà en quoi consiste ce projet de loi. Le gouvernement demeure déterminé à donner plus de moyens d'agir aux Canadiens en réduisant les coûts, en stimulant la concurrence et en élargissant les possibilités...

Le vice-président adjoint (John Nater): Nous passons aux questions et observations. Le député de Mont-Riding a la parole.

• (1750)

Dan Mazier (Mont-Riding, PCC): Monsieur le Président, la semaine dernière, j'étais en Colombie-Britannique, où j'ai vu une machine distributrice pleine d'articles qui servent à consommer de la drogue, comme du papier d'aluminium et des pipes à crack. N'importe qui peut se procurer ces articles, car ils sont accessibles et offerts gratuitement. Le député croit-il que nous devrions fournir du financement pour des machines distributrices pleines de pipes à crack ou pour des traitements qui permettent aux toxicomanes d'arrêter de consommer ce poison mortel?

Bruce Fanjoy: Monsieur le Président, c'est une question intéressante. Je ne crois pas du tout que nous devrions financer des machines distributrices...

Des voix: Oh, oh!

Le vice-président adjoint (John Nater): À l'ordre, s'il vous plaît. Tâchons d'éviter les échanges de part et d'autre de la Chambre.

Le député de Carleton a la parole.

Bruce Fanjoy: Monsieur le Président, nous croyons en des solutions fondées sur des données probantes pour régler les problèmes les plus complexes que connaissent les Canadiens.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, au cours des dernières élections, alors qu'il faisait du porte-à-porte, je suis sûr que le député de Carleton a entendu, comme moi, beaucoup de préoccupations bien réelles au sujet de l'accord entre le Canada et les États-Unis. Nous avons parlé de deux choses pendant la campagne électorale et après les élections. Premièrement, nous devons être en mesure d'accroître nos débouchés commerciaux au-delà de la frontière canado-américaine. Deuxièmement, surtout depuis les élections, nous devons faire preuve de patience et veiller à conclure le meilleur accord possible entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Nous ne devrions pas avoir à nous sentir pressés de le faire, nous devrions plutôt prendre le temps de nous assurer que nous obtenons le meilleur accord pour les Canadiens.

Le député peut-il nous dire ce qu'il pense de l'importance du commerce, en particulier de l'expansion des échanges commerciaux au-delà de la frontière canado-américaine?

Bruce Fanjoy: Monsieur le Président, on en a parlé tout à l'heure, et mes collègues conservateurs ont beaucoup insisté pour que le premier ministre ne laisse pas tout tomber et discute avec les États-Unis. Le premier ministre envoie un message tous les jours quand il parle à d'autres partenaires fiables partout dans le monde. Nous montrons à l'administration étatsunienne que nous sommes prêts à faire affaire avec des pays qui collaboreront avec nous de bonne foi, qui seront des partenaires fiables et qui offriront un accès à des marchés pour nos biens. Le premier ministre discutera avec l'administration étatsunienne en temps et lieu, lorsque ces...

Le vice-président adjoint (John Nater): Nous reprenons les questions et observations. Le député de Prince Albert a la parole.

Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Monsieur le Président, la section 2, qui porte sur la Loi sur la Société canadienne des postes, la section 8, qui porte sur la Loi sur Financement agricole Canada, la section 18, qui porte sur la Loi sur les mesures économiques spéciales, et la section 24, qui porte sur la Loi sur la radio-diffusion, sont des exemples d'éléments inclus dans le projet de loi d'exécution du budget qui n'ont rien à voir avec le budget.

Ordres émanant du gouvernement

En incluant ainsi dans le projet de loi d'exécution du budget toutes sortes de choses en vue d'en faire des capsules de 30 secondes plutôt que de prévoir, comme il se doit, une mesure législative distincte et une étude en comité permettant au Parlement de proposer un projet de loi en bonne et due forme à leur sujet, pensons à la Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations, le député estime-t-il que les libéraux manquent de respect envers le Parlement? Le constate-t-il et l'admet-il?

Bruce Fanjoy: Monsieur le Président, de par leur nature même, les budgets ont une portée très large. Ils incluent tous les engagements du gouvernement. Je suis désolé s'il y a des éléments dans ce projet de loi que le député aimerait voir dans un projet de loi distinct, mais je ne pense pas le déplorer.

Michael Ma (Markham—Unionville, PCC): Monsieur le Président, je ne sais pas si le député a suivi attentivement l'actualité et tous les crimes signalés, y compris les crimes financiers et en particulier les escroqueries financières contre les aînés. Le gouvernement protégera-t-il, avec ce projet de loi, les aînés et tous ceux qui sont victimes de crimes financiers et de fraude?

Bruce Fanjoy: Monsieur le Président, le ministre des Finances a déjà annoncé que le gouvernement du Canada prend des mesures rigoureuses pour protéger les aînés et les autres Canadiens vulnérables contre les crimes financiers.

Jeremy Patzer (Swift Current—Grasslands—Kindersley, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours un honneur et un privilège de prendre la parole à la Chambre des communes au nom des gens formidables du Sud-Ouest et du Centre-Ouest de la Saskatchewan. J'ai passé un agréable week-end chez moi, mais il semble que cette semaine, l'hiver s'est installé pour de bon. Malheureusement, la météo annonce de la neige, alors je souhaite bonne chance à tous ceux qui sont chez eux alors que nous nous préparons à affronter l'hiver.

Je voudrais commencer en indiquant le montant de la dette nationale au moment de la période des questions. Elle s'élevait à 1 281 213 600 467 \$. Je donne un ordre de grandeur pour les six derniers chiffres, car le compteur de la dette avance très rapidement et je ne parviens même pas à voir les chiffres tant il tourne à une vitesse vertigineuse. Depuis lors, la dette nationale a augmenté de plus de 15 millions de dollars rien qu'en intérêts accumulés. À l'heure actuelle, elle s'élève à 1 281 228 741 000 \$, et maintenant, c'est 42 000, puis 43 000. Encore une fois, je ne peux même pas lire la colonne des centaines, car elle défile beaucoup trop vite.

Je le souligne pour que les gens comprennent ce dont nous parlons lorsque nous disons que le gouvernement doit faire preuve de rigueur budgétaire et qu'il doit être responsable en matière de budget. Que signifie une augmentation de ces chiffres? Lorsque le gouvernement dépense beaucoup plus d'argent qu'il n'en perçoit, cela entraîne une inflation du prix des biens. Lorsque nous abordons bon nombre des problèmes auxquels notre pays est confronté, en particulier ceux qui touchent la prochaine génération de jeunes, le gouvernement donne le ton avec ses propres finances. Les jeunes cherchent à savoir comment ils vont pouvoir se trouver un logement, payer l'épicerie ou aller à l'université, ce genre de choses. Le budget actuel est un très mauvais exemple pour la prochaine génération sur la manière d'établir un budget, de le respecter et de s'en tenir à un objectif.

Ordres émanant du gouvernement

Le premier ministre a déclaré qu'il n'irait jamais au-delà du montant de la dette contractée par Justin Trudeau, qui s'élevait à 42,2 milliards de dollars. Nous en sommes aujourd'hui à 78,3 milliards de dollars. En fait, la députée de University—Rosedale était ministre des Finances. Elle a démissionné de son poste en raison des mesures prises par Justin Trudeau en matière budgétaire, ce qui a précipité le processus qui a conduit l'actuel premier ministre à devenir chef du Parti libéral et, par conséquent, premier ministre du Canada.

Pourquoi tout cela est-il important? J'ai comparé le budget actuel à celui de 2024, qui annonçait « une chance équitable pour chaque génération ». Selon les projections des libéraux dans le budget de 2024 et l'énoncé économique de l'automne, le déficit pour l'exercice en cours ne devait atteindre que 38,9 milliards de dollars. Pourtant, quand on prend connaissance du budget, le déficit s'établit actuellement à 78,3 milliards de dollars. Il y a donc un écart de près de 40 milliards de dollars.

Les libéraux vont sans doute prendre la parole, et quelqu'un va dire que c'est la faute de Donald Trump, et patati et patata. Il y a sans doute une part de vérité, sauf qu'une autre promesse n'a pas été respectée. Le premier ministre avait en effet dit qu'il était l'homme de la situation et qu'il savait comment gérer une crise. Or, comme nous l'avons vu dans les médias aujourd'hui, tout ce qu'il trouve à dire à propos de ce qui se passe avec Donald Trump, c'est « peu importe, on s'en fout ».

Nous savons que le premier ministre a échoué pour ce qui est du commerce et du budget actuel. Une autre chose qui a attiré mon attention — et je ne pense pas qu'elle ait attiré l'attention de beaucoup d'autres personnes —, c'est qu'on a aussi augmenté le plafond de la dette du Canada. En fait, on l'a augmenté trois fois au cours des quatre dernières années. La plupart des gens ne le savent pas. Il s'agit d'un autre petit fait qui passe inaperçu et dont personne ne parle vraiment. C'est tout le contraire aux États-Unis, où un gouvernement qui doit augmenter le plafond de la dette doit déclencher un important processus qui retient l'attention de tout le pays et qui fait les manchettes. On en parle même sur les ondes de CBC/Radio-Canada, qui est censée être la Société Radio-Canada, mais qui passe plus de temps à couvrir la politique américaine que la politique canadienne.

Quoi qu'il en soit, on a augmenté le plafond de la dette trois fois au cours des quatre dernières années. Le plafond a été porté à environ 2,3 billions de dollars. On peut se demander quel est le plan et quelles sont les projections du gouvernement s'il augmente déjà le plafond de la dette à un niveau supérieur à celui de la dette actuelle.

● (1755)

Voyons ce qui se passera au cours des quatre ou cinq prochaines années, si on se fie à ce qui est présenté dans le budget. Le budget indique quel sera le montant du déficit d'une année à l'autre et combien coûtera le service de la dette. Le paiement des intérêts sur la dette nationale coûtera entre 76 et 78 milliards de dollars dans trois ou quatre ans.

Pourquoi est-ce important? Je vais rappeler un exemple concret aux gens de ma province. Tous les Saskatchewanais se souviennent que la dette du gouvernement fédéral était devenue incontrôlable dans les années 1990. Jean Chrétien avait essayé d'emprunter plus d'argent et il avait essuyé un refus. Par conséquent, les transferts en santé à la Saskatchewan ont été annulés, ce qui a entraîné la fermeture ou la modification des services de 52 hôpitaux ayant huit lits

ou moins. Voilà les répercussions que toute la Saskatchewan a subies. Je suis certain que d'autres provinces ont vécu la même chose.

Cela a eu des conséquences dévastatrices en Saskatchewan. Les services de santé de la province sont maintenant extrêmement centralisés. Dans certains cas, il faut faire trois ou quatre heures de route simplement pour voir un médecin, alors qu'il y avait auparavant un hôpital ou une clinique à seulement 30 ou même 20 minutes de route. Ce n'est plus le cas. À titre d'exemple, une personne qui vit sur une ferme ou dans une communauté rurale et qui veut fonder une famille doit faire deux heures de route pour aller accoucher à l'hôpital.

Les situations de ce genre ont eu des répercussions considérables et ont entraîné des changements au fil des ans. Compte tenu de l'énorme déficit budgétaire du gouvernement libéral, les Saskatchewanais repensent toujours à ce qui s'est produit à l'époque et à l'effet domino qui a suivi.

Pierre Elliott Trudeau avait fait exactement ce que Justin Trudeau a fait par la suite. Comme les taux d'intérêt étaient bas, ils se sont engagés dans des dépenses folles. Dans les années 1970, Pierre Elliott Trudeau a enregistré un déficit qui équivaut, je crois, à 72 milliards de dollars en dollars d'aujourd'hui. Quand est venu le temps de renouveler les emprunts à la fin des années 1980 et dans les années 1990, les taux d'intérêt dépassaient 15 % et même 20 %. Il ne faut donc pas s'étonner qu'il ait été impossible, pour le gouvernement, d'emprunter davantage.

Quand Jean Chrétien n'a pas réussi à emprunter plus d'argent, il a dû sabrer massivement dans les dépenses gouvernementales. Il a notamment sabré dans les transferts aux provinces. Ce volet a été l'un des plus durement touchés.

Voilà ce que donnent les dépenses effrénées des libéraux. Les Canadiens ne veulent pas revivre la même chose.

Parlons des cibles budgétaires. Celles du budget précédent ont toutes été complètement abandonnées. Il s'agissait entre autres de ne pas dépenser plus de 42 milliards de dollars et de veiller à ce que le ratio dette-PIB ne dépasse pas un certain niveau. Nous avons largement dépassé ce niveau. Le gouvernement s'est désormais fixé pour objectif de réduire le ratio déficit-PIB et d'équilibrer le budget de fonctionnement. Le directeur parlementaire du budget, qui est indépendant, a réalisé une étude intéressante. Selon lui, il n'y a que 7,5 % de chances que le ratio déficit-PIB diminue. Il y a donc 92,5 % de chances que le gouvernement n'atteigne pas cette cible non plus.

Parlons de quelques autres éléments. Il y a deux ou trois choses pour lesquelles le gouvernement a dit qu'on le féliciterait. Les libéraux ont aboli la taxe sur le carbone, à laquelle les conservateurs s'opposaient depuis très longtemps. Nous nous sommes aussi opposés au plafonnement des émissions, qu'ils sont en train d'abolir, car, selon eux, il n'aurait qu'un effet négligeable sur la réduction des émissions. Nous savons tous que, depuis le début, c'était en fait un plafonnement de la production.

J'ai examiné une section du budget intitulée « Améliorer l'efficacité du régime fiscal », qui ne fait même pas une demi-page. On y parle seulement d'éliminer la taxe de luxe sur les avions et les navires et la taxe sur les logements sous-utilisés. Voilà tout ce qu'il y a pour améliorer le régime fiscal.

Pendant la période des impôts, beaucoup de gens sont venus parler de leurs problèmes avec l'Agence du revenu du Canada, de l'injustice du régime fiscal et de la nécessité de le réformer en profondeur. Le gouvernement aurait pu choisir, par exemple, de modifier la façon dont le report de l'impôt pour les éleveurs de bétail fonctionne quand ils sont touchés par une sécheresse. La prolongation de ce report d'impôt aurait eu d'énormes répercussions. C'aurait été une mesure positive et un pas dans la bonne direction, mais non.

Le Programme de rachat d'armes à feu figure dans le budget. C'est 742 millions de dollars pour enlever des biens à des Canadiens respectueux des lois. C'est honteux.

• (1800)

Le gouvernement dépense 362 millions de dollars pour des agriculteurs à l'étranger, mais pas pour ceux qui se trouvent au Canada ou en Saskatchewan. Compte tenu des problèmes commerciaux que nous vivons, je peux penser à beaucoup d'excellents endroits où cet argent aurait pu être utilisé à la place.

Nous y reviendrons peut-être pendant la période des questions.

• (1805)

Will Greaves (Victoria, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue d'avoir autant attiré notre attention sur le désastre financier que le gouvernement progressiste-conservateur a légué aux libéraux dans les années 1990, et qui a nécessité la prise de décisions budgétaires très difficiles à l'époque. C'est clair. C'est un fait historique. Le député semble bien conscient de cette difficulté.

Compte tenu des préoccupations de nos collègues concernant le niveau des dépenses fédérales des deux dernières années, je les encourage à être un peu plus précis en indiquant les dépenses qu'ils auraient choisi d'éviter. Serait-ce l'Allocation canadienne pour enfants que le Parti conservateur n'aurait pas soutenue et financée? Serait-ce les services de garderie à 10 \$ par jour? Serait-ce l'expansion de l'oléoduc Trans Mountain? Serait-ce les investissements dans la défense nationale pour que le Canada atteigne la cible de 2 % fixée par l'OTAN? Serait-ce la Prestation canadienne d'urgence, qui a aidé les Canadiens à surmonter les conséquences de la pandémie, ou les autres mesures de soutien mises en place par le gouvernement?

Quelles dépenses auriez-vous évitées?

Le vice-président adjoint (John Nater): Les députés doivent s'adresser à la présidence.

Le député de Swift Current—Grasslands—Kindersley a la parole.

Jeremy Patzer: Monsieur le Président, le député d'en face a dit publiquement qu'il était favorable à ce qu'on mette fin au financement de la police. Je ne l'ai pas entendu dire ça.

Une voix: Oh, oh!

Jeremy Patzer: Monsieur le Président, pour ce qui est des moyens d'économiser de l'argent, les conservateurs ont proposé, par exemple, de réduire le financement de CBC/Radio-Canada. C'est une solution assez simple et facile. J'ai déjà mentionné le Programme de rachat d'armes à feu de 742 millions de dollars. Le programme de services de garde à 10 \$ par jour ne fonctionne pas comme les libéraux l'avaient promis. Des garderies ont fermé leurs portes. Il y a eu toutes sortes de problèmes à cet égard. L'accès aux services de garde ne s'est pas du tout amélioré.

Ordres émanant du gouvernement

Je pourrais citer bien d'autres exemples. Le secteur privé comptait réaliser le projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain. Les libéraux auraient dû laisser le secteur privé s'en occuper. Au lieu de cela, ils s'en sont mêlés et ils ont bousillé le processus. Ils devraient corriger le processus et laisser le secteur privé s'occuper de la construction.

Chris Lewis (Essex, PCC): Monsieur le Président, ce qui est probablement le plus déprimant dans le budget, c'est l'absence de mesures d'aide pour les jeunes adultes, qui n'ont pas les moyens d'acheter une maison et qui sont rongés par la peur et l'anxiété. On croit maintenant que 9 jeunes adultes sur 10 n'auront jamais les moyens d'acheter une maison. Il faut faire en sorte que ce ne soit pas le cas.

Je sais que mon collègue a lui aussi une jeune famille. Selon lui, quelles mesures le budget aurait-il dû prévoir, outre l'élimination de la taxe sur le carbone pour les industries, afin d'aider les jeunes Canadiens à avoir la capacité d'acheter une maison et de fonder une famille?

Jeremy Patzer: Monsieur le Président, c'est une question extraordinaire. Il y a plusieurs choses que les libéraux auraient pu retirer du budget pour aider la prochaine génération.

L'abolition de la taxe sur le carbone pour les industries aurait été d'une aide énorme. Il s'agit en grande partie d'une taxe déguisée. Elle n'apparaît pas dans les postes budgétaires, mais elle est intégrée à beaucoup de choses. Les producteurs d'acier sont parmi les grands émetteurs qui doivent payer cette taxe. Lorsqu'il était candidat à la direction du Parti libéral, le premier ministre a laissé entendre que plus personne n'utilisait l'acier de toute façon. Cela nous montre qu'il ne sait presque rien sur la construction des immeubles et la réalisation des grands projets au Canada. Beaucoup de choses auraient pu et auraient dû être faites différemment. La taxe sur le carbone pour les industries en est un excellent exemple.

Un autre exemple: il n'y a pas d'accord sur le bois d'œuvre. En fait, depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement libéral il y a plus de 10 ans, il n'y a pas eu d'accord sur le bois d'œuvre avec les États-Unis. Or, nous avons besoin de bois d'œuvre pour construire des maisons. Trente scieries ont fermé leurs portes en Colombie-Britannique seulement, mais le gouvernement fait comme si de rien n'était.

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPd): Monsieur le Président, nous venons d'apprendre qu'à l'occasion de la COP30, le Canada a reçu le prix Fossile. Pendant ce temps, les libéraux se livrent à une surenchère de promesses de pipelines avec les conservateurs.

Une voix: Oh, oh!

Gord Johns: Les conservateurs disent qu'ils ont gagné. Monsieur le Président, ils veulent garder le prix Fossile, année après année. Je ne doute pas qu'ils l'auront, au rythme où vont les choses.

Cette semaine, une proposition va être discutée. Le premier ministre rencontre en privé Danielle Smith, la première ministre de l'Alberta, mais il ne consulte pas la Colombie-Britannique ni les Premières Nations au sujet de la levée de l'interdiction des pétroliers qui est en vigueur depuis plus de 50 ans.

Mon collègue trouverait-il cela approprié si c'était dans sa province qu'une proposition du genre de la construction d'un pipeline était faite, mais que ni le premier ministre de sa province ni les Premières Nations de sa circonscription n'étaient consultés?

Ordres émanant du gouvernement

● (1810)

Jeremy Patzer: Monsieur le Président, je répondrai au député d'en face qu'il était en quelque sorte sur la bonne voie, car je pense que ce qu'il essayait de dire, c'est que l'exploitation des ressources naturelles relève de la compétence des provinces, pas de celle du gouvernement fédéral.

En ce qui concerne le Bureau des grands projets, je constate que la plupart des projets dont il s'occupe empiètent sur les compétences provinciales et qu'ils devraient donc être laissés aux provinces. Malgré tout, le gouvernement fédéral entend soumettre les provinces à sa fêrle en décidant des projets qui verront ou non le jour, alors qu'il ne devrait carrément pas se mêler des compétences des gouvernements provinciaux et des Premières Nations.

Kristina Tesser Derksen (Milton-Est—Halton Hills-Sud, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui au nom des bonnes gens de Milton-Est—Halton Hills-Sud pour faire part à la Chambre de mes réflexions sur le budget de 2025 du gouvernement et sur le projet de loi C-15, la loi d'exécution du budget. Il s'agit d'un budget qui trace la voie à suivre pour adopter un nouveau paradigme de développement économique, d'édification du pays et d'investissements de portée historique. C'est un budget historique qui mise sur le Canada et qui arrive à un moment historique mais difficile.

Nous savons que le Canada est aux prises avec des difficultés économiques survenues récemment en raison des droits de douane injustes que les États-Unis nous ont imposés. Ces droits de douane perturbent les conventions économiques et engendrent l'inabordabilité dans le monde entier. Ce n'est pas seulement un problème canadien. En fait, nous avons vu récemment que l'inabordabilité est un problème si grave aux États-Unis que le président américain a fait marche arrière sur sa chère politique tarifaire en annulant les droits de douane sur les aliments que les Américains continuent d'avoir du mal à se payer.

Cependant, les Canadiens savent que les périodes difficiles nous offrent des occasions à saisir. Le moment est venu pour nous de réévaluer la situation et de réaffirmer notre détermination à prendre notre destinée en main. Nous n'avons pas besoin de dépendre de qui que ce soit pour être prospères. Notre pays recèle ce dont nous avons besoin: une population instruite, travaillante et patriotique, de vastes ressources naturelles que le monde entier convoite et une culture de la coopération, de la qualité et de la responsabilité qui fait de nous un partenaire recherché partout dans le monde pour le commerce, les investissements et la collaboration.

Les grands changements qui se produisent dans le paysage économique mondial se font sentir dans la vie quotidienne des Canadiens. Le gouvernement a le devoir de s'attaquer à ce problème. Le budget de 2025 pose les bases qui nous permettront de le résoudre. Les députés entendent et ressentent tous la même chose. L'abordabilité, le logement, l'emploi, les jeunes, la criminalité et la défense doivent retenir notre attention.

Tous les Canadiens ont le droit de voir leurs besoins fondamentaux satisfaits, mais aussi de se sentir en sécurité dans leurs activités quotidiennes. Nous comprenons l'importance d'investir des ressources pour rendre les collectivités plus sûres. Voilà pourquoi le budget de 2025 prévoit 1,7 milliard de dollars sur quatre ans pour la sécurité publique et frontalière, notamment pour embaucher 1 000 nouveaux agents de la GRC et 1 000 nouveaux agents frontaliers. La sécurité dans les collectivités est prioritaire. En investissant dans l'application de la loi et la réforme de la justice, nous

nous attaquerions au crime organisé, à la violence liée aux armes à feu, au vol de voitures et à de nombreuses autres activités criminelles. La sécurité est le premier pilier de la prospérité.

J'ai quatre enfants qui sont de jeunes adultes. En tant que mère, je vis chacune des difficultés qu'ils rencontrent. Le taux de chômage parmi les jeunes est inacceptable. Au cours des deux prochaines années, un financement de 594 millions de dollars créera 100 000 emplois d'été dans le cadre du programme Emplois d'été Canada. Consacrer plus de 300 millions de dollars sur deux ans à notre Stratégie emploi et compétences jeunesse fournirait des emplois et de l'aide à 20 000 jeunes aux prises avec des obstacles à l'emploi. De plus, nous créerions 55 000 occasions d'apprentissage en milieu de travail pour les personnes qui font des études postsecondaires en injectant 635 millions de dollars dans le Programme de stages pratiques pour étudiants.

Le nouveau gouvernement s'est également engagé à consacrer 40 millions de dollars à la création d'un service jeunesse pour le climat qui offrira de la formation professionnelle rémunérée aux jeunes Canadiens afin qu'ils puissent intervenir rapidement en cas d'urgence environnementale, qu'ils contribuent aux mesures de rétablissement et que nous créions un Canada résilient pour les générations à venir.

La fierté et le sentiment d'accomplissement que procure le fait d'avoir un logement à soi vont de pair avec l'emploi. Une grave pénurie de logements sévit et, pour y remédier, le gouvernement affecte 13 milliards de dollars sur 5 ans au programme Maisons Canada, qui stimulera le secteur du logement et favorisera les partenariats avec le secteur privé afin de construire des logements à un rythme sans précédent depuis l'après-guerre. Nous élargirons également l'offre de logements de transition et de logements avec services de soutien pour les personnes les plus vulnérables, en collaboration avec les provinces, les territoires, les municipalités et les communautés autochtones.

À court terme, nous réduisons le coût de l'achat d'une maison grâce à la suspension de la TPS pour les acheteurs d'une première habitation, ce qui leur permet de récupérer directement jusqu'à 50 000 \$ de TPS payée à l'achat d'une nouvelle maison. En outre, nous protégeons le parc de logements abordables contre les augmentations de loyer en lançant le Fonds canadien de protection des loyers, un fonds du programme Maisons Canada doté de 1,5 milliard de dollars.

Afin de donner un répit rapide à près de 22 millions de Canadiens, le gouvernement a mis en œuvre une baisse d'impôt pour la classe moyenne, qui cible précisément les Canadiens des tranches d'imposition inférieure et moyenne. Parallèlement, le gouvernement effectue la transition vers des prestations fédérales automatisées pour les Canadiens en simplifiant la production des déclarations de revenus. Ainsi, environ 5 millions et demi de Canadiens recevront les prestations auxquelles ils ont droit, mais qu'ils ne reçoivent pas actuellement simplement parce qu'ils ne produisent pas de déclaration de revenus. Ces prestations appartiennent à la population, et le gouvernement élimine les obstacles pour qu'elle puisse en bénéficier.

Les Canadiens n'ont pas peur de l'effort, et le gouvernement met en œuvre un nouveau programme de recyclage professionnel pour les travailleurs. En fournissant 570 millions de dollars, nous soutiendrons la formation et l'aide à l'emploi pour les travailleurs qui ont été touchés par les droits de douane et les changements sur le marché mondial.

La Charte garantit la sécurité de la personne, ce qui est un principe fondamental du système de santé du Canada, un système envié dans le monde entier et dont tous les Canadiens peuvent être fiers. Le gouvernement consacrera 5 milliards de dollars sur trois ans au fonds pour les infrastructures dans le domaine de la santé. Nous savons que les hôpitaux, les centres de soins d'urgence, les urgences et les facultés de médecine doivent recevoir un financement prioritaire afin qu'ils puissent servir les Canadiens.

• (1815)

Dans ma circonscription, Milton-Est—Halton Hills-Sud, on prévoit la construction d'un nouvel hôpital à Georgetown et d'un centre de soins palliatifs, chacun nécessitant des sommes importantes. La proposition du budget de 2025 en matière d'infrastructures de santé est le type de plan qui permettra de soutenir de tels projets. Nos municipalités et nos concitoyens ont besoin de ce soutien.

Mon expérience à titre de conseillère municipale à Milton me donne une perspective éclairée dans ce domaine. Une grande partie de la planification municipale repose sur le financement des infrastructures publiques essentielles. Les municipalités ont des moyens limités pour générer des revenus et ne peuvent pas accumuler de déficits budgétaires, mais elles sont accablées par des responsabilités croissantes, généralement sans le soutien financier correspondant.

Je suis très fière de défendre le budget, qui prévoit 54 milliards de dollars pour la création d'infrastructures publiques essentielles au cours des cinq prochaines années grâce au fonds pour bâtir des collectivités fortes. Ces infrastructures sont indispensables pour aider les municipalités dans leurs efforts visant à faciliter la construction de logements dans nos collectivités.

Bien sûr, tout en stimulant le développement, nous devons être conscients de notre impact sur notre environnement naturel. Le budget trace la voie vers un avenir vert et prospère, en faisant du Canada une superpuissance énergétique dans les domaines des énergies propres et classiques. Réduire les émissions est une nécessité pour protéger la compétitivité des secteurs canadiens du pétrole, du gaz et de l'acier. En accordant la priorité à la réduction des émissions, nous nous assurons l'accès à des marchés qui privilégient la durabilité.

L'économie mondiale connaît des transformations historiques dans le domaine des technologies propres, et nous sommes prêts à jouer un rôle de chef de file. En ce qui concerne les émissions de carbone du secteur de l'énergie, le Canada a un avantage indéniable par rapport à ses pairs, et nous en tirerons parti. Ce budget nous donne les moyens de construire de nouvelles infrastructures qui feront du Canada une superpuissance en matière d'énergie propre. Il y aura des projets d'énergie renouvelable, un train à grande vitesse et des investissements dans les carburants à faible teneur en carbone.

Le budget de 2025 renforce la tarification du carbone pour les industries, soutient le développement de projets de minéraux critiques et stimule les investissements dans l'économie propre au moyen de crédits d'impôt. Au fur et à mesure que nous préparons le terrain pour investir dans le Canada, nous le ferons avec une conscience verte.

Le premier ministre a été clair: le nouveau gouvernement du Canada dépensera moins pour que nous puissions investir davantage. En cette période où les Canadiens sont aux prises avec des pressions économiques dans leur vie quotidienne, le gouvernement reconnaît ce qu'il lui incombe de faire pour démontrer sa solidarité

Ordres émanant du gouvernement

envers tous les Canadiens. C'est pourquoi ce budget exige des économies de 60 milliards de dollars. Nous nous sommes assurés d'y parvenir tout en protégeant les services essentiels pour les Canadiens comme les services de garde d'enfants, les soins dentaires, l'assurance-médicaments et notre programme national d'alimentation dans les écoles.

Il est de notre devoir de gérer l'argent des contribuables avec prudence et de réduire les inefficacités. Notre examen complet des dépenses se concentrera sur les investissements qui atteignent les objectifs de programme, qui complètent les services fournis par d'autres ordres de gouvernement au lieu de créer des doublons et qui réduisent les formalités administratives tout en améliorant l'efficacité.

Je suis très fière d'être Canadienne et de faire partie d'un gouvernement qui n'a pas peur de prendre des mesures audacieuses et de s'attaquer de front aux problèmes. C'est dans les périodes d'adversité que le leadership est mis à l'épreuve, et ce gouvernement, sous l'actuel premier ministre, prend la situation en main.

Le Canada est remarquablement bien placé pour être un chef de file dans la situation instable actuelle du commerce mondial et pour entrer dans une nouvelle ère de construction nationale. Nous sommes l'un des principaux producteurs de minéraux critiques et un chef de file mondial dans le domaine de l'intelligence artificielle. Étant le seul pays du G7 à avoir conclu des accords de libre-échange globaux avec tous les autres pays membres, nous avons un accès inégalé à ces marchés.

Nous avons la population, les ressources et la stabilité requises pour prospérer, soutenir la concurrence et être des chefs de file dans cette nouvelle économie qui prend naissance sous nos yeux, en plus de contribuer à sa création d'une manière qui profitera aux Canadiens. Notre mission est claire: protéger, construire et investir. Il est maintenant temps de réfléchir, de faire preuve d'honnêteté et de prendre notre place comme pays de bâtisseurs et d'innovateurs. Nous sommes à un moment décisif pour la prospérité économique et l'édification du Canada.

Nous prenons notre avenir en main. Nous atteindrons nos objectifs en exploitant tout le potentiel de notre grand pays et des Canadiens. Il y a un temps pour tout, et c'est le temps de croire en nous-mêmes, de croire au Canada.

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, je suis fier d'être le député qui représente la Division Dépôt de la GRC, où tous les agents de la GRC sont formés.

Une chose que fait le budget — puisque la députée a dit qu'elle voulait l'examiner honnêtement —, c'est de réduire de 98 millions de dollars le budget de la GRC. Comment peut-elle s'attendre à ce que les Canadiens se sentent plus en sécurité dans les rues alors que les libéraux réduisent de 98 millions de dollars le budget de la GRC?

De plus, les libéraux demandent à la GRC de former 1 000 recrues de plus d'ici 2030, ce qui coûtera 120 millions de dollars. Où est-on censé trouver cet argent alors qu'ils ont déjà réduit le budget de la GRC de 98 millions de dollars?

• (1820)

Kristina Tesser Derksen: Monsieur le Président, il est certain que le gouvernement a des plans pour investir beaucoup dans la sécurité publique. Nous en avons tous beaucoup entendu parler en faisant du porte-à-porte.

Ordres émanant du gouvernement

Nous embauchons 1 000 agents de la GRC et 1 000 agents de l'Agence des services frontaliers du Canada. La frontière n'en sera que plus forte.

Le gouvernement est déterminé à soutenir les femmes et les hommes des forces de l'ordre, qui assurent notre sécurité à tous. J'espère que l'opposition se joindra à nous à cet égard.

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, ma collègue a parlé du nouveau service jeunesse pour le climat. Je suis très heureux que le gouvernement prenne cette initiative, mais quand le NPD a plaidé en faveur de la création d'un tel groupe, ce n'était pas pour que les jeunes nettoient les déversements de pétrole catastrophiques sur la côte de la Colombie-Britannique.

Quand le projet de loi C-5 a été présenté, le gouvernement a pris un engagement. Le premier ministre a dit qu'il consulterait les Premières Nations et les premiers ministres de toutes les provinces avant de décider de lancer les projets de développement économique proposés tels que les pipelines. La Colombie-Britannique et les Premières Nations côtières n'ont toujours pas été consultées alors que des conversations ont lieu en coulisse avec la première ministre Danielle Smith.

Les libéraux essaient-ils de damer le pion aux conservateurs en ce qui concerne les pipelines? Ils ont reçu le prix « Fossile du jour » à la COP. Que va faire ma collègue pour rectifier la situation?

Kristina Tesser Derksen: Monsieur le Président, je respecte les préoccupations de mon collègue à ce sujet. Le premier ministre et le gouvernement ont été extrêmement clairs à ce sujet. Aucun projet de cette nature n'ira de l'avant sans l'adhésion et le consentement éclairé des communautés autochtones et des provinces concernées.

Chi Nguyen (Spadina—Harbourfront, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter ma collègue pour sa réflexion phénoménale sur ce budget extraordinaire.

Je vais lui demander de nous en dire un peu plus, compte tenu de sa grande expérience en tant que conseillère municipale, sur les défis rencontrés dans les autres ordres de gouvernement. Quelles sont certaines des forces que vous voyez dans le budget proposé?

Le vice-président adjoint (John Nater): Posons les questions par l'entremise de la présidence.

La députée de Milton-Est—Halton Hills-Sud a la parole.

Kristina Tesser Derksen: Monsieur le Président, mon expérience en tant que conseillère municipale a été extrêmement utile dans ce rôle, parce que je comprends les répercussions que les politiques des autres ordres de gouvernement ont sur les municipalités et l'effet qu'elles ont sur les habitants dans les municipalités.

Nous avons été ravis de voir les investissements réalisés dans les infrastructures communautaires, par exemple, pour bâtir des communautés plus fortes. C'est très important, parce que les collectivités et les municipalités constatent maintenant que les gouvernements provinciaux leur délèguent de plus en plus de responsabilités sans leur fournir le soutien financier correspondant. Même si nous incitons les constructeurs et les promoteurs à construire des logements dans les collectivités, nous veillons également à ce que les municipalités reçoivent une compensation sous la forme d'un soutien en matière d'infrastructures.

Jacob Mantle (York—Durham, PCC): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement le discours de la députée d'en face. Elle a mentionné la perturbation du commerce parmi les raisons justifiant

le budget et la frénésie de dépenses dont est saisi le gouvernement libéral, qui endettera les générations à venir.

De ce côté-ci de la Chambre, nous appuyons certainement les efforts visant à diversifier et à renforcer le commerce du Canada, mais, bien sûr, notre relation commerciale la plus importante est celle que nous entretenons avec les États-Unis. La députée pourrait-elle nous dire si, selon elle, cette relation est la plus importante? La députée se soucie-t-elle de cette relation? A-t-elle des questions brûlantes à poser à l'administration à son sujet?

Kristina Tesser Derksen: La question est très opportune, monsieur le Président. Il va sans dire que le commerce avec celui qui a été notre principal partenaire commercial et notre plus proche allié pendant plus de 100 ans revêt une importance capitale.

Pour des raisons totalement indépendantes de notre volonté, les États-Unis ont changé de cap et ont décidé de devenir totalement imprévisibles. Les Canadiens doivent contrôler ce qu'ils peuvent contrôler. Même si nous demeurons ouverts à la possibilité de poursuivre les négociations commerciales avec les États-Unis, nous devons chercher d'autres alliés et partenaires fiables dans ce domaine.

● (1825)

Dan Mazier (Riding Mountain, CPC): Monsieur le Président, lorsque les Canadiens ont lu le budget, ils ont eu un choc, parce que le premier ministre avait promis qu'il ne serait pas comme Justin Trudeau. Il avait promis de faire preuve de responsabilité financière. Il avait promis de réduire les dépenses. Il avait promis de réduire le ratio dette-PIB. Cependant, ce n'était que de la poudre aux yeux.

Les Canadiens connaissent maintenant la vérité. En effet, le premier ministre enregistre plutôt un déficit record, si on exclut la période de la COVID, de 78 milliards de dollars. C'est une somme colossale, mais il y a des gens qui se réjouissent. Je pouvais presque entendre les banquiers et les créanciers obligataires trinquer à la hausse de l'inflation et des taux d'intérêt qui leur permettra de se remplir les poches. Toute l'élite mondiale a le sourire aux lèvres, car le premier ministre a subrepticement supprimé la taxe de luxe sur les yachts et les jets privés. Malheureusement, c'est la classe moyenne qui est le dindon de la farce. Cependant, je ne suis pas certain qu'on pourra lui passer deux fois le même sapin, comme on dit.

En lisant les pages du budget, j'ai été frappé par ce qui n'y figurait pas. Il n'y avait pas une seule mesure concrète pour lutter contre la crise des drogues et de la toxicomanie qui dévaste nos collectivités. Depuis une décennie, les libéraux normalisent la consommation de drogues. Ils font la promotion de la consommation de drogues illégales, comme le crack, la méthamphétamine et le fentanyl, sous le couvert d'un approvisionnement sûr. Le fentanyl n'a rien de sûr. Il n'y a rien de sûr à permettre à une personne de s'empoisonner lentement à mort, mais la ministre de la Santé continue de rendre les drogues plus accessibles et les traitements plus difficiles à trouver. Si cela semble insensé, c'est parce que ça l'est.

Examinons les faits. Les libéraux ont approuvé la décriminalisation des drogues dures en Colombie-Britannique. La ministre associée de la Santé de l'époque a accordé une exemption à la Loi réglementant certaines drogues et autres substances afin de légaliser la consommation de drogues dans toute la province. Qu'est-ce que cette expérience a donné? Si la ministre se promenait sur la rue East Hastings, à Vancouver, comme je l'ai fait le mois dernier, elle verrait ce qui arrive lorsque le gouvernement autorise la consommation de drogues. Au-delà de la criminalité et du chaos, il y a aussi des décès.

Des voix: Oh, oh!

Dan Mazier: Je n'arrive pas à croire ce que j'entends de l'autre côté de la Chambre, monsieur le Président, car rien que l'année dernière, plus de 2 200 Britanno-Colombiens sont morts à cause de drogues toxiques, ce qui représente plus de six décès par jour. Les libéraux auraient pu se servir du budget pour mettre fin à cette expérience ratée, mais, pour une raison inconnue, ils ne l'ont pas fait. Ils ont plutôt laissé l'expérience se poursuivre pendant que des Canadiens continuent de mourir.

Cependant, le problème ne touche pas que la Colombie-Britannique. La ministre de la Santé approuve des centres de consommation supervisée partout au pays, y compris à proximité de garderies, d'écoles et de terrains de jeu. Les parents accompagnés de leurs enfants ne devraient jamais avoir à croiser des gens qui fument du fentanyl en plein jour. Les enfants ne devraient jamais trouver des seringues usagées sur leurs terrains de jeu. Selon les données de Santé Canada, le fentanyl est la substance la plus consommée dans ces centres approuvés par le gouvernement fédéral. Près d'un usager sur deux y consomme du fentanyl.

En quoi est-ce sûr? Il est incroyable que les libéraux considèrent que c'est sans danger.

Les conservateurs ne sont pas les seuls à le dire: les forces de l'ordre, aussi, sonnent l'alarme. Dans une lettre envoyée au gouvernement libéral plus tôt cette année, le chef de la police d'Ottawa a souligné qu'un site de consommation supervisée de drogues approuvé par le gouvernement fédéral au centre-ville d'Ottawa était devenu le point central des préoccupations en matière de sécurité. Il a signalé une escalade de la consommation ouverte de drogues, des comportements agressifs et des cas d'intoxication publique dans le quartier. Tout cela se passe en plein cœur de la collectivité.

Je me suis promené dans ces rues, moi aussi, et j'avais du mal à le croire. Pourtant, le gouvernement libéral ferme constamment les yeux sur la situation. Les forces de l'ordre ont précisé que les répercussions étaient devenues si graves que des garderies à proximité ont été fermées pour des raisons de sécurité.

MOTION D'AJOURNEMENT.

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

• (1830)

[Traduction]

LES RESSOURCES NATURELLES

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NDP): Monsieur le Président, je tiens d'abord à rendre hommage ce soir aux courageux enseignants et élèves de la nation Nuxalk à Bella Coola qui ont risqué

Motion d'ajournement.

leur vie pour protéger des écoliers lors d'une attaque terrifiante de grizzly. Cet acte d'héroïsme nous rappelle la force et la résilience des communautés côtières. Nous sommes de tout cœur avec la nation Nuxalk et les habitants de Bella Coola en cette période difficile.

Je tiens également à exprimer ma profonde gratitude aux membres de la bande des Heiltsuks responsables de la surveillance côtière, qui ont été les premiers à arriver sur les lieux lorsqu'une barge commerciale chargée a commencé à prendre l'eau au large de la côte centrale de la Colombie-Britannique, et qui ont continué à travailler sans relâche pour prévenir une catastrophe environnementale et économique. Cette barge est remplie de conteneurs ayant une énorme valeur commerciale, et les efforts déployés par ces gens permettent aux entreprises d'économiser des millions de dollars. Leur dévouement reflète un niveau de responsabilité et de vigilance auquel le gouvernement libéral devrait aspirer. Encore une fois, les Premières Nations de la côte Ouest font preuve d'un leadership extraordinaire pour protéger leurs terres, leurs eaux, leur économie et les générations futures. J'exhorte le gouvernement libéral à s'inspirer de leur exemple et à les écouter.

Aujourd'hui, les médias rapportent que des discussions ont lieu en coulisses au sujet de l'octroi d'exceptions au moratoire sur les pétroliers, de la construction d'un pipeline dans la forêt pluviale de Great Bear et de l'établissement d'un corridor en mer pour les pétroliers dans la région. Selon ces informations, le gouvernement fédéral s'est adressé directement à l'Alberta et à la Saskatchewan sans consulter la Colombie-Britannique ni les Premières Nations côtières qui prennent soin de ces terres et de ces eaux depuis des temps immémoriaux.

Si c'est exact, cela signifie que le gouvernement tente de réduire les mesures de protection de la côte sans consulter les personnes les plus touchées. Si tel est le cas, le gouvernement crée, de manière irresponsable, un risque inutile. La Colombie-Britannique a clairement indiqué qu'elle ne soutenait pas l'affaiblissement des mesures de protection dont dépendent aujourd'hui les communautés côtières. Le premier ministre a déclaré qu'il n'utiliserait pas le projet de loi C-5 pour passer outre la décision d'un gouvernement provincial, et il doit tenir parole, au lieu de la renier dans le secret, en lançant des ballons d'essai dans les médias en parallèle.

La forêt pluviale de Great Bear n'est pas un endroit pour des oléoducs ou des pétroliers. C'est le dernier bastion du saumon sauvage du Pacifique au Canada, un endroit qui abrite des forêts pluviales tempérées anciennes que l'on ne trouve pratiquement nulle part ailleurs et qui renferme certaines des eaux marines les plus productives de la planète. Plutôt que de compromettre cette forêt, le Canada doit respecter le principe du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, et se ranger du côté des Premières Nations côtières qui défendent sans équivoque ce lieu irremplaçable.

Motion d'ajournement.

Les répercussions économiques sont tout aussi importantes. Les Premières Nations côtières ont bâti une économie de plusieurs milliards de dollars qui est fondée sur la conservation et qui appuie le tourisme culturel, les pêches durables, la restauration de l'habitat, les projets d'énergie renouvelable et les emplois locaux à long terme. Il s'agit d'un modèle économique fondé sur l'intendance, et non sur l'extraction. Une voie de circulation réservée aux pétroliers qui transportent du pétrole brut menace ces emplois durables existants. Le Canada devrait renforcer cette assise économique éprouvée, et non la déstabiliser au moyen de négociations fermées motivées par des pressions extérieures.

Après des conséquences à long terme qu'on ne peut pas ignorer, le virage mondial vers les énergies renouvelables s'accélère. Le Canada ne peut pas se permettre d'être laissé pour compte en s'accrochant à des infrastructures du XX^e siècle. À l'heure actuelle, un nouveau pipeline de pétrole brut n'est pas la voie de la prospérité; c'est un détour coûteux par rapport aux possibilités qui se présentent dans la transition vers l'énergie propre. Le Canada doit faire mieux. Les Premières Nations côtières continuent de diriger avec clarté et courage et un engagement indéfectible envers leurs territoires et le bien-être de tous les Canadiens.

Au lieu d'exclure les gouvernements autochtones, de mettre la Colombie-Britannique sur la touche et de conclure des ententes secrètes avec des lobbyistes du secteur pétrolier, le premier ministre doit rencontrer directement les Premières Nations dans un véritable esprit de partenariat et de transparence. Ils ont été clairs: un moratoire qui comporte des exceptions n'est pas du tout un moratoire, et la forêt pluviale et la mer de Great Bear ne sont pas des zones de sacrifice.

Claude Guay (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui à la Chambre des communes, sur le territoire traditionnel non cédé du peuple algonquin anishinabe, un territoire qui nous rappelle chaque jour notre devoir d'honorer les droits des Autochtones et d'œuvrer pour la réconciliation.

Nous sommes déterminés à faire du Canada une superpuissance en matière d'énergie tout en protégeant l'environnement, y compris la côte nord de la Colombie-Britannique. Il est important de dire clairement que le gouvernement fédéral n'a pas reçu de proposition pour la réalisation du projet dont le député a parlé et que ce projet n'a pas été soumis pour étude au Bureau des grands projets.

Si, à un moment donné, ce pipeline ou tout autre projet comparable doit être envisagé, le gouvernement est déterminé à mener de véritables consultations auprès des peuples autochtones. Le respect des droits des Autochtones est non négociable. Notre approche est ancrée dans le partenariat, le respect et la réconciliation.

À l'évidence, les communautés autochtones sont des intervenants et des acteurs de premier plan ayant une participation directe dans de nombreux projets soumis au Bureau des grands projets. Prenons l'exemple de l'expansion de la mine Red Chris, dans le Nord-Ouest de la Colombie-Britannique. Ce projet, qui est réalisé en étroite collaboration avec la nation Tahltan, permettra de prolonger de plus de 10 ans la durée de vie de la mine, d'augmenter de 15 % la production annuelle de cuivre au Canada et d'employer 1 500 travailleurs pendant la période d'exploitation et jusqu'à 1 800 pendant la période de construction.

Lorsque la mine sera en exploitation, elle permettra de réduire de plus de 70 % les émissions de gaz à effet de serre; il y a de quoi

être fiers. Ce projet, qui fait partie du Corridor essentiel de conservation du Nord-Ouest, illustre comment le leadership autochtone, l'exploitation des minéraux critiques, le transport de l'énergie propre et la conservation peuvent aller de pair.

Au Nunavut, le projet hydroélectrique à Iqaluit se démarque comme étant la première entreprise de conception de systèmes d'énergie renouvelable appartenant entièrement à des Inuits. Cette centrale hydroélectrique de 15 à 30 mégawatts remplacera le diésel dont dépend Iqaluit, qui en importe près de 15 millions de litres par année, ce qui génère environ 130 000 tonnes de gaz à effet de serre.

Le projet est un exemple frappant de croissance économique, mais aussi d'autodétermination de la part des Inuits. Il facilitera la stabilisation des tarifs d'électricité locaux. Je peux assurer à la Chambre que chaque décision importante relative à ce projet et à d'autres projets semblables fait intervenir directement les détenteurs de droits et les groupes touchés, ce qui témoigne d'un véritable leadership autochtone à l'égard de l'énergie propre et d'un avenir durable.

Il y a un autre projet d'intérêt national que j'aimerais mentionner: le projet Crawford de Canada Nickel. Basée dans la deuxième réserve de nickel en importance au monde, cette initiative établira le leadership du Canada dans le domaine éco-industriel.

Des ententes ont été signées avec les Premières Nations de Matagami, de Matachewan et de Flying Post, ce qui a permis non seulement de créer rapidement des occasions d'affaires et d'emploi, mais aussi de prendre des engagements fermes en matière de passation de marchés et de retombées économiques à long terme pour les collectivités. Dans le cadre d'un partenariat historique, la nation Taykwa Tagamou investit 20 millions de dollars dans le projet, ce qui lui garantit une participation en capital importante. Ce partenariat montre que la participation des Autochtones est non seulement possible, mais aussi essentielle à la réussite à long terme du projet.

Sur le territoire visé par un traité moderne de la nation Nisga'a, le long de la côte nord-ouest de la Colombie-Britannique, l'usine de gaz naturel liquéfié Ksi Lisims, en partenariat avec la nation Nisga'a, Western LNG et Rockies LNG Partners, est conçue pour être l'une des exploitations de gaz naturel liquéfié qui aura les émissions parmi les plus faibles au monde. Approuvée par les gouvernements fédéral et provincial, elle créera des milliers d'emplois spécialisés et attirera des investissements de près de 30 milliards de dollars...

• (1835)

Le vice-président adjoint (John Nater): Le député de Courtenay-Alberni a la parole.

Gord Johns: Monsieur le Président, les libéraux tenteront peut-être d'ignorer ces préoccupations, mais les faits parlent d'eux-mêmes: les Premières Nations côtières ont signalé à maintes reprises que toute mesure visant à affaiblir le moratoire relatif aux pétroliers mettrait en péril les collectivités, les écosystèmes et les économies locales durables.

Si le gouvernement prend part, sans la Colombie-Britannique et sans les Premières Nations touchées, à des négociations à huis clos au sujet de la circulation de pétroliers de brut dans la forêt pluviale de Great Bear et la mer Great Bear, c'est un manque de transparence et un échec en matière de réconciliation. Il ne s'agit pas de considérations partisans, mais de sécurité, de respect et de gouvernance responsable.

Les enseignants de Bella Coola et les surveillants heiltsuks de la côte font preuve d'un vrai leadership: ils protègent les gens et l'environnement avant qu'une catastrophe ne survienne. Ottawa devrait suivre leur exemple, respecter ses engagements et s'entretenir directement avec la Colombie-Britannique et les Premières Nations côtières plutôt que d'essayer de négocier des exceptions derrière des portes closes.

Claude Guay: Monsieur le Président, j'aimerais rappeler au député que les exemples ne manquent pas. J'en ai d'ailleurs un autre: le projet de ligne de transport de la côte nord, qui a été soumis au Bureau des grands projets pour être examiné de plus près. Ce projet consiste à doubler les lignes de transport existantes de Prince George à Terrace et jusqu'à la sous-station Bob Quinn. Il favoriserait une croissance propre pour l'exploitation de minéraux critiques et de gaz naturel liquéfié tout en améliorant l'accès aux télécommunications et à l'électricité dans les régions rurales du Nord-Ouest de la Colombie-Britannique. Une fois opérationnelle, la ligne de transport créerait des milliers d'emplois, générerait d'importantes recettes publiques, contribuerait à prévenir jusqu'à trois millions de tonnes d'émissions de carbone annuellement et constituerait la pierre angulaire d'un corridor de transport d'énergie propre pour les générations à venir.

Lorsqu'il s'agit de projets d'importance nationale, le gouvernement travaillera toujours main dans la main avec les peuples autochtones pour trouver la bonne voie à suivre.

● (1840)

L'ÉCONOMIE

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux d'être ici ce soir et j'espère obtenir une réponse légèrement meilleure à une question que j'ai posée en octobre. J'avais alors souligné que le pays avait perdu 86 000 emplois en octobre, dont 1 000 à Calgary, ce qui faisait grimper le nombre de ménages qui vivent de l'insécurité alimentaire.

Un rapport concernant l'indice canadien de sentiment alimentaire a été publié la semaine dernière. On peut y lire que 80,6 % des Canadiens disent que la nourriture est leur principale préoccupation financière, que 28 % des Canadiens ont dû utiliser leurs économies ou emprunter de l'argent pour acheter de la nourriture et que 25,5 % des Canadiens vivent de l'insécurité alimentaire. Comparativement à l'année dernière, une famille moyenne de quatre personnes dépensera 800 \$ de plus pour l'épicerie cette année.

Voilà qui en dit long sur les 10 années de politiques libérales inefficaces que nous avons subies au Canada. Je siège à la Chambre depuis assez longtemps pour me souvenir de l'époque où l'actuel ministre des Finances était ministre du Commerce. En 2023, il avait annoncé que le prix des aliments baisserait avant l'Action de grâces, mais il a continué d'augmenter.

Ensuite, les libéraux ont essayé de présenter la hausse du prix des aliments comme un phénomène mondial et de dire que les prix grimpaient aussi rapidement partout. Nous avons toutefois pu entendre à maintes reprises que l'augmentation des prix au Canada dépasse de 48 % celle des États-Unis. Il s'agit donc d'un problème purement canadien, qui trouve sa source dans les dépenses effrénées et inconsidérées du gouvernement libéral.

Voici le nouveau gars, qui est pareil au gars d'avant. Justin Trudeau n'a jamais pu se retenir de dépenser nos impôts, pas même économiser un seul dollar. Or, les déficits du premier ministre dépassent ceux de Justin Trudeau, qui en rougirait d'envie. Il fait si

Motion d'ajournement.

froid dehors aujourd'hui que j'ai vu des libéraux mettre les mains dans leurs propres poches. C'est du jamais vu.

Après 10 ans de politiques libérales inefficaces, les données montrent que l'insécurité alimentaire ne cesse d'augmenter et que les files aux banques alimentaires continuent de s'allonger. Les Canadiens n'ont jamais été aussi nombreux à recourir aux banques alimentaires. Le plan libéral est un échec lamentable. Ma question, qui s'adresse à la personne qui répondra de l'autre côté, est la suivante: quand les libéraux vont-ils se ressaisir, mettre fin à leurs dépenses effrénées et reprendre le contrôle des budgets afin que les familles aient elles-mêmes les moyens de mettre de la nourriture sur leur table?

Annie Koutrakis (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Emploi et des Familles, Lib.): Monsieur le Président, le député d'en face essaie de propager de la désinformation concernant une prétendue taxe cachée sur le carbone. Je serai claire: aucune taxe ne s'applique aux aliments à l'épicerie.

La tarification du carbone pour les industries s'applique aux plus grands pollueurs du Canada, et non aux familles ou aux petites entreprises. Ces mesures encouragent les investissements visant à réduire les émissions et à renforcer la compétitivité des entreprises canadiennes. Il est important de noter que des études indépendantes menées par l'Institut climatique du Canada montrent que la tarification de la pollution industrielle est l'un des moyens les moins coûteux de réduire les émissions tout en ayant une incidence minimale sur les familles.

Le régime canadien de tarification basé sur la production offre une grande souplesse aux entreprises. Elles peuvent investir dans des procédés plus propres, acheter des crédits auprès d'innovateurs ou créer de nouvelles technologies pour réduire leurs émissions. Cette approche permet de réduire la pollution au moindre coût et encourage l'innovation, aidant ainsi les entreprises canadiennes à se développer et à protéger les emplois.

En ce qui concerne les prix des denrées alimentaires, la redevance fédérale sur les combustibles a été supprimée le 1^{er} avril dernier, et les agriculteurs continuent de bénéficier d'allègements fiscaux en vertu de la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre. Des analyses indépendantes montrent que les pressions inflationnistes sur les produits alimentaires sont dues aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale, à la guerre en Ukraine et à la volatilité des prix de l'énergie, et non aux politiques climatiques fédérales.

Le Règlement sur les combustibles propres, qu'on appelle parfois la taxe cachée sur le carbone, vise une réduction des gaz à effet de serre pouvant atteindre 26 millions de tonnes d'ici 2030. Ce règlement favorise également les grands projets créateurs d'emplois à l'échelle du pays, comme des installations d'hydrogène et de diésel renouvelable en Alberta, des projets de gaz naturel renouvelable et d'hydrogène vert en Ontario et au Québec, ainsi que des projets de combustibles propres à Terre-Neuve-et-Labrador. De telles initiatives permettent non seulement de réduire la pollution, mais aussi de stimuler les économies locales et de préserver des emplois hautement spécialisés.

Motion d'ajournement.

L'abrogation de ces mesures, comme le propose le député d'en face, mettrait des emplois en péril, augmenterait la pollution et isolerait les entreprises canadiennes des marchés mondiaux. La lutte contre les changements climatiques est une action économique. Les politiques en place protègent les travailleurs, aident les familles et donnent au Canada les moyens d'assurer sa capacité concurrentielle à long terme. Les Canadiens méritent des solutions fondées sur des faits, pas des slogans.

• (1845)

Warren Steinley: Monsieur le Président, c'est bien beau que la secrétaire parlementaire puisse se contenter de lire un discours rédigé pour elle par quelqu'un dans les coulisses, mais je n'ai rien dit de tout cela. En fait, mon discours ne mentionnait même pas la taxe sur le carbone. L'obsession malsaine des députés d'en face pour la taxe sur le carbone est un peu étrange.

J'ai parlé des dépenses effrénées, de l'inflation alimentaire et du fait que les familles ont de plus en plus de difficulté à joindre les deux bouts chaque année, car leur salaire ne leur permet pas de boucler leurs fins de mois, et j'ai expliqué de quelle façon les libéraux pourraient réellement aider les familles.

En ce qui concerne l'obsession persistante des libéraux pour les slogans et pour la taxe sur le carbone, nous savons qu'ils avaient tort, car ils ont aboli la taxe sur le carbone pour les consommateurs après s'être démenés pendant huit ans à dire que c'était la meilleure solution pour l'environnement. Ensuite, quand ils ont constaté à quel point cette mesure était impopulaire, ils ont changé d'avis juste pour se faire réélire.

Je comprends maintenant ce que ressentent les Canadiens ordinaires. Je suis venu ici pour discuter de problèmes concrets, mais la secrétaire parlementaire s'est contentée de lire un discours sans prêter attention à mes propos. Cela rend les débats d'ajournement presque aussi décevants que la période des questions.

Annie Koutrakis: Monsieur le Président, il n'y a pas de taxe sur le carbone pour les produits d'épicerie.

La tarification du carbone pour l'industrie et le Règlement sur les combustibles propres sont des politiques ciblées qui permettent de réduire la pollution tout en soutenant les emplois et les investissements canadiens. Ils donnent aux entreprises la possibilité d'innover, de réduire efficacement leurs émissions et de demeurer concurrentielles. Ces mesures créent de l'emploi dans le domaine de l'énergie renouvelable, de l'hydrogène et des combustibles propres partout au pays tout en protégeant l'économie contre les coûts croissants découlant des changements climatiques. L'élimination de ces politiques nuirait à l'emploi, augmenterait la pollution et affaiblirait la position économique du Canada. Les Canadiens méritent des solutions fondées sur des faits, et c'est exactement ce qu'offrent ces mesures.

LES ANCIENS COMBATTANTS

Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux et fier d'être ici ce soir, non seulement au nom des citoyens de Bruce—Grey—Owen Sound, mais aussi au nom de tous les anciens combattants du Canada et de leurs familles.

Il y a quelque temps, j'ai posé une question au sujet d'une politique du gouvernement libéral. Je vais lire la politique à laquelle ma question faisait référence; elle dit ceci: « Anciens Combattants Canada est heureux de fournir, sur demande, deux couronnes commémoratives aux députés qui représenteront le gouvernement du Canada lors des cérémonies du jour du Souvenir. »

Je m'excuse, monsieur le Président. Il ne s'agissait pas d'une politique du gouvernement libéral de cette année, mais d'octobre 2017. Il va sans dire que j'ai été choqué de constater que, après avoir fait marche arrière et pris la bonne décision en 2017, les libéraux ont essentiellement rétabli la même politique en 2025. J'ai donc interrogé la ministre le 3 octobre et je lui ai demandé pourquoi, alors que de nombreuses circonscriptions comptent des dizaines de cénotaphes, les libéraux disent aux Canadiens et aux députés que le gouvernement n'en financera désormais que deux. La ministre a répondu en ces termes, et je lui suis reconnaissant pour sa réponse, dans une certaine mesure. Elle a déclaré:

Les changements apportés au programme des couronnes commémoratives pour les parlementaires reposaient sur l'idée que les députés travailleraient directement avec la Légion royale canadienne et que les recettes soutiendraient les filiales locales de la Légion. J'apprends maintenant que ces changements pourraient perturber considérablement le jour du Souvenir.

J'ai donc demandé à mon ministère de revenir au format précédent pour cette année.

Je suis membre de la Légion royale canadienne depuis 1993. Ma circonscription compte 25 cénotaphes. Aucun membre de la Légion ne m'a jamais approché pour me demander d'acheter une couronne par l'intermédiaire de la Légion. En fait, les membres de la Légion viennent me voir pour me demander d'obtenir une couronne du gouvernement afin de rendre hommage aux quelque 100 000 Canadiens qui ont fait le sacrifice suprême au service de la nation.

La question que je veux poser au gouvernement libéral à ce sujet est assez simple. Le gouvernement libéral estime-t-il qu'il est exagéré de demander à Anciens Combattants Canada de fournir une couronne pour chaque cénotaphe en hommage aux quelque 100 000 Canadiens qui ont fait le sacrifice suprême au service du Canada?

À titre de question complémentaire, étant donné que la politique libérale visant à limiter le nombre de couronnes fournies par Anciens Combattants Canada est remise sur le tapis tous les deux ou trois ans, le gouvernement peut-il confirmer qu'il ne tentera plus jamais de mettre en œuvre cette politique restrictive?

Je passe maintenant à un autre sujet. Je sais que le secrétaire parlementaire de la ministre des Anciens Combattants est très au fait du budget de cette année et de son incidence sur ce ministère. Étant donné que la deuxième compression budgétaire en importance des libéraux, soit 4,4 milliards de dollars, touche Anciens Combattants Canada et que le gouvernement prétend que la réduction des dépenses liées au cannabis permettra d'une manière ou d'une autre de réaliser ces économies, alors qu'il n'a dépensé que 245 millions de dollars l'année dernière, comment le gouvernement compte-t-il s'y prendre?

Les membres de la Légion royale canadienne et les anciens combattants de tout le pays sont perplexes. Aujourd'hui encore, les porte-parole de la Légion viennent de publier un communiqué de presse dans lequel ils déclarent qu'ils constatent « une inquiétude et une grande confusion [...] Faute de détails clairs et d'explications simples, de nombreux vétérans restent dans l'ombre et s'inquiètent de ce que cela peut signifier pour leurs prestations ».

Le secrétaire parlementaire pourrait-il clarifier l'impact que cela aurait sur l'arriéré des demandes de prestations d'invalidité, sur l'accès au cannabis et la recherche dans ce domaine, sur le calcul des coûts des soins de longue durée, qui relève davantage d'un procès que de la prise en charge des anciens combattants, sur la confusion entourant l'indice de calcul des pensions et sur toute modification législative qui aurait une incidence sur la GRC?

• (1850)

Sean Casey (secrétaire parlementaire de la ministre des Anciens Combattants et ministre associée de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, il y avait beaucoup de choses à décorifier dans ce discours de quatre minutes. La question inscrite au Feuilleton portait sur le programme des couronnes commémoratives. Je suis heureux de fournir des précisions à ce sujet. Dans la mesure où le temps me le permettra, je vais essayer de répondre à la demi-douzaine de questions sur le budget.

Je remercie le député de Bruce—Grey—Owen Sound d'avoir porté à l'attention de la Chambre et des anciens combattants les services et les sacrifices des anciens combattants. Il est également important de fournir au député et à la Chambre des précisions sur un programme commémoratif important.

Anciens Combattants Canada a lancé le programme des couronnes commémoratives pour les parlementaires en 1986. Ce programme financé par l'État permettait d'offrir à chaque député une couronne commémorative à déposer lors d'une cérémonie du jour du Souvenir organisée par la Légion royale canadienne dans sa circonscription. Ces couronnes commémoratives faites au Canada témoignent de l'engagement du gouvernement à reconnaître publiquement que nous sommes toujours redevables pour les exploits et les sacrifices des anciens combattants qui ont lutté pour la paix.

Chaque couronne est expédiée aux parlementaires dans une boîte de protection et il faut la commander au plus tard le 24 octobre afin de la recevoir à temps pour le jour du Souvenir, le 11 novembre de chaque année. Depuis sa création, le programme a évolué. Au début, on remettait une couronne à chaque député. Les parlementaires participant à plus d'une cérémonie pouvaient commander des couronnes supplémentaires. Au fil du temps, le programme a évolué d'une manière qui a entraîné des incohérences dans le nombre de couronnes fournies.

Après avoir entendu le député, je pense qu'il est évident que ces incohérences persistent, car la pratique au bureau du député de Charlottetown a toujours été d'accepter volontiers les deux couronnes attribuées par Anciens Combattants Canada, puis d'appeler la Légion et d'acheter toutes les couronnes supplémentaires nécessaires. Je suis très étonné d'entendre qu'on s'attend à ce que ce ne soit pas la norme. Ce que je fais est peut-être différent, mais je sais que c'est la norme dans mon coin de pays.

Afin de distribuer plus équitablement les couronnes entre les régions, le programme fournit maintenant deux couronnes à chaque député. Elles peuvent être utilisées par les parlementaires ou leurs délégués lors de tout événement commémoratif organisé pendant la Semaine des vétérans, et pas seulement ceux organisés par la Légion royale canadienne. Si un député ou un sénateur a besoin de plus de couronnes, il n'a qu'à en faire la demande à Anciens Combattants Canada, qui se chargera de lui en procurer autant qu'il en a besoin. Ces couronnes peuvent, par exemple, servir pour d'autres événements ou être utilisées pour rendre hommage à un autre vétéran ou à un membre des Forces armées canadiennes mort au combat.

Motion d'ajournement.

Loin d'oublier les courageux vétérans du Canada, le gouvernement s'est engagé à honorer leur mémoire lors de cérémonies organisées par le ministère des Anciens Combattants, la Légion royale canadienne ou d'autres organisations. Au lieu de limiter le nombre de couronnes, le ministère aide activement les parlementaires et d'autres personnes à déposer autant de couronnes qu'ils le souhaitent.

Le député a demandé si le programme était sur le point de prendre fin. Je peux dire que ce programme ne prendra pas fin d'une manière qui nous empêcherait de respecter notre obligation d'honorer ceux tombés au champ d'honneur, et il ne prendra pas fin sans que nous ayons mené des consultations exhaustives et tenu des discussions approfondies avec toutes les personnes concernées, y compris les parlementaires.

Je voudrais aborder brièvement une demi-douzaine de sujets liés au budget.

Le premier concerne la différence entre la comptabilité d'exercice et la comptabilité de caisse. Le programme de cannabis pour les anciens combattants représente une obligation future envers les anciens combattants, celle de continuer à leur fournir du cannabis à des fins médicales. Il a été décidé de modifier le taux de remboursement, qui passera de 8,50 \$ le gramme à 6 \$, soit le taux du marché. Cette modification entraînera une diminution des dépenses à l'avenir. La valeur actualisée nette de cette réduction future est reflétée dans le budget.

• (1855)

Le vice-président adjoint (John Nater): Je tiens simplement à rappeler que les questions doivent se rapporter à la question posée initialement. Je comprends qu'il y a une bonne intention, mais en théorie, les questions devraient se rapporter à la question initiale.

Le député de Bruce—Grey—Owen Sound a la parole.

Alex Ruff: Monsieur le Président, la question portait bel et bien sur Anciens Combattants Canada et le soutien aux anciens combattants.

Je tiens à souligner que le secrétaire parlementaire a fourni des précisions sur le programme des couronnes commémoratives. Je l'en remercie. Comme il n'a pas vraiment répondu à mes deux questions, je vais lui laisser la dernière minute pour le faire.

Il ne s'agit pas de savoir d'où vient l'argent. Je n'hésiterais pas à payer les 25 couronnes envoyées aux 25 monuments commémoratifs qui se trouvent dans ma circonscription. Je représente une grande circonscription qui a fourni plus que sa part d'anciens combattants au pays.

Le secrétaire parlementaire ne pense-t-il pas qu'Anciens Combattants Canada pourrait au moins déposer une couronne à chaque cénotaphe au Canada? Va-t-il s'engager à maintenir le programme afin que le ministère fournisse à chaque député le nombre de couronnes nécessaire, peu importent les différences entre les circonscriptions?

Sean Casey: Monsieur le Président, le mandat du ministère des Anciens Combattants consiste entre autres à honorer et à commémorer les anciens combattants, non seulement lors du jour du Souvenir, mais aussi tout au long de l'année, partout au pays et dans le monde entier.

Motion d'ajournement.

Dans le cadre du programme des couronnes commémoratives pour les parlementaires, deux couronnes sont distribuées à chaque député pour qu'elles soient utilisées lors des cérémonies commémoratives du jour du Souvenir. Si un député a besoin de plus de deux couronnes, il lui suffit de communiquer avec Anciens Combattants Canada, qui achètera alors les couronnes auprès de la Légion royale canadienne.

Nous encourageons tous les Canadiens à honorer les anciens combattants et à se souvenir chaque jour de l'année du service rendu par les Forces armées canadiennes.

Le vice-président adjoint (John Nater): La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 58.)

TABLE DES MATIÈRES

Le lundi 24 novembre 2025

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

L'aide au développement international du Canada

Motion	3981
Lamoureux	3981
Lake	3982
Lemire	3983
Kusie	3985
Hoback	3986
Hussen	3987
Adoption de la motion	3988
Adoption de la motion	3988

Suspension de la séance

Suspension de la séance à 11 h 53	3988
---	------

Reprise de la séance

Reprise de la séance à midi	3988
-----------------------------------	------

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Loi n° 1 d'exécution du budget de 2025

Projet de loi C-15. Deuxième lecture	3988
Hogan	3988
Muys	3990
Lemire	3990
Fisher	3990
Lantsman	3991
Lamoureux	3992
Lemire	3992
Dalton	3993
Ntumba	3993
McCauley	3993
Beaulieu	3994
Deschênes-Thériault	3994
Beaulieu	3994
Hoback	3994
Lamoureux	3996
Lemire	3996
Zimmer	3996
Chi	3997
Melillo	3998
Beaulieu	3998
Deschênes-Thériault	3998
Hoback	3998
Kramp-Neuman	3998
Lamoureux	4000
Lemire	4000
Zimmer	4000
Auguste	4001
McCauley	4002
Bonin	4002
Chi	4002
Gourde	4003
Ntumba	4003
Mantle	4003
Gourde	4003

Ntumba	4005
Beaulieu	4005
McCauley	4005
Deschênes-Thériault	4005
Dandurand	4005

DÉCLARATIONS DES DÉPUTÉS

La violence faite aux femmes

Gazan	4007
-------------	------

Le patrimoine canadien

Earle	4007
-------------	------

Les dons de bienfaisance dans Barrie-Sud—Innisfil

Brassard	4007
----------------	------

Les lauréats du prix Nobel de Guelph

O'Rourke	4007
----------------	------

La sécurité publique

Brock	4008
-------------	------

André Genest

Watchorn	4008
----------------	------

Championnat mondial junior de hockey

Bailey	4008
--------------	------

Le 350^e anniversaire du martyr du gourou Tegh Bahadur

Dhaliwal	4008
----------------	------

L'apiculture

Viersen	4009
---------------	------

Madeleine Poulin

Champoux	4009
----------------	------

La violence fondée sur le genre

Chang	4009
-------------	------

Le coût des aliments

Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake)	4009
---	------

Donald Edmund Graves

Greaves	4009
---------------	------

L'éthique

Seebach	4010
---------------	------

Jocelyne Bates et Lise Poissant

Ramsay	4010
--------------	------

Les négociations entre le Canada et les États-Unis

Reynolds	4010
----------------	------

Les jeunes au Canada

Sawatzky	4010
----------------	------

QUESTIONS ORALES

Le commerce international

Poilievre	4011
-----------------	------

MacKinnon	4011	Church	4016
Poilievre	4011	La tarification du carbone	
MacKinnon	4011	Cody	4017
Poilievre	4011	MacKinnon	4017
MacKinnon	4011	L'économie	
Poilievre	4011	Cody	4017
MacKinnon	4011	Dabrusin	4017
Poilievre	4012	Rowe	4017
LeBlanc	4012	Thompson	4017
Poilievre	4012	Les finances	
Champagne	4012	McCauley	4017
Les affaires étrangères		Solomon	4018
Blanchet	4012	McCauley	4018
Fortier	4012	Long	4018
Blanchet	4012	Kelly	4018
Fortier	4012	Champagne	4018
Blanchet	4013	Godin	4018
Fortier	4013	Lightbound	4018
L'industrie automobile		Les transports	
Khanna	4013	Lavoie	4018
LeBlanc	4013	MacKinnon	4018
Khanna	4013	Les ressources naturelles	
Hajdu	4013	Lantsman	4019
Gill (Windsor-Ouest)	4013	Hodgson	4019
Bardeesy	4013	Lantsman	4019
Gill (Windsor-Ouest)	4013	Hodgson	4019
Bardeesy	4014	L'éthique	
L'industrie forestière		Seeback	4019
Doherty	4014	Bardeesy	4019
Hodgson	4014	L'économie	
Doherty	4014	Lapointe (Rivière-des-Mille-Îles)	4019
Hodgson	4014	Champagne	4019
Bragdon	4014	L'emploi	
LeBlanc	4014	Berthold	4019
L'éthique		Bardeesy	4020
Thériault	4014	Le commerce international	
MacKinnon	4014	May	4020
Thériault	4015	Sidhu (Brampton-Est)	4020
MacKinnon	4015	Présence à la tribune	
Le secteur de l'acier et de l'aluminium		Le Président	4020
Martel	4015	AFFAIRES COURANTES	
LeBlanc	4015	Les affaires étrangères	
Martel	4015	Sidhu (Brampton-Est)	4020
Bardeesy	4015	Réponse du gouvernement à des pétitions	
Kuruc	4015	Lamoureux	4021
Hajdu	4015	Les travaux de la Chambre	
Kuruc	4015	Kayabaga	4021
Zerucelli	4015	Motion	4021
Steinley	4016	Adoption de la motion	4021
Bardeesy	4016	Pétitions	
Le commerce international		La malnutrition	
Lapointe (Sudbury)	4016	Deschênes-Thériault	4021
Sidhu (Brampton-Est)	4016		
L'économie			
Goodridge	4016		
Gainey	4016		
Goodridge	4016		

Les changements climatiques	
May	4021
Les lésions cérébrales	
Johns	4021
Le Code national du bâtiment	
Chagger	4021
Questions transformées en ordres de dépôt de documents	
Lamoureux	4022
Demande de débat d'urgence	
Le génocide des chrétiens au Nigeria	
Poillievre	4022
Décision de la présidence	
Le président	4022

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Loi n° 1 d'exécution du budget de 2025	
Projet de loi C-15. Deuxième lecture	4022
Deschênes-Thériault	4022
Dandurand	4023
Dalton	4023
Lamoureux	4023
Khanna	4023
Rocheftort	4024
Patzer	4025
Fortin	4025
Housefather	4025
Patzer	4027
Thériault	4027
Rocheftort	4027
May	4027
Motz	4027
Lamoureux	4029
Garon	4029
Dalton	4030
Zahid	4030
Kram	4032
Fortin	4032
Rocheftort	4032
Mahal	4032
Lamoureux	4034

Thériault	4034
Muys	4034
Bains	4034
McCauley	4036
Lamoureux	4036
Garon	4036
Watchorn	4038
Dalton	4038
Fortin	4038
Sari	4039
Dalton	4040
Garon	4040
Joseph	4040
Muys	4041
Lamoureux	4042
McCauley	4043
Fanjoy	4043
Mazier	4045
Lamoureux	4045
Hoback	4045
Ma	4045
Patzer	4045
Greaves	4047
Lewis (Essex)	4047
Johns	4047
Tesser Derksen	4048
Steinley	4049
Johns	4050
Nguyen	4050
Mantle	4050
Mazier	4050

MOTION D'AJOURNEMENT.

Les ressources naturelles	
Johns	4051
Guay	4052
L'économie	
Steinley	4053
Koutrakis	4053
Les anciens combattants	
Ruff	4054
Casey	4055

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>